



PERSPECTIVES STRATEGIQUES

La revue de l'institut FMES

janvier/juin 2024



**EST VS OUEST, SUD VS NORD :
L'EUROPE À L'ÉPICENTRE DES TENSIONS**



FMES

Fondation Méditerranéenne
d'Études Stratégiques

L'Institut FMES

L'institut FMES est né il y a trente ans de la volonté de mieux faire connaître les enjeux et les perspectives du bassin méditerranéen et du Moyen-Orient aux acteurs politiques, de l'éducation, de l'entreprise, des collectivités, des armées et des administrations. Depuis quelques années, il a élargi son domaine de compétence aux enjeux maritimes internationaux, au continent africain et au développement de l'économie de défense dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur dont il est un centre ressources. Il assure ses missions grâce à des cycles d'enseignement de haut niveau, des séminaires thématiques, des colloques, des études, des travaux de recherche et des publications. Il est partenaire de l'Institut des hautes Etudes de défense nationale (IHEDN), des universités de Toulon, de Côte d'Azur et d'Aix-Marseille, de l'Institut d'Etudes politiques d'Aix-en-Provence et du réseau euro-méditerranéen Euromesco.

Les opinions exprimées n'engagent que leurs auteurs.

SOMMAIRE

P. 5
PRÉFACE

P. 6
ÉDITOS

P. 20
CARTOGRAPHIES

P. 30
NOS ARTICLES MOYEN-ORIENT

P. 74
NOS ARTICLES AFRIQUE

P. 112
NOS ARTICLES MARITIMES

PREFACE

EST VS OUEST, SUD VS NORD : L'EUROPE À L'ÉPICENTRE DES TENSIONS

Ce premier semestre 2024 a été marqué par l'impact politique croissant au sein des sociétés européennes des recompositions brutales de l'ordre international qui se concentrent à nos portes.

Nous vivons en effet une rupture qui, à la différence des crises passagères qui ont secoué le système international depuis quatre décennies, ne nous permettra pas de retrouver les équilibres qui prévalaient encore il y a une dizaine d'années ; les rapports de puissance, l'organisation économique, la définition des règles internationales et même les valeurs qui les inspirent sont en train d'être métamorphosés sous nos yeux. Ces changements brutaux qui modifient de façon irréversible le cadre stratégique qui nous entoure, apportent leur lot de tensions et de violences mais également d'opportunités pour les pays qui savent en tirer profit.

Les champs de forces Est-Ouest et Sud-Nord que nous avons décrits dans notre préface de janvier se sont accrus et placent l'Europe à l'épicentre des tensions qui animent les Etats et les populations. Les rivalités géopolitiques qui opposent d'un côté les puissances eurasiatiques, autocratiques et continentales et de l'autre les Etats-Unis, associés aux démocraties maritimes se sont accrues et placent l'Europe en première ligne face à la Russie, sur le front ukrainien et sur le front indirect que représente désormais l'Afrique. Les ressentiments des populations du Sud à l'égard de leur voisins riches perçus comme indifférents et matérialistes se sont également renforcés sous l'action d'une guerre informationnelle de plus en plus efficace et en raison de l'aspect paradigmatique du conflit israélo-palestinien.

Ces champs de forces Est-Ouest et Sud-Nord placent l'Europe en position de vulnérabilité que ses populations commencent à percevoir. Cette porosité entre les enjeux extérieurs et intérieurs est un signe des temps qui résulte des flux de populations, d'informations et d'intérêts économiques. Elle est aussi la marque de la guerre informationnelle qui fait rage et qui fragilise les sociétés ouvertes et démocratiques. Il n'est donc pas surprenant que les citoyens européens et français ressentent de plus en plus les impacts des ruptures brutales à

l'œuvre. L'absence de stratégie politique claire face à ces bouleversements favorisent les réactions épidermiques qui s'attaquent plus aux conséquences qu'aux causes et qui sans surprise sont portées par les partis les plus radicaux.

Les élections européennes de juin et législatives françaises de juillet ont illustré cette tendance. La poussée populiste qui se poursuit dans l'Union Européenne se construit sur la crainte de la progression d'une migration incontrôlée qui importerait dans nos sociétés les ressentiments des populations du Sud. Ce sujet devient de plus en plus clivant et les deux principaux blocs politiques se construisent autour de cette thématique : l'extrême droite dénonce le risque d'importer les antagonismes et leurs conséquences, tandis que l'extrême gauche élabore au contraire un référentiel idéologique d'ouverture vers le Sud qui s'exprime particulièrement à l'égard du conflit israélo-palestinien, archétype du combat d'émancipation des populations opprimées par l'Occident. La menace à l'est de l'Europe clive différemment : le centre est plutôt favorable à la résistance à l'expansionnisme russe quand les deux principaux partis issus de l'élection législative française, placés aux extrêmes, revendiquent un apaisement avec la Russie. La nouvelle commission d'Ursula Von Der Layen qui se met en place navigue entre ces tensions. Si le soutien à l'Ukraine est maintenu dans son principe, la création d'un commissaire dédié à la coopération avec les pays méditerranéens, dissocié des processus d'élargissement tente de prendre en compte la complexité croissante des relations avec notre Sud. Cette clarification a le mérite du réalisme : elle prend acte de la divergence entre les rives et permet d'espérer une relation plus équilibrée entre des modèles qui n'ont pas vocation à se ressembler. Cette radicalisation des électeurs européens, empreinte de passion, exprime une inquiétude assez légitime au regard de la dégradation sécuritaire qui les cerne, à l'est comme au sud.

À l'est de l'Europe, les tensions s'accumulent le long du nouveau rideau de fer qui traverse l'est du continent depuis la Finlande jusqu'à la mer Noire et la Turquie. La guerre en Ukraine piétine et les Russes poursuivent leur grignotage. Le combat se déplace sur le champ diplomatique car tous anticipent, en cas d'élection de Donald Trump en novembre, un désengagement américain que le choix de James David

Vance comme colistier semble confirmer. Volodymyr Zelensky essaie d'élargir la base internationale de ses soutiens. Le sommet sur la paix de juin en Suisse a donné des résultats mitigés : aucun pays des « BRICS plus » n'a accepté de se joindre à la déclaration finale pourtant très allégée. De la même façon, le sommet du 75ème anniversaire de l'OTAN en juillet n'a validé qu'un soutien défensif (missiles Patriot, chasseurs F16, 40 milliards d'Euros mais pas de décision sur les capacités de frappes dans la profondeur), marquant ainsi une sorte de lassitude aux Etats-Unis comme en Europe. Le Président ukrainien, conscient que le temps ne travaille plus pour lui, envisage une nouvelle réunion, avec la Russie cette fois, et évoque désormais une option diplomatique. De son côté, Vladimir Poutine renforce son partenariat militaire avec la Corée du Nord et durcit sa stratégie de communication vers « la majorité mondiale » qu'il oppose à l'Occident. La fin de l'année devrait être dure pour l'Ukraine et indirectement pour les Européens qui auront démontré leur incapacité à tenir une ligne ferme en l'absence du soutien des Etats-Unis.

Au Sud, la guerre à Gaza se prolonge, alimentée par le refus du Hamas d'accepter le plan de trêve américain et par la tentation de Benjamin Netanyahu de prolonger le conflit le plus longtemps possible pour retarder la commission d'enquête qui le menacera dès la fin des hostilités. Tsahal s'est engagé dans une opération de « nettoyage » dans la zone de Rafah mais frappe également les résurgences dans le nord de la bande de Gaza. Cette opération d'ampleur plus réduite pourrait durer plusieurs mois et permettre aux Israéliens de reporter leur attention sur leur frontière nord. Car outre le Hamas, Israël doit gérer sa confrontation avec le Hezbollah perçu comme une menace encore plus grande et dont les stratèges israéliens savent qu'ils devront l'affronter un jour ou l'autre. Israël se place également dans le cadre de l'évolution du rapport de force avec Téhéran qu'a démontré l'attaque iranienne massive du 13 avril, inédite dans l'histoire des deux pays. Les élites sécuritaires israéliennes ont intégré le fait qu'Israël pouvait désormais disparaître, ce qui explique leur relative indifférence aux injonctions américaines et européennes. La victoire de Massoud Pezeshkian à l'élection Présidentielle iranienne de juillet, représentant de l'aile « réformatrice » de l'establishment politique et clérical de la République islamique, n'est pas nécessairement un gage de sécurité pour Israël car elle pourrait, en ouvrant un espace de dialogue entre Téhéran et Washington, affaiblir encore un peu plus le soutien américain dont Tel-Aviv bénéficie. Là encore, l'élection américaine en fin d'année sera déterminante. La signature à Pékin d'un accord de réconciliation interpalestinienne impliquant le Hamas et le Fatah et le quatrième discours le

lendemain de Benjamin Netanyahu au congrès américain (record dans l'histoire des Etats-Unis), s'ils ne seront pas nécessairement déterminants, illustrent que ce conflit Nord-Sud s'intègre de plus en plus dans le champ des rivalités Est-Ouest.

En Afrique la situation sécuritaire se dégrade et il est significatif que ce continent héberge les deux pays qui ont augmenté le plus fortement au monde leur budget de Défense : la République démocratique du Congo (plus 105%) et le Soudan du sud (plus 78%). La guerre oubliée au Soudan continue de faire rage et menace désormais de déborder en République centrafricaine. Au Sahel, les attaques djihadistes imposent l'intervention de mercenaires russes au côté des troupes régulières qui semblent se soutenir mutuellement. Une telle configuration serait la matérialisation du pacte de l'Alliance des Etats du Sahel (AES). Le souverainisme voire le nationalisme revendiqué par le courant panafricaniste au Sahel est également porté par les nouvelles autorités sénégalaises : le discours virulent envers la France prononcé par le Premier ministre Ousmane Sonko en mai augure d'une ferme volonté de redéfinir les relations avec la France. Enfin, la présence croissante sur le continent d'acteurs non occidentaux se poursuit, avec l'arrivée remarquée sur le continent de la compagnie militaire privée Sadat, proche du Président turc R.T. Erdogan, qui pourrait jouer à l'avenir un rôle croissant, dans la foulée de celui qu'elle a joué en Libye et en Azerbaïdjan. Cette dégradation sécuritaire à nos portes va croître. Son impact sur les sociétés européennes également. Il semble important que les politiques français et européens s'emparent de ce sujet majeur et proposent aux citoyens une grille d'analyse et une stratégie qui puissent donner un cap et qui permettent de quitter une posture étroitement réactive qui donne l'impression d'être condamné à subir. Cette prise en compte représente un défi intellectuel pour les Européens : le monde qui advient n'est pas celui que nous attendions, sa brutalité nous surprend et nous pensions avoir dépassé les concepts qu'il véhicule : le phénomène religieux, le nationalisme assumé et l'imposition du rapport de force. L'objectif de la FMES est de participer à cette prise de conscience collective et citoyenne car le temps est revenu d'être lucide, imaginatif, courageux et également généreux.

Bonne lecture.

Toulon, le 1er août 2024

Pascal Ausseur

Directeur général de la FMES



ÉDITOS



➤ Janvier

.....p 8

➤ Février

.....p 10

➤ Mars

.....p 12

➤ Avril

.....p 14

➤ Mai

.....p 16

➤ Juin

.....p 18

JANVIER 2024

Dans nos champs d'expertise, cette année 2024 est déjà marquée par la poursuite de plusieurs conflits médiatisés, en Ukraine, à Gaza et en mer Rouge, sans oublier les frappes entre l'Iran et le Pakistan, une première face à un pays doté de l'arme nucléaire, tandis que se poursuivent des recompositions majeures au Soudan, au Yémen et dans la bande sahélo-saharienne, à l'instar du retrait du Mali, du Niger et du Burkina Faso de la CEDEAO. C'était le thème de notre conférence mensuelle prononcée par Patricia Allémonière, grand reporter de guerre, dont vous pouvez regarder l'intervention sur notre chaîne Youtube.

« Ces conflits illustrent la fragmentation croissante entre l'Orient et l'Occident, mais surtout entre le Nord et le Sud de notre monde en pleines recompositions culturelles, politiques et géopolitiques. »

Pour mieux comprendre les forces tectoniques à l'œuvre au sud de l'Europe, la FMES vient de lancer un programme de recherche « Afrique » dont vous trouverez la première concrétisation dans notre article du mois qui décrypte les influences des acteurs moyen-orientaux en Afrique. D'autres articles suivront pour éclairer les évolutions de ce continent si proche de l'Europe géographiquement mais qui s'en éloigne sur les plans politique, stratégique et culturel.

Cette année 2024 sera marquée par des échéances électorales en Europe et dans de nombreux pays qui laissent présager des affrontements politiques entre courants de plus en plus polarisés mais aussi un regain de manipulation informationnelle et d'attaques cybernétiques.

Si les résultats des élections générales en Russie, en Inde, ou plus près de chez nous en Algérie et en Tunisie laissent peu de place à la surprise, puisque les dirigeants en place seront très probablement réélus, l'issue paraît beaucoup plus incertaine aux Etats-Unis où l'élection Présidentielle du 5 novembre prochain aura des conséquences cruciales sur les équilibres stratégiques et les recompositions géopolitiques. De nombreux éléments laissent penser qu'une victoire de Donald Trump face à Joe Biden est très possible.

« Dans cette perspective, il nous paraît indispensable d'anticiper les conséquences de la victoire de Donald Trump, en Europe bien sûr, mais aussi dans le monde. »

Les Etats-Unis seront-ils paralysés par une crise interne ? L'Europe sera-t-elle capable de prendre son destin en main ? L'Ukraine survivra-t-elle à un possible désengagement américain dans son effort de guerre ? D'autres dirigeants, dans le Caucase notamment, ne seront-ils pas tentés de suivre la voie ouverte par Vladimir Poutine ?

L'actuel Premier ministre israélien ne serait-il pas tenté par une fuite en avant pour régler définitivement la question palestinienne et affaiblir le Hezbollah ? Le régime iranien franchira-t-il le seuil nucléaire pour convaincre Donald Trump de discuter avec lui, à l'instar de ce que fit le régime nord-coréen lors de son premier mandat ?

Enfin, la Chine n'en profitera-t-elle pas pour augmenter la pression sur Taïwan, voire même pour tenter de reconquérir l'île par la force ?

Une victoire de Donald Trump ouvrirait, on le voit, le champ des possibles et donc des incertitudes. C'est pourquoi de nombreux dirigeants de pays pourtant hostiles aux Occidentaux ne la souhaitent pas. C'est le cas par exemple de la Chine, de l'Algérie, de l'Iran et même de la Turquie qui craignent les escalades incontrôlées.

Sur le plan international et pour la troisième fois consécutive, le moment fort de la FMES sera l'organisation des Rencontres Stratégiques de la Méditerranée qui se dérouleront au palais Neptune de Toulon, les 8 et 9 octobre 2024. Comme l'année dernière, la FMES décernera son Prix Géopolitique 2024 en novembre. D'ici là, les formations de haut niveau que délivre la FMES se poursuivront : sessions méditerranéennes des hautes Etudes stratégiques, des hautes Etudes maritimes et des hautes Etudes africaines. Les formations destinées aux jeunes étudiants de la région Paca et aux jeunes des Deux Rives seront elles aussi développées. Les inscriptions seront bientôt ouvertes pour toutes ces formations et les futurs auditeurs et candidats peuvent d'ores et déjà se manifester sur le site internet de l'Institut.

En attendant, vous pouvez compter sur l'ensemble des équipes de recherche de la FMES pour décrypter à votre profit les évolutions stratégiques dans notre environnement sud ainsi que dans le domaine maritime.

L'Equipe de direction

FÉVRIER 2024

Le mois de février a été dominé par la poursuite de la guerre entre Israël et le Hamas et par ses conséquences humanitaires, sécuritaires et géopolitiques. C'est le thème de notre article du mois qui décrypte la gestion et l'instrumentalisation des réfugiés de la bande de Gaza et c'était aussi celui de notre conférence mensuelle prononcée par Jean-Pierre Filiu, expert du dossier palestinien.

C'est une bonne nouvelle. Un accord de cessez-le-feu de quelques semaines envisageant la libération croisée d'otages israéliens et de prisonniers palestiniens semble sur le point d'aboutir, à condition que Benjamin Netanyahu ne le torpille pas *in extremis*, puisque sa stratégie consiste manifestement à faire durer les hostilités, si possible jusqu'à l'élection Présidentielle américaine du 5 novembre prochain.

« Le Premier ministre israélien fait clairement campagne pour Donald Trump et espère que celui-ci lui lâchera la bride s'il venait à être élu. »

De son côté, le Hezbollah encaisse les frappes israéliennes dont l'intensité s'accroît, en répondant de façon ciblée sachant qu'il n'a aucun intérêt à se laisser entraîner dans une nouvelle guerre dont il sortirait affaibli. À l'approche du Ramadan, le Premier ministre israélien met également la pression sur les Palestiniens de Cisjordanie, multipliant les provocations, afin de les pousser à la révolte et ouvrir ainsi un nouveau front qui conforterait son maintien à la tête de l'Etat hébreu.

En attendant, les conséquences de ce conflit restent visibles en mer. Les Houthis, alliés du Hamas et de l'Iran, poursuivent leur stratégie de harcèlement à l'encontre du trafic maritime et ont neutralisé plusieurs câbles sous-marins à proximité du détroit de Bab el-Mandeb – une hypothèse régulièrement envisagée par la FMES – perturbant sérieusement les communications Internet dans plusieurs pays de la péninsule Arabique. Si les premiers concernés (Égypte, Arabie saoudite notamment) sont pétrifiés à l'idée de s'afficher dans le mauvais camp, les occidentaux réagissent comme le prouvent les pays participants à l'opération américaine « Gardien de la prospérité » et le lancement de la mission d'escorte de l'Union Européenne « Aspides » à laquelle participent deux frégates françaises. Cette opération, purement défensive, permettra de protéger les bâtiments des compagnies maritimes européennes qui dominent le marché mondial du transport de containers (CMA-CGM, Maersk et MSC)

qui ont intérêt à ce que ce corridor maritime stratégique soit sécurisé. Si ces deux missions permettent à certains Occidentaux d'affirmer leur détermination à défendre leurs intérêts, par la force si nécessaire pour les Américains et les Britanniques, elles présentent néanmoins des risques réels d'enlèvement et d'attrition qui doivent être pris en compte. Les Etats-Unis, qui disposent de moyens considérables, ne semblent pas s'en effrayer et ripostent systématiquement aux attaques des Houthis.

« L'Iran semble désireuse d'éviter l'escalade. »

Malgré les frappes américaines, en particulier celles que Washington a menées sur des forces affiliées à Téhéran positionnées à la frontière irako-syrienne en représailles de l'attaque sur des soldats américains en Jordanie.

Inutile d'inquiéter la population iranienne, déjà sur les dents, qui votera dans quelques jours pour des élections générales dont les résultats préfigureront celui de l'élection Présidentielle de l'année prochaine. On note également un regain d'intérêt des médias pour la guerre en Ukraine, suscité par la commémoration du deuxième anniversaire de son déclenchement par la Russie, mais aussi par la visite du Président Zelensky dans plusieurs pays européens pour y conclure des accords bilatéraux de défense.

Ces derniers sont de nature à compenser partiellement l'éventuel retrait de l'aide américaine, si Donald Trump venait à être élu. Car s'il est facile de bloquer une alliance qui, comme l'OTAN, fonctionne par consensus, il est psychologiquement et politiquement plus délicat de renier un accord bilatéral.

« Il convient de souligner l'importance de l'adhésion pleine et entière de la Suède à l'OTAN qui, après celle de la Finlande, offre à l'Alliance atlantique une réelle profondeur stratégique en Baltique. »

La Russie ne s'en servira-t-elle pas comme prétexte pour pousser ses pions plus fermement en direction de son enclave de Kaliningrad en déstabilisant les Etats baltes, une fois Vladimir Poutine réélu fin mars ?

En attendant, celui-ci vient de faire assassiner Alexeï Navalny, son principal opposant emprisonné, de même qu'un pilote russe ayant fait défection, signifiant que ses adversaires, intérieurs comme extérieurs, sont tous condamnés.

Le Président azerbaïdjanais Ilham Aliev, qui vient de se faire réélire dans une parodie d'élection, a probablement compris lui aussi l'efficacité d'une frappe ou d'une action visant à sidérer l'adversaire. L'Arménie pourrait en refaire bientôt les frais car les tensions ne faiblissent pas entre Bakou et Erevan.

Sur le continent africain, les décompositions et recompositions sont également à l'œuvre.

La levée sans contreparties des sanctions de la CEDEAO contre le Niger – qui avaient été adoptées à la suite du coup d'Etat du 26 juillet 2023 – confirment la crainte des dirigeants ouest-africains de voir se déliter cette organisation sur laquelle repose l'architecture économique et politique de l'Afrique de l'Ouest en raison du retrait de celle-ci annoncé par le Mali, le Niger et le Burkina Faso au profit de la nouvelle Alliance des Etats du Sahel (AES).

L'aggravation de la guerre dans l'Est de la RDC a contribué à faire éclater au grand jour la crise profonde entre Kinshasa et Kigali face à laquelle les Chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine, réunis en Sommet ce mois-ci ainsi que les mécanismes de l'APSA (Architecture Africaine de Paix et de Sécurité) se révèlent impuissants, tout comme face aux autres crises du continent.

La résolution de la crise politique au Sénégal, où de solides contre-pouvoirs se mobilisent pour faire échec à la confiscation du processus électoral, constitue un défi majeur pour l'avenir de la démocratie, de l'Etat de droit et de la paix non seulement en Afrique de l'Ouest mais plus largement sur le continent.

Les recompositions à l'œuvre ne sont pas conjoncturelles et ne vont pas s'arrêter d'elles-mêmes.

Il faut donc se préparer à de nouvelles ruptures stratégiques et s'armer intellectuellement, économiquement, militairement et socialement pour y faire face.

L'Equipe de direction

MARS 2024

Le débat sur la guerre en Ukraine a été relancé ce mois-ci par les difficultés sur le terrain de l'armée ukrainienne, la tournée européenne du Président Zelensky et l'assurance affichée par Vladimir Poutine après sa réélection sans surprise (17 mars). Le Président Emmanuel Macron en a pris acte et a lancé le débat d'une implication militaire sur le terrain des forces armées européennes, créant une forme de cacophonie effrayée mais instillant auprès des populations la question d'une implication plus concrète de l'Europe dans une guerre qui la concerne au premier chef.

L'adhésion pleine et entière de la Suède à l'OTAN (7 mars), après celle de la Finlande l'année dernière, a transformé la mer Baltique en un « lac otanien », alors qu'il y a deux ans, il s'agissait d'un espace maritime partagé avec la Russie. La marine russe de la Baltique se retrouve dès lors en posture défensive, acculée sur ses bases navales de Kaliningrad et Saint-Petersbourg. La Russie se retrouve donc aujourd'hui à devoir protéger l'enclave russe de Kaliningrad située à l'intérieur de l'espace otanien, tout comme l'OTAN devait protéger pendant la guerre froide l'enclave de Berlin-Ouest située à l'intérieur de l'espace alors contrôlé par l'Union soviétique.

De même qu'il a désenclavé la Crimée en envahissant l'Ukraine il y a deux ans, le Kremlin pourrait être tenté de désenclaver par la force Kaliningrad, mais aussi le territoire vassalisé de Transnistrie au sud.

Ce pourrait être pour lui deux points d'application de sa stratégie de sidération des Européens, alors même que l'hypothèse d'un désengagement américain d'Ukraine paraît de plus en plus crédible en cas de victoire de Donald Trump. C'est le thème de notre nouvelle rubrique « La carte du mois ». Le Président azerbaïdjanais Ilham Aliiev semble lui aussi attendre le moment opportun pour lancer une offensive surprise visant à désenclaver le Nakhitchévan azéri en s'emparant par la force du corridor de Zangezour dans le sud de l'Arménie.

« L'attentat meurtrier de Moscou du 22 mars, revendiqué par l'Etat islamique au Khorasan, démontre que les relations complexes avec l'Islam et le « Sud Global » ne sont pas l'apanage exclusif des Occidentaux, mais affectent tout autant la Russie et probablement la Chine. »

Les tensions géopolitiques entre l'Est et l'Ouest, s'accompagne de tensions en termes de représentation entre le Sud et le Nord qui ne se résument pas à l'anti-occidentalisme, comme voudrait le faire croire le Kremlin et ses relais.

Cet attentat du Crocus City Hall rappelle étrangement celui du théâtre Doubrovka de Moscou (octobre 2002) qui avait servi de prétexte à Vladimir Poutine pour intensifier sa guerre en Tchétchénie. Aujourd'hui c'est contre l'Ukraine qu'il tente d'orienter la colère des Russes.

Au Moyen-Orient, les élections générales en Iran (1^{er} mars) ont été marquées par le plus faible taux de participation depuis l'instauration de la République islamique en 1979. Malgré la victoire sans partage des ultraconservateurs, le régime ne semble plus soutenu, au mieux, que par un tiers des électeurs. Les réformistes et les conservateurs modérés semblent désormais hors-jeu et le clergé vient de prouver qu'il était encore capable de tenir la dragée haute aux gardiens de la révolution.

L'actuel Président Ebrahim Raïssi a donc toutes les chances d'être autorisé à candidater et remporter un second mandat Présidentiel en juin 2025.

Pendant ce temps, le conflit à Gaza s'enlise chaque jour davantage face à la double intransigeance de la branche armée du Hamas recroquevillée dans la ville de Rafah et du Premier ministre israélien qui cherche à faire durer le conflit pour survivre politiquement et éviter de devoir ouvrir trop tôt un nouveau front face au Hezbollah au Liban. Benyamin Netanyahu paraît de plus en plus isolé sur la scène internationale, comme l'illustre les critiques acerbes de Joe Biden et l'abstention des Etats-Unis – une première – lors du vote au Conseil de sécurité de l'ONU de la Résolution 2728 du 25 mars exigeant un cessez-le-feu immédiat à Gaza.

De leur côté, les Houthis n'en poursuivent pas moins leurs attaques de navires commerciaux et militaires dans le sud de la mer Rouge, défiant les missions américaine (« Gardiens de la Prospérité ») et européenne (« Aspides »). La frégate Alsace vient d'ailleurs tout juste de détruire dans ce contexte trois missiles balistiques antinavires tirés depuis le Yémen, démontrant l'efficacité de son système d'armes. Au-delà des Etats participants à ces deux missions, ce sont plus généralement les pays africains qui font face aux rivalités de puissance en mer Rouge.

En Afrique justement la violence s'étend : la guerre civile au Soudan a imposé le déplacement de plus de 8 millions de personnes et des massacres ethniques dont on ne voit pas la fin tandis qu'un groupe armé du Darfour – l'Armée de libération du Soudan (SLA), du chef rebelle Minni Minawi, également gouverneur de la province – a annoncé avoir rejoint l'armée du général Abdel Fattah al-Burhan, pour se battre contre les forces paramilitaires du général Hemedti.

La fin de la coopération militaire entre le Niger et les Etats-Unis, annoncée le 16 mars à travers la demande brutale de retrait des forces militaires américaines stationnées sur le territoire nigérien formulée par les autorités militaires à la tête du pays, s'inscrit dans l'agenda de rupture avec les partenaires traditionnels déroulé par les Etats du Sahel central, qui font valoir leur volonté de rapprochement avec la Russie ainsi que leur aspiration à la diversification des partenariats. La violence de l'attaque perpétrée par l'Etat-Islamique-Sahel (EI-S) contre les forces armées nigériennes dans l'Ouest du pays témoigne de la résistance des groupes islamistes armés radicaux face aux Etats de la région et leurs partenaires internationaux.

« L'élection de l'opposant Bassirou Diomaye Faye comme Président du Sénégal représente une lueur d'espoir dans ce paysage. »

Cette victoire de la démocratie sénégalaise, qui a démontré la solidité des institutions républicaines (justice et armée notamment), tout comme la vitalité de la société civile et des médias, est d'une importance majeure pour l'avenir de la CEDEAO (Communauté économiques des Etats d'Afrique de l'Ouest), désormais moins menacée d'être majoritairement composée de régimes autoritaires, civils comme militaires.

Le programme politique souverainiste, patriote et conservateur sur le plan sociétal du nouveau Président Bassirou Diomaye Faye augure de changements majeurs dans les partenariats noués par le Sénégal, jusqu'ici traditionnel allié de la France et des pays libéraux. Toutes ses questions ont été abordées par notre directrice du programme Afrique, Niagalé Bagayoko, lors de sa conférence sur les recompositions géopolitiques à l'œuvre au Sahel et en Afrique de l'Ouest.

L'Equipe de direction

AVRIL 2024

Ce mois d'avril 2024 aura été marqué par un échange de frappes inédit sur les territoires d'Israël et de l'Iran.

Ces deux Etats, ennemis déclarés depuis la révolution islamique iranienne de 1979, s'étaient jusque-là cantonnés à une guerre clandestine ou par proxys interposés. La frappe le 1^{er} avril par Israël sur le consulat d'Iran à Damas, tuant une dizaine d'officiers supérieurs dont deux généraux du Corps des Gardiens de la Révolution, a été considérée par Téhéran comme le franchissement d'une ligne rouge.

« L'Iran, après avoir alerté Israël pour éviter une escalade incontrôlée, a riposté dans la nuit du 13 au 14 avril par une frappe massive dont la quasi-totalité des projectiles ont été interceptés avant d'atteindre leurs cibles. »

Cinq jours plus tard, Israël a répliqué en procédant à une attaque discrète mais efficace visant la défense sol-air de la base aérienne d'Ispahan censée protéger deux installations du programme nucléaire iranien, au cœur de l'Iran.

Cet échange a permis de faire passer des « signalements stratégiques » : d'un côté Téhéran indique que l'intensification des frappes de Tel Aviv sur ses proxys doit épargner ses chefs militaires, de l'autre Israël rappelle qu'il peut frapper là où il le souhaite et que les installations nucléaires iraniennes ne sont donc pas à l'abri. Ce dernier message a été parfaitement reçu par les mollahs qui ont certainement blâmé en privé les hauts responsables des pasdarans pour leur inefficacité.

Les dirigeants iraniens ont néanmoins sauvé la face auprès de leur population et de leurs affidés en minimisant l'impact de cette réplique très mesurée. Bref, chacun y a trouvé son compte et l'escalade a été évitée.

Tout d'abord, il est certain qu'il va intensifier l'affrontement clandestin entre Israël et l'Iran sous forme d'attaques cybernétiques, d'attentats, d'assassinats ciblés et de sabotages. Il va également relancer l'affrontement via les proxys que sont le Hezbollah, les Houthis et les milices chiites en Irak et en Syrie. Le Sud Liban est d'ailleurs en train de redevenir le point focal de l'effort opérationnel israélien.

Tout indique ensuite que cet épisode va accélérer la séquence israélienne dans la bande de Gaza, puisque

Benjamin Netanyahu a communiqué sur le fait qu'il aurait reçu le feu vert de la Maison Blanche pour agir sur Rafah en échange de « modération » à l'égard de l'Iran.

« Il est probable que cette séquence amène l'Iran à réexaminer sa stratégie globale, pour accélérer son programme atomique. »

Afin de tangenter, voire franchir, le seuil nucléaire, puisque les dirigeants iraniens ont compris qu'ils ne pouvaient pas vraiment compter sur leurs moyens conventionnels pour sanctuariser leur territoire.

Aux Etats-Unis, le Sénat, après avoir longtemps tergiversé, a adopté le 24 avril un plan d'aide de 61 milliards de dollars à l'Ukraine comprenant la livraison d'importantes quantités d'armement et de munitions à Kiev.

Cela suffira-t-il aux militaires ukrainiens pour contenir la poussée de l'armée russe à l'heure où ils reconnaissent être en difficulté, notamment en termes d'effectifs ?

Sans doute au moins jusqu'à l'élection Présidentielle américaine de novembre prochain, car Joe Biden perdrait toute chance de l'emporter en cas d'effondrement de l'Ukraine avant cette échéance.

Ce n'est donc pas un hasard si la France a décidé de placer pour la première fois son Groupe aéronaval sous le commandement de l'OTAN lors d'un déploiement opérationnel en Méditerranée.

Il s'agit, là aussi, d'un signal vers Moscou : marquer la solidarité de l'Alliance et dissuader la Russie de pousser ses pions dans cette direction.

Cette démonstration a d'autant plus de sens que les Etats-Unis et les Européens ont regagné en crédibilité militaire.

Que ce soit pour défendre Israël face aux frappes iraniennes ou pour contrer les Houthis en mer Rouge, chacun a pu constater que leur technologie est sans égale. Un message que la Russie, la Chine et l'Iran, mais aussi les monarchies du Golfe qui lorgnent vers Pékin et Moscou, ont très certainement intégré.

En Afrique, les relations avec ces grandes puissances

extérieures au continent ont également occupé une large part de l'actualité de l'espace sahélien.

« Les Etats-Unis ont dû se résoudre à annoncer qu'ils travaillaient sur le calendrier de retrait de leurs troupes stationnées au Niger à la suite de la dénonciation par les autorités militaires du pays de l'accord de coopération jusqu'ici en vigueur. »

Les autorités nigériennes ont également fortement médiatisé le nouvel accord de coopération militaire conclu avec la Russie ainsi que la livraison de défense anti-aérienne et d'un contingent de l'Africa Corps. Des rumeurs de remise en cause de la présence américaine au Tchad ont également circulé. La volonté de la diplomatie française de demeurer un acteur majeur sur le continent africain a été confirmée par la visite en France du Président de la République démocratique du Congo (RDC) aussi bien que par la tenue à Paris de la Conférence internationale humanitaire pour le Soudan, théâtre d'une guerre oubliée par tous alors qu'elle entraîne une des pires catastrophes humanitaires, la pire crise de déplacement et bientôt la pire crise de la faim au monde, selon l'ONU.

L'Equipe de direction

MAI 2024

La disparition accidentelle du Président iranien Ebrahim Raïssi et de son ministre des Affaires étrangères dans un accident d'hélicoptère, le 19 mai, questionne sur l'avenir de l'Iran et du Moyen-Orient. Le vice-Président Mohammad Mokhber, technocrate expérimenté de 68 ans, assurera l'intérim jusqu'à l'élection Présidentielle dont le premier tour a été fixé au 28 juin.

Il est très improbable que les Iraniens, largement démobilisés, en profitent pour manifester en vue de déstabiliser le régime car les Gardiens de la révolution et leurs affidés inspirent toujours la terreur. Cette disparition attise en revanche les luttes de pouvoir pour la succession du Guide suprême, âgé et malade. Au regard des quatre semaines de la campagne électorale, seuls les candidats bien connus des Iraniens ont une chance d'être élus. Le clergé venant de perdre son candidat naturel (Ebrahim Raïssi) qui devait se représenter en juin 2025 pour un second mandat, il aura du mal à trouver une figure à la fois populaire et très conservatrice, puisqu'il rejette l'hypothèse de l'élection d'un clerc réformiste. Les Gardiens de la révolution pourraient se dire que leur heure est venue, notamment pour accompagner le franchissement éventuel du seuil nucléaire, mais ils ont perdu en crédibilité après les attentats qui ont frappé l'Iran, mais surtout après leur contre-performance dans la brève phase de confrontation militaire directe avec Israël le mois dernier. Ce pourrait donc être finalement un technocrate civil qui profite de ce contexte pour se faire élire à la présidence de la République islamique, à l'instar du conservateur modéré Ali Laridjani, ancien Président du Parlement, voire du Président par intérim Mohammad Mokhber.

L'un et l'autre entretiennent d'excellents réseaux au sein du clergé comme au sein de la Légion des pasdarans. L'un et l'autre pourraient améliorer l'image de l'Iran sur la scène internationale.

Plusieurs acteurs moyen-orientaux pourraient être tentés de profiter de cette fenêtre d'opportunité pendant laquelle l'Iran va se concentrer sur sa scène intérieure.

« Le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahu semble préparer son opinion à une intervention de grande ampleur au Sud-Liban pour faire diversion aux difficultés rencontrées à Gaza, mais aussi au mandat d'arrêt émis à son encontre par la Cour pénale internationale et aux injonctions d'arrêt des combats de la cour internationale de justice. »

Le prince héritier saoudien Mohammed Ben Salmane fait monter de son côté les enchères avec Washington en laissant miroiter une normalisation *a minima* avec Israël en échange d'un programme nucléaire civil et de garanties formelles de sécurité endossées par le Congrès. Les Présidents turc et azerbaïdjanais pourraient quant à eux trouver le moment propice pour pousser leurs pions au Sud-Caucase.

De son côté, la Russie a lancé une offensive majeure en Ukraine en direction de Kharkiv au moment même où Vladimir Poutine nommait un nouveau Ministre de la Défense, Andreï Beloussov, spécialiste de l'industrie, indiquant ainsi l'importance de l'économie de guerre dans la stratégie russe qui se place clairement sur le long terme.

« Nul doute que le Kremlin cherche à obtenir un succès symbolique pour décourager les Européens avant les élections européennes et pour saper le soutien américain à l'Ukraine quelques mois avant l'élection Présidentielle de novembre 2024. »

En parallèle, le Kremlin a multiplié les pressions pour que le parlement géorgien adopte une loi pro-russe qui stigmatise toute entité financée à plus de 20 % par des fonds étrangers, notamment les médias et les ONG. Cette loi visant à remettre en cause l'orientation pro-européenne de la Géorgie a suscité des manifestations monstres à Tbilissi. La Présidente géorgienne pro-européenne Salomé Zourabichvili y a opposé son veto, aggravant ainsi la crise institutionnelle.

La Géorgie vit en ce moment son Maïdan, loin des caméras européennes braquées sur l'Ukraine et Gaza, mais aussi sur Bruxelles puisque les pays de l'UE s'apprêtent à voter pour les élections européennes.

La même indifférence internationale touche le Soudan qui s'enfoncé pourtant dans une guerre civile qui est en train de provoquer « l'une des pires catastrophes humanitaires de mémoire récente » selon le bureau de l'ONU en charge des opérations humanitaire (OCHA).

« Les Français et les Européens doivent prendre en compte le fait que nombre de nos partenaires hors d'Europe, tout particulièrement au sud, adhèrent à des agendas souverainistes et traditionalistes qui ne coïncident plus du tout avec les nôtres. »

Plus que leur naïveté présumée, le désavantage structurel des Européens est qu'ils s'interdisent de considérer les concepts utilisés à leur encontre par leurs adversaires et leurs compétiteurs : le phénomène religieux, le nationalisme assumé et l'imposition d'un rapport de forces.

Il ne s'agit pas de faire l'éloge de ces concepts, mais de constater que ceux-ci font mouche dans les opinions publiques qui nous tournent le dos les uns après les autres.

L'Equipe de direction

JUIN 2024

Le mois de juin aura souligné l'impact des tensions qui nous entourent dans la politique européenne et française.

Les tensions à l'Est étaient omniprésentes le 6 juin, lors du 80^{ème} anniversaire du D-Day. La participation de l'Ukraine et l'absence de la Russie soulignaient volontairement le parallèle, huit décennies plus tard, les combats pour la libération de la France occupée et de l'Ukraine. Les tensions au Sud illustrent de leur côté le résultat des élections européennes du 9 juin. La poussée populiste qui se poursuit dans l'Union Européenne se construit sur la crainte de la poursuite d'une migration incontrôlée qui importerait dans nos sociétés les ressentiments des populations du Sud. Ces deux types de tension sont palpables dans les débats portés par la campagne législative qu'a initiée la dissolution de l'Assemblée Nationale par le Président Macron, le soir des résultats de l'élection européenne. Les deux principaux blocs politiques se construisent en effet sur les tensions existant dans notre Sud : l'extrême droite dénonce le risque d'importer les antagonismes et leurs conséquences, tandis que l'extrême gauche élabore au contraire un référentiel idéologique sur le conflit israélo-palestinien, archétype du combat d'émancipation. Pour contribuer au débat stratégique et éclairer nos concitoyens à la veille de cette élection législative, la FMES vous propose sa carte du mois qui décrypte les enjeux de la France en Afrique du Nord et au Moyen-Orient.

À l'Est de l'Europe, la guerre en Ukraine piétine et le combat se déplace sur le champ diplomatique. Les Européens, anticipant un possible désengagement américain en cas d'élection de Donald Trump en novembre, essaient d'élargir la base internationale de soutien à Kiev.

C'était l'objectif du sommet des 15 et 16 juin en Suisse dont les résultats sont mitigés : si 92 pays étaient représentés (la Russie n'était pas invitée et la Chine a refusé d'y participer) et si 84 d'entre eux ont signé la déclaration finale, celle-ci était très allégée et aucun pays des « BRICS plus » n'a accepté de s'y joindre.

« Vladimir Poutine renforce son partenariat militaire avec la Corée du Nord et renforce sa stratégie de communication à l'égard de « la majorité mondiale » qu'il oppose à l'Occident. »

À cet égard, il convient d'observer que les deux bords majoritaires de l'élection législative française revendiquent un apaisement avec la Russie. Cette porosité entre les enjeux extérieurs et intérieurs est un signe des temps qui résulte des flux de populations, d'informations et d'intérêts économiques. Elle est aussi la marque de la guerre informationnelle qui fait rage et qui fragilise les sociétés ouvertes et démocratiques. Nous en parlerons lors des prochaines RSMed les 8 et 9 octobre prochains. Au Sud, la guerre à Gaza se prolonge, alimentée par le refus du Hamas d'accepter le plan de trêve américain et par l'ambition de Benjamin Netanyahu de prolonger le conflit le plus longtemps possible pour retarder la commission d'enquête qui le menacera dès la fin des hostilités. Tsahal s'est engagé dans une opération de chasse aux tunnels et aux combattants du Hamas dans la zone de Rafah, en particulier sur la frontière égyptienne. Cette opération d'ampleur plus réduite pourrait durer plusieurs mois et permettre ainsi aux Israéliens de reporter leur attention sur leur frontière nord.

« Israël doit gérer sa confrontation avec le Hezbollah perçu comme une menace encore plus grande et dont les stratèges israéliens savent qu'ils devront l'affronter un jour ou l'autre. »

Israël se place également dans le cadre de l'évolution du rapport de force avec l'Iran qu'a démontré l'attaque iranienne massive du 13 avril. Les élites sécuritaires israéliennes ont intégré le fait qu'Israël pouvait désormais disparaître, ce qui explique leur relative indifférence aux injonctions américaines et européennes. C'est le thème de notre article du mois.

L'élection Présidentielle qui se déroulera en Iran les 28 juin et 5 juillet (en cas de second tour) pourrait accélérer cette évolution stratégique si Saïd Djalili ou Mohammed-Baqer Qalibaf, deux conservateurs « civils » plus jeunes, plus nationalistes et plus enclins à prendre des risques que les membres du clergé qui dirigeaient jusque-là les gouvernements successifs, parvenaient au pouvoir et décidaient de pousser leur avantage dans la région. Leur élection pourrait impacter le programme nucléaire iranien. Compte tenu du taux de participation escompté, le candidat réformiste, Massoud Pezeshkian, technocrate âgé, ne semble avoir que très peu de chances de l'emporter, même s'il est seul candidat de son camp.

« En Afrique, la guerre oubliée au Soudan continue de faire rage et menace désormais de déborder en République centrafricaine. »

Au Sahel, les attaques djihadistes au Burkina Faso pourraient avoir imposé l'intervention de soldats maliens accompagnés de mercenaires russes. Bien que démenties par le Président burkinabé, une telle intervention serait la première matérialisation du pacte de l'Alliance des Etats du Sahel (AES).

Le souverainisme voire le nationalisme revendiqué par le courant panafricaniste au Sahel est également porté par les nouvelles autorités sénégalaises : le discours virulent envers la France prononcé par le Premier ministre Ousmane Sonko en mai augure d'une ferme volonté de redéfinir les relations franco-sénégalaises dont le Président Bassirou Diomaye Faye s'est certainement fait l'écho lors de sa rencontre à Paris avec le Président Macron.

Enfin, la présence croissante sur le continent d'acteurs non occidentaux se poursuit, avec l'arrivée remarquée sur le continent de la compagnie militaire privée Sadat, proche du Président turc R.T. Erdogan, qui pourrait jouer à l'avenir un rôle croissant, dans la foulée de celui qu'elle a joué en Libye et en Azerbaïdjan.

L'Equipe de direction

CARTOGRAPHIES



➤ **Kaliningrad, la prochaine guerre de désenclavement pour le Kremlin ?** - mars 2024

.....p 22

➤ **Confrontation Israël-Iran (avril 2024) : escalade maîtrisée ?**
- avril 2024

.....p 24

➤ **La guerre oubliée du Soudan : une illustration de la complexité croissante des conflits africains** - mai 2024

.....p 26

➤ **Les intérêts stratégiques de la France en Afrique du Nord et au Moyen-Orient** - juin 2024

.....p 28

KALININGRAD, LA PROCHAINE GUERRE DE DÉSENCLAVEMENT POUR LE KREMLIN ?

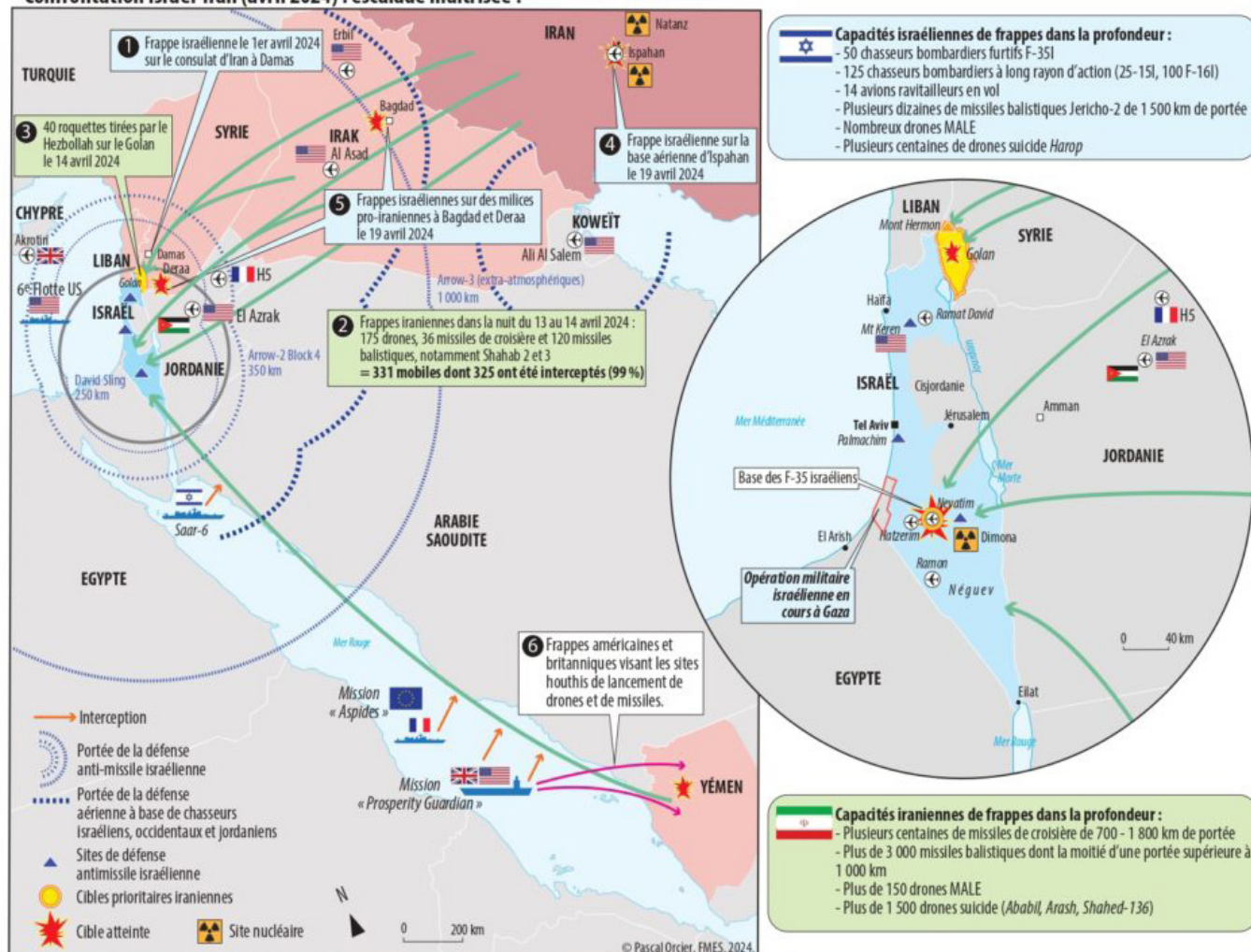


L'adhésion pleine et entière de la Suède à l'OTAN le 7 mars 2024, après celle de la Finlande (4 avril 2023), a transformé la mer Baltique en un « lac otanien », alors qu'il y a deux ans, il s'agissait d'un espace maritime militairement partagé avec la Russie.

La marine russe de la Baltique se retrouve désormais en posture défensive, acculée sur ses bases navales de Kaliningrad et Saint-Petersbourg, tout comme la marine russe de la mer Noire est acculée en mer d'Azov par l'action conjuguée des drones et des missiles ukrainiens. La Russie se retrouve donc aujourd'hui à gérer la logistique de l'enclave russe de Kaliningrad située à l'intérieur de l'espace otanien, tout comme l'OTAN devait gérer pendant la guerre froide la logistique de l'enclave de Berlin-Ouest située à l'intérieur du Pacte de Varsovie. En février 2022, le Kremlin a désenclavé la Crimée en envahissant l'Ukraine. Demain, le Président russe pourrait être tenté de désenclaver par la force le territoire russe de Kaliningrad en Baltique, déjà transformé en bunker « nucléarisé » et en bulle de déni d'accès, et pourquoi pas aussi le territoire vassalisé de Transnistrie au sud-ouest de l'Ukraine. Ces deux opérations, si elles survenaient, reposeraient sur une offensive aéroterrestre surprise misant sur la sidération des Européens et de l'OTAN. Cette carte montre dès lors clairement l'importance stratégique du corridor de Suwalki, long de 65 kilomètres seulement, qui permet de relier à la fois la Pologne aux Etats Baltes, et la Russie à Kaliningrad. Elle montre aussi la nouvelle frontière orientale de l'OTAN qui pourrait rapidement se transformer en un nouveau rideau de fer, isolant par là même un peu plus la Moldavie et la Géorgie.

CONFRONTATION ISRAËL-IRAN : ESCALADE MAÎTRISÉE ?

Confrontation Israël-Iran (avril 2024) : escalade maîtrisée ?



La partie visible de ping-pong entre Israël et l'Iran (1^{er}-19 avril 2024) semble terminée. Vous pouvez en suivre les modalités à travers cette carte. La FMES vous a éclairé tout au long du mois d'avril sur ces événements. Nul doute que les très fortes pressions exercées par les Etats-Unis d'un côté, et par la Chine et la Russie, de l'autre, ont contribué à calmer les belligérants et éviter l'escalade, pour le plus grand soulagement des acteurs régionaux. Chacun y a finalement trouvé son compte. Israël a surpris le régime iranien en se montrant imprévisible et audacieux, restaurant partiellement sa posture dissuasive très dégradée après les attaques du 7 octobre.

Israël a également montré la très grande efficacité de son système antimissile et sa capacité à frapper n'importe quel point du territoire iranien (19 avril, jour du 85^{ème} anniversaire de l'ayatollah Ali Khameneï), démontrant par là même que le programme nucléaire iranien était vulnérable.

De son côté, le régime iranien a sauvé la face et a démontré publiquement sa capacité à affronter directement Israël si nécessaire, laissant peser la menace d'une capacité de saturation du système de défense israélien, et redorant son blason auprès de sa population et de ses affidés à l'heure où certains d'entre eux (régime syrien, Hezbollah, Houthis) semblent s'autonomiser progressivement de la tutelle de Téhéran.

Cette séquence risque en revanche :

1) d'accélérer l'affrontement clandestin entre Israël et l'Iran (attaques cybernétiques, incidents navals, attentats, assassinats ciblés, sabotages).

2) de relancer l'affrontement via les proxys (Hezbollah, Houthis au Yémen, milices chiites en Irak et en Syrie) ; le Sud Liban va très certainement redevenir le point focal de l'effort opérationnel israélien pour affaiblir le Hezbollah perçu comme l'allié le plus précieux du régime iranien et la menace la plus immédiate pour Israël. Le gouvernement israélien semble bien décidé à réduire par la force toute présence militaire du Hezbollah au sud de la rivière Litani, conformément à la Résolution 1701 du Conseil de sécurité de l'ONU (2006).

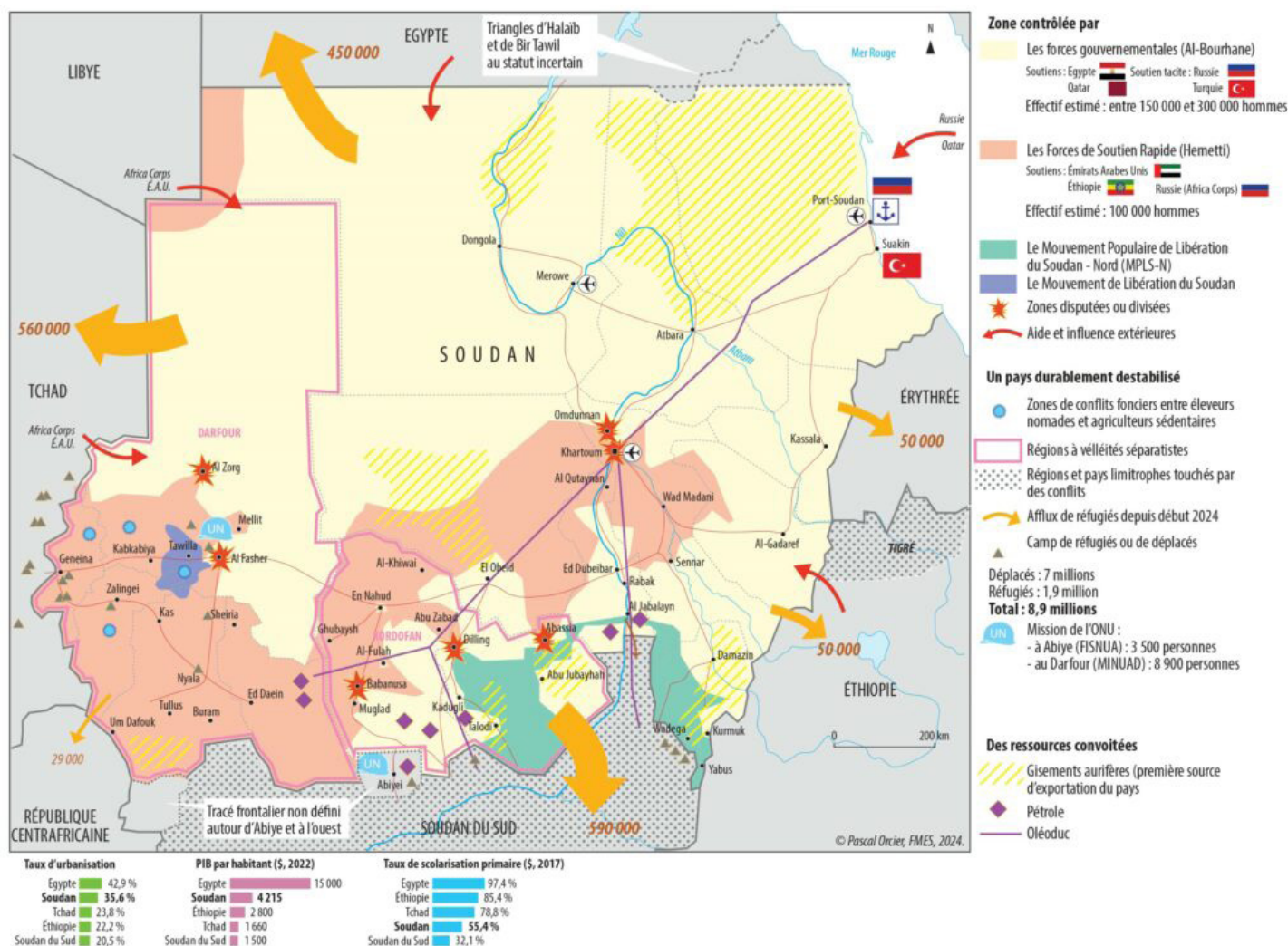
3) d'accélérer la séquence israélienne sur Gaza puisque Benyamin Netanyahu a communiqué sur le fait qu'il aurait eu le feu vert de la Maison Blanche pour agir sur Rafah en échange de « modération » en Iran ; Israël aurait obtenu un feu vert de 6 semaines pour agir sur Rafah, en laissant l'aide humanitaire parvenir à Gaza, via notamment le port artificiel que les Etats-Unis sont en train d'installer sur place.

4) d'amener probablement le régime iranien à réexaminer sa doctrine nucléaire, pour accélérer son programme atomique afin de tangenter le seuil nucléaire, puisqu'il a compris qu'il ne pouvait pas compter sur ses moyens conventionnels pour sanctuariser son territoire ; à moins que la Russie ne lui livre rapidement les systèmes sol-air S-400 et les chasseurs Su-35 promis de longue date, ce dont on peut douter compte-tenu des besoins sur le théâtre ukrainien.

5) de redonner de l'air à Benyamin Netanyahu pour tenter de retarder l'échéance d'élections générales anticipées en Israël qui pourraient précipiter sa chute.

6) de renforcer les membres du clergé iranien qui exercent le pouvoir, face aux ambitions des Gardiens de la Révolution (pasdarans) dont les résultats opérationnels, tant offensifs que défensifs, ont été très décevants ; Ebrahim Raïssi a donc toutes les chances d'être réélu pour un second mandat Présidentiel en juin 2025, à moins d'un aggiornamento causé par le décès du Guide Suprême.

LA GUERRE OUBLIÉE DU SOUDAN : UNE ILLUSTRATION DE LA COMPLEXITÉ CROISSANTE DES CONFLITS AFRICAINS



En 1994 la guerre en Bosnie, accompagnée de massacre de population civile (qui culminera en juillet 1995 par la tuerie de Srebrenica) occupait tout l'espace médiatique, éclipsant le génocide rwandais qui avait entraîné le massacre dans des conditions atroces de plus de 800 000 personnes en quelques mois.

Sommes-nous en train de vivre le même phénomène ? Obnubilé par les guerres en Ukraine et en Palestine, une forme d'indifférence entoure les événements au Soudan.

Le pays s'enfonce dans une guerre civile qui est en train de provoquer « l'une des pires catastrophes humanitaires de mémoire récente » selon le bureau de l'ONU en charge des opérations humanitaire (OCHA).

On estime que la moitié des 47 millions de Soudanais ont besoin d'aide humanitaire, qu'un tiers souffre de malnutrition et qu'un quart a dû fuir leur domicile, dont presque 2 millions ont quitté le pays en raison des combats. Le nombre de morts est inconnu, mais évalué à plusieurs dizaines de milliers.

Des centaines de viols et d'enlèvement de femmes ou de fillettes réduites en esclavage ont été dénoncés par le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme (HCDH). A l'heure des comptes, le bilan risque d'être terrible.

Comment en est-on arrivé là ? Cette guerre est d'abord une rivalité entre deux chefs militaires, le général Abdel Fattah al-Burhan et le général Mohamed Hamdan Dogolo, surnommé Hemetti, respectivement Président et vice-Président du Conseil de souveraineté de transition qui a succédé à la dictature génocidaire du Président Omar el-Bechir.

Après avoir renversé ensemble le processus civil en octobre 2021, Al-Burhan a pris le pouvoir et Hemetti souhaite prendre sa place.

Cette guerre s'appuie également, comme au Sahel, sur une rivalité exacerbée par la désertification, entre éleveurs nomades et agriculteurs sédentaires plus riches et également sur le suprématisme arabe à l'égard des populations noires habitant au Darfour, dans le sud du pays. Les Forces de soutien rapide (FSR) de Hemetti, issues en partie des milices Janjawid qui s'étaient déjà

faites connaître lors du conflit de même nature qui avait abouti à un génocide au Darfour en 2003 et à la sécession du Soudan du Sud en 2011, massacrent, terrorisent et quelquefois recrutent au sein de ces populations. De son côté, Al-Burhan et l'Etat-major de l'armée régulière se revendiquent d'un islamisme politique dans la filiation du régime de Bachir, ce qui permet à Hemetti de se présenter comme luttant contre l'extrémisme religieux.

Une autre spécificité de ce conflit est l'implication de puissances étrangères. Le Soudan est riche en ressources (or et pétrole) et stratégiquement positionné entre la mer Rouge, le Sahel et l'Afrique centrale. Al Burhan est soutenu par l'Egypte et par les soutiens traditionnels du régime islamiste de Béchir : l'Iran, le Qatar, la Turquie et l'Erythrée. La Russie reste en négociation pour l'installation d'une base à Port Soudan, même si Moscou joue double-jeu dans le pays.

Les FSR bénéficient en effet du soutien de la milice russe Africa Corps (ex-Wagner) qui livre des armes, des vivres et du carburant via les frontières poreuses de la Libye, de la Centrafrique ou du Soudan du Sud. Hemetti peut également compter sur l'assistance militaire des Emirats arabes unis via le Tchad et sur le soutien politique d'Abou Dhabi en lutte partout contre l'islam politique.

Les Occidentaux sont prudemment restés en dehors du conflit et soutiennent les médiations internationales qui ont toutes échouées. Les multiples initiatives de l'Arabie saoudite avec le soutien des Etats-Unis, Bahreïn, de l'Autorité intergouvernementale de développement africaine (IGAD), de l'Egypte, du Tchad ou de la France avec la conférence humanitaire du 15 avril 2024, sont restées sans lendemain, soient parce que les puissances ne souhaitent pas être impliquées, soit parce qu'elles l'étaient trop, soit parce que les regards sont focalisés ailleurs.

LES INTÉRÊTS STRATÉGIQUES DE LA FRANCE EN AFRIQUE DU NORD ET AU MOYEN-ORIENT



La France, puissance européenne au bord de la Méditerranée, marquée par une histoire coloniale au Maghreb, abritant une forte population musulmane issue de la région et ayant la singularité d'être également une puissance de l'Océan Indien, a des intérêts stratégiques dans le bassin méditerranéen et au Moyen-Orient. Membre permanent du conseil de sécurité des Nations Unies, de l'OTAN et de l'Union Européenne, elle cherche à s'ériger en puissance d'équilibre capable de développer une stratégie régionale indépendante visant la stabilisation de la région.

La France est aujourd'hui confrontée à l'impact des déstabilisations dans la bande sahélo-soudanaise sur ses voisins de la rive sud. Le chaos croissant se matérialise aujourd'hui par des flux migratoires, criminels et terroristes mais pourraient également déstabiliser demain les sociétés et les pouvoirs en place. Les conséquences du conflit israélo-palestinien et ses risques d'extension au Liban transformé en Etat quasi failli la concernent fortement, d'autant plus qu'elle abrite la plus grande communauté juive en Europe et qu'elle maintient un important contingent au Sud-Liban dans le cadre de la FINUL II. Elle subit l'instrumentalisation de certaines minorités musulmanes par des acteurs régionaux tels que l'Algérie, la Turquie et le Qatar. La France a choisi de s'opposer aux régimes iraniens et syrien et entretient une ambiguïté sur la position marocaine vis-à-vis du Sahara occidental.

Pour défendre ses intérêts (notamment en termes économiques) et contribuer aux efforts de stabilisation de la région, la France mise sur des partenariats privilégiés avec l'Egypte, la Jordanie, l'Irak, les Emirats arabes unis et dans une moindre mesure avec l'Arabie saoudite et le Maroc, ancien partenaire privilégié.

Pour faire face à ses obligations internationales et défendre ses intérêts au Moyen-Orient, la France y maintient un dispositif permanent d'environ 4 000 militaires, 30 chars, 18 chasseurs et 5 frégates. Disposant de bases bien situées offrant une profondeur stratégique, elle se tient prête à y engager des renforts et à envoyer sur place son groupe aéronaval si nécessaire. Fortes d'une réelle expérience opérationnelle couplée à une excellente connaissance et compréhension de la région, ses forces armées professionnelles souffrent néanmoins de contraintes logistiques et budgétaires et d'une hostilité latente de certains Etats (Algérie, Turquie, Syrie, Iran) envers la présence française, renforcée par le poids des diasporas sur le territoire national.

Sur les façades maritimes du bassin méditerranéen et de la péninsule Arabique, l'objectif de la France est de défendre la liberté des mers et de maintenir ouvert l'axe maritime reliant la Méditerranée à l'Océan Indien, et ainsi permettre la projection de puissance et empêcher un blocage du commerce international. Les forces navales françaises sont engagées dans plusieurs opérations européennes d'envergure dans cette région :

- Aspides (1 frégate) : protection des navires en transit contre les attaques houthies en mer Rouge, depuis février 2024 ;
- Atalanta (1 frégate) : lutte contre la piraterie dans le golfe d'Aden, depuis 2008 ;
- Irini (1 frégate) : surveillance de l'embargo sur les transferts d'armes à la Libye, depuis 2021 ;
- Agenor (1 frégate et patrouilleur maritime, ponctuellement) : surveillance du détroit d'Ormuz, depuis 2019.

Les forces terrestres sont quant à elles déployées dans le cadre de la coopération internationale, notamment pour combattre les groupes armés djihadistes afin d'éviter de nouveaux attentats en Europe :

- Chammal : soutien militaire aux forces irakiennes engagées dans la lutte contre Daech, depuis 2014 ;
- FINUL II : contrôle de la cessation des hostilités au Liban entre Israël et le Hezbollah.

Si la France veut sortir de son isolement en Afrique du Nord, regagner des positions en Afrique et améliorer sa visibilité au Moyen-Orient, elle devra faire des choix car la période actuelle ne favorise pas ceux qui privilégient le *statu quo*.

NOS ARTICLES MOYEN-ORIENT



➤ **Quelle réponse face à la prise en otage du détroit de Bab el-Mandeb par l'axe Iranien ?**

- Arnaud Peyronnet - 6 février 2024

.....p 32

➤ **Déplacements de population à Gaza : dans quel but ?**

- Olivier Passot - 28 février 2024

.....p 40

➤ **Reconfigurations stratégiques au Moyen-Orient**

- Pierre Razoux - Publié dans la Revue Défense de l'IHEDN n°219 - juin 2024

.....p 46

➤ **La meilleure défense, c'est l'attaque : évolution de la stratégie israélienne sur son front nord depuis octobre 2023**

- Olivier Passot - 10 avril 2024

.....p 52

➤ **Stratégie gagnante pour la Russie au Moyen-Orient**

- Colonel Cyril Iordanow, Collège de Défense Balte, Saint-Cyrien et ancien chef de corps du 93ème régiment d'artillerie de montagne. Cet article a été rédigé dans le cadre du High Command Studies Course 2024 du Baltic Defence College de Tartu (Estonie) - 24 juin 2024

.....p 60

➤ **La guerre de Gaza provoque-t-elle de nouveaux paradigmes au Proche-Orient ?**

- Arnaud Peyronnet - 26 juin 2024

.....p 68

QUELLE RÉPONSE FACE À LA PRISE EN OTAGE DU DÉTROIT DE BAB EL-MANDEB PAR L'AXE IRANIEN ?

Arnaud Peyronnet - 6 février 2024

Arnaud Peyronnet, membre associé FMES de l'Observatoire stratégique de la Méditerranée et du Moyen-Orient (OS2MO).

Depuis la fin de l'année 2023, les attaques houthies sur le trafic commercial international, en soutien à la cause palestinienne, ont ressuscité les craintes de fermeture de la voie maritime reliant le canal de Suez, la mer Rouge et l'Océan Indien. Les houthis, composante à part entière de « l'axe de la Résistance » voulu par l'Iran pour lutter contre Israël et les Etats-Unis, tentent, malgré l'absence de toute marine, d'obtenir le contrôle d'une zone maritime vitale pour l'économie occidentale. Le principe fondamental de la liberté de navigation est ainsi remis en cause par un proto-Etat cherchant à territorialiser ses approches maritimes.

Si ces attaques visent à faire pression sur la communauté internationale pour que l'offensive israélienne à Gaza s'arrête, elles sont aussi un moyen pour Téhéran d'engager un conflit indirect avec Israël et Washington via l'utilisation d'un acteur militaire crédible et dissuasif aux frontières de l'Océan Indien et de la Méditerranée.

Dans ce contexte, la réponse internationale s'organise, sous la houlette des Etats-Unis. Mais les réactions de la communauté internationale restent dispersées, tant en raison de l'émergence de nouvelles puissances (Inde, Chine) que de l'extrême prudence de certains alliés de Washington qui craignent tant l'escalade que de s'afficher avec les Etats-Unis, jugés trop complaisants avec l'Etat hébreu. Pour le rédacteur, si l'Occident veut maintenir l'ordre international actuel face à ses compétiteurs, il est important de ne pas laisser se développer un tel fait accompli en mer Rouge, car si de tels actes restaient à terme impunis, ils se reproduiraient demain dans d'autres espaces maritimes, posant alors des problématiques infiniment plus complexes aux Etats-Unis et à l'Europe.

Une menace maritime houthie ancienne mais réelle

Plus d'une trentaine d'attaques des houthis ont été recensées depuis le mois de novembre 2023 contre les navires de commerce et bâtiments militaires transitant dans le sud de la mer Rouge.

Dans la nuit du 9 au 10 janvier 2024, une attaque complexe et inédite a impliqué 18 drones téléopérés, deux missiles de croisière et un missile balistique antinavire, nécessitant l'intervention de trois bâtiments militaires américains, un britannique et des aéronefs du porte-avions *Eisenhower*[1].

Alors que depuis le 7 octobre 2023 et l'attaque terroriste du Hamas contre des localités israéliennes près de la bande de Gaza, les houthis, solidaires du mouvement islamiste palestinien, avaient limité leurs actions à des tirs de drones guidés sur la ville israélienne d'Eilat[2], ils ont débuté leurs attaques contre le trafic commercial le 19 novembre 2023 avec l'arraisonnement du navire *Galaxy Leader* soupçonné de liens avec Israël. Depuis, les actions se multiplient sous forme de tentatives d'arraisonnement, de tirs de missiles balistiques[3], de missiles de croisière et de drones explosifs tant aériens que de surface.

« Si la plupart des tirs manquent leurs cibles ou n'infligent que des dégâts limités aux navires marchands, la volonté de nuire à la liberté de navigation dans le passage stratégique du détroit de Bab el-Mandeb est réel et a conduit les forces navales des pays les plus attachés au principe de sécurité maritime à intervenir pour protéger le trafic marchand et intercepter les menaces aériennes[4]. »

Plusieurs bâtiments français et américains ont d'ailleurs été pris délibérément pour cibles par le mouvement houthi. L'utilisation de drones explosifs par l'Iran et ses alliés n'est toutefois pas nouvelle au Moyen-Orient où cette technique a largement été expérimentée contre les forces américaines en Syrie et en Irak ou sur des infrastructures stratégiques saoudiennes et émiriennes.

NOTES

[1] Le Figaro, 27/12/2023

[2] Maersk, Hapag Lloyd, CMA-CGM, Evergreen, BP, MSC

[3] Du fait de trajets plus longs impliquant des frais de carburant plus élevés, mais surtout du fait de l'augmentation du prix des assurances maritimes (surcôt estimé à environ 1 million de dollars par navire selon le Journal-de-la-marine-marchande, 04/01/2024)

[4] Lignes de Défense, 04/01/2024

[5] The Guardian, 02/01/2024

[6] Maritime executive, 06/01/2024

[7] Al Monitor, 16/01/2024

[8] 8,6 milliards d'euros en 2022/2023. La Tribune, 20/12/2023

« Leur utilisation contre des cibles navales reste par contre plus rare compte-tenu des moyens de guidage nécessaires qui doivent être plus sophistiqués (guidage thermique, électromagnétique, voire visuel). »

Elle avait été déjà testée par l'Iran contre un navire d'intérêt israélien, le *Mercer Street*, le 29 juillet 2021[5]. Et c'est le même type d'arme, lancé par l'Iran, qui a ciblé le *Chem Pluto* le 23 décembre 2023 en mer d'Arabie, à plus de 200 milles nautiques de côtes[6].

La menace navale posée par les houthis s'était déjà révélée dans le conflit qui opposait les houthis et la Coalition arabe : en octobre 2016, un bâtiment émirien faisant des rotations logistiques entre l'Erythrée et le Yémen, le *Swift-1*, avait été frappé par deux missiles antinavires tirés depuis la côte.

Peu de temps après, c'est un bâtiment américain, l'*USS Mason*, qui avait été pris pour cible par deux missiles antinavires, entraînant une riposte américaine. Plusieurs bâtiments marchands avaient en outre été touchés par des mines dérivantes en 2020/2021 dans le sud de la mer Rouge, alors que les houthis démontraient aussi la capacité de frapper des cibles maritimes via des drones explosifs de surface en visant plusieurs ports saoudiens de la mer Rouge[7].

Le 3 janvier 2022, les houthis avaient arraisonné un navire battant pavillon émirien au large d'Hodeïda[8], inaugurant un nouveau mode d'action navale de type « Gardiens de la révolution iraniens » dans cette partie du monde.

« Si l'intensification des attaques houthies contre le trafic marchand en mer Rouge est aujourd'hui liée spécifiquement au conflit à Gaza, la guerre que se mènent le couple israélo-américain et l'Iran est ancienne[9] et probablement appelée à durer. »

Dans ce contexte, les actions des houthis ne représentent qu'un volet local d'un affrontement hybride entre ces acteurs, dont le trafic marchand international est à la fois l'otage et la victime indirecte.

Le conflit maritime asymétrique comme arme privilégiée de l'axe iranien

Dès le début du conflit à Gaza, les houthis ont déclaré qu'ils viseraient, en riposte aux opérations israéliennes, des navires naviguant en mer Rouge et ayant des liens avec l'Etat hébreu[10].

« Ils ont ainsi indiqué que « toute escalade à Gaza verra une escalade en mer Rouge », que « tout apaisement à Gaza se répercutera le long de leur littoral » et que « toute partie qui s'interposera entre eux et la Palestine sera affrontée »[11]. »

Peu après le 7 octobre, le leader houthi, Abdulmalik Al-Houthi, avait d'ailleurs indiqué son soutien au Hamas, précisant qu'il était prêt à « envoyer des centaines de milliers de combattants se joindre au peuple Palestinien pour lutter contre son ennemi »[12].

Cet alignement politique propalestinien et les actions armées associées, tant à l'encontre d'Israël que du trafic marchand en mer Rouge, peut se lire à l'aune des perceptions yéménites qui voient dans de tels actes un moyen légitime d'accentuer la pression sur le gouvernement israélien et ses alliés dans un contexte d'hostilité de ce mouvement à l'encontre d'Israël[13]. C'est également un moyen pour les autorités houthies d'accroître leur popularité sur la scène yéménite et d'améliorer leur image dans la rue arabe, tout en propageant leur cause politique (un Etat indépendant et reconnu sur le territoire yéménite qu'ils occupent), au grand dam des Emirats arabes unis ou de l'Arabie saoudite.

Cette irruption soudaine des houthis dans l'arène internationale reste toutefois la marque de l'Iran qui a fait de ce groupe l'un de ses *proxies* les mieux équipés et militairement très expérimenté. Ainsi, et même si les houthis agissent avec un certain degré d'indépendance, leur technologie militaire (drones, missiles) et leurs tactiques asymétriques viennent d'Iran[14].

Ils font ainsi pleinement partie de « l'axe de la Résistance » voulue par Téhéran face à Jérusalem et Washington. Si l'un des objectifs de Téhéran est d'accroître la pression de la communauté internationale sur Washington et Israël pour mettre fin au conflit à Gaza, son intention est

aussi de remettre en cause l'ordre international voulu par l'Occident, et notamment la liberté de navigation. Le 23 décembre 2023, un responsable des Gardiens de la Révolution iraniens a d'ailleurs averti que d'autres voies de navigation deviendront impraticables si la guerre entre Israël et le Hamas se poursuivait : « avec la poursuite des crimes, l'Amérique et ses alliés doivent s'attendre à la naissance de nouveaux pouvoirs de résistance et à la fermeture d'autres voies navigables. Ils devront bientôt s'attendre à la fermeture de la mer Méditerranée, de Gibraltar et d'autres voies navigables contre eux. »[15]

Enfin, par effet ricochet, la montée attendue des cours du pétrole suite à ces tensions pourrait permettre à Téhéran de revitaliser son économie mise en difficulté par des années de sanctions internationales.

NOTES

[9] La Tribune, 26/01/2024.

[10] Al Monitor, 12/01/2024

[11] Dont les puissances maritimes traditionnelles que sont les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la France, l'Italie, le Canada et la Grèce

[12] Pays-Bas, Norvège, Danemark et Australie

[13] Al Majalla, 26/12/2023

[14] Pour des raisons de politique intérieure, Madrid prend ses distances avec Israël et avec toute initiative qui pourrait être vue comme un alignement avec l'axe Washington/Jérusalem. Reuters, 28/12/2023

[15] L'Allemagne préférerait une opération sous leadership de l'UE et pour laquelle l'Espagne a annoncé ne pas vouloir y participer. Naval news, 04/01/2024

[16] Problématique que les Etats-Unis souhaitent dissocier de la mer Rouge qui reste un sujet international. Reuters, 28/12/2023

[17] Les Houthis déclarant garantir « un passage sécurisé » aux navires chinois et russes dans le Sud de la mer Rouge. La Tribune, 19/01/2024

[18] Conseiller à la sécurité nationale israélien, Maritime executive, 11/12/2023

[19] Les houthis ont déclaré qu'ils viseraient les navires à destination ou en provenance d'Israël, battant pavillon israélien ou ayant des liens, même ténus, avec des intérêts israéliens, laissant ainsi une interprétation très large quant à la légitimité des cibles visées. Washington Post, 21/12/2023

[20] USNI, 18/12/2023. Menace réitérée le 19 janvier et étendue aux navires britanniques et américains suite aux frappes anglo-américaines sur les houthis. La Tribune, 19/01/2024

[21] The Guardian, 02/01/2024

[22] Leur slogan, inspiré de la révolution iranienne, proclame : « Dieu est le plus grand, Mort à l'Amérique, Mort à Israël, Malédiction aux Juifs, Victoire à l'Islam »

[23] Les houthis disposeraient de missiles balistiques Asef (Fateh-313) de 450 km de portée et de missiles de croisière Al-Mandab-2 (Noor) et Pavah-351 de 300 et 800 km de portée. Le Point, 25/01/2024

[24] La Tribune, 26/12/2023

[25] Opex360, 10/01/2024

[26] La plupart étant interceptés par la défense sol-air israélienne ou les bâtiments américains croisant en mer Rouge

[27] Naval news, 16/12/2023

[28] Le 16 décembre, le destroyer américain USS Carney a engagé un essaim de plus de 14 drones houthis. Naval news, 25/12/2023

[29] Opex360, 07/08/2021

[30] Maritime executive, 23/12/2023

[31] Les infrastructures pétrolières saoudiennes ont été particulièrement ciblées, tant par des missiles balistiques que par des drones suicides, ou, dans les ports, notamment Jizan et Djeddah, par des vedettes suicides télécommandées

Une réponse internationale dispersée et incertaine

La multiplication des attaques dans cette zone stratégique, qui voit passer 12% du commerce maritime mondial et 20 000 navires par an[16], ont poussé mi-décembre 2023 de nombreux armateurs[17] à éviter la mer Rouge, faisant ponctuellement dévier leurs navires vers le cap de Bonne Espérance, augmentant ainsi les coûts du transport[18].

A titre d'exemple, le transporteur maritime français CMA-CGM a annoncé le quasi doublement de ses tarifs de fret à partir du 15 janvier 2024 pour les échanges entre l'Asie et la Méditerranée[19], suivi par MSC. Selon certaines statistiques, la moitié des porte-containers faisant la liaison Asie-Europe éviteraient désormais la mer Rouge[20] et ce chiffre pourrait encore augmenter[21]. Le Qatar, qui assure 21 % des exportations mondiales de gaz liquéfié, a de son côté annoncé qu'il gelait le transport de sa production en mer Rouge[22].

« Cette situation affecte dès lors l'économie européenne, très dépendante du trafic maritime passant par la mer Rouge et le canal de Suez. »

Outre l'Europe, l'Égypte est aussi particulièrement touchée, le canal de Suez étant sa troisième source de revenus[23] alors que son économie reste enlisée dans le marasme. Attaquer le trafic marchand en mer Rouge, c'est donc affaiblir l'Égypte qui fait déjà face à une forte pression en lien avec le conflit à Gaza. D'ailleurs, selon l'ONU, le volume du commerce via le Canal de Suez a baissé de 42% ces deux derniers mois[24].

Israël, très dépendant des importations par voie maritime, est également touché, tant financièrement par le renchérissement des coûts que directement dans l'activité de son port d'Eilat, son seul accès à la mer Rouge[25].

Concernant spécifiquement la France, cette zone reste stratégique : elle abrite la route Méditerranée/Océan Indien, essentielle pour des raisons de souveraineté car reliant la métropole à nos territoires du sud de l'Océan Indien, mais également la voie maritime vers l'Asie qui est fondamentale pour notre économie très dépendante des containers venant d'Asie.

« Cette situation de conflit asymétrique qui touche aux voies logistiques de l'Occident met donc les alliés européens et proche-orientaux de Washington en difficulté. »

Les Etats-Unis, seule puissance maritime globale, ont donc décidé de créer une coalition navale dénommée *Prosperity Guardian* et composée d'une vingtaine de pays participants[26] pour garantir la sécurité du trafic maritime dans les eaux de la mer Rouge, via des actions défensives (interception de drones et missiles, escorte de convois).

Cette coalition reste cependant fragile car certains pays[27] ont annoncé ne pas vouloir y participer avec des bâtiments de combat. D'autres ne veulent pas que leur participation à cette coalition soit connue, pour des raisons de politique intérieure[28]. Certains pays européens, notamment l'Espagne (qui ne participe pas à *Prosperity Guardian*[29]), l'Allemagne[30] mais aussi l'Italie et la France, maintiennent une certaine distance vis-à-vis de cette coalition navale, préférant des opérations sous leur stricte autorité pour garder la main sur d'éventuelles actions offensives. La Grèce et le Danemark ont par contre souscrit à cette initiative et même annoncé l'envoi prochain de bâtiments. L'Arabie saoudite, l'Égypte et les Emirats arabes unis, concernés par ces attaques et adversaires du régime houthi, n'y participent pas non plus alors même que l'Égypte dirigeait encore il y a quelques mois la TF153, colonne vertébrale tactique en mer Rouge de cette nouvelle coalition.

Outre les dissensions politiques liées au conflit à Gaza[31], c'est sans doute le risque d'escalade et de régionalisation du conflit qui incitent de nombreux pays à exercer une grande prudence vis-à-vis de cette nouvelle coalition navale sous leadership américain.

« Plus logiquement, la Chine[32] et l'Inde n'y participent pas non plus, mais elles conduisent des opérations nationales de protection des navires battant leur pavillon. »

De fait, alors que le sud de la mer Rouge reste soumis à une menace permanente des houthis (« *missile alley* »), le risque est que trop peu de bâtiments de combat ne soient disponibles pour assurer des escortes effectives et ceci sans compter des règles d'engagement très différentes entre les pays, questionnant la plus-value d'opérations simplement défensives. Le gouvernement israélien a ainsi indiqué qu'il laisserait du temps à la communauté internationale pour faire cesser les agissements houthis en mer Rouge, mais que s'il n'y avait pas d'avancée majeure pour lever le « blocus maritime » visant Israël, celui-ci agirait alors de façon unilatérale[33]. Une telle action décidée par Israël risquerait d'étendre dangereusement le conflit de Gaza à d'autres théâtres.

De la nécessité d'opérations offensives pour faire respecter la liberté de navigation ?

Le 3 janvier 2024, la coalition emmenée par les Etats-Unis a accentué la pression sur le groupe houthi en l'exhortant à cesser « immédiatement ses attaques illégales » de navires marchands en mer Rouge, faute de quoi il devrait en assumer les conséquences.

Quelques jours plus tôt, c'est le Royaume-Uni, par la voix de son ministre de la Défense, qui adoptait une position très ferme, liant le maintien de la sécurité en mer Rouge au respect de l'ordre international, notamment en ce qui concerne les voies navigables :

« Si nous ne protégeons pas la mer Rouge, cela risque d'enhardir ceux qui cherchent à menacer ailleurs, notamment en mer de Chine méridionale et en Crimée [34]. »

Cette menace a été mise en application les 12 et 13 janvier 2024 par des frappes au sol anglo-américaines[35] sur près de 70 sites militaires houthis afin de « préserver la liberté de navigation dans l'une des voies maritimes les plus importantes au monde » selon le secrétaire à la défense américain[36]. D'autres frappes ont suivi. Des voix appellent cependant à la prudence, par crainte d'une escalade régionale qui pourrait interrompre le trafic marchand dans le détroit d'Ormuz.

NOTES

[32] Le Rawabi, faisant un transit entre l'île de Socotra et Jizan en Arabie saoudite et accusé par la rébellion houthie de transporter du matériel militaire. France 24, 03/01/2022

[33] Nouvelles réalités et affrontements hybrides en mer Rouge, FMES, Arnaud Peyronnet, 27/04/2022

[34] Opex360, 01/01/2023

[35] Soutenues par l'Australie, Bahreïn, le Canada et les Pays-Bas

[36] Le Figaro, 12/01/2024

[37] BESA Center, 21/12/2023

[38] Le Figaro, 29/12/2023

[39] Qui sont elles-mêmes liées à la souveraineté et à la survie du régime

[40] Seuls les sites radars, de lancement de drones ou de missiles impliqués dans les tirs houthis semblent visés

[41] Répondant ainsi collectivement au manque actuel de bâtiments de guerre pour protéger des convois

C'est le cas de l'Arabie saoudite qui cherche à convaincre Washington de maintenir une certaine retenue dans ses actions, afin de ne pas provoquer d'escalade qui pourrait affecter le royaume wahhabite[37]. En parallèle, les Etats-Unis ont annoncé le 12 janvier 2024 une série de sanctions visant les circuits de financement des houthis, ciblant plusieurs personnes et entités qu'ils jugent impliquées dans ces financements[38]. Ces sanctions seront toutefois longues à produire leurs effets. Dès lors, des frappes militaires apparaissent nécessaires pour dissuader les houthis de poursuivre leurs attaques. Le défi consiste à faire en sorte qu'elles n'entraînent pas d'escalade avec l'Iran.

« Les Etats-Unis ne se privent pas de riposter aux attaques des proxies iraniens en Syrie et en Irak, sans provoquer de réponse majeure de Téhéran. »

Les représailles américaines contre les alliés de Téhéran sont donc tolérées tant que les lignes rouges[39] du régime iranien ne sont pas franchies.

Rappelons que les Etats-Unis ont déjà conduit par le passé ce type de frappes contre les houthis, après leur attaque contre l'USS *Mason* ; l'USS *Nitze* avait tiré plusieurs missiles *Tomahawk* contre des conduites de tirs de batteries côtières de missiles houthis, faisant cesser les attaques.

Toutefois, les frappes anglo-américaines menées au sol au mois de janvier n'ont pas encore dissuadé le mouvement houthi de continuer ses tirs contre le trafic marchand, comme en témoigne le ciblage réussi du pétrolier *Marlin Luanda* le 26 janvier.

« Ces frappes restent en effet proportionnées et limitées, en simple riposte aux tirs houthis[40]. »

Ceci afin d'éviter toute escalade régionale supplémentaire dans un environnement très volatil. Par conséquent, et sans une longue campagne de frappes en profondeur, les capacités cinétiques des houthis ne pourront pas être véritablement entamées et ce jeu d'harcèlement réciproque continuera.

Il est en outre peu probable que les règles américaines d'engagement changent d'ici les élections Présidentielles de novembre prochain, laissant augurer un certain *statu quo* dans la crise actuelle en mer Rouge. Dans ce

contexte de blocage militaire, alors que la crise impacte en premier lieu l'Europe, les pays de l'UE cherchent à créer une nouvelle opération de sécurisation maritime en mer Rouge qui puisse être une solution alternative à la coalition anglosaxonne en place et également un moyen de générer des forces européennes supplémentaires en complément de celles déployées jusqu'alors[41].

Cette nouvelle opération de sécurité maritime européenne, qui devrait être effective mi-février 2024, permettra, dans une posture d'équilibre, de réassurer le secteur maritime européen et d'éviter une escalade régionale avec les houthis et l'Iran.

Les opérations anglo-américaines actuelles et l'initiative européenne de sécurité maritime en mer Rouge restent cependant transitoires et ne règlent en rien la menace que font peser les houthis sur le trafic maritime. Celle-ci est désormais bien tangible, ce qui constitue en soi une rupture majeure.

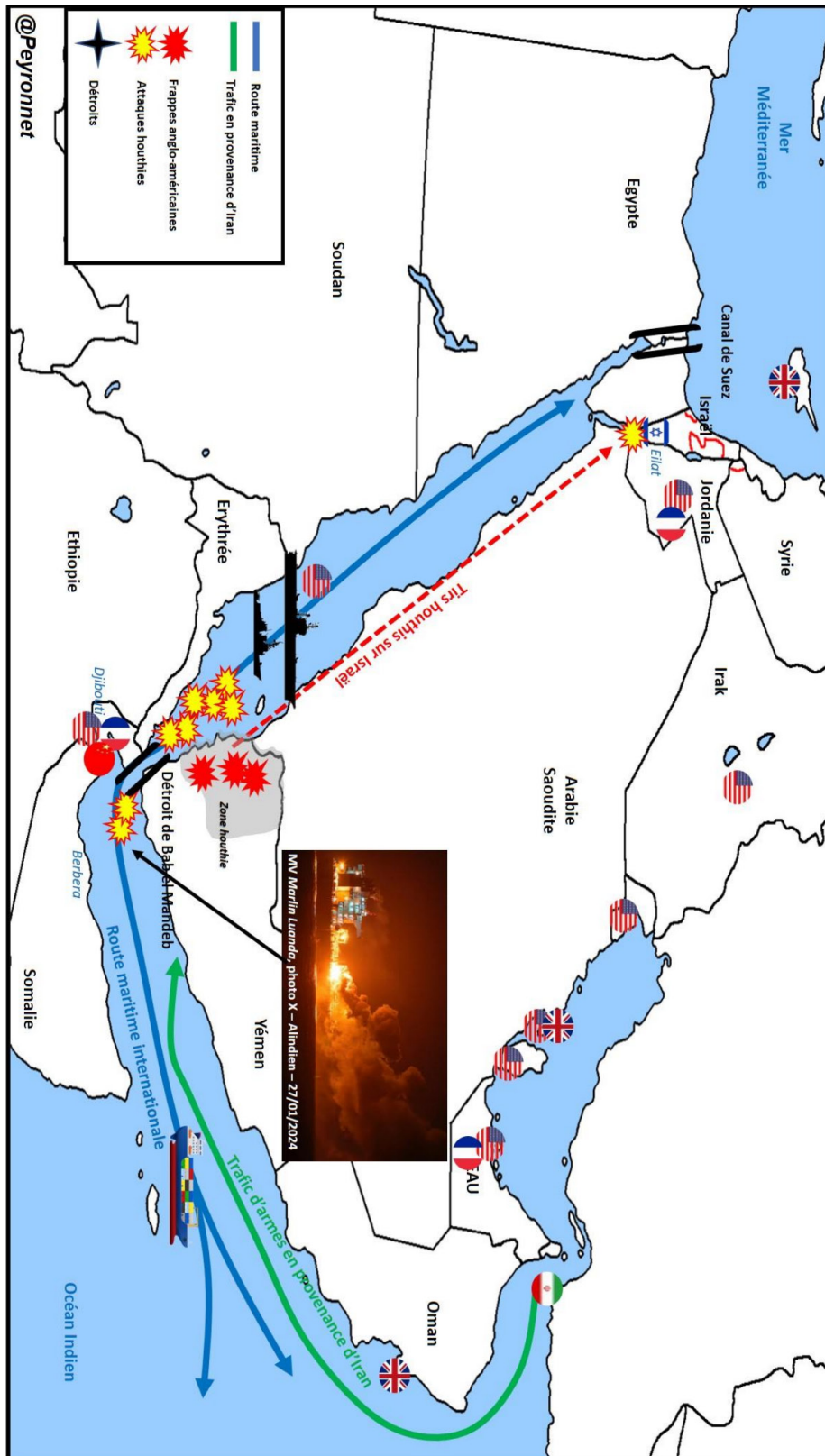
L'axe de la Résistance iranien paraît ainsi en mesure de fermer ponctuellement les détroits (Ormuz et Bab el-Mandeb) s'il le souhaite, faisant peser une menace structurelle sur l'Occident. Alors que d'autres compétiteurs (Russie et Chine) scrutent sans doute de près la réaction occidentale au harcèlement iranien, des actions résolues contre la menace houthie seront à terme indispensables pour sauvegarder le système international actuel.

Conclusion

La multiplication des attaques houthies sur le trafic maritime marchand en mer Rouge, au prétexte du conflit à Gaza, illustre le conflit larvé entre l'Iran d'un côté, Israël et les Etats-Unis de l'autre.

L'utilisation de « l'axe de la Résistance » permet à Téhéran d'attaquer indirectement ses ennemis et de faire pression sur la communauté internationale pour un règlement des différends en sa faveur. Les actions houthies et ses conséquences (dont une territorialisation maritime d'un passage stratégique) remettent en cause le principe de liberté de navigation, socle de l'ordre international actuel. Les puissances maritimes occidentales, actuellement en ordre dispersé, doivent se saisir de ce sujet et faire cesser cette menace.

« Ne pas le faire serait un signe de faiblesse majeur face à des compétiteurs internationaux (Russie, Chine, Iran voire Turquie) qui ne cherchent qu'à renverser l'ordre ancien pour mieux imposer le leur. »



Carte d'Arthur Peyronnet

DEPLACEMENTS DE POPULATION À GAZA : DANS QUEL BUT ?

Olivier Passot - 8 février 2024

Olivier Passot est chercheur associé à l'IRSEM et à la FMES, il suit tout particulièrement les questions politico-militaires au Moyen-Orient.

Au cours des premières phases de la guerre de Gaza déclenchée le 7 octobre 2023 par le Hamas, c'est manifestement pour atteindre des objectifs tactiques que les forces israéliennes ont déplacé les populations civiles à Gaza. Mais après trois mois d'opérations, l'absence apparente de plan prévoyant la réinstallation de la population après les opérations militaires conduit à s'interroger sur l'existence d'autres objectifs, de nature politique et stratégique, poursuivis par les Israéliens. A cet égard, revenir aux exemples et aux théories de la contre-insurrection permet d'identifier ce qui manque aujourd'hui dans la stratégie israélienne. L'éradication du Hamas ne pourra être effective sans détruire préalablement le contrôle que le groupe terroriste exerce sur la population, qui est la clé de sa force. Selon D. Galula, il faut proposer un « avenir meilleur » à la population pour qu'elle se détourne des insurgés. Cet avenir meilleur passe par un projet politique susceptible de faire adhérer la population palestinienne, qui soit acceptable à la fois par Israël et par un groupe suffisant d'acteurs internationaux désireux de trouver une issue négociée au conflit israélo-palestinien.

Paula Gaviria Betancur, Haute commissaire aux droits de l'homme de l'ONU a accusé Israël de viser à « changer de façon permanente la composition de la population de Gaza ». Selon elle, 85 % des habitants de Gaza ont été déplacés de leur foyer depuis le 7 octobre[1].

Depuis le déclenchement des opérations israéliennes, presque tous les habitants de Gaza ont été contraints de quitter leur logement pour éviter les bombardements ou les combats. Beaucoup d'entre eux ont migré à plusieurs reprises, sans pourtant avoir accès à l'eau, l'alimentation et les soins essentiels. La question est de savoir si ces transferts de population sont des conséquences malencontreuses des opérations de Tsahal, qui visent à éradiquer le Hamas et libérer les otages, ou si ces mouvements de population sont poursuivis en tant que tel. Et, si tel est le cas, dans quel but ?

Pour tenter de répondre, on peut se référer à d'autres situations de guerre ou de crise au cours desquels la puissance dominante a recouru aux déplacements de population. De telles situations ont été observées dans le cadre d'affrontements asymétriques, lorsqu'une armée régulière affronte des groupes armés évoluant au milieu d'une partie de la population, sur fond d'irrédentisme ou de revendication identitaire.

Un gouvernement israélien d'urgence écartelé

Avant d'interroger ces exemples, il convient de souligner l'instabilité du cadre politique israélien, tandis que la campagne militaire est loin d'être terminée.

« Les mouvements de population intervenus à Gaza s'inscrivent dans le cadre d'un plan d'opération que l'Etat-major israélien déroule, mais probablement sans en connaître la phase ultime. »

Cet Etat-major doit régulièrement soumettre des options militaires à un cabinet de guerre potentiellement désuni, car composé de personnalités venant de camps politiques opposés. Ces tiraillements sont accentués par la position délicate du Premier ministre Benjamin Netanyahu qui doit concilier les attentes contradictoires de ses soutiens, à l'intérieur et à l'extérieur d'Israël.

Ses principaux soutiens internes, politiquement situés au sein de la droite radicale et religieuse, appellent à une nouvelle colonisation de Gaza, voire à une expulsion des Palestiniens en dehors des frontières d'Israël[2].

Ses principaux soutiens externes lui réclament à peu près exactement l'inverse.

« L'administration américaine préconise de respecter les droits humains, de protéger les populations civiles et de faire preuve de modération dans l'emploi de la force. »

Or, l'exécutif israélien a besoin des Etats-Unis pour leur appui logistique (poursuite de l'effort de guerre), ainsi que pour leur force de dissuasion diplomatique (blocage des résolutions contraignantes au Conseil de sécurité des Nations Unies). Depuis le 7 octobre, Netanyahu a réussi à maintenir cet improbable équilibre entre des points de vue contraires. Il a pour l'instant réussi à le faire en préservant l'ambiguïté et le secret sur l'Etat final recherché (les fameux « buts de guerre »).

Par ailleurs, l'émotion causée par les attaques terroristes du 7 octobre par le Hamas, mais aussi la question des otages, ont eu tendance à repousser à plus tard la question de l'avenir de Gaza.

A ce jour, faute de consensus politique, plusieurs sujets restent en suspens pour « le jour d'après » : occupation militaire de Gaza, mode de gouvernance (palestinienne ou israélo-palestinienne, comme en Cisjordanie),

établissement d'une zone-tampon avec le territoire israélien, installation et répartition future de la population, etc. Ces options détermineront la phase finale du plan d'opérations, qui devrait être moins cinétique et plus orientée vers la stabilisation.

Gagner de la liberté d'action

Lors de la bataille de Grozny en 1995-96, les forces russes ont délibérément ciblé la population et les infrastructures civiles.

Elles voulaient forcer la population à quitter la ville pour priver les unités tchétchènes de soutien. En 2017 aux Philippines, un millier de combattants de l'Etat Islamique ont résisté pendant cinq mois à un siège imposé par 20 000 militaires philippins, dans la ville de Marawi. C'est en pillant les ressources de la ville, mais aussi en enrôlant de force une partie de la population piégée à l'intérieur, que les jihadistes ont réussi à tenir si longtemps. De 2012 à 2016, les rebelles syriens ont attaqué et encerclé Alep-ouest, mais n'ont jamais réussi à la prendre, car la population leur était résolument hostile.

Lors des combats en milieu urbain, la population civile est un atout considérable pour les défenseurs et un véritable problème pour les attaquants. A Gaza, les civils ont été considérés par les forces israéliennes comme une entrave, dès le début des opérations terrestres. Tsahal a initialement concentré son offensive sur le nord de la bande de Gaza, en laissant penser à la population que le sud serait épargné.

« Les civils se sont massivement dirigés vers le sud, tandis qu'une campagne de bombardements et d'élimination des combattants du Hamas était conduite au nord du wadi Gaza. »

Hélas pour les civils, la campagne israélienne s'est ensuite concentrée sur le sud, les obligeant à se déplacer d'un quartier à l'autre, au gré des efforts tactiques de Tsahal. Le 1^{er} décembre 2023, l'Etat-major a diffusé une carte interactive de la bande de Gaza divisée en 620 quartiers numérotés, assortie d'instructions que les habitants devaient suivre pour échapper aux frappes aériennes et aux combats terrestres.

Il est inexact de dire que les forces israéliennes ne tiennent pas compte de la présence de civils dans leur zone d'opérations. Tsahal s'efforce de les évacuer, à

chaque fois qu'une notification ou la mise en place d'un corridor sécurisé est possible. Mais la présence de civils ne constitue pas une ligne rouge pour la poursuite de leurs opérations. Si des victimes civiles sont à déplorer, Tsahal en rejette la responsabilité première sur le Hamas qui utilise la population pour se protéger (boucliers humains), et les infrastructures civiles pour s'y dissimuler. L'Etat-major israélien recourt à différentes techniques pour prévenir la population civile juste avant de déclencher des frappes : messages et appels téléphoniques, tracts largués par les airs, frappes non-létales sur le toit d'un immeuble.

Ces avertissements étant en général adressés aux riverains au dernier moment, ils peuvent apparaître comme dérisoires, voire inhumains.

« Les Israéliens estiment que des préavis plus importants seraient utilisés par le Hamas pour se mettre à l'abri, rendant ainsi la frappe inutile. »

Dans une perspective israélienne, ces avertissements préalables et ces déterminations de zones sûres exonèrent Tsahal d'une responsabilité vis-à-vis des populations civiles récalcitrantes : celles qui n'ont pas voulu (ou pas pu) quitter la zone d'opérations ne sont pas protégées.

Cette règle de l'avertissement préalable n'est toutefois pas systématiquement observée. Bien qu'ils ne le reconnaissent pas officiellement, les Israéliens semblent aller plus loin dans l'acceptation des victimes civiles lorsque l'enjeu opérationnel est très important. Pour produire des dossiers de cibles en plus grand nombre, ils ont utilisé un système de fusion multi-données utilisant l'Intelligence Artificielle[3].

Cet outil technologique permet d'évaluer la probabilité de présence de civils dans une maison identifiée comme cible potentielle. La décision de traiter la cible, en acceptant une certaine probabilité de dommage collatéral, est néanmoins prise par le commandement (humain).

« Depuis le début des opérations à Gaza, l'Etat-major israélien a recherché le maximum de liberté d'action au cours des premières phases de la campagne, qui ont été essentiellement cinétiques. »

Focalisé sur le déroulement du plan d'opérations en un temps limité, il a décidé d'accepter un certain degré de dommage collatéral, compte tenu de l'imbrication étroite entre le Hamas et son environnement. Les pertes civiles et les souffrances imposées à la population ont

sans doute été considérées comme un mal nécessaire pour atteindre les objectifs opérationnels. Pourtant, on peut supposer que le commandement israélien ne vise pas seulement des objectifs tactiques, à travers ces déplacements de civils. Rappelons que la population est considérée comme le « centre de gravité » dans des opérations de ce type[4].

En interrogeant des situations où une puissance occupante a utilisé les déplacements de population dans un cadre anti-insurrectionnel, on peut envisager trois objectifs de niveau stratégique que les Israéliens peuvent également viser.

1) Détacher le Hamas de la population

La majorité des conflits armés contemporains se déroulent en ville, imposant aux belligérants une « guerre au sein des populations », dans laquelle la population est devenue le champ de bataille[5].

« En milieu urbain, le risque de confusion est grand et il est difficile pour une armée régulière d'identifier les civils qu'elle combat des civils qu'il faut préserver. »

Lors des batailles de Grozny (1999-2000), Fallouja (2004), Mossoul (2016-2017), la force assaillante a globalement réussi à faire évacuer les civils après avoir encerclé la ville, et avant de progresser dans la ville quartier par quartier, immeuble par immeuble. Même si elle présente quelques limites (exfiltration de combattants parmi les colonnes de civils), cette tactique reste la plus efficace pour discriminer entre combattants et non-combattants. A Gaza, cette approche ne fonctionne pas car le Hamas a mis en place une organisation politique et sociale dans laquelle il est imbriqué au milieu de la population, qu'il utilise pour se dissimuler, se ravitailler, recruter et obtenir du soutien. Surtout, les habitants n'ont pas la possibilité de sortir de l'enclave[6]. C'est sans doute pour contourner cette impasse que les forces israéliennes ont imposé à la population civile des mouvements incessants, contrevenant ainsi au droit international humanitaire.

La destruction méthodique des infrastructures urbaines et du tissu social pousse les civils – même les plus récalcitrants – à quitter les zones de combat.

La peur de mourir sous les bombes israéliennes est plus puissante que la peur du Hamas, qui cherche pourtant à empêcher la population de partir.

En contraignant les populations civiles à fuir les zones de combat, et en détruisant les zones résidentielles,



The Indonesian Hospital 2023



Infographie utilisée par Tsahal pour démontrer l'instrumentalisation par le Hamas d'un hôpital de Gaza. (source : Forces de défense israéliennes).

Tsahal place le Hamas et le Jihad Islamique devant l'alternative suivante : continuer à combattre au milieu d'un environnement dévasté (ruines, gravats), sans bénéficier du soutien de la population ; ou se mêler aux colonnes de civils fuyant les combats, mais en abandonnant par la même occasion toute possibilité de se battre (plus d'armes, plus de cache, plus de communication avec leur hiérarchie et avec les autres activistes).

Les militants du Hamas ont encore la possibilité de gagner les galeries souterraines, mais pour s'y réfugier plutôt que pour y combattre. Là encore, ils se détournent alors des civils, qui n'ont pas le privilège de se protéger dans les tunnels. Les bombardements israéliens ont ainsi pour effet induit de séparer Hamas et population civile[7].

2) Contrôler et surveiller la population

Au cours de divers conflits post-coloniaux des années 1950-60, la puissance occupante a procédé à des déplacements forcés de communautés entières, pour mieux les contrôler une fois réinstallées ailleurs. Français comme Britanniques (entre autres) ont pratiqué cette politique en Algérie, Kenya, Indochine ou encore Malaisie[8]. Une fois réimplantées dans des « villages stratégiques » ou « villages protégés », les personnes déplacées faisaient l'objet d'un encadrement politique, économique et social.

Ces programmes étaient destinés à isoler ces populations du risque de subversion et à garantir une plus grande docilité[9]. De telles politiques continuent à être mises en œuvre, hors du cadre colonial, par des Etats autoritaires soucieux de contrôler les communautés ethniques ou confessionnelles potentiellement déloyales. A cet égard, la situation des Ouïgours illustre les dérives que les nouvelles technologies peuvent produire quand elles sont appliquées à la surveillance de populations déplacées ou assignées à résidence.

« A Gaza, les infrastructures urbaines sont tellement détruites qu'il faudra réinstaller la population dans des quartiers d'habitation totalement reconstruits. »

Cette reconstruction s'inscrira nécessairement dans un schéma directeur conçu par les Israéliens dans lequel les considérations sécuritaires primeront toutes les autres. Ce besoin de sécurité sera exprimé de manière particulièrement pressante par les citoyens israéliens vivant au voisinage de l'enclave. Ces communautés, dont certaines ont vécu des traumatismes, exigeront un certain nombre de garanties de sécurité de la part du gouvernement.

Celui-ci disposera de nombreux leviers pour contrôler les populations palestiniennes dans les quartiers reconstruits, afin d'éviter toute réédition du 7 octobre.

Les Israéliens pourraient mettre en place des technologies de surveillance de masse pour contrôler les habitants, sur le modèle chinois[10]. Ils pourraient aussi déployer dans Gaza une extension du Dôme de fer, qui servirait d'alerte précoce pour les départs de projectiles. Enfin, ils pourraient superviser l'allocation des logements, afin de disposer de moyens de pression sur les habitants de Gaza.

3) Evacuer le problème à l'extérieur de Gaza

Les évacuations forcées de groupes ethniques ou confessionnels minoritaires ont été nombreux au cours du XXe siècle, notamment en Europe : des communautés allemandes, balkaniques, hongroises, juives, polonaises, ukrainiennes ont été déportées afin de régler la « question des minorités » en Europe centrale et de constituer des Etats ethniquement homogènes.

« Le contexte de guerre accélère en général ce phénomène, à la fois encouragé par les belligérants et subi par les populations incitées à l'exode. »

C'est précisément le cas des Palestiniens, lors de la première guerre israélo-arabe (1948).

La puissance qui organise ce transfert, souvent au nom du principe des nationalités, saisit souvent l'occasion de récupérer des territoires pour y installer des populations plus loyales et réduire le risque d'irrédentisme. C'est ce qu'a organisé l'Azerbaïdjan quelques semaines avant le 7 octobre, en provoquant l'évacuation forcée de la quasi-totalité de la population du Haut Karabakh.

Aujourd'hui, l'option consistant à expulser tout ou partie de la population palestinienne de Gaza vers d'autres pays arabes n'est défendue que par les courants les plus extrêmes de la droite israélienne. Ceux-ci la justifient par l'incompatibilité des deux populations (arabe et juive) à vivre ensemble. La charte du Hamas (qui méconnaît l'existence d'Israël), mais aussi le soutien majoritaire de la population palestinienne aux attaques terroristes du 7 octobre, attesteraient de cette incompatibilité. Elle a pourtant bien été envisagée par le ministère du Renseignement, d'après l'ONG Wikileaks[11].

Le scénario d'un transfert de la population gazaouie dans des villes nouvelles, construites dans le Sinaï égyptien, est décrit dans une note du 13 octobre 2023[12].

Il s'agit bien d'un scénario possible et non d'un plan israélien, si on en croit les déclarations officielles et les propositions diffusées publiquement[13]. Toutefois, les

opérations militaires ont – directement ou non – détruit la majorité des quartiers d'habitation, mais aussi les routes, écoles, zones commerciales, espaces agricoles, et même les réserves d'eau. Tout cela devra être reconstruit quand une nouvelle gouvernance sera en place, ce qui prendra sans doute des années.

En attendant, la grande précarité dans laquelle vit la population palestinienne pourrait précipiter des scénarios que les courants israéliens les plus radicaux appellent de leurs vœux. Une épidémie ou une inondation pourrait provoquer une catastrophe humanitaire en raison du délabrement des infrastructures. L'émotion suscitée par le drame humain pourrait alors surmonter les résistances affichées par les Etats voisins à accueillir les Palestiniens sur leur sol. Un transfert de population, au moins partiel, serait finalement acté en raison des dévastations produites par la guerre.

En l'absence de vision clairement exprimée par le gouvernement israélien quant au « jour d'après », les scénarios les plus extrêmes apparaissent comme des options envisageables. Défendue par les plus radicaux, l'idée d'évacuer la population arabe de Gaza ne résoudrait pas les problèmes de sécurité pour Israël. L'installation de deux millions de Palestiniens dans le Sinaï créerait un futur foyer de radicalisation et de terrorisme. En outre, il exacerberait le sentiment anti-israélien et anti-occidental dans le monde musulman, alimentant durablement l'instabilité. L'option du Sinaï reste toutefois une éventualité, en cas d'urgence humanitaire.

L'Egypte pourrait être contrainte d'accepter un transfert, au moins partiel, de population palestinienne sur son territoire, au prix de contreparties financières très significatives[14]. Il est par ailleurs peu probable que le Caire accepte l'occupation par Israël de l'axe Philadelphie, qui signifierait une perte de contrôle de sa frontière avec Gaza.

En attendant l'établissement d'un Etat arabe, il convient d'établir une nouvelle gouvernance qui offre à la population palestinienne de Gaza des perspectives économiques et politiques, tout en garantissant la sécurité d'Israël. Pendant une phase transitoire, une force internationale – avec une composante arabe – pourrait être déployée à Gaza pour éviter le vide sécuritaire, piloter la reconstruction, mais aussi maintenir sous surveillance les éléments du Hamas encore présents. Le gouvernement israélien doit trouver une formule combinant une administration palestinienne acceptable (sans retour possible d'un « Hamastan ») et sous supervision internationale. C'est ce à quoi travaillent pour l'instant plusieurs experts et chercheurs israéliens et palestiniens[15].



NOTES

[1] Déclaration faite le 27 décembre 2023

[2] Itamar Ben Gvir, ministre de la Sécurité Nationale et chef du parti Force Juive, a posté sur son compte X : « Nous devons promouvoir la solution pour encourager la migration des résidents de Gaza » (1er janvier 2024)

[3] Ce système, appelé Habsora (annonce, ou Evangile)

[4] C'est ce qu'a soutenu David Galula (Contre-insurrection, théorie et pratique) comme d'autres théoriciens français : Hogard, Lacheroy, Trinquier

[5] L'expression de « guerre au sein des populations » est employée par Rupert Smith dans L'utilité de la force, Paris, Economica, 2005, p. 3 (traduction française révisée de The Utility of Force, Londres, Alan Lane, 2005)

[6] Le gouvernement égyptien a refusé d'accueillir les Palestiniens de Gaza, estimant que c'était à Israël de le faire
[7] Moussa Abou Marzouk, responsable du Hamas, a déclaré que les tunnels n'avaient pas été construits pour abriter la population civile (interview à la chaîne Memri, 30 octobre 2023)

[8] En 1950, ce sont 500 000 Malais qui ont été déplacées, soit 10% de la population (plan Briggs)

[9] Elie Tenenbaum, Les déplacements de population comme outils de contre-insurrection : l'exemple du programme des hameaux stratégiques au sud-Vietnam, Guerres mondiales et conflits contemporains 2010/3

[10] Les Israéliens utilisent déjà l'IA et la reconnaissance faciale pour la surveillance en Cisjordanie : Olivier Passot, comprendre le Moyen-Orient par la donnée, étude IRSEM 2022

[11] Le ministère du Renseignement est chargé de coordonner l'action des agences de renseignement, mais aussi de produire de la recherche et des recommandations

[12] <https://twitter.com>

[13] Yoav Gallant, ministre de la défense, a dévoilé le 4 janvier un plan pour l'après-guerre. Celui-ci prévoit le maintien des 2,3 millions de Palestiniens à Gaza. Ce plan n'est pas validé par le cabinet de guerre

[14] L'Égypte affiche une dette extérieure considérable (164 GS), alors que les revenus du canal de Suez ont chuté depuis les attaques des Houthis en mer Rouge

[15] Notamment ceux rattachés au think tank Economic Cooperation Foundation (ECF) basé à Tel-Aviv

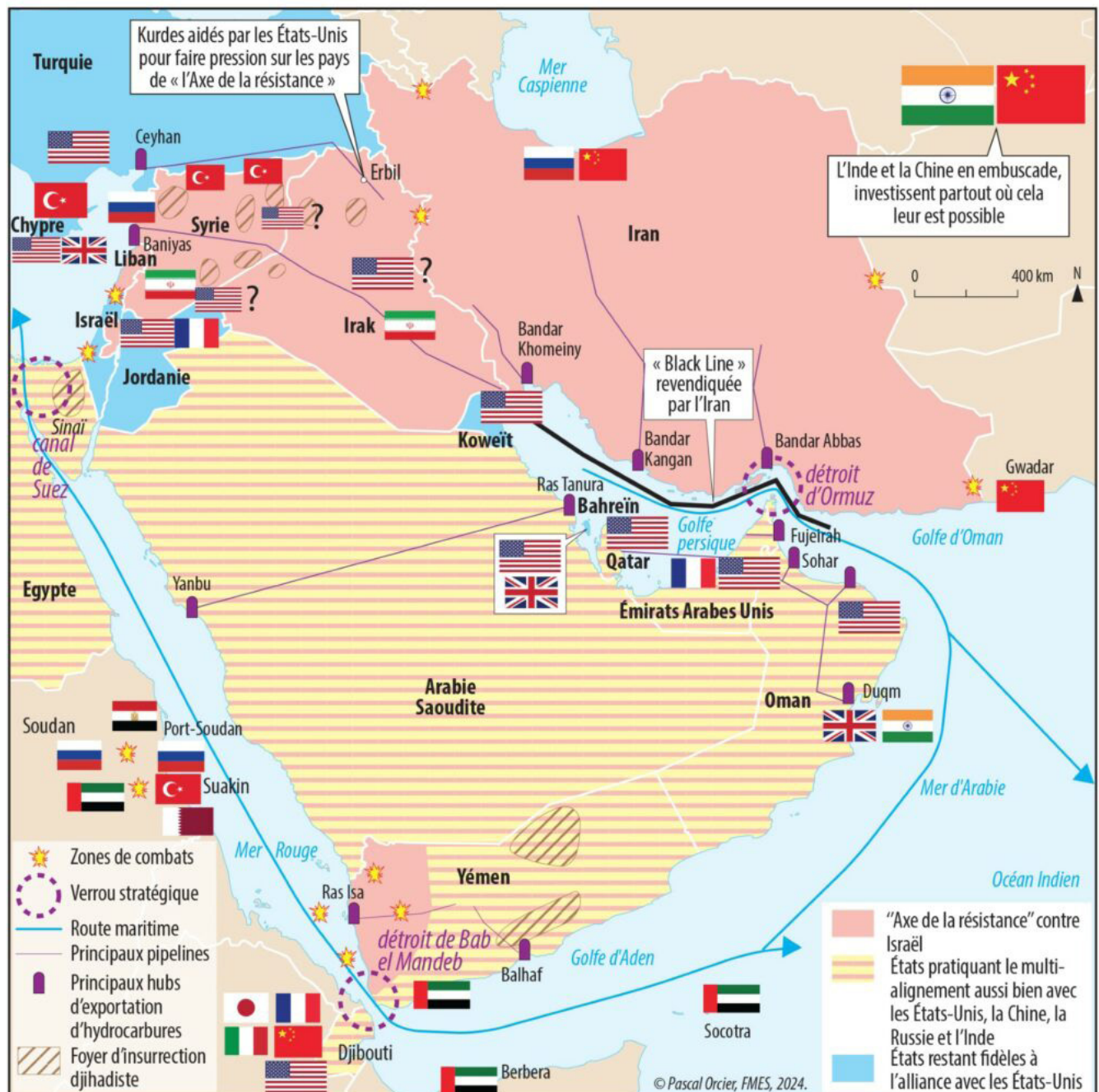
RECONFIGURATIONS STRATÉGIQUES AU MOYEN-ORIENT

Pierre Razoux - Publié dans la Revue Défense de l'IHEDN, numéro 219 - juin 2024

Pierre Razoux est le directeur Académique et Géopolitique de l'Institut FMES. Expert reconnu du Moyen-Orient et du bassin méditerranéen, il enseigne à Science Po, HEC, à l'université Paris-Dauphine, à l'école de guerre et au Collège de Défense de l'OTAN.

Depuis plusieurs années, il était de bon ton de proclamer le désengagement des Etats-Unis du Moyen-Orient. La nature ayant horreur du vide, les acteurs régionaux s'étaient tournés vers de nouveaux sponsors, n'hésitant plus à jouer ouvertement de la concurrence. La guerre que livre Israël au Hamas et au Hezbollah depuis octobre 2023 a toutefois remis un coup de projecteur sur cette région, alors même que les feux de la rampe étaient orientés vers Taïwan, les Corées et l'Ukraine. Cette guerre est une excellente nouvelle pour la Russie et la Chine, puisqu'elle fait diversion et qu'elle stigmatise les Etats-Unis qui sont placés devant leurs contradictions.

Le gouvernement américain n'est plus perçu comme la solution aux défis de la région, mais comme une partie du problème, même si l'activisme de l'administration Biden finissante remet la Maison Blanche dans le jeu régional. Car les acteurs régionaux craignent la puissance militaire, très crédible, brandie parfois par Washington, comme actuellement face aux Houthis en mer Rouge et au profit d'Israël. La perspective de l'élection de Donald Trump à la Présidence américaine de novembre 2024 engendre à cet égard bien des incertitudes. Nul doute qu'elle accélérerait les reconfigurations stratégiques au Moyen-Orient. L'Europe apparaît de son côté comme la grande perdante de ces recompositions, car elle est devenue inaudible, sans ambition et reste pétrée dans ses contradictions.



Percée chinoise, retour de la Russie et multi-alignement

Début décembre 2022, alors que les yeux sont tournés vers le Qatar où se déroule la coupe du monde de football, les dirigeants chinois effectuent une grande tournée dans la péninsule Arabique.

« Ils consolident leurs partenariats stratégiques avec l'Iran et les Emirats arabes unis, nouent en toute discrétion des partenariats prometteurs avec le sultanat d'Oman et le Qatar, et bâtissent un partenariat renforcé avec l'Arabie saoudite, au point que le prince héritier Mohammed Ben Salmane impose l'apprentissage du chinois au même titre que celui de la langue anglaise. »

Trois mois plus tard, à la surprise générale, c'est à Pékin que les dirigeants chinois annoncent la normalisation des relations entre l'Iran et l'Arabie saoudite, conflictuelles depuis 2009. Cette réconciliation s'accompagne d'un double engagement ; Riyad et Téhéran s'engagent à pacifier le Golfe pour que les hydrocarbures puissent alimenter sereinement l'économie chinoise ; de son côté, Pékin s'engage à investir massivement dans ces deux pays en soutenant leur adhésion au groupe des BRICS+, officialisée à l'été 2023 (en plus des Emirats arabes unis et de l'Egypte). Depuis, l'ensemble du Moyen Orient, y compris Israël, fait les yeux doux à la Chine pour tenter de capter ses investissements, mais aussi sa technologie et ses armements (notamment les drones et les missiles) qui viennent concurrencer ceux des Occidentaux et des Russes. Les Chinois refusent pour l'instant de s'impliquer militairement dans la sécurité de la région, mais jusqu'à quand ? Ils cherchent discrètement des bases militaires sur le rivage de la péninsule Arabique qui complèteraient leurs bases de Djibouti et de Gwadar (Pakistan), renforçant ainsi leur sécurité énergétique.

La Russie est pour sa part revenue dans le jeu régional à partir de 2014 à la faveur des contre-révolutions arabes, de la lutte contre Daech en Syrie, de la crise pétrolière et de la crise sanitaire. Elle est alors perçue comme un soutien pragmatique des régimes en place, peu regardante sur les normes démocratiques et financières.

« A la faveur de l'invasion de l'Ukraine (février 2022), le Kremlin a su habilement manipuler les frustrations des populations du Moyen-Orient envers des valeurs occidentales bien souvent mises en défaut par le « deux poids, deux mesures ». »

L'audace de Vladimir Poutine a sidéré et séduit des autocrates qui ont besoin de ses armes et de ses appuis céréalier, énergétique et diplomatique pour faire valoir leurs revendications sur la scène internationale, alors même que les Etats-Unis ne sont plus perçus comme un sponsor fiable et crédible.

C'est pour cela que les Etats de la région pratiquent désormais ouvertement une politique de multialignement en direction de la Chine, de la Russie, de la Turquie, mais aussi de l'Inde, sans renier toutefois leurs liens avec les Etats-Unis pour ceux qui s'en remettent à Washington pour assurer leur sécurité. Le Qatar se retrouve à cet égard dans une posture délicate ; étant l'intermédiaire privilégié de l'actuelle administration démocrate, il sait qu'une victoire de Donald Trump lui vaudrait probablement de sévères retours de bâton. Plus généralement, l'interception spectaculairement efficace des frappes iraniennes contre Israël (14 avril 2024) a renforcé la crédibilité de l'arsenal militaire américain.

Le développement économique et la démographie plus importants que la géopolitique

A l'exception du conflit entre Israël et l'Iran, les acteurs régionaux ont compris que les menaces principales ne provenaient plus vraiment des voisins ou des rivaux, mais d'un aggravement du contexte socio-économique et de l'impact de la désertification et de la sécheresse galopantes.

« Ce sont ces deux facteurs qui peuvent générer de graves troubles intérieurs et menacer ainsi les pouvoirs en place. »

Les populations du Moyen-Orient, par essence très conservatrices, n'adhèrent plus aux valeurs véhiculées par l'Occident car celles-ci sont perçues comme hypocrites, inapplicables et contraires à la religion.

Après l'échec des multiples soulèvements populaires réprimés dans le sang, puis la faillite de l'Islam politique dans la gestion de certains pays (notamment le Maroc, l'Égypte, la Tunisie et la Libye), ces mêmes populations ne rêvent plus de démocratie, mais bien de développement économique. Leurs dirigeants en sont parfaitement conscients et ont mis cet objectif en tête de leur agenda. Même la guerre entre Israël et le Hamas n'a pas changé cette nouvelle priorité, d'autant que la plupart des dirigeants arabes n'ont aucune sympathie pour ce parti radicalisé qu'ils perçoivent comme une menace à leur pouvoir. C'est tout particulièrement le cas du Président Sissi en Égypte et du Roi Abdallah II de Jordanie qui s'inquiètent des risques de contagion du conflit palestinien sur leur territoire.

Pour les monarchies du Golfe, les deux autres défis majeurs concernent la préparation de l'ère post-hydrocarbures et la question de la citoyenneté, dans des pays où les nationaux ne représentent plus qu'une faible minorité de la population totale et où, pour de multiples raisons, ils peinent à se reproduire biologiquement comme en attestent les statistiques démographiques.

Comment asseoir dès lors la mainmise d'un pouvoir qui ne représenterait plus que 5 ou 10 % de la population, a fortiori lorsque celui-ci ne sera plus en mesure d'acheter la paix sociale ?

Les groupes armés en première ligne

Si les États se sont assagis, les milices et les groupes non-étatiques ont pris le relai de la lutte armée au Moyen-Orient. Certains pour conquérir leur indépendance (Palestiniens du Hamas), pour préserver leur autonomie (Kurdes d'Irak et de Syrie) ou assurer leur survie (Yézidis), d'autres pour conquérir le pouvoir (Houthis au Yémen) ou pour renforcer leur emprise sur le régime (Hezbollah au Liban, milices chiites en Irak et en Syrie), d'autres encore pour instituer le califat (État islamique au Levant) ou pour promouvoir une idéologie religieuse (milices salafistes, Djihad islamique, Al-Qaïda et ses groupes affiliés), d'autres enfin pour lutter contre Israël ou contre la Turquie (Kurdes de Syrie et du PKK). Une chose paraît sûre, l'État islamique et Al-Qaïda n'ont pas été éradiqués ; ils coopèrent et attendent le moment opportun pour ressortir et reconquérir des territoires. Tous ces groupes armés et ces milices ont sans doute de beaux jours devant eux, car plusieurs États de la région, qui rechignent à s'impliquer militairement pour ne pas remettre en cause leur stratégie de développement économique, pourraient être tentés de les soutenir pour disposer de leviers contre leurs rivaux.

« L'Irak, la Syrie et le Yémen sont aujourd'hui les trois États les plus fragmentés et les plus fragiles, divisés entre des armées nationales qui ne contrôlent qu'une partie du territoire et des milices aux agendas contradictoires qui se partagent le reste. »

Quant au Liban, il demeure l'otage des logiques communautaristes et du conflit opposant Israël au Hezbollah et à l'Iran. L'armée israélienne est clairement engagée depuis janvier 2024 dans une stratégie de frappes à bas bruit visant à user le Hezbollah pour le contraindre à se replier au nord du fleuve Litani. Les risques d'erreur de calcul et d'extension du conflit sont réels.

L'Iran, acteur incontournable au seuil nucléaire

Autant l'Iran paraissait extrêmement isolé en 2022 dans un contexte marqué par la grogne populaire et l'impact des sanctions économiques aggravées par la crise sanitaire et énergétique, autant le régime iranien peut se prévaloir de réels succès extérieurs depuis deux ans : partenariat stratégique avec la Chine, statut de membre à part entière de l'Organisation de Coopération de Shanghaï et du groupes des BRICS+, normalisation avec l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis, guerre en Ukraine qui a obligé la Russie à quémander l'assistance militaire (drones, munitions, missiles) de Téhéran, échanges économiques en hausse avec l'Asie. Tout cela a favorisé l'entrée de liquidités dans les caisses de la République islamique.

« Dans ce contexte très favorable, l'Iran n'a aucun intérêt à provoquer une escalade militaire à l'issue très incertaine avec Israël et les Etats-Unis. »

D'autant plus que Téhéran est quasiment au seuil nucléaire et qu'il disposerait déjà, selon les services de renseignement américains, de suffisamment de matière fissile pour fabriquer très rapidement trois bombes atomiques.

Est-ce cette assurance qui a poussé le régime iranien à riposter directement sur le territoire israélien (13-14 avril 2024) à la suite de la destruction de son consulat à Damas par l'aviation israélienne ? Israël a discrètement répliqué (19 avril) en ciblant la base aérienne d'Ispahan qui protège le site nucléaire de Natanz. Cet épisode amène plusieurs questions : Téhéran a-t-il intérêt à franchir le seuil nucléaire ? Si oui dans quelles circonstances ? Et dans ce cas, le pouvoir communiquera-t-il sur ce sujet (suivant l'exemple de l'Inde, du Pakistan et de la Corée du Nord), ou bien préférera-t-il adopter la même stratégie d'ambiguïté qu'Israël, comme le lui susurrent à l'oreille les responsables chinois, russes et même américains.

« Une posture israélienne et iranienne de double ambiguïté préserverait en effet les apparences et serait probablement acceptable par les membres du Conseil de sécurité de l'ONU. »

A court terme, les deux seuls événements susceptibles de convaincre le Guide suprême, naturellement prudent, de franchir ce seuil nucléaire me semble être l'attaque massive du territoire iranien par Israël ou les Etats-Unis, et la victoire de Donald Trump à la Présidentielle américaine si celui-ci affichait une posture encore plus dure à l'encontre de l'Iran. Dans ce cas, il y a fort à parier que l'Iran sortirait officiellement du TNP, puis proclamerait son statut d'Etat doté une fois qu'il aurait quatre ou cinq bombes atomiques assemblées, se déclarant prêt ensuite à discuter avec les Etats-Unis, comme l'a fait Kim Jong-un en son temps.

Israël militairement fort, mais plus isolé que jamais

De son côté, Israël, traumatisé par les massacres du 7 octobre 2023, a surréagi à Gaza pour afficher sa force et restaurer sa posture dissuasive à l'encontre de tous ceux qui pourraient être tentés de l'agresser. Ce faisant, Israël s'est coupé de nombre de ses soutiens internationaux, notamment en Occident. Même les Etats-Unis ont menacé de lui couper ses approvisionnements si ses forces armées ne modéraient pas leurs opérations dans la bande de Gaza.

« Cet isolement est d'autant plus fort que chacun comprend que le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu fait tout son possible pour prolonger le conflit à Gaza, voire à entériner les propositions de certains stratèges militaires de l'étendre au Sud Liban pour justifier son maintien à la tête du gouvernement, seul gage de sa survie politique. »

Malgré l'intervention décisive des Etats-Unis dans l'interception des frappes iraniennes, les élites sécuritaires israéliennes ont compris qu'elles avaient perdu le soutien inconditionnel de la classe politique américaine, des médias et des élites de la côte-est, et qu'elles ne pouvaient désormais plus compter que sur elles-mêmes, à moins d'un aggiornamento politique en Israël.

Ces élites n'ont donc plus rien à perdre, d'autant que la population s'estime confrontée à une guerre existentielle contre le Hamas, le Djihad islamique, le Hezbollah, l'Iran et tous les groupes armés encore plus radicalisés qui apparaîtront inéluctablement sur les ruines de Gaza. Dans un tel climat, les dirigeants israéliens sont enclins à surréagir, à cultiver l'imprévisibilité et à attaquer préventivement, meilleur moyen selon eux de contenir et dissuader leurs adversaires déclarés ou patentés. Peut-être imaginent-ils aussi un rapprochement avec la Chine et la Russie en cas de crise avec les Etats-Unis ? Ou la sortie de leur propre ambiguïté nucléaire ? Ces options, conjuguées à l'élection de Donald Trump, accéléreraient les reconfigurations stratégiques au Moyen-Orient.

LA MEILLEURE DÉFENSE, C'EST L'ATTAQUE : ÉVOLUTION DE LA STRATÉGIE ISRAËLIENNE SUR SON FRONT NORD DEPUIS OCTOBRE 2023

Olivier Passot - 10 avril 2024

Olivier Passot est chercheur associé à l'IRSEM et à la FMES, il suit tout particulièrement les questions politico-militaires au Moyen-Orient.

Le 8 octobre 2023, alors que les attaques terroristes faisaient encore rage autour de Gaza, le nord d'Israël a été visé par des projectiles venant du Liban. Inquiets à la perspective que le Hezbollah lance une opération similaire à celle du Hamas qui les prendrait en tenaille et les mettrait dans une situation difficilement tenable, les Israéliens ont mis en œuvre une stratégie d'endiguement et de dissuasion à l'encontre de la milice libanaise, probablement conçue de longue date. Puis, en imposant un nouveau rapport de force au Hezbollah, les Israéliens ont retourné la situation tactique à leur avantage. D'une posture plutôt défensive, ils sont passés à une stratégie plus offensive dont les résultats sur les terrains libanais et syrien les encouragent à poursuivre dans cette voie, afin d'appliquer par la force la Résolution 1701 (2006) du Conseil de sécurité de l'ONU. Cette stratégie convient au Premier ministre israélien tenté d'accélérer les combats au Sud-Liban afin de prolonger le mandat du cabinet de guerre qu'il dirige, gage de sa survie politique. Cette stratégie israélienne « d'attrition offensive » génère des risques d'erreurs de calcul qui pourraient déboucher sur une guerre massive entre Israël et le Hezbollah, a fortiori dans un contexte où l'Iran proclame ne pas vouloir provoquer d'affrontement direct avec Israël ou les États-Unis.

Dès le 8 octobre 2023, le Hezbollah et divers groupes armés palestiniens (notamment ceux affiliés au Hamas et au Djihad islamique) se sont mobilisés au nom de « l'axe de la Résistance », en soutien aux opérations terroristes conduites par le Hamas dans le sud d'Israël. Cette mobilisation a pris deux formes : tirs de projectiles divers (obus, roquettes et missiles) en territoire israélien et incursions de petites équipes en territoire israélien, afin de semer la panique en Israël[1]. Bien que les tirs soient d'ampleur limitée (une vingtaine par jour, ciblant des objectifs militaires israéliens près de la frontière) tout comme les incursions (aisément neutralisées), le renseignement israélien estime alors probable que le Hezbollah puisse lancer des opérations en Galilée, selon des modes d'action militaires ou terroristes. Cette éventualité constitue le cauchemar des responsables sécuritaires bien conscients de la vulnérabilité ponctuelle d'Israël.

Confrontation Israël- Hezbollah

Phase 1 (octobre-décembre 2023)

- Frappes au Liban
 - Zone ciblées par les FDI
 - ☀ ☀ ☀
- Frappes en Israël
 - Zones ciblées par le Hezbollah
 - ☀ ☀ ☀
 - Zone ciblées par les brigades al-Qassam
 - ☀ ☀ ☀



Source : Carte 1 : Frappes au Liban et frappes en Israël

Phase 1 : contenir et dissuader

L'appareil sécuritaire israélien veut dès lors éviter qu'une catastrophe comme celle des 7-8 octobre se reproduise au nord du pays.

Dès les premières attaques contre le territoire israélien, il envisage de lancer une opération préventive en territoire libanais. Puis, après quelques jours consacrés à la planification et aux consultations avec leurs homologues américains, les responsables israéliens se ravisent[2]. L'Etat-major israélien estime que la perspective de combattre sur deux fronts ouverts (le Liban et Gaza), alors que la Cisjordanie est également en ébullition, serait difficile à tenir.

Même avec le rappel de 360 000 réservistes réalisé en quelques semaines, portant ainsi ponctuellement les effectifs des FDI (forces de défense d'Israël, c'est-à-dire l'armée israélienne) à 540 000 militaires, Tsahal serait à la peine pour mener le combat simultanément au nord et au sud, sachant que d'autres zones de tension nécessitent des déploiements opérationnels : environ 100 000 hommes pour la Cisjordanie et Jérusalem-est, sans compter les effectifs nécessaires à la protection des sites stratégiques (ports, aéroports, centrale nucléaire, bases militaires, installations énergétiques) et du front intérieur.

« Déterminés à endiguer toutes les actions du Hezbollah, les FDI ripostent systématiquement aux tirs par des frappes nombreuses mais concentrées sur la zone frontalière[3]. »

Les FDI ciblent les zones de départ de coups (mortiers, missiles), ainsi que les combattants repérés, même après qu'ils ont quitté les zones de mise en batterie. Tsahal applique des feux de contrebatterie destinés à contenir la milice chiite, en la mettant sous très forte pression et en la punissant après chaque projectile tiré vers le territoire israélien. A chaque salve en provenance du Liban, Tsahal riposte par un nombre de coups tirés trois ou quatre fois supérieur. A chaque victime israélienne, Tsahal s'efforce de provoquer la mort de plusieurs combattants libanais. Malgré ce rapport de force imposé au Hezbollah, les Israéliens veillent à éviter l'escalade.

Ils limitent leurs frappes à des objectifs « militaires », presque toujours en lien avec des actions conduites contre Israël[4]. Ces opérations d'endiguement sont complétées par une approche stratégique plus large, qui vise à dissuader leur adversaire de prendre des initiatives inconsidérées. Ils bénéficient pour cela d'un soutien américain considérable : le Pentagone déploie deux groupes aéronavals en Méditerranée orientale, signalant au Hezbollah la détermination des Etats-Unis à soutenir Israël en cas d'attaque. En parallèle, le gouvernement israélien fait évacuer 80 000 civils du nord d'Israël. Cette manœuvre de sauvegarde, qui vise à limiter les risques d'une offensive venant du Liban, n'est toutefois pas pérenne, car le gouvernement israélien sait qu'il lui faudra autoriser le retour des civils évacués.

Enfin, une rhétorique israélienne bien rôdée vient conforter la posture opérationnelle. Le ministre de la défense Yoav Gallant avertit le Hezbollah qu'il risque « d'entraîner le Liban vers une guerre dont les Libanais paieront le prix »[5].

« De son côté, le Hezbollah concentre ses frappes sur des objectifs militaires en Israël, en limitant leur portée à 5 km environ. »

Il dégage sa responsabilité des tirs de roquettes frappant Haïfa, elles-mêmes revendiquées par le Jihad Islamique. Par ailleurs, après avoir perdu 50 combattants au cours des trois premières semaines de combat, il adopte des modes opératoires plus économes de la vie de ses hommes : les départs de tirs sont effectués de manière plus fugace, ou depuis des positions plus éloignées de la frontière, tandis qu'il recourt davantage à des drones. Ces mesures de sauvegarde s'inscrivent manifestement dans une volonté d'éviter la confrontation directe et l'escalade.

« En parallèle, les déclarations du secrétaire général du Hezbollah apparaissent comme globalement défensives. »

Dans un premier discours très attendu (le 3 novembre), Hassan Nasrallah semble justifier une relative prudence dans la réponse militaire, et laisse entendre que le Hezbollah n'entrerait en guerre que si l'armée israélienne intervenait sur le territoire libanais[6].

Toutefois, il se félicite d'avoir réussi à « attirer le tiers de l'armée israélienne » vers la frontière libanaise et d'avoir « provoqué la peur au niveau du commandement politique et militaire de l'ennemi ». Hassan Nasrallah a eu sans doute raison de s'accorder un satisfecit sur ce point : les Israéliens ont été contraints de déployer près de 100 000 hommes face au nord, ainsi détournés de l'effort principal à Gaza. La menace du Hezbollah a bien eu pour effet de fixer une partie de Tsahal et de contribuer ainsi à ralentir l'économie israélienne (évacuation de la population civile au nord venant s'ajouter au coût de la mobilisation accrue des réservistes). En revanche, cette couverture face au nord n'a sans doute pas eu d'impact majeur sur les opérations israéliennes à Gaza. L'Etat-major a juste déroulé son plan dans l'enclave un peu moins vite qu'il l'aurait fait avec une ou deux divisions supplémentaires.

« Après quelques semaines de confrontation de part et d'autre de la Ligne Bleue qui délimite la frontière entre Israël et le Liban, les Israéliens allongent insensiblement la portée et la puissance de leurs frappes, car ils doivent s'adapter à un adversaire qui s'éloigne progressivement de la frontière et qui se protège davantage. »

Les bombardements se font plus intenses (30 à 40 tirs par jour en moyenne à compter du 10 novembre 2023, contre 10 à 20 par jour au cours du mois d'octobre), pour maintenir le même niveau de pression sur le Hezbollah[7]. En dépit de ces ajustements tactiques, les Israéliens semblent s'en tenir à leur stratégie d'endiguement et de dissuasion. Dans l'ensemble, cette stratégie fonctionne : les attaques du Hezbollah sont contenues, ses capacités d'action s'érodent progressivement et le nombre de victimes israéliennes reste faible.

Phase 2 : conduire une campagne d'attribution

Alors que la partie d'échecs se développe de part et d'autre de la Ligne Bleue, l'appareil sécuritaire israélien acquiert progressivement l'idée que Nasrallah souhaite éviter une guerre ouverte. Les Israéliens, qui se préparent à affronter le Hezbollah depuis leur échec relatif de 2006, repoussent insensiblement les limites des règles d'engagement habituelles, comme cette frappe sur une usine d'aluminium à Nabatieh : le site n'est pas très éloigné de la zone frontalière, mais il n'est pas directement lié aux opérations conduites par le Hezbollah[8]. L'absence de réaction marquée suite à cette destruction conforte Tsahal dans sa volonté d'intensifier ses frappes contre des objectifs situés dans la profondeur, réduisant les capacités militaires du Hezbollah.

Tandis que l'Etat-major israélien se met à cibler de tels objectifs, ou encore des maisons qui abritent des opérationnels du Hezbollah, il observe que son adversaire ne cherche pas à escalader. Malgré quelques menaces verbales, le leader chiite s'en tient au « service minimum ». Alors que la population israélienne se sent menacée sur plusieurs fronts, le camp des durs pousse Benjamin Netanyahu à profiter de ce front nord visiblement permissif, pour réduire durablement les capacités du Hezbollah. Depuis la guerre de l'été 2006, au cours de laquelle le Hezbollah avait fait la démonstration de ses progrès militaires, ces « interventionnistes » étaient très minoritaires au sein de l'appareil politico-sécuritaire.

« Les hauts responsables israéliens estimaient dans leur grande majorité qu'une nouvelle confrontation avec la milice chiite conduirait à un conflit de haute intensité, qui ravagerait le Liban et produirait encore plus d'instabilité, ce qui n'était pas dans l'intérêt d'Israël. »

Ils ont toutefois préparé les forces armées israéliennes à intervenir de nouveau au Liban contre le Hezbollah, au cas où cette intervention deviendrait indispensable. Mais pour éviter de provoquer un conflit direct avec le Hezbollah, Tsahal s'était interdit de frapper la milice chiite au Liban, tout en l'affaiblissant en Syrie.

Depuis le début de la guerre civile syrienne, les Israéliens ont commencé à opérer dans ce pays, en visant le Hezbollah ainsi que les intérêts iraniens. Particulièrement préoccupés par le développement de l'arsenal balistique de leur ennemi, ils ont exploité toutes les occasions pour réduire cette menace, en recourant à des modes d'actions cinétiques (plusieurs centaines de frappes depuis 2011), cyber ou clandestines. Cette approche dénommée la « campagne entre les guerres » épargnait toutefois le Liban, dans une forme de paradoxe assumé par la stratégie israélienne[9]. Toutefois, cette attrition ne fonctionnait que tant que le Hezbollah déployait des milliers d'hommes en Syrie.

Au cours des dernières années, ceux-ci sont majoritairement rentrés au Liban où la milice s'emploie à modeler le territoire dans la perspective d'une prochaine guerre : aménagement de caches, tunnels et sites de lancement de roquettes, sanctuarisation de vastes zones, enracinement politique, économique et social.[10]

« Au cours des dernières années, les Israéliens ont observé avec inquiétude cette inexorable montée en puissance du Hezbollah sans pouvoir l'infléchir. »

Ils ne sont cependant pas restés inactifs. Le renseignement militaire a été engagé au maximum de ses capacités pour collecter des millions de données. Plus encore que les capteurs terrestres, ce sont les survols quotidiens d'avions et de drones au-dessus du territoire libanais (surtout au sud) qui ont permis de le cartographier dans les moindres détails.

Pendant des années, le renseignement israélien a probablement constitué des dizaines de milliers d'objectifs dans la perspective d'une prochaine guerre[11]. Ces dossiers, mis à jour en permanence par les opérations d'ISR, n'attendaient qu'un feu vert politique pour être traités.

« Symboliquement, les Israéliens franchissent le Rubicon le 2 janvier 2024, lorsque deux drones s'abattent en plein quartier sud de Beyrouth, dans le fief du Hezbollah. »

Saleh al-Harouri, un haut responsable du Hamas est éliminé ainsi que six autres cadres. Contre toute attente, Nasrallah encaisse le coup avec une retenue apparente, que ce soit dans sa déclaration du lendemain (« pour

le moment, nous combattons sur le front de façon calculée ») ou lors de frappes mesurées de riposte le 6 janvier[12].

Le Hezbollah réduit même le nombre de ses attaques au cours des semaines suivantes[13].

Profitant d'un rapport de force favorable et désireux d'appliquer eux-mêmes la Résolution 1701 (2006) du Conseil de sécurité de l'ONU interdisant la présence de milice armée au sud du fleuve Litani, les Israéliens vont pousser leur avantage puisque la communauté internationale ne parvient pas à l'imposer aux acteurs libanais. Ils décident de traiter méthodiquement les objectifs constitués par leur renseignement pendant des années. Tout ce qui peut servir aux capacités militaires du Hezbollah est systématiquement pilonné.

« Les Israéliens concentrent en priorité leurs bombardements sur la région frontalière, étirée entre la Ligne Bleue jusqu'au fleuve Litani. »

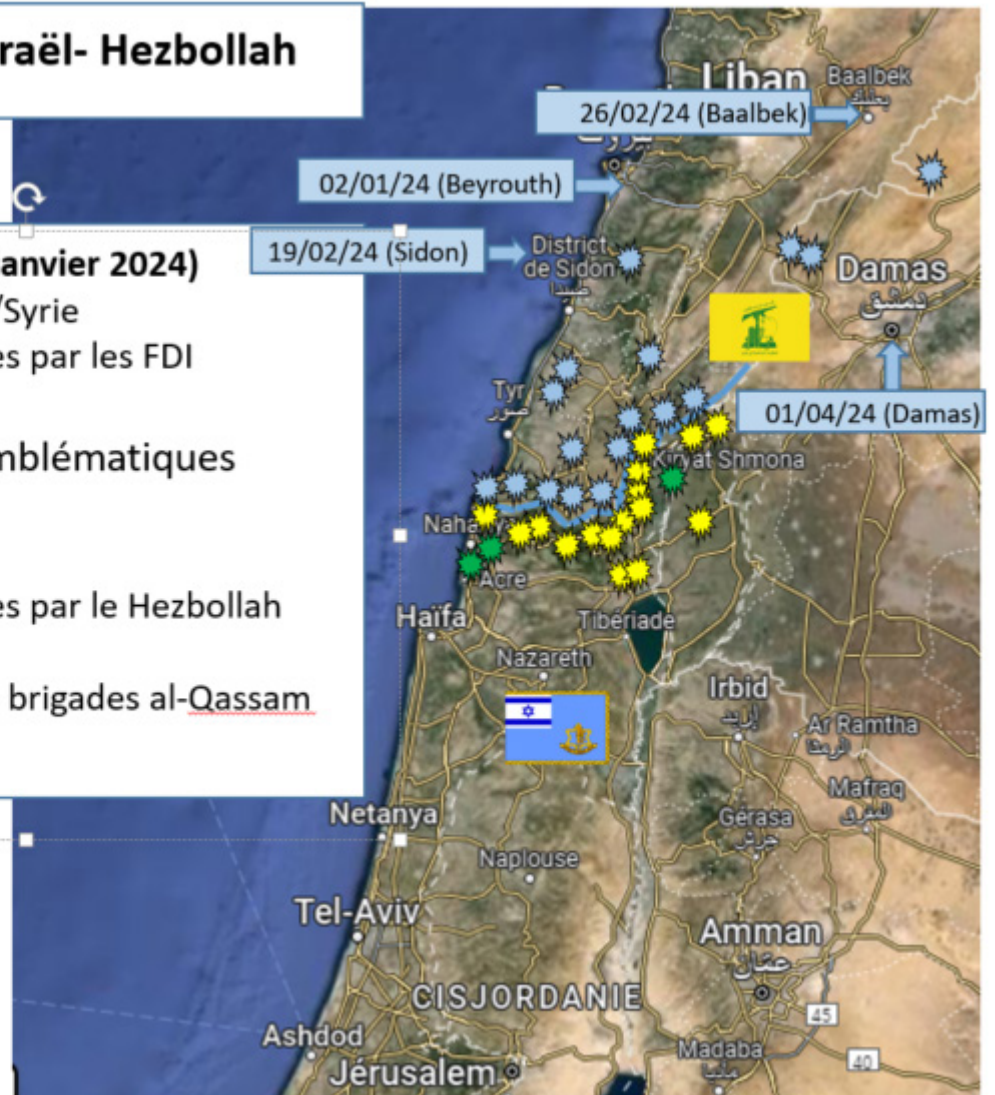
Ils détruisent tous les postes d'observation de la milice situés le long de la frontière, mais aussi les sites servant au stockage, au commandement et aux transmissions. L'évacuation des populations civiles, de part et d'autre de la frontière, leur rend la tâche plus facile : les bombardements font assez peu de victimes collatérales au Liban ; en retour, la population civile israélienne est relativement épargnée par les tirs du Hezbollah, d'autant plus qu'elle a été mise à l'abri. En revanche, la région sud du Liban est dévastée : villages en ruines, terres polluées par les résidus de phosphore blanc et de débris de projectiles. Comme le dit un Libanais vivant dans le sud, les Israéliens veulent rétablir une zone de sécurité à leur frontière nord, 24 ans après avoir échoué à le faire pendant leurs années d'occupation[14]. La responsabilité de cet échec est partagé : ni la FINUL, ni le gouvernement libanais n'ont réussi à imposer le désarmement du Hezbollah, pourtant prévu par la résolution 1701 du Conseil de sécurité de l'ONU pour établir une FINUL II[15].

Les Israéliens ne se contentent pas d'aménager cette zone-tampon. Ils frappent désormais loin dans la profondeur du Liban, afin de dégrader progressivement l'appareil sécuritaire du Hezbollah : dépôts d'armes (le 19 février 2024 à Sidon), capacités aériennes (le 26 février à Baalbek), aéroport et installations logistiques (le 25 janvier à Jabbour). Ces frappes sont aussi destinées

Confrontation Israël- Hezbollah

Phase 2 (à partir de janvier 2024)

- Frappes au Liban/Syrie
 - Zones ciblées par les FDI
 - ☀☀☀
 - Frappes emblématiques
 - ➡
- Frappes en Israël
 - Zones ciblées par le Hezbollah
 - ☀☀☀
 - Frappes des brigades al-Qassam
 - ☀☀☀



Carte 2 : Frappes en Israël et frappes au Liban / Syrie

à éliminer des membres du Hezbollah ou du Hamas, comme le 10 février à Jadra. Cette campagne d'attrition s'étend en parallèle à la Syrie où les forces aériennes israéliennes intensifient leurs opérations ; certaines vont au-delà des règles d'engagement que Tsahal observe habituellement : le bilan humain est parfois élevé, comme cette attaque sur un dépôt le 29 mars 2024 à Alep (42 morts)[16] ; le ciblage d'une représentation diplomatique, le 1^{er} avril à Damas, tuant sept officiers iraniens dont deux généraux de la Force Al Qods et des Gardiens de la Révolution peut être interprété comme une provocation directement adressée à l'Iran[17].

Constatant le manque de réaction du Hezbollah comme de l'Iran, les Israéliens ont acquis la conviction que leurs adversaires n'avaient pas intérêt à se laisser entraîner dans une guerre ouverte. Par leurs prises de risque croissantes et calculées, et par le rapport de force imposé, les Israéliens ont sans doute atteint plusieurs objectifs : les capacités opérationnelles adverses sont singulièrement affaiblies ; les règles d'engagement tacites entre les belligérants ont été modifiées à l'avantage de Tsahal ; enfin, la posture dissuasive d'Israël est confortée par ce « rafraîchissement des règles du jeu »[18].

Quelles perspectives ?

Le Hezbollah a déclenché les hostilités contre Israël en solidarité avec les Palestiniens au nom de l' « axe de la résistance ». Si la guerre s'arrêtait à Gaza, la milice libanaise aurait de bonnes raisons de mettre fin à une confrontation qui lui coûte aujourd'hui bien plus qu'elle ne lui rapporte. En outre, l'Iran n'a pas intérêt à un conflit régional[19].

Mais cette corrélation entre la guerre à Gaza et le front libanais ne vaut pas pour les Israéliens qui ont depuis le 7 octobre une conscience aiguë de leur vulnérabilité.

Pour la première fois depuis 2006, ceux-ci tiennent l'occasion de réduire une menace considérablement plus puissante sur le front nord que celle posée par le Hamas, sans trop de risques pour leur population civile.

« Ils vont probablement continuer cette campagne d'attrition aussi longtemps qu'ils auront les munitions pour le faire (ce qui suppose la poursuite du soutien logistique américain), et tant que les 80 000 civils israéliens déplacés n'auront pas eu gain de cause face au Premier ministre pour rejoindre la zone frontalière. »

Autrement dit, un cessez-le-feu à Gaza (en admettant qu'il intervienne avant l'été) ne signera pas nécessairement la fin de cette campagne au Liban, et encore moins en Syrie.

Par ailleurs, des considérations politiques renforcent les objectifs militaires ; Benjamin Netanyahu a intérêt à ce que la guerre dure jusqu'aux élections américaines, pour lesquelles il espère le succès de Donald Trump avec lequel il entretient une relation privilégiée.

« En admettant qu'un cessez-le-feu définitif intervienne à Gaza avant cette échéance, B. Netanyahu sera favorable à une escalader sur le front nord afin de prolonger le mandat du cabinet de guerre qu'il dirige, gage de sa survie politique. »

Il peut également espérer coaliser le camp occidental dans une confrontation régionale plus large, même si les Etats-Unis semblent s'y opposer pour l'instant.

Seuls les Etats-Unis semblent pour l'instant capables de l'en empêcher, mais les représailles promises par Téhéran après la frappe israélienne du 8 avril 2024 sur le consulat iranien à Damas pourraient changer la donne, même si l'intérêt objectif de l'Iran consiste à éviter un conflit ouvert avec Israël et Washington pour continuer à progresser discrètement sur son programme nucléaire.

NOTES

- [1] Ce sont surtout des Palestiniens et rarement des membres du Hezbollah qui ont effectué ces incursions en Israël
- [2] D'après le New York Times, Joe Biden et Anthony Blinken ont tenté, lors d'une visite à Tel-Aviv le 18 octobre, de dissuader leurs homologues israéliens de lancer une action préventive au Liban, sur la base d'une évaluation selon laquelle Hassan Nasrallah n'avait pas l'intention d'attaquer Israël. La Maison Blanche craignait une extension régionale du conflit à Gaza
- [3] 95% des impacts de tirs israéliens tombaient dans la frange des 4 km au cours des trois premières semaines
- [4] Certaines exceptions apparentes sont toutefois à relever : journaliste de Reuters tué par un tir de char, le 13 octobre à Alma Chaab ; maisons (a priori) civiles détruites par l'artillerie, le 17 octobre à Dhaira
- [5] Déclaration à la presse le 11 novembre 2023
- [6] « Nous disons à l'ennemi qui peut songer à attaquer le Liban ou à une mener une opération préventive que ce serait la plus grande bêtise de son existence »
- [7] Les pertes Hezbollah diminuent d'octobre à novembre, alors que les opérations israéliennes sont deux ou trois fois plus nombreuses
- [8] Le 18 novembre, les FDI frappent une usine d'aluminium à Nabatieh
- [9] Lorsqu'il était CEMA, le général Kokhavi estimait trop risqué de conduire une « campagne entre les guerres » contre le Hezbollah au Liban, suggérant qu'il fallait s'en prendre à ses capacités en Syrie (conférence à l'INSS, janvier 2021)
- [10] Olivier Passot, la stratégie d'Israël face au renforcement du Hezbollah (IRSEM, 2020)
- [11] Entretien avec Assaf Orion, stratège israélien
- [12] Les frappes de rétorsion contre la base militaire du mont Méron sont massives (une soixantaine de missiles et roquettes) mais ne font aucune victime
- [13] Cette résolution, adoptée en 2006, exigeait le désarmement de tous les groupes armés au Liban et le (seul) déploiement des forces armées libanaises (FAL) dans le sud
- [14] Au cours des trois semaines suivantes, le Hezbollah a effectué moins de tirs en direction d'Israël qu'au cours des trois semaines précédant l'élimination de Saleh al-Harouri
- [15] Tsahal a occupé le sud-Liban entre 1982 et 2000 et essayé d'y établir une zone de sécurité, en s'appuyant sur l'Armée du Liban-sud
- [16] La pratique israélienne habituelle en Syrie consiste à cibler des capacités militaires, mais pas de chercher à provoquer des pertes humaines élevées
- [17] C'était la première fois que les Israéliens s'en prenaient à une emprise diplomatique iranienne
- [18] Jean-Loup Samaan, From War to Deterrence, Israel-Hezbollah conflict since 2006, US Army War College Press, May 2014, p. 6
- [19] Pour P. Razoux, « ni l'Iran ni le Hezbollah ne veulent d'un conflit ouvert avec Israël », le Temps, 4 avril 2024

STRATÉGIE GAGNANTE POUR LA RUSSIE AU MOYEN-ORIENT

Colonel Cyril Iordanow, Collège de Défense Balte, Saint-Cyrien et ancien chef de corps du 93^{ème} régiment d'artillerie de montagne. Cet article a été rédigé dans le cadre du *High Command Studies Course 2024* du *Baltic Defence College* de Tartu (Estonie) - 24 Juin 2024

Colonel Cyril Iordanow, Collège de Défense Balte, Saint-Cyrien et ancien chef de corps du 93^{ème} régiment d'artillerie de montagne.

Bénéficiant de la confiance de Vladimir Poutine, la diplomatie russe mène au Moyen-Orient une stratégie particulièrement réussie basée sur un engagement minimum tout en visant un maximum de bénéfices (*Minimax strategy*). Agile, pragmatique et opportuniste, elle a pour ambition de restaurer le statut de grande puissance de la Russie et à défier l'influence occidentale. Elle combine différents outils des soft, sharp et plus rarement hard power pour atteindre ses objectifs dans cette région qui est devenue cruciale pour la Russie après l'invasion à grande échelle de l'Ukraine en 2022. Cependant, en raison de ressources limitées, la Russie ne peut pas totalement remettre en cause l'hégémonie américaine et doit se résoudre à mener une diplomatie transactionnelle. Face à une stratégie russe qui capitalise sur les erreurs et errements de l'Occident, France et Etats-Unis devraient réinvestir le Grand jeu régional et répondre résolument au défi lancé par la Russie.

En novembre 2016, M. Avi Dichter, ancien directeur du Shin Bet, déclarait à propos de la Russie que « ce nouveau voisin n'est pas venu pour louer un appartement mais pour construire une villa » (Baker). La déclaration de cet expert israélien reconnu soulignait que la Russie était résolument de retour dans cette région, devenue pour elle cruciale en février 2022 pour des raisons économiques, diplomatiques et sécuritaires.

Sur la base de liens historiques anciens, la Russie mène au Moyen-Orient une stratégie Minimax très réussie axée sur ses intérêts économiques, culturels, sécuritaires et géopolitiques, qui doivent tous contribuer à son objectif stratégique de restaurer son statut de grande puissance et de défier les pays occidentaux. Cela signifie que la Russie maximise ses opportunités avec un engagement minimal de ressources et de pertes potentielles, à quelques exceptions près, comme en Syrie depuis 2015. S'appuyant sur de vieux réseaux d'amitiés, des intérêts partagés et des erreurs occidentales, cette stratégie est menée par des professionnels efficaces et compétents de la diplomatie et des services de renseignement russes. Elle peut être décrite comme agile, pragmatique, proactive et opportuniste. Elle est parfaitement adaptée à une région où les alliances et les allégeances sont versatiles.

Principaux intérêts de la Russie au Moyen-Orient

La Russie a trois principaux domaines d'intérêt au Moyen-Orient : l'économie, la culture et la religion, et la sécurité. Ces trois domaines ont pour unique objectif de contribuer au succès de la stratégie russe de restaurer son prestige et sa puissance.

Économie

Depuis 2022 et l'effondrement de ses liens économiques avec les marchés occidentaux, le Moyen-Orient joue un rôle crucial pour l'économie russe. La région est tout d'abord un carrefour pour relier la Russie aux marchés asiatiques et faciliter ses exportations de produits agricoles et pétrochimiques, de gaz, de pétrole et d'engrais. Les experts économiques russes préconisent un « pivot vers le Sud » en raison d'une reconfiguration rendue nécessaire des chaînes d'approvisionnement (Evgeny Y. Vinokurov, 2022). Ce pivot s'appuierait sur le Corridor de Transport International Nord-Sud (CTINS), un réseau de 7 200 kilomètres de chemins de fer, d'autoroutes et de routes maritimes qui relient la Russie et l'Inde à travers l'Iran et l'Azerbaïdjan. D'ici 2030, ce corridor pourrait transporter jusqu'à 25 millions de tonnes de fret annuellement (Kasturi). Cette nouvelle route entre l'Inde et la Russie réduirait le temps de trajet de 40-60 jours à 25-30 jours, et les coûts de 30 %.

Le Moyen-Orient est également un marché essentiel d'exportation pour les produits russes.

« Moscou se concentre sur les domaines où il est le plus compétitif : armes, céréales, espace, pétrochimie, nucléaire civil, pétrole et gaz. »

De 2022 à 2023, la région a été la première destination des exportations de blé russe, avec 17 millions de tonnes. Ses principaux clients sont la Turquie, l'Égypte, l'Arabie saoudite et l'Iran (Trego, 2023). Rosatom est le principal acteur du marché nucléaire régional, avec des centrales atomiques en cours de construction en Iran, en Turquie et en Égypte, et des projets en Arabie saoudite et aux Emirats arabes unis (Trenin, 2018). Ces marchés de l'atome civil permettent de sceller des alliances de long terme car un accord de 40 ans est généralement signé

pour fournir le combustible nécessaire au fonctionnement des centrales (Winkler). Pour faciliter ces échanges commerciaux avec le Moyen-Orient et attirer les investisseurs musulmans, la Russie a lancé en septembre 2023 une expérimentation de finance islamique de 2 ans au Tatarstan, au Bachkortostan, en Tchétchénie et au Daghestan (Gadzo). Les résultats de ce changement économique mondial sont impressionnants, en particulier en Iran, en Turquie et aux Emirats arabes unis. En 2022, les échanges commerciaux avec les Emirats arabes unis ont bondi de 68 % pour atteindre 9 milliards de dollars, avec la Turquie de 100 % pour atteindre 60 milliards de dollars (Smagin) et avec l'Iran de 20 % pour atteindre 5 milliards de dollars (Ellie Geranmayeh). La Russie est devenue le principal investisseur étranger en Iran.

Le contournement des sanctions joue un rôle majeur dans ces changements spectaculaires. Les Emirats arabes unis tiennent ainsi une place centrale dans l'exportation de semi-conducteurs. Ils représentaient 50 % du volume d'exportations émiraties vers la Russie, chiffre multiplié par 15 en 2022 (Avadaliani). Capitalisant sur sa propre expérience de 4 décennies de sanctions internationales, l'Iran a fourni à son allié russe une expertise pour y échapper. La Turquie est essentielle dans l'exportation de biens à usage dual vers la Russie (C4ADS). Les exportations de machines-outils à commande numérique par ordinateur en sont une bonne illustration. En raison de l'absence d'une industrie nationale, la Russie dépend des importations à 70 %. Ces machines-outils et les logiciels associés sont utilisés par complexe militaro-industriel russe pour fabriquer des composants de missiles ou des pièces d'avion (Olena Yurchenko, 2023). Les entreprises turques seraient impliquées dans l'import-export de ces machines-outils mais aussi de nitrocellulose, principal composant des explosifs et de la poudre à canon. Selon des données douanières, elles ont ainsi vendu plus de 1 800 tonnes de nitrocellulose en 2023. (Times)

Intérêts culturels et religieux

La Russie a lancé une offensive culturelle ambitieuse au Moyen-Orient. De nombreux centres culturels ont ouvert leurs portes et la chaîne de télévision *Russia Today* (RT) a lancé sa chaîne en langue arabe en 2007. RT et *Sputnik Arabic* sont très actifs sur les réseaux sociaux, produisant beaucoup plus de contenu sur *Twitter* que *BBC Arabic* ou *Al Jazeera* (Janadze). Et c'est un succès, comme l'atteste l'enquête sur la jeunesse arabe 2022, qui a révélé qu'une majorité de jeunes Arabes (âgés de 18 à 24 ans) accusent les Etats-Unis et l'OTAN, plutôt que la Russie, d'avoir déclenché la guerre en Ukraine (Borshchevskaya). En juillet 2022, RT Arabic comptait 22 millions de pages vues par mois, dépassant les 19,6 millions d'*Al Arabiya* et les 19,4 millions d'*Al Jazeera* (Shayan Talabani, 2022).

« Cette activité sur les réseaux sociaux est parfaitement synchronisée avec les déclarations des comptes officiels diplomatiques russes qui jouent un rôle important en raison de leur large audience. »

Le compte *Twitter* en langue arabe du ministère russe des Affaires étrangères compte ainsi plus de 142 000 abonnés. La Russie investit également dans les universités et les écoles, obtenant ses meilleurs résultats en Syrie. L'objectif est de consolider un réseau influent d'ambassadeurs de la culture russe et des intérêts de la Russie dans le monde arabe. Certains liens sont anciens, comme le Président palestinien Mahmoud Abbas, étudiant en Histoire à Moscou dans les années 1980.

Dans la lignée du néo-byzantinisme propagé par le gouvernement russe et les milieux conservateurs, la Russie souhaite rappeler qu'elle a été, pendant longtemps, la protectrice des chrétiens au Moyen-Orient. La construction en 2010 d'un musée d'histoire russe à Jéricho vient l'illustrer. En 2019, avec le Premier ministre hongrois Victor Orbán, Vladimir Poutine a rencontré à Budapest les responsables des églises d'Orient, déclarant que la protection des chrétiens dans les zones de conflit était désormais une priorité absolue pour la Russie. Les principaux artisans russes de cette politique sont le Comité de la Douma pour la défense des valeurs chrétiennes et la Société impériale orthodoxe de Palestine, fondée en 1882, dont la direction est étroitement liée au Kremlin. (Gerdziunas)

Enfin, le fort intérêt de la Russie pour le monde arabe est lié à la présence sur son territoire de plusieurs millions de musulmans. Selon le Département d'Etat américain (Etat, 2022), ils représenteraient 5 % de la population, mais 18 % selon les autorités musulmanes russes. Et ils pourraient représenter 30 % en 2030, selon le grand mufti du pays, en raison d'un taux de natalité élevé et d'une immigration massive en provenance d'Asie centrale. C'est une question cruciale pour la stabilité intérieure de maintenir de bonnes relations avec les autorités musulmanes et les dirigeants du Moyen-Orient comme l'Arabie saoudite. En dépit d'oppositions antérieures comme en Afghanistan dans les années 80, et plus récemment en Syrie, les dirigeants russes et arabes s'accordent pour défendre les valeurs traditionnelles contre les pays occidentaux perçus comme décadents. Et la Russie, en raison de son régime autocratique, ne porte pas de jugement moral sur les régimes locaux, à la différence des Etats-Unis et des pays européens soucieux du respect des droits de l'homme.

Restaurer le prestige

L'objectif principal que la Russie souhaite atteindre à travers sa stratégie au Moyen-Orient est de restaurer son prestige et son statut de grande puissance. Les deux domaines d'intérêt décrits ci-dessus doivent y contribuer. Pour le pouvoir russe, le Moyen-Orient devrait rejoindre la Grande Eurasie, telle que définie par des penseurs moscovites influents comme Sergey Karaganov (Karaganov, 2018), afin de rééquilibrer le pouvoir des pays occidentaux, en particulier des Etats-Unis. Moscou accorde une attention particulière à la stabilité de la région car elle peut contribuer à déstabiliser son étranger proche, en particulier les Caucase du Nord et du Sud, par un regain d'activisme islamiste. Les ventes d'armes, les interventions et bases militaires et la diplomatie soutiennent cette restauration de son prestige antérieur. Le Moyen-Orient était traditionnellement un marché important pour l'industrie militaire de l'URSS. Après une baisse spectaculaire après 1991, la région est devenue dans les années 2010 le deuxième marché de la Russie après l'Asie. Des méga-contrats ont été signés : 4,2 milliards de dollars en 2012 avec l'Irak, 3 milliards de dollars en 2013 et 2 milliards en 2015 avec l'Egypte (Borisov, 2018).

« Depuis 2022, les exportations ont changé de direction, l'Iran étant devenue un fournisseur essentiel de la Russie. »

Elle a fourni de précieux drones dans le cadre d'un marché évalué à 6 milliards de dollars. Plus de 300 000 obus auraient également été exportés. Et l'Iran pourrait encore fournir de la main-d'œuvre et des missiles balistiques de courte portée si elle y trouve un intérêt. (Ellie Geranmayeh)

Moscou déploie un effort diplomatique important au Moyen-Orient. Mikhaïl Bogdanov est le représentant spécial de Vladimir Poutine dans la région depuis 2012. Vice-ministre des Affaires étrangères, il s'impose comme un fin connaisseur de la région et un diplomate très expérimenté. La Russie entretient des relations diplomatiques avec Israël depuis 1991. Elle se rêve en médiateur incontournable dans la région car elle maintient des relations amicales avec tous les pays. Elles sont transactionnelles et jamais idéologiques pour éviter de se créer des ennemis. Moscou offre à plusieurs Etats un contrepoids à Washington et à l'influence occidentale. Cela leur permet de réduire la pression occidentale en faveur de la démocratisation et de la protection des droits de l'homme. La Russie est membre de l'accord OPEP+ depuis 2016 et joue un rôle important dans la stabilité des cours sur le marché pétrolier, dont les fluctuations affectent immédiatement l'économie russe. Le maintien de prix hauts est crucial car les revenus pétroliers contribuent pour une large part au budget de l'Etat et au financement des programmes sociaux et de la guerre en Ukraine. La chute des prix du pétrole en dessous de 40 dollars signifie l'incapacité de Moscou à financer tous ses besoins budgétaires (Kozhanov, 2022). La Russie offre à plusieurs pays la possibilité d'accroître leur stature internationale en jouant un rôle dans la facilitation d'échanges de prisonniers entre la Russie et les Etats occidentaux, ou en essayant de mettre fin à la guerre en Ukraine (Dalay, 2023). Les dirigeants régionaux sont le deuxième groupe le plus important aux yeux de Vladimir Poutine, après ceux de l'ancien espace post-soviétique (Rakov, 2024). La Russie a renforcé ses liens avec l'Egypte et les Emirats arabes unis en soutenant le général libyen Khalifa Haftar. La guerre à Gaza a permis à Moscou d'accroître sa popularité dans le monde arabe et dans le « Sud global », tout en affaiblissant Washington, perçu comme un partisan inconditionnel d'Israël. La Russie a tout d'abord refusé de condamner les atrocités du Hamas, adoptant un discours agressif sur la responsabilité d'Israël et des Etats-Unis. Puis elle a progressivement modéré sa ligne dans une logique de désescalade. Sur le plan intérieur, cette restauration du prestige russe permet de renforcer la popularité de Vladimir Poutine. La guerre en Syrie, perçue par les Russes comme un succès, a permis de passer d'une focalisation sur les problèmes intérieurs à un patriotisme fervent. (Issaev, 2022)

NOTES

Avadaliani, Emil. UAE – Russia: 2023-24 Trade and Investment Dynamics. Middle East Briefing. [En ligne] [Citation : 28 August 2023.] file:///C:/Users/Student/Documents/Research%20paper/Bibliographie/UAE%20-%20Russia_%202023-24%20Trade%20and%20Investment%20Dynamics%20-%20Middle%20East%20Briefing.html

Baker, Luke. Russia has long-term ambitions in the Middle East – Israeli official. Reuters. [En ligne] [Citation : 15 November 2016.] <https://www.reuters.com/article/idUSKBN13A2E2/>

Blank, Theodore Karasik and Stephen. 2018. Russia in the Middle East. Wahington : The Jamestown Foundation , 2018

Borisov, Timofey. 2018. Russia's return to the Middle East. s.l. : European Union Institute for Security Studies, 2018

Borne, William. 2023. Que penser des relations entre les Emirats arabes unis et la Russie ? Toulon : Mediterranean Foundation of Strategic Studies, 2023

Borshchevskaya, Anna. Russia's Disinformation Machine Has a Middle East Advantage. Foreign Policy. [En ligne] [Citation : 23 March 2023.] <https://foreignpolicy.com/2023/03/23/russia-ukraine-war-disinformation-middle-east-rt-sputnik-arabic/>

C4ADS. Putting the pieces together. C4ADS. [En ligne] [Citation : 22 February 2024.] <https://c4ads.org/commentary/putting-the-pieces-together/>

center, Airspace strategic studies. 2024. Syrie: hub de projection de la puissance et de l'influence russe en Afrique ? Paris : French Army, 2024

Dalay, Galip. 2023. What the Ukraine War Means for Moscow in the Middle East ? Doha : The Middle East Council on Global Affairs, 2023

Dalia Dassa Kaye, Linda Robinson, Jeffrey Martini, Nathan Vest, Ashley L. Rhoades. 2021. Reimagining US strategy in the Middle East. Santa Monica : Rand Corporation, 2021

Ellie Geranmayeh, Nicole Grajewski. Alone together: How the war in Ukraine shapes the Russian-Iranian relationship. European Council on Foreign Relations. [En ligne] [Citation : 6 September 2023.] <https://ecfr.eu/publication/alone-together-how-the-war-in-ukraine-shapes-the-russian-iranian-relationship/>

Evgeny Y. Vinokurov, Arman Ahunbaev, Alexander I. Zaboiev. 2022. International North-South Transport Corridor: Boosting Russia's "pivot to the South" and Trans-Eurasian connectivity. Russian Journal of Economics. 2022

Gadzo, Mersiha. Russia is set to launch Islamic banking: All you need to know. Al Jazeera. [En ligne] [Citation : 30 August 2023.] <https://www.aljazeera.com/news/2023/8/30/russia-is-set-to-launch-islamic-banking-all-you-need-to-know>

Galstyan. 2016. The National Interest. [En ligne] 27 June 2016. <https://nationalinterest.org/feature/third-rome-rising-the-ideologues-calling-new-russian-empire-16748>

Gerdziunas, Benas. Russia's sway over Lebanon's Levant Party. DW. [En ligne] [Citation : 08 May 2018.] <https://www.dw.com/en/russias-influence-on-lebanons-levant-party/a-44942314>

Hunter, Marcena. 2022. Going for Gold Russia, sanctions and illicit gold trade. Geneva : Global Initiative Against Transnational Organized Crime, 2022

Les acteurs et les leviers de puissance

La Russie combine avec succès ses outils de *soft, sharp* et plus rarement *hard power*. Elle s'appuie sur des acteurs essentiels et différents leviers de puissance.

Soft power

Le *soft power* russe vise à imposer un narratif positif pour Moscou et à discréditer les pays occidentaux. Il peut d'abord s'appuyer sur les Russes qui vivent ou partent en vacances au Moyen-Orient. En Israël, environ 1 million de citoyens parlent russe et créent un lien humain par les contacts forts qu'ils maintiennent avec la Russie. Les médias, les touristes et les pèlerins orthodoxes renforcent cette influence (Trenin, 2018). Depuis février 2022, des centaines de milliers de Russes ont fui leur pays et se sont installés au Moyen-Orient, notamment aux Emirats arabes unis et en Turquie, qui a délivré 150 000 titres de séjour à des citoyens russes en 2022 (Smagin). Plus d'un million de Russes ont visité les Emirats en 2022 [+60 % en un an] (Smagin). De nombreux oligarques se sont installés à Dubaï et à Abu Dhabi pour échapper aux sanctions financières et poursuivre sereinement leurs activités.

Ils bénéficient de la règle locale d'immigration appelée « *Golden Visa* », qui requiert un investissement minimum de 2,7 millions de dollars. Suite au pivot politique de leurs dirigeants, les citoyens russes ont choisi la région comme destination de prédilection pour leurs vacances et jouent un rôle crucial dans les économies locales. La Turquie a reçu 5,8 millions de visiteurs russes au cours des dix premiers mois de 2023, ce qui représente le pourcentage le plus important de touristes du pays (Minute). Les autres destinations favorites des touristes russes sont les Emirats arabes unis et l'Égypte. (Tore)

La Russie vise à conquérir les cœurs dans la région en se présentant comme le bastion des valeurs traditionnelles, de l'hétérosexualité et de la loyauté envers l'État.

« Elle utilise un diplomate peu orthodoxe mais précieux pour atteindre le public musulman : le Président tchétchène Ramzan Kadyrov, qui a établi des relations étroites avec plusieurs dirigeants régionaux. »

Il a réussi à conquérir une audience locale, notamment sur les réseaux sociaux comme *TikTok*, mettant en avant son image de défenseur de l'islam et de critique d'Israël, parfaitement reproduite par les médias contrôlés par la Russie et les usines à trolls agissant sur les réseaux sociaux.

Kadyrov utilise également la Fondation Akhmat Kadyrov à des fins sociales et religieuses, comme la reconstruction de mosquées à Alep. Kadyrov utilise enfin le MMA (arts martiaux mixtes) comme un puissant outil de *soft power* avec ses champions tchétchènes, comme Khamzat Chimaev, qui vit à Dubaï. (Jack Watling, 2024)

Hard power

La Russie maintient une présence militaire significative dans la région. La Syrie y est son principal bastion. L'intervention militaire de 2015 visait à éviter l'effondrement du régime de Bachar Al-Assad et à rétablir la stabilité du pays, qui attirait de nombreux djihadistes. Entre 3 000 et 5 000 étaient russophones, dont 90 % originaires du Caucase. Ils constituaient une menace majeure pour la sécurité en permettant la création de réseaux entre différents groupes extrémistes de l'« étranger proche » dans le Caucase et en Asie centrale (Kozhanov, 2018). Cette intervention a été un succès, surtout en comparaison des guerres américaines d'Irak et d'Afghanistan. Elle a donné à la Russie l'image d'un allié fiable et efficace, d'autant plus qu'Assad était dans une situation désespérée.

« Cette guerre a permis de tester environ 200 nouveaux types d'armes dans des conditions de combat réelles. Mais surtout, elle a redonné à la Russie son prestige perdu et un rôle diplomatique de premier plan. »

En 2013, Vladimir Poutine a ainsi traité pour la première fois avec les Américains d'égal à égal lorsqu'il s'est proposé de conduire la neutralisation de l'arsenal chimique syrien. La Russie peut bénéficier d'une base navale à Tartous accueillant une présence navale permanente recréée en 2013 et s'élevant à au moins dix navires de guerre (Jonas Kjellén, 2022). La Russie utilise depuis 2017 une base aérienne permanente située au sud-est de la ville de Lattaquié à Hmeimim. Une vingtaine d'avions de chasse, plusieurs avions de guerre électronique et de transport, et des systèmes de défense sol-air y sont stationnés. Elle est également la plaque tournante des opérations russes en Afrique (Centre, 2024).

Sharp power

Moscou propose aux élites locales les services de ses sociétés militaires privées (SMP) comme Wagner, rebaptisée Corps expéditionnaire, désormais directement sous la supervision du GRU (Jack Watling, 2024). Ces combattants sont présents en Syrie et en Libye pour soutenir le général Haftar, un allié de poids de l'Égypte. En Syrie, les troupes de Wagner étaient coordonnées par le GRU et le FSB pour différentes tâches. Elles ont joué un rôle essentiel dans l'appui aux forces pro-Al-Assad pour reconquérir des parties entières du pays, comme à Palmyre au printemps 2016. En août 2023, il a été proposé que les combattants des troupes libyennes et syriennes soient formés dans de nouveaux camps à Tobrouk et Palmyre. L'idée est de diminuer la visibilité des mercenaires russes et, par conséquent, de protéger la réputation de la Russie en préservant une capacité de déni plausible, voire de recruter une partie du personnel formé pour combattre avec les SMP russes en Afrique. L'autre mode d'action consiste à intégrer des conseillers russes dans les forces partenaires. Cette volonté de discrétion du soutien russe dans la région n'est pas nouvelle. La plupart des soldats soviétiques impliqués dans les guerres israélo-arabes en 1967 et 1974 étaient camouflés sous une couverture de touristes. (Blank, 2018)

Depuis 2011 et les Printemps arabes, les Emirats arabes unis et les services secrets russes et leurs réseaux informels de renseignement ont développé des liens étroits, comme l'ont révélé les *Pentagon Leaks* en avril 2023 (Borne, 2023). Le but était de contrer l'influence occidentale perçue par Abou Dhabi comme une menace grave (Krieg). En juillet 2013, les deux pays ont soutenu la contre-révolution du maréchal Al-Sissi en Égypte. Et depuis 2014, ils sont des alliés indéfectibles dans leur soutien au général Haftar en Libye. (Borne, 2023 - Krieg)

« La région, en particulier la Turquie et les Emirats arabes unis, permet à la Russie de contourner les sanctions affectant le commerce de l'or par des opérations de blanchiment d'argent et de dissimulation des origines et des acteurs de ce juteux commerce. Les réseaux criminels offrent ces services (Hunter, 2022). »

Un rapport de 2018 du département américain du Trésor révèle l'alliance croissante entre la Russie et le groupe terroriste chiite libanais Hezbollah. Ces relations n'ont pas toujours été bonnes, comme en témoigne l'intervention en 1985 des forces spéciales du groupe Alpha du KGB à Beyrouth pour libérer de manière ferme et peu conventionnelle 3 otages soviétiques (Interest).

Née pendant la guerre en Syrie, cette alliance principalement militaire s'est transformée en une relation multiforme et mutuellement bénéfique. La Russie est impliquée dans un réseau de contrebande de pétrole iranien dirigé par un éminent dirigeant du Hezbollah « soutenu par des responsables de haut niveau du gouvernement de la Fédération de Russie et des organes économiques gérés par l'Etat », selon le département du Trésor américain (Levitt). Cette alliance offre de nombreuses opportunités à Moscou, au Liban, où la politique russe doit être lue comme une extension de sa politique syrienne (Tashjian, 2021), au Moyen-Orient, en Afrique et en Amérique du Sud, où le Hezbollah a développé ses réseaux parmi les diasporas chiites.

NOTES

Interest, The National. Why The Middle East Fears Russia's Alpha Group Commandos. The National Interest. [En ligne] [Citation : 3 June 2020.] <https://nationalinterest.org/blog/reboot/why-middle-east-fears-russias-alpha-group-commandos-159981>

Issaev, Leonid. 2022. Domestic factors in Russia's Middle East Policy. London : Nicolay Kozhanov (ED), Russian Policy towards the Middle East, C. Hurst and Co., 2022

Jack Watling, Oleksandr V Danylyuk and Nick Reynolds. 2024. The Threat from Russia's Unconventional Warfare Beyond Ukraine, 2022-24. London : RUSI, 2024

Janadze, Elene. The digital Middle East: Another front in Russia's information war. Middle East Institute. [En ligne] [Citation : 19 April 2022.] <https://www.mei.edu/publications/digital-middle-east-another-front-russias-information-war>

Jazeera, Al. Oil supply tightens in Europe over Red Sea disruptions. Al Jazeera. [En ligne] [Citation : 20 January 2024.] <https://www.aljazeera.com/news/2024/1/20/oil-supply-tightens-in-europe-over-red-sea-disruptions>

Jonas Kjellén, Aron Lund. 2022. From Tartous to Tobruk The Return of Russian Sea Power in the Eastern Mediterranean. s.l. : Swedish Defence Research Agency (FOI), 2022

Karaganov, Sergei. 2018. The new Cold War and the emerging Greater Eurasia. Journal of Eurasian Studies. 2018

Kasturi, Charu Sudan. Is the INSTC Russia's new economic escape route? Al Jazeera. [En ligne] [Citation : 27 July 2022.] <https://www.aljazeera.com/economy/2022/7/27/russias-new-economic-escape-route>

Kozhanov, Nicolay. 2022. Russian Foreign Policy towards the Middle East. London : C.Hurst and Co., 2022

Kozhanov, Nikolay. 2018. Russian Policy Across the Middle East Motivations and Methods. London : The Royal Institute of International Affairs Chatham House, 2018

Krieg, Andreas. Pentagon leak is no surprise: UAE-Russia ties run deep. Middle East Eye. [En ligne] [Citation : 12 April 2023.] <https://www.middleeasteye.net/opinion/pentagon-leak-russia-uae-no-surprise-ties-run-deep>

Levitt, Aurora Ortega and Dr Matthew. Hizbullah and Russia's Nascent Alliance. RUSI. [En ligne] [Citation : 23 May 2023.] <https://www.rusi.org/explore-our-research/publications/commentary/hizbullah-and-russias-nascent-alliance>

Mathews, Sean. Russia-Ukraine war: Moscow's quest for Middle East arms deals upended by fighting. Middle East Eye. [En ligne] [Citation : 28 March 2022.] <https://www.middleeasteye.net/news/russia-ukraine-war-arms-sales-middle-east-upended-experts-say>

Comment reconquérir le terrain perdu ?

Les succès régionaux de la Russie sont en partie dus à des erreurs et à un certain désintérêt de l'Occident, souvent incapable de résoudre les problèmes de ses partenaires locaux. Considérant le caractère mondial de notre contestation avec Moscou et l'importance du Moyen-Orient, l'Occident, en particulier les Etats-Unis, la France et l'OTAN, doivent réinvestir résolument la région pour y reconquérir le terrain perdu. Comme Moscou est conjoncturellement concentré sur sa guerre en Ukraine, il y a une fenêtre d'opportunité à ne pas laisser passer.

Depuis 15 ans, les Etats-Unis se sont progressivement retirés des affaires régionales. Les principaux exemples en sont leur réticence à soutenir un vieil allié, le Président égyptien Hosni Moubarak, en 2011 (Trager), ou le refus de bombarder la Syrie en 2013 après l'utilisation d'armes chimiques contre des civils, qui était pourtant une ligne rouge officielle du Président Obama. Les alliés locaux des Etats-Unis ont compris que le centre de gravité des intérêts américains se déplaçait vers l'Asie. Ces pays ont décidé de développer leurs politiques en fonction de leurs intérêts propres et ont créé de nouvelles alliances avec la Russie, la Chine et d'autres pays (Paul Salem, 2021). L'Egypte, l'Iran, l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis ont rejoint les BRICS en janvier 2024. Cependant, les Etats-Unis restent le plus puissant acteur de la région, mais ils doivent y clarifier leur vision à long terme. Ils peuvent s'appuyer sur plusieurs dizaines de bases militaires et sur des intérêts économiques mutuels. D'abord, les Etats-Unis pourraient réaffirmer officiellement qu'ils n'abandonneront pas le Moyen-Orient afin de rassurer leurs alliés, notamment l'Arabie saoudite et les pays du Golfe qui craignent l'Iran.

« Sur le plan diplomatique, les Etats-Unis pourraient s'investir davantage dans la résolution du conflit israélo-palestinien avec une attitude plus équilibrée, et dans l'accord nucléaire iranien, qui est une priorité pour désamorcer les tensions régionales. »

Les Etats-Unis pourraient renforcer leur rôle de premier plan en tant que premier fournisseur d'armes, à un moment favorable où la Russie fait face à des problèmes d'approvisionnement de ses clients régionaux traditionnels en raison de ses propres besoins pour l'Ukraine, de la pression sur les acheteurs potentiels par les Etats-Unis, et des sanctions (Mathews), comme l'atteste la chute de 52 % de ses ventes mondiales en 2023 (Pieter D. Wezeman, 2024). Enfin, les Etats-

Unis pourraient réaffecter des financements vers des investissements axés sur les personnes : santé, chômage des jeunes, réfugiés, pauvreté chronique et croissance économique. (Dalia Dassa Kaye, 2021)

« Compte tenu de la volonté affichée par la plupart des Etats de la région de diversifier leurs alliés et de leur désaffection actuelle envers les Etats-Unis, la France peut à nouveau jouer un rôle de premier plan au Moyen-Orient. »

Elle peut s'appuyer sur des liens séculaires et un réseau de diplomates, de chercheurs, d'hommes d'affaires et d'acteurs de la société civile connaissant bien la région. La France pourrait améliorer sa politique culturelle en soutenant davantage les programmes francophones dans les universités, la mobilité étudiante, ouvrir de nouveaux centres culturels et améliorer les programmes arabes des médias d'information internationaux francophones. Grâce à ses ambassades et à ses ONG opérant dans la région, la France pourrait retrouver sa place de protecteur des chrétiens d'Orient, en expulsant Moscou de ce rôle. En outre, la France pourrait renforcer sa coopération militaire avec des pays tels que l'Egypte, la Jordanie, le Liban, l'Irak, l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis, où elle bénéficie d'une base permanente. Les excellentes relations actuelles en matière de sécurité avec la Grèce pourraient renforcer notre position en Méditerranée orientale. Sur un plan économique, la France peut concurrencer la Russie sur différents marchés : armement, espace, céréales et nucléaire. Diplomatiquement, la France peut offrir une voix singulière et alternative en tant que puissance d'équilibre, comme dans la résolution du conflit israélo-palestinien ou le dossier du nucléaire iranien.

L'OTAN doit s'assurer de la stabilité de son flanc Sud, comme le rappelle son concept stratégique de 2022, dans une approche à 360 degrés de sa dissuasion. L'alliance doit continuer à renforcer la résilience de ses partenaires face aux défis transnationaux (terrorisme, criminalité organisée, prolifération des armes légères et migration irrégulière). Cela signifie une coopération plus étroite avec des organisations régionales ou mondiales comme l'Union européenne, la Ligue Arabe ou les Nations Unies. Il est également important de renouveler ses programmes de partenariat traditionnels (le Dialogue méditerranéen et l'Initiative de coopération d'Istanbul).

« En outre, la sécurisation du flanc Sud nécessite de renforcer la crédibilité de la présence maritime de l'OTAN en Méditerranée orientale. »

Enfin, la question du double-jeu turc mérite d'être posée, d'autant que la Turquie a perdu une partie de son intérêt stratégique avec la fin de la Guerre froide et l'entrée dans l'OTAN de pays bordant la Mer Noire.

Pour conclure, il est essentiel de rappeler que la plus grande fenêtre ouverte de la Russie sur le Sud est le rivage de la mer Noire et ses ports. C'est pourquoi le résultat final de la guerre en Ukraine sera crucial pour l'avenir de la politique russe au Moyen-Orient ainsi que pour les pays voisins de la mer Noire.

NOTES

Minute, Turkish. Russians lead foreign tourist numbers in Turkey in first 10 months of 2023. Turkish minute. [En ligne] [Citation : 5 December 2023.] <https://www.turkishminute.com/2023/12/05/russian-lead-foreign-tourist-number-turkey-in-first-10-months-of-2023/>

Morozov, Viacheslav. 2022. The Middle East in Russia's foreign policy, 1990-2020. London : Nikolay Kozhanov (ED.) Russian Foreign Policy towards the Middle East C.Hurst and Co, 2022

Niels Drost, Beatrice de Graaf. 2022. Putin and the Third Rome. Journal of Applied History. BRILL, 2022

Olena Yurchenko, Denys Hutyk, Olena Zhul, Bohdan Kovalenko, Sofiya Maksymiv. 2023. CNC Machinery 2.0. s.l. : Economic Security Council of Ukraine, 2023

Paul Salem, Gerald Feierstein and Ross Harrison. 2021. The Biden Administration and the Middle East: Policy Recommendations for a Sustainable Way Forward. Wahington : The Middle East Institute, 2021

Pieter D.Wezeman, Katarina Djokic, Mathew George, Zain Hussain and Siemon T.Wezeman. 2024. Trends in international arms transfers, 2023. Stockholm : SIPRI, 2024

Puri-Mirza, Amna. Oil industry in the Middle East – statistics and facts. Statista. [En ligne] [Citation : 10 January 2024.] <https://www.statista.com/topics/6508/middle-east-oil-industry/#topicOverview>

Rakov, Daniel. 2024. Russia's policy in the Middle East and its Approach to the Gaza war. Tartu : University of Tartu Press, 2024

Shayan Talabani, Jemina Shelley, Tom Vereist-Way, Emman El-Badawi, Matthew Godwin. 2022. How not to lose friends and influence in the Middle East: the narratives advancing Russia and China's soft power. London : Tony Blair Institute for Global Change, 2022

Smagin, Nikita. Is the Blossoming Relationship Between Russia and the UAE Doomed ? Carnegie. [En ligne] [Citation : 13 April 2023.] <https://carnegiendowment.org/politika/89531#:~:text=Russia's%20search%20for%20alternative%20trading,billion%3A%20a%2071%20percent%20increase>

—. Middle Eastern Influence Is Growing Fast in Russia. Carnegie. [En ligne] [Citation : 16 November 2023.] <https://carnegiendowment.org/politika/91028>

State, US Department of. 2022. 2022 Report on International Religious Freedom: Russia. Washington : s.n., 2022

The Conversation. [En ligne] [Citation : 6 March 2022.] <https://theconversation.com/russias-nuclear-power-exports-will-they-stand-the-strain-of-the-war-in-ukraine-178250>

Tashjian, Yeghia. 2021. The Great Game in the Levant: Russia's Interests in Lebanon. Beirut : American University of Beirut, 2021

Times, The Moscow. Chinese, Turkish companies supplying Russia with key gunpowder component. The Moscow Times. [En ligne] [Citation : 31 January 2024.] <https://www.themoscowtimes.com/2024/01/31/chinese-turkish-companies-supplying-russia-with-key-gunpowder-component-a83921>

Tore, Iulia. Top Destinations for Russian Tourists in 2023. rusTourismNews. [En ligne] [Citation : 1 August 2023.] <https://www.rustourismnews.com/top-destinations-for-russian-tourists-in-2023/>

Trager, Eric. Five Years After Mubarak's Fall, Lessons for Washington. The Washington Institute for Near East Policy. [En ligne] [Citation : 11 February 2016.] <https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/five-years-after-mubarak-fall-lessons-washington>

Trego, Rachel. 2023. Russia Grain and Oilseed Exports Expand. s.l. : US department of agriculture, 2023.

Trenin, Dimitri. 2018. What is Russia up to in the Middle East ? Cambridge : Polity, 2018

Winkler, Hartmut. Russia's nuclear power exports: will they stand the strain of the war in Ukraine?

LA GUERRE DE GAZA PROVOQUE-T-ELLE DE NOUVEAUX PARADIGMES AU PROCHE-ORIENT ?

Arnaud Peyronnet - 26 juin 2024

Arnaud Peyronnet, membre associé FMES de l'Observatoire stratégique de la Méditerranée et du Moyen-Orient (OS2MO).

Plusieurs mois après le drame du 7 octobre 2023, la région continue de s'enfoncer dans une crise systémique qui semble ne pas voir d'issue et qui conduit à des transformations profondes et durables du paysage stratégique régional. L'Etat hébreu et le Hamas sont engagés dans une guerre d'attrition longue qui a le potentiel de s'étendre aux autres frontières, tant l'impasse politique et diplomatique pour une résolution du conflit est grande. Ce conflit qui s'inscrit dans la durée met sous pression les voisins les plus proches d'Israël (Jordanie et Egypte) et impose un soutien humanitaire international pérenne et massif au profit de la population palestinienne. Outre le Hamas, Israël doit gérer sa confrontation avec le Hezbollah perçu comme une menace encore plus grande et dont les stratégies israéliens savent qu'ils devront l'affronter un jour ou l'autre. L'élévation du seuil de conflictualité entre Israël et l'Iran est une seconde rupture stratégique, Téhéran mettant en avant une « nouvelle équation » dans son antagonisme structurel avec Tel Aviv.

En Iran, un pouvoir ultranationaliste rajeuni issu de l'élection Présidentielle du 28 juin 2024 pourrait prendre davantage de risques. L'affrontement direct entre les deux Etats est donc désormais possible alors que la lutte indirecte et asymétrique était le mode d'action choisi jusqu'à présent pour éviter l'escalade. Cette « nouvelle équation » aura probablement un impact sur le programme nucléaire iranien. Enfin, la guerre à Gaza et ses ramifications provoquent l'isolement voire le découplage croissant entre Israël et l'Occident. Dans ce contexte, Washington cherche à intégrer l'Arabie saoudite dans une solution politique au Proche-Orient, ce qui lui permettrait de trouver une issue à cette crise et de contrer l'influence grandissante de la Chine dans cette région.

Vers une longue guerre d'attrition entre Israël et le Hamas

La guerre d'Israël contre le Hamas à Gaza se poursuit 8 mois après l'attaque terroriste de groupuscules islamistes palestiniens le 7 octobre 2023. La détermination israélienne de se « venger » du Hamas et d'éviter que de telles attaques terroristes se reproduisent de nouveau, paraît intacte et inébranlable tant le choc traumatique du 7 octobre est massif dans la psyché de la société israélienne. Cette attaque a fait ressurgir dans les perceptions israéliennes les souvenirs de l'Holocauste en Europe et a de nouveau fait prendre conscience à l'Etat hébreu toute la fragilité de son existence dans un environnement profondément hostile. Il apparaît donc évident que ce conflit n'est pas près de se terminer.

« L'éradication des capacités militaires et politiques du Hamas à Gaza et en Cisjordanie (voire à l'étranger), est désormais un des objectifs stratégiques de Tel Aviv. Cet objectif est largement partagé par la société israélienne. »

De plus, l'extrême droite locale, en progression constante ces dix dernières années, instrumentalise cette situation pour imposer progressivement ses idées et son programme : l'expulsion des Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie dans une nouvelle *Nakba* et l'intensification de la colonisation sur les territoires évacués par les Palestiniens. Dans ce contexte de peur, de paranoïa et de colère entre les deux communautés, il est difficile d'imaginer aujourd'hui un avenir de coexistence commun. Les deux alternatives données aux Palestiniens par une frange non négligeable du spectre politique israélien sont le départ vers l'étranger ou une vie sous occupation israélienne. Les autorités israéliennes refusent de se prononcer sur l'avenir des Palestiniens tant ce sujet est marqué par le messianisme, les traumatismes, les rivalités politiques et les dissensions sur la stratégie à suivre. Des divergences fortes apparaissent d'ailleurs sur cette thématique entre le Premier ministre et certains membres de son Cabinet de Sécurité[1], comme en témoignent les démissions des généraux Gantz et Eisenkot le 9 juin 2024.

« La conduite d'une guerre « longue » est un gage de survie politique pour un Premier ministre contesté par une opinion publique choquée par l'impréparation des forces de sécurité le 7 octobre. »

Mais si le retour politique du Hamas à Gaza n'est pas concevable en Israël et reste fermement combattu par Tsahal[2], celle de l'Autorité Palestinienne, fortement discréditée et contestée, apparaît également difficile. Faute de solution politique, le moins mauvais choix pour le gouvernement israélien pourrait être le *statu quo*, avec une bande de Gaza sous perfusion humanitaire massive mais soumise à une guerre d'attrition longue entre Tsahal et le Hamas. D'ailleurs, l'armée israélienne se prépare à cette guerre longue. Tsahal a ainsi redécoupé l'enclave palestinienne selon des objectifs purement militaires : l'armée a créé une zone tampon de 1 km de large à la frontière Israël/Gaza de façon à empêcher les Palestiniens de se rapprocher de la frontière ; elle a mis en place le corridor de Netzarim contrôlé par Tsahal au milieu de la Bande de Gaza, séparant ainsi le Nord et le Sud de l'enclave : elle a pris le contrôle militaire du corridor de Philadelphie entre Gaza et la frontière égyptienne.

L'armée israélienne se met ainsi en position pour conduire des opérations « coup de poing » dans l'enclave palestinienne[3], afin d'éliminer les cadres militaires et politiques du Hamas.

« Cette guerre d'attrition, dans un environnement sécuritaire et humanitaire chaotique pour la population palestinienne de Gaza, prolongera d'autant les frictions vécues à la frontière israélo-libanaise qui pourraient fortement s'aggraver en l'absence de toute « porte de sortie politique » à Gaza. »

Les stratèges israéliens savent que le Hezbollah représente une menace plus importante pour eux, notamment au regard de son arsenal et de ses capacités militaires, et qu'il leur faudra y remédier d'une manière ou d'une autre. C'est la raison pour laquelle ils réorganisent leur dispositif et se préparent à un affrontement au Sud Liban avec la milice chiite, au cas où les négociations en cours ne permettraient pas de faire appliquer la Résolution 1701 (2006) du Conseil de sécurité de l'ONU qui ordonne le retrait des milices armées (et donc du Hezbollah) au nord du fleuve Litani.

Le franchissement d'un seuil majeur dans l'affrontement entre Israël et l'Iran

Le mois d'avril 2024 a vu une rupture profonde du paradigme d'affrontement entre l'Iran et Israël. Rompant avec sa politique traditionnelle de réponse asymétrique face à Israël et de « patience stratégique »[4], Téhéran a, pour la première fois depuis l'arrivée au pouvoir du régime islamique en 1979, attaqué directement l'Etat hébreu le 13 avril 2024, au travers du lancement, depuis son territoire, de 350 missiles et drones d'attaque contre le territoire israélien. Cette attaque s'est faite en riposte à la mort, le 1^{er} avril, de sept Pasdarans dont deux généraux de haut rang dans une frappe israélienne contre le consulat iranien à Damas, perçue comme le franchissement inacceptable d'une ligne rouge par le régime des Mollahs. Par le passé, l'Iran préférait utiliser les groupes qui lui étaient affiliés (notamment en Syrie, Irak et Liban) pour attaquer les intérêts israéliens. Cette doctrine semble révolue, Téhéran se laissant désormais la possibilité d'utiliser tant l'action indirecte que directe pour frapper l'Etat hébreu.

« Les autorités politiques et militaires iraniennes ont en effet souligné que, « désormais, si le régime sioniste attaque, il fera l'objet à nouveau d'une contre-attaque depuis l'Iran ; une nouvelle équation a été établie avec cette opération »[5]. »

Cette « nouvelle équation », véritable rupture stratégique dans le conflit qui oppose les deux pays, présente toutefois des limites pour Téhéran. D'abord, et comme le montre la riposte limitée d'Israël sur la base iranienne d'Ispahan (19 avril 2024), la dissuasion israélienne conventionnelle a été réaffirmée puisque le territoire iranien a semblé perméable aux frappes de l'Etat hébreu. Elle l'est d'autant plus que l'épisode du 13 avril a montré la suprématie de la défense anti-aérienne israélienne (certes aidée par les Etats-Unis) sur la frappe massive lancée par l'Iran.

« Près de 99 % des projectiles auraient ainsi été interceptés avant leur impact sur le territoire israélien, provoquant finalement peu de dégâts sur les bases militaires visées, notamment la base aérienne de Nevatim qui accueille les F-35 israéliens[6]. »

Ce mode d'action « direct » iranien est ainsi un acte de signalement stratégique, même si Téhéran a constaté qu'il était bien plus vulnérable aux raids aériens israéliens qu'Israël l'était de son côté face aux attaques de missiles et drones iraniens. Mais qu'advient-il lorsque des élections, comme celles de ce 28 juin 2024, porteront au pouvoir un exécutif iranien rajeuni, beaucoup plus nationaliste et moins enclin à la prudence en comparaison des membres du clergé ? De tels dirigeants pourraient vouloir prendre davantage de risques.

« En attendant, Téhéran semble avoir infléchi son discours et ses directives sur cette « nouvelle équation », au profit de deux axes différents mais complémentaires qui vise à renforcer à la fois son ascendant et sa dissuasion vis-à-vis d'Israël. »

Le premier, et le plus important, est lié à la thématique nucléaire alors même que l'Iran est *de facto* un Etat du seuil. Le Major-Général du Corps des Gardiens de la Révolution Ahmad Haghtalab, chargé de la protection des sites nucléaires, a indiqué que l'Iran « révisera ses politiques en matière nucléaire si Israël frappe les sites nucléaires iraniens »[7]. Kamal Kharrazi, directeur du *Strategic Council for Foreign Relations* iranien, a de son côté déclaré la même chose quelques jours plus tard : « We have no decision to build a nuclear bomb but should Iran's existence be threatened, there will be no choice but to change our military doctrine »[8]. De fait, et alors qu'Israël reste le seul Etat doté d'armes nucléaires au Moyen-Orient[9], l'Iran semble envisager d'entrer résolument dans un cycle de dissuasion avec Tel-Aviv en menaçant ouvertement de frapper (si lui-même est attaqué) les sites nucléaires israéliens et de rendre inéluctable son engagement dans un programme nucléaire militaire. Dans ce contexte, des progrès, voire des surprises, sont sans doute à attendre dans les prochains mois.

Le second axe vise à durcir les agissements des groupes pro-iraniens présents près d'Israël. C'est ainsi le cas à la frontière libanaise avec des affrontements désormais quotidiens et des pertes humaines régulières dans une guerre qui ne dit pas encore son nom. La montée des tensions à la frontière nord de l'Etat hébreu et la pression mise sur le gouvernement israélien (indécis quant à la réaction à mener pour éviter un engrenage régional) est un moyen de dissuasion puissant utilisé par Téhéran

vis-à-vis d'Israël. Plus inédit, la Jordanie, « zone tampon d'Israël à sa frontière orientale », est de plus en plus soumise aux menaces venant des groupes pro-iraniens.

Ceux-ci veulent déstabiliser le royaume hachémite pour accentuer la pression sur les frontières israéliennes tout en provoquant, par capillarité, le départ des forces occidentales du pays. En avril 2024, la milice irakienne Kataeb Hezbollah a indiqué « qu'elle se préparait à équiper des combattants pour mener la résistance islamique en Jordanie »[10]. Le mois suivant, une tentative de livraison d'armes de groupes iraniens présents en Syrie au profit de groupuscules du Hamas a été déjouée par les services jordaniens[11], une tendance qui ne ferait que progresser. Enfin, le 14 avril 2024, l'agence iranienne Fars news a indiqué que la Jordanie serait la « prochaine cible » si elle continuait à aider militairement Israël.

Vers un isolement croissant d'Israël

Si la solidarité avec Israël était forte aux Etats-Unis et en Europe après les attaques terroristes du Hamas du 7 octobre, force est de constater que l'Etat hébreu a perdu la bataille de la communication stratégique vis-à-vis de la jeunesse européenne et américaine depuis l'entrée de Tsahal à Gaza. Cette jeunesse, fortement instrumentalisée par différents acteurs politiques et idéologiques (influence du wokisme) est désormais très éloignée des soucis sécuritaires des Israéliens. Certains gouvernements européens (Espagne, Irlande, Norvège, Slovaquie) ont reconnu tout récemment et sans condition préalable un Etat palestinien.

Les Etats-Unis ne sont pas en reste avec de vastes manifestations sur les campus universitaires, dont les plus prestigieux. De fait, un « découplage culturel » réel semble en voie d'accélération entre l'Occident et Israël, ce qui ne manquera pas d'impacter la politique extérieure de l'Etat hébreu qui risque de se renfermer sur lui-même dans un unilatéralisme forcené justifié par le complexe de la « citadelle assiégée »[12]. La recherche de solutions diplomatiques aux problèmes de la région n'en sera que plus compliquée.

« Les tensions persistantes entre le Premier ministre israélien et le Président américain renforcent ce sentiment d'isolement et de découplage avec l'Occident. »

Benjamin Netanyahu ignore de façon persistante les critiques américaines quant à la conduite de la guerre à Gaza vis-à-vis des civils palestiniens[13] et poursuit sans ciller son offensive terrestre à Rafah. Le Président américain a menacé de geler la livraison de munitions offensives à Israël si celui-ci continuait à agir sans retenue sur Rafah[14]. Le niveau de réponse militaire israélienne face aux attaques de l'Iran le 13 avril avait été également l'objet d'âpres discussions entre les deux capitales. Les divergences politiques sont en outre notables avec les pays européens.

« Dans ce contexte, la décision du 24 mai 2024 de la Cour Internationale de Justice (CIJ) qui « ordonne à Israël de stopper son offensive militaire à Rafah », va accroître la pression internationale sur Tel Aviv[15]. »

Cette décision de la CIJ intervient aussi quelques jours après une demande historique du procureur de la Cour pénale internationale (CPI) en faveur de l'émission de mandats d'arrêt internationaux contre le Premier ministre israélien, son ministre de la Défense et trois dirigeants du Hamas, pour des crimes présumés commis dans la bande de Gaza et en Israël, qui finalement rejette la faute du conflit sur les deux parties, et isole d'autant l'Etat hébreu.

L'impasse politique quant au futur de Gaza et la poursuite des opérations israéliennes mettent également sous pression les plus proches voisins d'Israël qui apparaissent « sidérés » par l'ampleur et les conséquences potentielles, notamment intérieures, de ce conflit. Les autorités jordaniennes restent prudentes et jouent un rôle humanitaire actif tout en verrouillant politiquement le réengagement de la population sur la « question palestinienne ». Le Caire s'inquiète pour sa part des conséquences de ce conflit qui se déroule à sa frontière, craignant un afflux de réfugiés gazaouis susceptible de déstabiliser le Sinaï et de remettre en cause certaines dispositions des accords de paix de Camp David. L'impact économique indirect de ce conflit pour l'Egypte est également lourd, suite à la réduction des transits de navires commerciaux par le canal de Suez, conséquence des attaques houthies contre le trafic marchand en mer Rouge, conduites en « solidarité » avec le Hamas. La posture ambiguë des services de renseignements Egyptiens pendant les négociations sur la libération

des otages israéliens a accru la méfiance et les tensions entre Israël et l'Égypte. La coopération entre les deux pays est désormais en grande difficulté.

« Les pays du Golfe se contentent d'appeler à un cessez-le-feu et un retrait des forces israéliennes de Gaza, certains s'engageant dans un rôle de médiation (Qatar) ou humanitaire (EAU). »

Si l'administration américaine leur a demandé un temps de contribuer à une potentielle force de sécurité internationale dans l'enclave de Gaza, le communiqué final du 33^{ème} sommet de la Ligue Arabe demande clairement un « déploiement à Gaza de forces de maintien de la paix sous mandat onusien »[16] et refuse de s'engager sur un soutien financier à l'Autorité Palestinienne. Cette position de « détachement constructif » des Etats du Golfe, alliant critique et prudence, est le reflet de leur sentiment profond : la résolution de la question palestinienne est de la responsabilité historique d'Israël ; à lui d'y faire face seul. La position turque, soutien traditionnel du Hamas, tranche face à cet attentisme arabe. La guerre à Gaza a de nouveau mis à mal la normalisation des relations turco-israéliennes, entamée en 2022 après plus d'une décennie de tension. Le Président turc a qualifié à de nombreuses reprises Israël « d'Etat terroriste »[17] et, face à une forte pression populaire, a décidé début avril 2024 de restreindre les exportations vers l'Etat hébreu. Le ministre des Affaires étrangères turc a déclaré quant à lui que la Turquie se joindrait à la plainte pour génocide déposée par l'Afrique du Sud contre Israël devant la Cour internationale de Justice[18]. La rupture semble ainsi consommée entre Ankara et Jérusalem.

Vers une solution saoudienne ?

Dans le contexte du conflit à Gaza et de menace iranienne avérée au plan régional, les Etats-Unis poussent pour intégrer l'Arabie saoudite dans une solution politique au Proche-Orient afin de parachever, cette fois-ci avec Ryiad, les accords *Abraham* conçus en 2020 avec Israël, les EAU et Bahreïn. Le processus de négociation avec l'Arabie saoudite, ralenti depuis le 7 octobre et la guerre à Gaza[19], connaît un regain de dynamisme[20].

« Dans le contexte de marasme et d'impasse politique lié à la situation de Gaza, Ryiad apparaît en effet comme un interlocuteur majeur de Washington pour sortir « stratégiquement » de cette crise. »

L'idée serait ainsi pour les Etats-Unis de convaincre l'Arabie saoudite d'entrer dans les accords *Abraham* en contrepartie de garanties de sécurité[21] américaines, d'un programme nucléaire civil et de l'ouverture, par Israël, de négociations en faveur de la création d'un Etat palestinien.

Si le dialogue est sans aucun doute ardu (tant avec Ryiad que Tel Aviv), il s'agit d'un projet diplomatique américain ambitieux qui s'inscrit dans la compétition régionale Etats-Unis/Chine et dont l'Arabie saoudite est un rouage essentiel.

« Pour Ryiad, un tel pacte permettrait d'obtenir les technologies américaines les plus modernes, et pas exclusivement dans le secteur de la défense, afin de mettre en œuvre sa Vision 2030 pour la modernisation du pays. »

Toutefois, pour le gouvernement saoudien, la situation actuelle à Gaza, combinée à l'isolement croissant d'Israël sur la scène internationale, sont une excellente monnaie d'échange[22] dans leurs négociations avec Washington, surtout avec une administration démocrate en fin de mandat qui souhaiterait obtenir un succès diplomatique majeur avant les élections de novembre 2024.

Alors que la posture de Ryiad est de plus en plus indépendante, l'avenir de ces négociations saoudo-américaines reste essentiellement dans la main israélienne, peu prompte à ce stade à faire des concessions, y compris à son plus proche allié. L'impasse semble donc là aussi probable.

« L'impasse politique et militaire actuelle quant à l'issue du conflit à Gaza isole l'Etat hébreu de son voisinage immédiat et de ses soutiens traditionnels en Occident. »

Elle augmente la volatilité sécuritaire aux frontières d'Israël alors même qu'un nouveau seuil a été franchi dans l'affrontement avec l'Iran. Celui-ci revendique désormais une « nouvelle équation » afin d'établir un ascendant stratégique sur Israël et sur la région. Dans ce contexte, l'attentisme arabe à l'égard de la question palestinienne tranche avec la forte volonté américaine d'intégrer les pays de la région dans une architecture régionale affiliée aux accords d'Abraham, une vision qui reste difficile à mettre en œuvre. Une nouvelle réalité géopolitique s'est donc mise en place sur les rivages orientaux de la Méditerranée : celui du conflit permanent qui rend caduque la doctrine israélienne dite de la Campaignt between Wars[23].

Cette nouvelle situation de guerre « sous régionale » n'est pas sans conséquence pour la sécurité de l'Europe et l'emploi de ses moyens dans les années à venir. Face aux risques structurels de déstabilisation du limes européen à cause de ces conflits (migrations massives, effondrement des Etats faillis ou en passe de l'être, urgences humanitaires, menaces aériennes), un réengagement conséquent dans la région, avec nos alliés américains le cas échéant, et encore plus en cas de nouvelle administration Trump, semble nécessaire. Il pourrait contribuer à limiter les conséquences de cette situation chaotique sur le territoire français et européen.

NOTES

[1] Le Ministre de la défense, Yoav Gallant a ainsi appelé à « l'établissement d'une alternative de gouvernance pour Gaza ». Al Monitor, 16/05/2024

[2] En témoignent les opérations encore conduites par l'armée israélienne dans des zones (Zeitoun, Jabalia, Al-Shifa) qui avaient pourtant été conquises il y a quelques mois, signe d'un retour du Hamas sitôt les forces israéliennes parties. Al Monitor, 16/05/2024

[3] Ce qui permet de limiter le volume des forces engagées (pour ne pas utiliser trop les réservistes et pour limiter l'impact de la guerre sur l'économie israélienne), de limiter les pertes dues aux risques d'un combat urbain prolongé en l'absence d'alternative viable qui pourrait prendre le relai de Tsalal

[4] Défini comme l'évitement du conflit direct via des actions « à retardement » essentiellement asymétriques. Le Figaro, 14/04/2024

[5] Chef d'Etat-major des Forces armées iraniennes, Mohammed Hossein Baqeri, cité in Le Grand Continent, 14/04/2024

[6] Porte-parole de Tsalal, France 24, 15/04/2024

[7] Al Monitor, 18/04/2024. Washington Post, 25/04/2024

[8] Middle East Trajectories Emanating from the War on Gaza, Nabeel A. Khoury - Arab Center Washington DC, 02/05/2024. Al Monitor, 09/05/2024

[9] Même s'il n'y a rien d'officiel et de public

[10] Al Monitor, 15/05/2024

[11] Ibid

[12] Le « complexe de Massada » évoque le sentiment israélien d'être en permanence isolé, seul contre tous et à la portée d'une menace existentielle. En référence au siège de Massada en 72 après JC par les Romains qui a vu, une fois la bataille perdue, le suicide collectif des rebelles juifs

[13] CNN, 19/04/2024

[14] Al Monitor, 09/05/2024

[15] Le Figaro, 24/05/2024

[16] Al Monitor, 17/05/2024

[17] Le Monde, 02/05/2024

[18] Euronews, 04/05/2024

[19] Certains commentateurs pensent d'ailleurs que l'attaque du 7 octobre avait été planifiée pour faire dérailler ce processus de rapprochement entre Israël et l'Arabie saoudite effectué dans le sillage des accords d'Abraham de 2020

[20] Bloomberg, 01/05/2024

[21] Qui compléterait le « pacte informel du Quincy » conclu en février 1945 entre le Roi Ibn Saoud et le Président Roosevelt qui garantit à la monarchie saoudienne une protection militaire américaine en échange d'un accès à ses ressources pétrolières. La création d'une alliance régionale de défense aérienne intégrée, afin de contrer la menace iranienne, et basée sur des matériels américains, est ainsi particulièrement recherchée par les Etats-Unis depuis 2020

[22] Post 7 octobre, et dans le cadre de ses négociations avec Washington, l'Arabie saoudite demandait la création d'un Etat palestinien et la fin des opérations israéliennes à Gaza pour normaliser ses relations avec Israël. Mais face à un conflit qui s'inscrit désormais sur la durée, et en raison de la prégnance du risque iranien, Riyad a proposé un plan B qui exclut Israël du pacte Ryad/Washington. Bloomberg, 01/05/2024. Ce plan B est aussi une nouvelle illustration du « détachement constructif » des pays du Golfe vis-à-vis de la crise actuelle à Gaza

[23] Elle se caractérisait par la conduite d'actions militaires préventives, discrètes, ciblées et non revendiquées qui empêchent par nature l'ennemi de riposter et donc de déclencher une escalade incontrôlée pouvant conduire à un conflit ouvert

NOS ARTICLES

AFRIQUE



➤ **Présence et influence des puissances moyen-orientales en Afrique sub-saharienne**

- Niagalé Bagayoko - 31 janvier 2024

.....p 76

➤ **L'Afrique face aux rivalités de puissances en mer Rouge**

- Sonia Le Gouriellec - 28 mars 2024

.....p 88

➤ **Bassin méditerranéen : le rapport au religieux renforce la rupture Nord-Sud**

- Pascal Ausseur - Publié dans Diplomatie magazine n°79 « Géopolitique des religions » - 17 avril 2024

.....p 98

➤ **Chine-Afrique : une relation asymétrique et stratégique pour Pékin**

- Emmanuel Véron - 23 mai 2024

.....p 102

PRÉSENCE ET INFLUENCE DES PUISSANCES MOYEN-ORIENTALES EN AFRIQUE SUB-SAHARIENNE

Niagalé Bagayoko - 31 janvier 2024

Niagalé Bagayoko est docteure en Science politique, diplômée de l'Institut d'Études Politiques (IEP) de Paris. Elle est actuellement Présidente de l'African Security Sector Network (ASSN), enseignante à l'IEP de Paris et responsable de la formation SHEGA de l'Institut FMES.

Longtemps essentiellement empreintes du souvenir et de l'héritage douloureux de la traite négrière orientale[1], les relations entre le continent africain et les puissances moyen-orientales ont connu un renouveau depuis le tournant des années 2000. Les Etats de la région ont en effet, pour la plupart, cherché à étendre de manière croissante leur présence et leur influence en Afrique.

Les politiques menées respectivement par la Turquie, Israël, l'Arabie saoudite, le Qatar, les Emirats arabes unis (EAU) et l'Iran présentent un certain nombre de caractéristiques communes telles que :

- la forte personnalisation des relations diplomatiques, à travers l'investissement des plus hautes autorités elles-mêmes ;
- la recherche du soutien des Etats africains au sein des instances multilatérales, onusiennes ou régionales ;
- l'inclination naturelle vers le tropisme géographique exercé par la Corne de l'Afrique ;
- la recherche d'un élargissement et d'une diversification des relations bilatérales vers les autres régions du continent, notamment le Sahel et l'Afrique de l'Ouest ;
- l'implication de plus en plus fréquente dans la médiation de certains conflits africains ;
- le développement de partenariats en matière de défense et de sécurité, dans le domaine de l'armement, de l'assistance militaire et de la formation, notamment à la lutte anti-terroriste ;
- la mise en œuvre de stratégies d'influence à travers le financement de programmes à vocation sociale, culturelle ou religieuse, souvent par le biais de sous-traitants non-Etatiques.

Au-delà de ces traits saillants, la politique africaine de chacune des six puissances moyen-orientales ici considérées, comporte des spécificités propres, que le présent article se propose de mettre en lumière.

LA TURQUIE

L'empire ottoman a entretenu des relations très anciennes avec l'Afrique subsaharienne, notamment à travers ses implantations dans les territoires qui deviendront ensuite l'Erythrée, la Somalie[2] et le Soudan[3].

« A près l'avènement de la République turque en 1923 et durant la guerre froide, la Turquie a eu tendance à aligner sa politique étrangère africaine sur celle des Etats-Unis, sans porter une attention particulière au continent[4]. »

Ce n'est que depuis la fin des années 1990 qu'Ankara a manifesté un réel intérêt pour l'Afrique subsaharienne [5], qui n'a depuis cessé de croître. Le rejet de la demande d'adhésion de la Turquie à l'Union Européenne (UE), en 1997, a incité le pays à considérer sous un jour nouveau les opportunités potentiellement offertes par le continent africain.

Dès 1998, les autorités turques ont ainsi mis en place un « Plan d'action pour une ouverture à l'Afrique ». C'est cependant à la faveur de l'accession au pouvoir du Parti de la justice et du développement (AKP) de Recep Tayyip Erdogan en 2002 qu'a été affirmée une ambitieuse politique de coopération avec les pays africains.

En 2005, a ainsi été organisée une « Année de l'Afrique » par le gouvernement turc[6] tandis que la Turquie devenait membre observateur de l'Union africaine. En 2008, s'est tenu le Premier sommet Afrique-Turquie, dans le cadre dudit « Partenariat stratégique avec l'Union africaine ». Des relations ont aussi été nouées avec la CEDEAO (Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest) et l'IGAD (Intergovernmental Authority on Development).

« Ce sont cependant les relations bilatérales qui sont privilégiées par Ankara qui propose à ses partenaires africains une « troisième voie » basée sur une nouvelle forme de non-alignement, en rupture à la fois avec les puissances occidentales et des pays comme la Chine, l'Inde et la Russie[7]. »

L'un des enjeux pour la Turquie est aussi de contenir l'influence de certains pays musulmans sunnites qu'elle perçoit comme ses rivaux, à l'instar de l'Egypte, de l'Arabie

saoudite et des Emirats arabes unis. Avec plus de 40 visites effectuées (parfois deux par an), le Président Erdogan est le dirigeant non-africain qui s'est rendu dans le plus grand nombre d'Etats du continent[8]. Cherchant à exploiter la proximité revendiquée sur les plans historique, culturel et religieux de la Turquie avec le continent, il a qualifié en 2021 les Africains de frères et sœurs du peuple turc[9].

Cet intérêt pour l'Afrique s'est traduit par l'augmentation du nombre d'ambassades turques sur le continent, passé de 10 en 2008 à 37 en 2021, tandis que l'on dénombre 37 représentations diplomatiques africaines à Ankara. Via Diyanet, son administration dévolue aux affaires religieuses, la Turquie a financé la construction ou la restauration de mosquées au Mali et au Niger mais aussi dans des Etats africains à majorité non-musulmane tel le Ghana[10]. Au cours des années 2010, la coopération entre la Turquie et l'Afrique, qui était jusqu'à présent principalement axée sur des projets économiques et humanitaires (notamment dans le BTP et le trafic aérien grâce à la stratégie très dynamique de Turkish Airlines qui assure un nombre croissant de liaisons internes et externes avec l'Afrique), a pris une dimension plus politique et sécuritaire.

Les ventes d'armes turques en Afrique se sont ainsi particulièrement développées. Même si la part de la Turquie sur le marché africain des armes semble insignifiante avec seulement une part de 0,5 %, loin derrière la Russie, la Chine, les Etats-Unis et la France, la croissance de ses exportations d'armes est la plus importante du continent.

L'année 2020-2021 est révélatrice à cet égard avec une hausse de 455%[11]. Le prix particulièrement compétitif ainsi que la rapidité de livraison et la facilité d'utilisation expliquent l'attractivité particulièrement exercée par les drones TB2 Bayraktar auprès des pays africains.

Parmi les Etats qui en ont fait l'acquisition, on trouve le Togo, le Niger, le Mali, le Burkina Faso, l'Ethiopie et Djibouti.

La Turquie vend également à ses partenaires africains des véhicules blindés, des systèmes de capteurs électro-optiques et des systèmes de surveillance[12]. Les transactions d'équipements militaires turcs avec les pays africains s'accompagnent souvent de transferts de technologies et de propositions de développement

industriel conjoint, qui s'appuient sur la politique « *no-strings-attached* » de la Turquie, n'imposant aucune condition sur l'utilisation des équipements, contrairement aux Etats-Unis ou à la France. Outre la fourniture d'armes, la Turquie dispose de 19 attachés militaires déployés en Afrique[13] et a conclu des accords de défense avec 30 Etats africains[14] afin de renforcer la coopération militaire et technique bilatérale. Ces accords prévoient souvent la formation de forces armées locales, y compris à la lutte contre le terrorisme et la criminalité. Le pays a apporté une aide à la force conjointe du G5-Sahel d'un montant de 5 millions de dollars[15].

La Turquie a volontiers été accusée par l'Arabie saoudite et les EAU de soutenir des acteurs locaux proches des Frères musulmans, à l'instar du Qatar. En Libye, la Turquie a en effet, comme le Qatar, apporté son soutien au régime de Fayez el-Sarraj en 2020 contre l'offensive du général Khalifa Haftar.

La Turquie possède par ailleurs en Somalie (depuis 2017) une base militaire, le camp TURKSOM,[16] la plus grande infrastructure dont dispose le pays à l'étranger.

« Le Soudan présente aussi un intérêt particulier pour la Turquie. »

Si elle n'a pas réussi à faire aboutir le projet de port soudanais de Suakin, en raison du renversement de son interlocuteur privilégié Omar el-Béchir[17], la Turquie pourrait cependant chercher à poursuivre son objectif de développement de ses activités sur les rives de la mer Rouge en se rangeant du côté du général al-Burhan, avec lequel elle semble avoir davantage de proximité qu'avec son rival le Général Hemetti soutenu par les Emirats et le groupe Wagner[18] (Africa Corps).

La Turquie est également engagée de longue date, avec ses alliés de l'OTAN[19], dans la sécurité maritime autour de la Corne de l'Afrique. Depuis 2009, elle participe ainsi à la *Combined Task Force 151* au large des côtes somaliennes afin de lutter contre la piraterie et de sécuriser les routes commerciales maritimes vers la mer Rouge.

ISRAËL

« Les relations de l'Etat hébreu avec le continent africain ont toujours oscillé entre frictions et normalisation[20]. »

L'immédiat après-guerre de la Seconde Guerre mondiale a été marqué par une courte période de relations cordiales entre certains pays du continent africain et Israël, progressivement reconnu par plusieurs Etats, dont le premier fut le Ghana à la veille de son indépendance. Au début des années 1970, Israël entretenait ainsi des relations diplomatiques avec 33 pays du continent. Cependant, les frictions avec les Etats du continent africain se sont accrues après la guerre des Six Jours de 1967, qui a conduit à l'occupation de la péninsule du Sinaï, et plus encore avec la guerre israélo-arabe de Yom Kippour en 1973.

La plupart des Etats africains ont alors décidé de rompre leurs liens diplomatiques avec Israël, les seuls à maintenir des relations officielles étant le Malawi, le Lesotho et le Swaziland [21]. Les années 1970 ont été marquées par la solidarité croissante du continent africain envers la Palestine[22], avec une prise de position majeure de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), précurseur de l'Union africaine (UA), qui a choisi de rompre toutes les relations diplomatiques avec Israël en solidarité avec l'Egypte : il s'agit de l'une des rares décisions communes de politique étrangère prise par les Etats africains. En 2002, l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) s'est vu accorder le statut d'observateur non-membre de l'Union africaine (UA).

« Les années 1990 ont vu une légère amélioration des relations entre Israël et certains pays du continent désireux de renforcer les liens de coopération. »

Le Zaïre (en 1982) et le Cameroun (en 1986) [23] ont été les premiers pays à renouer des relations avec l'Etat hébreu[24]. Les accords d'Oslo ont conduit la plupart des pays du continent africain à se réengager diplomatiquement avec Israël, désormais reconnu par 46 des 54 pays du continent[25].

Cependant, le rapprochement entre Israël et certains pays du continent est véritablement intervenu avec l'arrivée au pouvoir de Benyamin Netanyahu en 1999 et plus encore lors de son retour à la tête du pays en 2009. Au cours de ses mandats successifs (1996-1999 ; 2009-2021 ; 2022-), particulièrement durant les deux derniers, le Premier ministre israélien s'est personnellement beaucoup investi dans ce qu'il a lui-même qualifié de « retour à l'Afrique ». Après avoir participé au Liberia en

2017 au 51^{ème} Sommet de la CEDEAO, B. Netanyahu a même affirmé envisager de « fermer certaines représentations diplomatiques [...] à l'étranger pour en ouvrir de nouvelles en Afrique »[26], montrant ainsi sa volonté de renforcer les liens avec le continent. La stratégie de B. Netanyahu repose aussi sur le développement de liens personnels avec les dirigeants de certains Etats ayant entretenu des relations avec Israël depuis les années 1970, ou avec d'autres ayant autrefois soutenu l'OLP.

« En Afrique de l'Ouest, le Ghana, le Togo et la Côte d'Ivoire font figure de partenaires particulièrement proches. »

En Afrique de l'Est, comme l'a illustré la tournée effectuée par le Premier ministre israélien en 2016, ce sont les pays anglophones à majorités chrétiennes, tels le Kenya, le Rwanda, l'Ethiopie et l'Ouganda qui font figure de partenaires privilégiés. En effet, Israël dirige aussi sa politique étrangère vers les communautés chrétiennes, notamment évangéliques de plus en plus nombreuses en Afrique[27]. Le Rwanda a développé des relations de proximité avec Israël à la suite du génocide de 1994, bien qu'une ambassade israélienne n'ait été ouverte dans le pays qu'en 2019.

Israël a en outre été l'un des premiers pays à reconnaître l'indépendance du Soudan du Sud : en réalité, Israël a depuis 1967 entretenu des relations dégradées avec l'Etat soudanais, qui avait officiellement soutenu l'Egypte lors de la guerre des Six Jours et lui restait très hostile jusqu'à ce que Benjamin Netanyahu rencontre le Général Al Burhan en 2020[28]. Dans le domaine civil, l'action de MASHAV, agence israélienne pour la coopération au développement, se concentre principalement sur le renforcement des capacités dans les domaines de l'agriculture, de l'hydraulique et de la santé.

Si Israël n'est pas directement impliqué dans des opérations militaires sur le continent africain, le commerce des armes – notamment dans le domaine de l'armement léger, des missiles, des drones et du retrofit d'aéronefs et de blindés soviétiques – est un élément majeur de sa coopération avec l'Afrique en matière de sécurité. Parmi ses principaux partenaires figurent le Sénégal, le Nigeria, le Cameroun et l'Ethiopie.

Les ventes militaires d'Israël au continent sont le plus souvent effectuées par des entreprises privées israéliennes mais elles sont promues et coordonnées par la Direction de la coopération internationale de défense (SIBAT) du ministère de la Défense.

NOTES

[1] Entre le XVI^{ème} et le XIX^{ème} siècles, plusieurs millions d'Africains ont été déportés vers le Moyen-Orient et l'Inde par des esclavagistes arabes.

[2] C'est au XVI^{ème} siècle que fut créée la province du Habesh, comprenant des parties des Etats Erythréens et somaliens actuels. Pouvreau Ana (2020), « La Turquie dans la Corne de l'Afrique », Conflits : Revue de Géopolitique : www.revueconflits.com/la-turquie-dans-la-corne-de-lafrique/

[3] « Le Soudan est incorporé dans l'Empire ottoman de 1820 à 1885 mais, contrairement à la tradition historiographique qui évoque à ce propos la période « turque », il est plus exact de rendre compte d'une occupation « égypto-ottomane » dans la mesure où l'élément proprement turc ne prit qu'une part très modeste à l'histoire que connut alors cette région africaine bien marginale dans l'empire des sultans de Constantinople, à l'époque où celui-ci est déjà « l'homme malade » dont les puissances surveillent l'agonie jugée inéluctable » : www.clio.fr/chronologie/pdf/pdf_chronologie_soudan.pdf

[4] Kaya K. and Warner J. (2013), Turkey and Africa: A Rising Military Partnership?, Fort Leavenworth, Kansas: Foreign Military Studies Office

[5] Dans les années 1990, la Turquie a néanmoins participé à plusieurs opérations de maintien de la paix de l'ONU en Afrique (en Sierra Leone, en Somalie ou en République démocratique du Congo) et a même assumé le commandement de l'ONUSOM II entre 1993 et 1995.

[6] Les Relations turco-africaines / Ministère des Affaires étrangères de la République de Türkiye (mfa.gov.tr) : www.mfa.gov.tr/les-relations-entre-la-turkiye-et-l-afrique.fr.mfa

[7] Donelli Federico (2021), Can Turkey-African Relations Withstand Ankara's Currency Crisis?, ISPI : www.ispionline.it/en/publication/can-turkey-african-relations-withstand-ankaras-currency-crisis-32779

[8] www.rfi.fr/fr/afrique/20230513-entre-l-afrique-et-la-turquie-un-partenariat-qui-s-enracine

[9] www.tccb.gov.tr/fr/actualit-s/1861/116453/-nous-voyons-les-peuples-africains-comme-nos-fr-res-et-s-urs-avec-lesquels-nous-partageons-un-destin-commun-

[10] www.la-croix.com/Religion/En-Afrique-Turquie-joue-carte-islam-2021-09-20-1201176335

[11] Yaşar, Nebahat Tanrıverdi (2022), Unpacking Turkey's Security Footprint in Africa, SWP 2022/C 42 : www.swp-berlin.org/10.18449/2022C42/

[12] Hairsine, Kate, and Burak Ünveren (2022), Turkey Deepens Its Defense Diplomacy in Africa, www.dw.com/en/turkey-deepens-its-defense-diplomacy-in-africa/a-63586344

[13] www.atalayar.com/en/articulo/politics/africa-and-turkey-consolidate-their-military-trade-idyll/20221103135957158922.html

[14] Aksoy, Hürcan Aslı et al. (2022), Visualizing Turkey's Activism in Africa, Centre for Applied Turkey Studies.

[15] Armstrong Hannah (2021). La Turquie au Sahel, International Crisis Group, www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/turkey-sahel

[16] Turkey sets up largest overseas army base in Somalia | News | Al Jazeera : www.aljazeera.com/news/2017/10/1/turkey-sets-up-largest-overseas-army-base-in-somalia

[17] Alhassan, Abubakar (2021). Turkey's Ambitious Plans for Africa. Geopolitical Futures : geopoliticalfutures.com/turkeys-ambitious-plans-for-africa/

[18] www.rfi.fr/fr/afrique/20230913-soudan-le-général-al-burhan-rencontre-le-président-turc-a-ankara

[19] L'appartenance de la Turquie à l'OTAN contribue à renforcer son attractivité aux yeux des Etats africains, car elle est perçue comme la garantie de standards élevés en matière de formation et d'armes fournies par Ankara.

La coopération israélienne en matière de renseignement en Afrique joue également un rôle important, impliquant directement les services du Mossad mais s'orientant aussi de manière croissante vers une privatisation ou une sous-traitance dans le domaine de la cybersécurité.

« Israël a notamment développé une coopération étroite en la matière avec l'Ouganda et l'Éthiopie. »

En outre, les sociétés militaires privées, dirigées par d'anciens militaires israéliens, spécialisées dans la fabrication d'équipements de sécurité ou fournissant des services pour la sécurisation d'événements sur le continent africain, se sont récemment multipliées pour offrir leurs services dans la lutte contre le terrorisme dans la Corne de l'Afrique et en Afrique de l'Ouest. Par ailleurs, les forces armées israéliennes ont été très impliquées dans la formation des forces de certains Etats africains.

« Historiquement, l'exemple le plus significatif est celui du Cameroun dont le Président Paul Biya a fait appel au soutien de Tel-Aviv pour la formation du fameux « Bataillon d'intervention rapide » (BIR), inspiré du modèle de Tsahal et dont le format a fait de nombreux émules au sein des armées africaines : cette unité d'élite de l'armée camerounaise a été créée dès 1999 par Abraham Avi Sivan[29], ancien commandant de plusieurs unités de l'armée israélienne. »

Alors que pendant plusieurs décennies, Israël a cherché à faciliter l'immigration des juifs africains en Israël, particulièrement des Falachas d'Éthiopie, il a par ailleurs développé dès les années 1990 une politique visant à restreindre l'afflux sur son territoire de réfugiés africains non-juifs, arrivant en nombre croissant, principalement du Soudan et de la Corne de l'Afrique.

En 2012, la Knesset a modifié la loi de 1954 sur la prévention de l'infiltration, permettant d'expulser les Palestiniens, pour permettre la détention des Érythréens et des Soudanais arrivés illégalement en Israël pour une durée de trois ans à compter de leur arrivée[30]. Cet amendement a cependant dû être modifié pour limiter la détention à 20 mois à la suite d'une décision de la Cour suprême. En outre, ces dernières années, Israël a cherché à conclure des accords politiques avec le Rwanda et l'Ouganda pour renvoyer les réfugiés africains dans ces deux pays, accords qui ont été abandonnés à la suite de condamnations de l'opinion publique internationale.

« Plus généralement, de très nombreux travailleurs africains ont remplacé au fil des ans les Palestiniens dans les emplois peu qualifiés des secteurs agricoles, du BTP et de la restauration. »

Israël a aussi essuyé quelques échecs dans sa diplomatie à l'égard de l'Afrique, notamment avec l'annulation du sommet israélo-africain de 2017 à Lomé[31] ou encore la tentative infructueuse d'intégrer l'Union africaine en tant que membre observateur, remise en cause à la suite de désaccords entre les Etats membres de l'UA : alors que les deux tiers des pays du continent ont voté en faveur de l'attribution de ce statut, le rejet d'Israël en tant que membre observateur de l'UA a été principalement le fait de l'Algérie et de l'Afrique du Sud.

Il est intéressant de noter à cet égard que l'Afrique du Sud prend toujours position contre l'Etat hébreux dans le domaine politique depuis la fin du régime d'apartheid, avec lequel Israël avait entretenu de troubles relations[32] : depuis l'arrivée au pouvoir de l'ANC, l'Afrique du Sud est en effet un fervent défenseur de la cause palestinienne, ainsi que l'a confirmée la plainte contre Israël déposée devant la Cour internationale de justice[33].

Un certain nombre de pays ne reconnaissent traditionnellement pas Israël : l'Algérie, la Tunisie, le Mali, le Niger, la Mauritanie, Djibouti, la Somalie, les Comores. Lors du vote de la résolution ES-10/L22 de l'AGNU en 2017, condamnant toute action visant à reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël, seul le Togo a pris position contre la résolution, exprimant ainsi son plein soutien à Israël.

En 2018, seuls sept pays du continent (le Rwanda, le Soudan du Sud, l'Érythrée, le Malawi, le Liberia, le Lesotho et le Cap Vert) ont voté en faveur de la résolution américaine visant à condamner le Hamas en tant que groupe terroriste.

« Selon une logique comparable, les Etats d'Afrique subsaharienne ont, dans leur grande majorité, réagi tardivement et timidement à la suite des attaques du 7 octobre 2023 perpétrées par le Hamas[34]. »

Ce sont les alliés traditionnels d'Israël qui ont fermement condamné ces attaques (le Kenya, la RDC, le Togo, le Rwanda, l'Ouganda et le Cameroun) mais beaucoup ont adopté une position, sinon de neutralité, du moins médiane, appelant à l'apaisement des tensions tandis que d'autres ont préféré s'abstenir de commentaires. Beaucoup se sont alignés sur la position de l'Union africaine, qui n'a pas qualifié de terroriste l'action du Hamas tout en insistant sur la résolution du conflit par la création de deux Etats.

L'Arabie saoudite

Depuis les années 1970, et plus encore depuis la révolution iranienne de 1979, le réseau diplomatique saoudien est particulièrement dense dans les pays à majorité musulmane d'Afrique de l'Ouest et de la Corne de l'Afrique[35].

« Historiquement soucieuse de contenir l'expansion du chiisme sur le continent[36], l'Arabie saoudite s'est aussi, au cours des dernières années, préoccupée tout autant de contrer l'influence croissante de son rival qatari sur le continent. »

L'Arabie saoudite entretient des liens étroits avec les pays africains musulmans, dont des millions de ressortissants effectuent chaque année le pèlerinage dans les lieux saints de l'Islam, la délivrance de visas pour les pèlerins constituant un puissant instrument de politique étrangère sur le continent[37]. L'Arabie saoudite investit par ailleurs dans l'éducation des érudits africains musulmans en leur accordant des bourses pour étudier dans les plus grandes universités du royaume (Islamic University of Medinah, l'Umm Al-Qura University et l'Imam Muhammad Ibn Saud Islamic University). De nombreux oulémas et imams africains ont ainsi été formés à une approche wahhabite de l'islam depuis plus de trois décennies et occupent depuis leur retour, de hautes fonctions, souvent dans des mosquées édifiées grâce aux fonds de Riyad ou plus largement au sein des institutions religieuses Etatiques[38].

À ce titre, ils exercent une influence considérable dans leurs Etats respectifs, non seulement au niveau politique mais aussi sociétal.

Les prêts ou dons consentis par le Fonds saoudien pour le développement (FSD) ont en outre beaucoup bénéficié à l'Afrique, qui a reçu en moyenne 50% des fonds décaissés, pour des projets majoritairement centrés sur les infrastructures routières, hydrauliques, sanitaires ou scolaires. Les principaux bénéficiaires de cette aide ont été l'Egypte, Djibouti, l'Ethiopie, le Kenya, la Somalie, le Gabon, le Sénégal et la Mauritanie[39]. L'organisation saoudienne « International Islamic Relief Organization » (IIRO), l'une des premières organisations caritatives islamiques, a par ailleurs été très impliquée en Afrique[40].

« Les cadres d'intervention multilatéraux, notamment à vocation fonctionnelle, ont aussi été utilisés comme vecteurs d'influence de l'Arabie saoudite sur le continent africain. »

NOTES

[20] Gidron, Yotam (2020), « Israel in Africa: Security, Migration, Interstate Politics », African Arguments, London: Zed

[21] ISRAEL PARMIS LES NATIONS : Afrique (embassies.gov.il)

[22] Onana Jean-Baptiste (2000), « L'Afrique, les Palestiniens et Israël : système à double entente », Outre-Terre, (no 14), p. 393-401. DOI : 10.3917/oute.014.0393. URL : <https://www.cairn.info/revue-outre-terre-2006-1-page-393.htm>

[23] Bishku, Michael B (2021), « Israel and the Francophone Central African States of the Democratic Republic of the Congo and Cameroon: The Development of Long-Term Relationships with Autocrats. » The Maghreb Review, vol. 46 no. 1, p. 3-22. Project MUSE, <https://doi.org/10.1353/tmr.2021.0022>

[24] Nouhou Alhadji Bouba (2018), Offensive diplomatique d'Israël en Afrique, Fondation pour la recherche stratégique [FRS] : www.frsstrategie.org/programmes/observatoire-du-monde-arabo-musulman-et-du-sahel/offensive-diplomatique-disrael-afrique-2018

[25] Hochet-Bodin Noé (2023), « Le cas israélien divise à nouveau l'Union africaine », https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/02/20/le-cas-israelien-divise-a-nouveau-l-union-africaine_6162543_3212.html

[26] www.i24news.tv/fr/actu/israel/diplomatie-defense/147001-170604-netanyahou-au-liberia-pour-resserrer-les-liens-d-israel-avec-l-afrique

[27] La World Christian Database estime que les pentecôtistes représentent 12 % de la population africaine, soit environ 177 millions de personnes sur 400 millions de chrétiens

[28] Augé Benjamin (2020), « Israel-Africa Relations: What Can We Learn from the Netanyahu Decade? ». Etudes de l'Ifri, Ifri, November 2020 : www.ifri.org/en/publications/etudes-de-lifri/israel-africa-relations-what-can-we-learn-netanyahu-decade. Il convient aussi de souligner que, selon la logique de soutien aux « Accords d'Abraham », les Etats-Unis de Donald Trump ont poussé en Afrique à la conclusion d'accords bilatéraux avec l'Etat hébreux, comme en témoigne le conditionnement, en 2020, de retirer le Soudan « de la liste des Etats soutenant le terrorisme en échange d'une normalisation des relations » entre Karthoum et Israël »

[29] www.jeuneafrique.com/193707/politique/l-isra-lien-qui-prot-geait-biya/

[30] Gidron 2020, 139

[31] www.francetvinfo.fr/monde/afrique/politique-africaine/le-sommet-entre-israel-et-des-pays-africains-annule-par-le-togo_3059017.html

[32] Lissoni, Arianna (2011), « Africa's 'Little Israel': Bophuthatswana's Not-So-Secret Ties With Israel. », South African Review of Sociology, 42 (3): 79-93

[33] www.courrierinternational.com/article/genocide-devant-la-cour-internationale-de-justice-l-afrique-du-sud-sonne-la-charge-contre-israel

[34] Le Gouriellec Sonia (2023), Israël-Hamas : les pays d'Afrique subsaharienne dans la guerre de Soukhot | Le Grand Continent : legrandcontinent.eu/fr/2023/10/20/israel-hamas-les-pays-dafrique-subsaharienne-dans-la-guerre-de-soukhot/

C'est particulièrement le cas de la Banque islamique de développement (BID) dont le siège est à Djeddah et de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), dont désormais six pays africains (Algérie, Libye, Nigeria, Congo, Gabon et Guinée équatoriale)[41] sont membres. Plus récemment, l'Arabie saoudite s'est investie de manière croissante dans la médiation et la résolution négociée des conflits africains. La signature en 2018 de l'accord de paix de Djeddah entre l'Erythrée et l'Éthiopie a constitué une étape majeure dans sa politique africaine. Après plus de 20 ans de conflit, la signature de cet accord par les dirigeants des deux pays est considérée comme un grand succès pour l'Arabie saoudite[42].

Le royaume wahhabite a, tout comme le Qatar, également œuvré à la normalisation des relations entre Djibouti et l'Erythrée dans leur conflit relatif à la frontière de RAS-Doumeira[43]. En Libye, l'Arabie saoudite s'est essentiellement cantonnée à soutenir politiquement le général Khalifa Haftar, sans lui fournir de matériel à l'inverse des EAU. Elle s'est aussi engagée à financer le G5 Sahel dont le siège se situait en Mauritanie, l'un des principaux partenaires de l'Arabie saoudite en Afrique, particulièrement depuis la détérioration de ses relations avec le Qatar. En 2019, à la suite des manifestations ayant contraint Omar El-Béchir au départ, c'est au dossier soudanais que l'Arabie saoudite s'est particulièrement consacrée, en collaboration avec son allié émirati. En 2023, l'Arabie saoudite a accueilli des pourparlers visant à rapprocher les Généraux Al Burhan et Hemmeti[44].

En matière de sécurité et de défense, l'Arabie saoudite est demeurée assez peu influente sur le continent africain.

« Elle a cependant beaucoup œuvré pour obtenir des bases militaires dans la Corne de l'Afrique. »

Elle a ainsi négocié en 2017 un accord avec Djibouti pour la création d'une base militaire saoudienne, particulièrement importante à ses yeux dans le contexte de la guerre au Yémen. Stratégiquement située près du détroit de Bab-el-Mandeb aux portes de la mer Rouge, cette base militaire n'a cependant toujours pas vu le jour. Alliés de l'Arabie saoudite dans la guerre contre les houthis yéménites, les EAU ont quant à eux obtenu la possibilité d'utiliser le port Erythréen d'Assab, qui a servi de base principale pour leurs opérations avant que les Emirien ne s'en retirent.

Les ambitions africaines de l'Arabie saoudite ont été plus clairement encore affichées à la faveur de la tenue du premier sommet Arabie saoudite-Afrique qui s'est tenu en 2023[45].

Le Qatar

L'influence du Qatar en Afrique est assez récente. Longtemps, l'ONG Qatar Charity est demeurée la principale marque de présence qatarie dans de nombreux pays d'Afrique.

« Les principaux partenaires du pays en Afrique sub-saharienne ont été historiquement la Mauritanie et le Soudan qui ont disposé de représentations diplomatiques dès l'accès du Qatar à la souveraineté en 1971. »

Le Qatar accueille d'ailleurs un nombre significatif de ressortissants de ces pays dont certains occupent des fonctions au sein de l'administration de l'émirat dans des domaines régaliens (police, justice notamment)[46]. La chute d'Omar El Béchir en 2019 a cependant éloigné le Soudan du Qatar, en mettant notamment un frein aux projets qataris de réhabilitation du port de Suakin, qui aurait dû permettre à la Turquie, dont l'émirat est très proche, d'y installer une base militaire, au grand dam du Caire[47].

Ce n'est en revanche qu'entre 2000 et 2020 qu'ont été ouvertes des ambassades qataries en Afrique ou africaines au Qatar. Parmi les pays africains qui, depuis, entretiennent des relations privilégiées avec le Qatar figurent notamment le Nigeria et l'Afrique du Sud, qui ont conclu des accords dans le domaine de l'énergie gazière.

Cependant, c'est-à-travers sa diplomatie idéologico-religieuse particulièrement favorable à l'Islam politique et aux Frères musulmans que le Qatar s'est progressivement révélé de plus en plus influent sur le continent, notamment pour contrer le wahhabisme saoudien.

Durant l'embargo auquel il a été soumis entre 2017 et 2021, l'objectif majeur du Qatar en Afrique a été de s'affirmer face à ses deux voisins, les Emirats arabes unis et l'Arabie saoudite[48], qui avait sommé ses partenaires africains de mettre un terme à leurs relations diplomatiques avec Doha. L'Arabie saoudite a alors démontré le poids qu'elle avait acquis en Afrique au fil des ans. Lors du déclenchement de la crise, la Mauritanie, le Gabon, Djibouti, les Comores, le Sénégal, le Tchad et le Niger avaient rappelé leurs ambassadeurs présents au Qatar, ou interrompu les relations.

« Cet épisode a convaincu le Qatar que le continent africain ne pouvait plus être négligé. »

La méthode qatarie a cependant été de ne pas exiger de relations exclusives. De nombreux pays d'Afrique de l'Ouest ont choisi de rester neutres, comme le Mali, le Nigeria, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Guinée et finalement le Sénégal. Le Qatar y a vu une opportunité de nouer de nouvelles alliances en Afrique de l'Ouest, inexistantes auparavant. Ainsi, en 2017, l'émir du Qatar, Tamim Ben Hamad Al-Thani, a-t-il effectué une tournée dans six de ces pays d'Afrique de l'Ouest pour les remercier de leur neutralité ou leur témoigner sa reconnaissance de n'avoir pas rompu ou d'avoir rapidement rétabli leurs relations avec Doha.

D'autres pays africains se sont pour leur part clairement rangés du côté de l'Arabie saoudite et des Emirats arabes unis, tels les Comores, l'Erythrée, la Mauritanie et Maurice.

C'est cependant dans la Corne de l'Afrique que les enjeux sont particulièrement cruciaux pour le Qatar. Un temps médiateur du conflit frontalier entre Djibouti et l'Erythrée, Doha a retiré ses troupes de maintien de la paix présentes depuis 2010 dans la région frontalière entre les deux pays, à la suite du choix de ces pays de se ranger du côté de l'Arabie saoudite[49]. L'armée Erythréenne s'est alors emparée de la zone tandis que la diplomatie saoudienne a cherché à participer à la normalisation des relations entre les deux pays (cf. supra). Le blocus a en outre contraint le Qatar à rechercher de nouvelles sources d'approvisionnement, provoquant le déplacement de ses différends avec les EAU et l'Arabie saoudite sur le terrain somalien. Recherchant des points d'appui pour leurs opérations au Yémen, les Emirats ont en effet passé un accord en février 2017 avec le Somaliland qu'ils n'avaient pu obtenir à Djibouti, afin d'implanter une base navale à Berbera. Le Somaliland est en effet résolument pro Abou Dabi. Le Puntland a quant à lui appelé les EAU à maintenir leur présence sur leur territoire semi-autonome. Si la Somalie n'a pas officiellement pris parti dans la crise du Golfe, elle a interrompu sa coopération militaire avec Abou Dabi pour dénoncer cette atteinte à sa souveraineté. Face à des Emirats accusés de soutenir la partition du pays, Doha a en réponse soutenu l'unité et la stabilité de la Somalie qui est apparue comme le seul Etat pro-Qatar parmi des pays ayant pris fait et cause pour l'alliance émirati-saoudienne. En revanche, l'Ethiopie s'est efforcée de conserver une relation équilibrée entre les deux parties rivales.

« Le Qatar est en outre devenu au fil des années un médiateur important dans la résolution des crises politiques africaines[50]. »

Outre son investissement dans la médiation du conflit entre Djibouti et l'Erythrée ci-dessus mentionné, le Qatar a participé activement depuis 2008 au processus de médiation du conflit du Darfour au Soudan. Des négociations ont été engagées à Doha entre le principal groupe rebelle du Darfour, le Mouvement pour la justice et l'équité (JEM), et le gouvernement soudanais, aboutissant à la conclusion d'un « mémorandum d'entente ».

Le Qatar, est ainsi devenu à l'époque un acteur important, considéré par les deux parties comme digne de confiance.

Doha a également endossé le rôle de médiateur dans le conflit politico-militaire interne du Tchad, qui a permis la conclusion d'un accord entre le Comité militaire de transition (CMT) dirigé par Mahamat Idriss Deby (cf. supra) et diverses factions rebelles ainsi que la mise en place d'un Dialogue national[51].

NOTES

[35] Gresh Alain (1983), L'Arabie saoudite en Afrique non arabe. Puissance islamique ou relais de l'Occident ? - Persée (persee.fr) : www.persee.fr/doc/polaf_0244-7827_1983_num_10_1_3644

[36] Duteil Mireille (2016), Géostratégie - Arabie saoudite-Iran : le duel africain (lepoint.fr) : www.lepoint.fr/afrique/geostrategie-arabie-saoudite-iran-le-duel-africain-26-01-2016-2012961_3826.php

[37] www.rfi.fr/afrique/20230110-les-fidèles-africains-saluent-la-levée-des-quotas-pour-le-pèlerinage-à-la-mecque

[38] Bregand Denise (2009), « Du soufisme au réformisme : la trajectoire de Mohamed Habib, imam à Cotonou », Politique africaine, n° 116, p. 121-142. DOI : 10.3917/polaf.116.0121. URL : <https://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2009-4-page-121.htm>

[39] Augé Benjamin (2020), La politique de l'Arabie saoudite en Afrique : vecteurs et objectifs | IFRI - Institut français des relations internationales : www.ifri.org/fr/publications/editoriaux-de-lifri/lafrrique-questions/politique-de-larabie-saoudite-afrique-vecteurs

[40] Perouse De Montclos Marc-Antoine (2011), « Les ONG humanitaires islamiques en Afrique : une menace ou un bienfait ? », Sécurité globale, n° 16, p. 7-28. DOI : 10.3917/secug.016.0007. URL : <https://www.cairn.info/revue-securite-globale-2011-2-page-7.htm>

[41] L'Angola a quitté l'organisation en 2023 : www.courrierinternational.com/article/economie-l-angola-claque-la-porte-de-l-oepe-sur-fond-de-desaccord-sur-les-quotas-petroliers

[42] legrandcontinent.eu/fr/2018/09/23/lerythree-et-lethiopie-signent-un-accord-de-paix-historique-en-arabie-saoudite/

[43] www.adi.dj/index.php/site/Plus/6883

[44] www.lemonde.fr/afrique/article/2023/11/08/soudan-pas-de-progres-sur-un-cessez-le-feu-dans-les-pourparlers-en-arabie-saoudite_6198962_3212.html

[45] timbuktu-institute.org/index.php/toutes-l-actualites/item/772-sommet-arabie-saoudite-afrique-vers-la-redynamisation-d-un-axe-sud-sud

Ailleurs, l'Arabie saoudite et le Qatar ont tendu à soutenir des parties différentes, comme en Libye où l'émirat a joué un rôle actif dans la campagne militaire visant à renverser Mouammar Kadhafi en 2011 avant de soutenir, tout comme la Turquie, le gouvernement d'entente nationale dirigé à l'époque par Fayez Al Sarraj, tandis que l'Arabie saoudite et ses alliés Emiriens ont apporté leur soutien au Maréchal Haftar[52].

Désormais, le Qatar cherche à étendre son rôle de médiateur à la région sahélienne : en effet, longtemps très proches, l'Algérie et le Mali ont connu en 2023 de profonds désaccords, notamment liés à l'application de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du processus d'Alger signé en 2015 et à la résurgence des affrontements entre Bamako et les groupes autonomistes du Nord du pays. Proche de l'Algérie, Doha a proposé d'œuvrer en faveur de la réconciliation malo-algérienne[53].

Le Qatar a aussi proposé à cette occasion de développer des relations bilatérales avec le Mali.

Enfin, la couverture de la chaîne d'information qatarie Al Jazeera apparaît particulièrement large sur le continent africain en comparaison de celle de Sky News Arabia (financée par Abou Dabi) et Al Arabiya (financée par Riyad). À travers elle, Doha a la capacité de s'adresser aux sociétés civiles africaines, dont le rôle est de plus en plus prégnant sur les scènes politiques du continent.

Les Emirats arabes unis

« Les liens entretenus par les Emirats arabes unis (EAU) avec le continent africain sont anciens. »

Ce n'est cependant que depuis une quinzaine d'année qu'a commencé à émerger une véritable politique africaine émirienne[54]. Neuf nouvelles ambassades émiraties ont ainsi été ouvertes en Afrique entre 2010 et 2020. Initialement impulsée par Dubaï autour de priorités économiques (dans le domaine des infrastructures et de l'agriculture notamment), la politique africaine des EAU a été largement redéfinie dans le cadre des réorientations de la politique étrangère d'Abou Dabi après les printemps arabes de 2011 et, depuis, se concentre également sur les questions politico-militaires[55].

Durant la crise qui les a opposés au Qatar entre 2017 et 2021, les Emirats ont cherché à conditionner leurs investissements et leur aide au développement en Afrique à l'expression explicite du soutien des Etats du continent

à leurs orientations stratégiques, tendant à considérer que l'absence d'approbation ou le choix de la neutralité équivalait à une légitimation de facto de la position qatarie[56].

La politique africaine des EAU reflète aussi la stratégie internationale de Mohammed Ben Zayed, dont la lutte contre l'islam politique est devenue l'axe central, notamment en raison des tensions entre la famille régnante d'Abou Dabi et le mouvement Al Islah, branche locale des Frères musulmans.

Abou Dabi a ainsi soutenu politiquement et financièrement des partenaires africains se présentant comme en opposition avec les représentants locaux de l'islam politique, et plus particulièrement avec tout groupe lié aux Frères musulmans[57], développant des liens étroits avec leurs forces armées. Abou Dabi apparaît comme l'un des principaux partenaires du Président égyptien Sissi, tout comme le Soudan où les EAU ont pesé sur le revirement du Président Omar El Bashir de l'Iran vers les monarchies du Golfe.

À sa chute en 2019, ils ont immédiatement apporté un soutien au Conseil militaire de transition (CMT), dont ils appréciaient les deux dirigeants, Abdel Fattah al Burhan (qui avait supervisé l'engagement soudanais au Yémen) et Mohammed Hamdan Dagalo, dit Hemetti (dont les unités paramilitaires des « Forces de Soutien Rapide » (FRS) avaient également été déployées sur le territoire yéménite).

Depuis le déclenchement de la guerre entre les deux hommes, c'est davantage vers le Général Hemetti que les EAU semblent pencher[58].

En outre, en vue de sécuriser ses routes d'approvisionnement via le détroit de Bab el Mandeb, de disposer de points d'ancrage pour déployer un dispositif militaire et d'organiser son déploiement contre les forces houthis du Yémen à partir de 2015, Abou Dabi a cherché à développer les partenariats avec les pays de la Corne, particulièrement avec l'Erythrée et le Somaliland.

« La stratégie des EAU vise en effet à assurer leur présence sur les côtes de la mer Rouge et de la Corne de l'Afrique. »

S'appuyant particulièrement sur le géant émirien DP World, les Emirats construisent ports et bases navales sur le pourtour de la Corne.

Face aux réticences de Djibouti à répondre à ses sollicitations, Abou Dabi s'est tournée vers l'Erythrée, où elle a obtenu une concession de 30 ans avec le port d'Assab et la construction d'une piste d'atterrissage [59].

Les EAU ont également obtenu des droits d'accès et de construction au Somaliland à Berbera. Un représentant diplomatique des EAU a été nommé auprès du Somaliland. Ce rapprochement avec Argheisa a largement provoqué la détérioration des relations avec la Somalie, qui a accusé en 2018 Abou Dabi de transférer illégalement de l'argent aux forces de sécurité du Somaliland, ou en 2021 d'orchestrer une campagne de désinformation pour saper le processus électoral local. Les EAU ont suspendu en réponse leurs relations diplomatiques et leur contribution financière au développement de la Somalie.

« Au-delà de leurs zones d'influence historiques dans la Corne de l'Afrique, les EAU cherchent eux aussi à devenir un acteur clé de la médiation dans les conflits africains, par exemple dans le processus de paix entre l'Éthiopie et l'Érythrée. »

Depuis janvier 2021, Abou Dabi s'est aussi posé en médiateur du contentieux entre l'Égypte, l'Éthiopie et le Soudan sur la question du partage des eaux du Nil[60]. En Libye, dès 2014, les EAU ont mené des opérations aériennes aux côtés des Égyptiens contre des groupes islamistes, soutenus, selon Abou Dabi, par le Qatar, avant d'apporter un discret soutien logistique et aérien au maréchal Haftar.

Les EAU se sont également positionné de manière croissante en Afrique de l'Ouest, par exemple à travers le soutien apporté au Président Alpha Condé de Guinée avant son renversement par une junte militaire. C'est cependant auprès des pays sahéliens que leur engagement est le plus manifeste, en particulier la Mauritanie et le Tchad. Comme le Soudan, la Mauritanie a déployé un contingent au Yémen durant les premières années de la guerre tout en s'alignant sur l'axe Riyad-Abou Dabi à travers le soutien au boycott du Qatar à l'été 2017.

Nouakchott avait précédemment accusé Doha de financer certains groupes terroristes au Mali dès 2013. La proximité entre les EAU et la Mauritanie s'est confirmée après l'accession au pouvoir du Général Mohamed Ould Ghazouani. En outre, Abou Dabi a financé, à proximité de la capitale mauritanienne, la construction d'une base militaire, le Camp Mohammed Bin Zayed, voué à la formation militaire.

Cette structure accueille l'école d'Etat-major mauritanienne ainsi que le Collège de défense du G5 Sahel. Les EAU avaient d'ailleurs très rapidement apporté leur soutien à la mise en place du G5 Sahel et de sa

NOTES

[46] Augé Benjamin (2016), La relation diplomatique entre le Qatar et l'Afrique subsaharienne. Une histoire en construction | IFRI – Institut français des relations internationales : www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/auge_qatar_afrique_oksl_0.pdf

[47] www.jeuneafrique.com/mag/767701/politique/qatar-arabie-saoudite-la-bataille-pour-lafrique/

[48] www.lemonde.fr/afrique/article/2019/05/10/malgre-ses-efforts-en-afrique-le-qatar-ne-semble-pas-payer-de-retour_5460369_3212.html

[49] www.aljazeera.com/opinions/2017/6/18/why-did-qatar-leave-the-djibouti-eritrea-border

[50] www.jeuneafrique.com/1368057/politique/le-qatar-dans-le-grand-jeu-africain/

[51] www.francetvinfo.fr/monde/afrique/tchad/tchad-ce-qu-il-faut-savoir-sur-l-accord-qui-ouvre-la-voie-a-un-dialogue-national_5302132.html

[52] www.rfi.fr/fr/afrique/20111026-le-qatar-reconnait-son-implication-directe-intervention-libye

[53] www.rfi.fr/fr/afrique/20240110-le-qatar-mediateur-dans-la-resolution-de-la-crise-diplomatique-entre-l-algerie-et-le-mali

[54] Jean-Loup Samaa, « Les Emirats arabes unis en Afrique : les ambitions parfois contrariées d'un nouvel acteur régional », Notes de l'Ifri, Ifri, septembre 2021 : www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/samaan_eau_afrique_2021.pdf

[55] www.lemonde.fr/afrique/article/2023/04/12/de-l-egypte-au-mozambique-les-emirats-arabes-unis-a-la-conquete-des-ports-d-afrique-de-l-est_6169254_3212.html

[56] International Crisis Group (2019), Intra-Gulf Competition in Africa's Horn: Lessening the Impact, Middle East Report, n° 206 : www.crisisgroup.org/middle-east-north-africa/gulf-and-arabian-peninsula-horn-africa-turkiye/intra-gulf-competition

[57] www.africaintelligence.fr/le-continent/2022/05/25/les-premiers-chefs-d-etat-africains-appelés-par-mohammed-bin-zayed-tout-juste-devenu-president_109787039-art

[58] www.liberation.fr/international/afrique/soudan-qui-sont-les-parrains-et-rangers-de-la-guerre-civile-20231228_E6WPLXEKANHOTHXIOFQSDJ3AXY/

[59] C'est aussi sur la base d'Assab que les forces yéménites soutenues par Abu Dhabi auraient bénéficié d'un entraînement par la Garde Présidentielle émirienne

[60] K. Hassan (2021), « Egypt Weighs UAE Mediation Initiative in Nile Dam Crisis », Al Monitor : www.al-monitor.com/originals/2021/03/egypt-weighs-uae-mediation-initiative-nile-dam-crisis

[61] L'un des fils du défunt Président Idriss Deby Itno, Zakaria Idriss Deby, a occupé à partir de 2017 le premier poste d'ambassadeur du Tchad à Abu Dhabi

[62] N'Djamena a initialement soutenu l'axe Riyad-Abu Dhabi contre le Qatar qui accueille Timan Erdimi, neveu de feu le Président Deby à la tête de l'Union des forces de résistance, l'un des principaux mouvements d'opposition. Cependant, après la suspension de ses relations diplomatiques avec Doha en 2017, le Tchad a finalement renvoyé un ambassadeur dans le pays un an plus tard

[63] www.jeuneafrique.com/1408895/politique/pourquoi-abou-dhabi-simplique-discretement-au-sahel/

[64] C'est à travers le commerce d'esclaves en provenance du continent africain pour rejoindre le Golfe persique que l'Iran a tout d'abord tissé des liens avec l'Afrique de l'Est. Conséquence de cette histoire douloureuse, il existe une communauté afro-iranienne en Iran. B. A. Mirzai, « African Presence in Iran: Identity and Its Reconstruction », Outre-Mers. Revue d'histoire, n° 336-337, 2002, p. 229-246

force conjointe qu'Abou Dabi s'était engagé (en 2018) à financer à hauteur de 30 millions de dollars. Ce soutien au G5 Sahel s'est inscrit dans la stratégie émirienne de lutte contre les mouvements islamistes.

Les EAU entretiennent également des relations privilégiées avec le Tchad[61], en dépit des ambiguïtés tchadiennes dans le différend avec le Qatar[62]. Ils ont immédiatement apporté leur soutien au Conseil militaire de transition dirigé par le fils du Maréchal-Président, Mahamat Idriss Deby, parvenu au pouvoir en violation des dispositions constitutionnelles en vigueur.

Cette position des EAU vis-à-vis du Tchad s'inscrit logiquement dans le droit fil de leur implication au Soudan et en Libye. Désormais, les EAU cherchent à tisser des relations plus étroites avec les élites militaires au pouvoir au Mali, au Niger et au Burkina Faso[63].

L'Iran

Au XXe siècle, Mohammad Reza Pahlavi a instauré une véritable politique africaine de l'Iran[64], mettant notamment en place une coopération avec l'Afrique du Sud en matière nucléaire et développant la présence maritime iranienne dans l'Océan Indien et sur les côtes de l'Afrique de l'Est[65]. Depuis la révolution islamique de 1979, l'Iran a cherché à exporter son idéologie révolutionnaire sur le continent africain, principalement axée sur une rhétorique anti-impérialiste, dénonçant à la fois la suprématie américaine et l'existence d'Israël.

Dès les années 1980, Téhéran a ainsi ouvert des ambassades à travers le continent, notamment afin de limiter l'influence de l'Irak qu'il a affronté entre 1980 et 1988. Plus largement, l'Iran s'est beaucoup investi pour contrer l'influence des puissances moyen-orientales rivales dans la Corne de l'Afrique, particulièrement Israël et l'Arabie saoudite. L'Iran a notamment tissé dans cet espace des liens via les Pasdaran (Corps des gardiens de la Révolution islamique).

« La présence iranienne y est cependant demeurée relativement modeste. »

Le Président Hashemi Rafsandjani, à la tête du pays entre 1989 et 1997 a joué un rôle particulièrement important dans le renforcement des relations entre l'Iran et le continent africain, notamment à travers le rapprochement (dès 1991) avec le Soudan gouverné par Omar Al-Béchir, isolé par l'embargo imposé par la plupart des autres partenaires internationaux. Des relations plus étroites ont également été tissées avec des pays tels le

Kenya, la Tanzanie, l'Ouganda, les Comores en Afrique de l'Est ; le Nigéria, le Ghana, le Sénégal, le Niger et le Cameroun en Afrique de l'Ouest et dans le Golfe de Guinée ou encore le Zimbabwe et l'Afrique du Sud post-apartheid en Afrique australe. Sous le mandat d'Hahmed Ahmadinejad entre 2005 et 2013, des organisations iraniennes telles que l'Organisation pour la culture et les relations islamiques (ICRO) auraient été utilisées comme façade pour les activités secrètes de la Force Al-Qods[66]. Un désengagement diplomatique a en revanche été constaté sous le Président Rohani[67].

La diplomatie iranienne a apporté fréquemment un soutien à des établissements éducatifs, à des centres culturels, à des associations humanitaires ou à la construction de mosquées sur le continent. L'Iran s'est également efforcé de mobiliser les Etats africains au sein des enceintes multilatérales. La mise en place d'alliances avec les pays africains est un moyen pour Téhéran d'obtenir des votes en sa faveur à l'ONU, notamment sur les résolutions relatives à son programme nucléaire. L'objectif poursuivi vise aussi à contrer l'influence saoudienne et israélienne sur le continent[68].

Cependant, la large prédominance de l'islam sunnite et la faible représentation du chiisme sur le continent africain a limité l'influence iranienne. Le Nigeria, qui constitue un pays prioritaire pour la diplomatie iranienne, est une exception intéressante car s'y trouve une importante communauté chiite, estimée à environ 12 % de la population de confession musulmane dans le pays. Ce pourcentage a considérablement augmenté depuis les années 1980, période où la présence du chiisme était tout à fait marginale[69]. Par ailleurs, l'Iran a appuyé sa politique africaine sur les réseaux des communautés chiites libanaises, dont certains proches du Hezbollah, notamment au Sénégal et en Côte d'Ivoire.

« Globalement, si le modèle de la Révolution islamique a pu attirer quelques Africains, on constate en revanche que les conversions au chiisme ont été limitées ou ont parfois provoqué des affrontements avec les courants sunnites traditionnels, par exemple au Nigeria et au Cameroun. »

Le Cameroun est néanmoins un partenaire de l'Iran, qui lui propose des programmes d'assistance sécuritaire. Ce pays a également été accusé d'avoir aidé l'Iran à contourner les sanctions américaines grâce au transfert de produits pétroliers.[70]

L'Iran du Président Raisi semble aujourd'hui décidé à poursuivre l'expansion de sa présence et de son influence sur le continent africain[71]. L'exportation vers le marché africain de ses drones apparaît en outre comme une opportunité pour l'Iran, qui a passé notamment un

accord dans ce domaine avec l’Ethiopie[72]. Par ailleurs, l’Iran a développé des liens de plus en plus étroits avec les pays sahéliens, qui depuis l’accession de militaires au pouvoir au Mali en 2020, au Burkina Faso en 2022 et au Niger en 2023, se réclament d’une rhétorique nationaliste et dénoncent l’impérialisme occidental. La présence de l’Iran est particulièrement notable au Mali où ont été renforcées les relations aussi bien au niveau bilatéral[73] qu’avec des acteurs de la société civile[74].

Le régime militaire du Burkina Faso a annoncé quant à lui la réouverture de l’ambassade burkinabé à Téhéran, après plus de vingt ans de fermeture tandis qu’une commission mixte de coopération Burkina Faso-Iran a été instaurée. L’Iran a également indiqué être prêt à coopérer avec le Niger. Dans la région, des synergies pourraient ainsi se développer entre Russes (de plus en plus présents depuis décembre 2021) et Iraniens, alliés sur d’autres fronts internationaux, notamment en Ukraine et au Levant.

« Le Président Raïssi [75] a lui-même fait « l’éloge de la résistance des pays africains face au colonialisme et au terrorisme » tandis que le ministre des Affaires étrangères évoque volontiers l’injustice des sanctions de la communauté internationale contre les pays sahéliens, établissant un parallèle à peine voilé avec les sanctions auxquelles l’Iran est lui-même soumis. »

Conclusion

Depuis quelques années, l’Afrique est devenue le théâtre de la rivalité entre les pays du Moyen-Orient, tantôt guidés par leur lecture respective de la religion musulmane, vecteur d’influence majeur sur un continent où l’Islam est en croissance. Ces acteurs moyen-orientaux sont tantôt mus par leurs intérêts géostratégiques ou par la recherche d’un soutien dans le cadre des conflits qui les opposent ou les déchirent. Proche géographiquement du Golfe, la Corne de l’Afrique[76] est la première région africaine vers laquelle se concentrent leurs politiques étrangères. La sécurisation du détroit de Bab al-Mandeb et du corridor conduisant vers le canal de Suez à travers la mer Rouge constitue une préoccupation majeure[77], même si ces pays ont aussi cherché à étendre leur périmètre d’intervention sur le reste du continent.

Souvent enclins à exercer des pressions pour obtenir un soutien explicite, les pays du Moyen-Orient se sont heurtés fréquemment au refus de la plupart des Etats africains de prendre explicitement partie en leur faveur. Si des jeux d’alliances géopolitiques ont pu parfois s’esquisser, il apparaît le plus souvent que les Etats africains entendent rester maître du jeu géopolitique sur leur propre continent.

NOTES

[65] Clément Therme, « Les ambitions iraniennes en Afrique. Une présence idéologique, sécuritaire et économique », Notes de l’Ifri, Ifri, décembre 2022 : www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/therme_ambitions_iran_afrique_2022_final.pdf

[66] A. Mohammad Abdulhalim (2018), « Iranian Revolutionary Guard Corps’ Influence in Africa Intensive Interventions and Challenges », Journal For Iranian Studies, vol., n° 6, p. 109

[67] Voir R. Bagheri et E. Lob (2022), « Rouhani’s Africa Policy: Disengagement, 2013-2021 », Middle East Policy, vol. 29, n° 1, p.154-173

[68] G. M. Feierstein (2017), « The Fight for Africa: The New Focus of the Saudi-Iranian Rivalry », The Middle East Institute: www.mei.edu

[69] Ailleurs sur le continent, le pourcentage de chiites atteint 21 % pour les musulmans du Tchad, 20 % pour la Tanzanie et 8 % pour le Ghana. Selon les chiffres d’une étude du Pew Research Center et selon Y. Trofimov, « With Iran-Backed Conversions, Shiites Gain Ground in Africa. The Growth of Shiite Islam in Sub-Saharan Africa Is Occurring as the Muslim World Becomes Polarized Along Sectarian Lines », The Wall Street Journal, 12 mai 2016, disponible sur : www.wsj.com, cités par Clément Therme, ibidem

[70] C. Jungman et D. Roth, « December 2021 Iran Tanker Tracking and Year Review », UANI, 3 janvier 2022, disponible sur : www.unitedagainstnucleariran.com

[71] « Ayatollah Raisi: Iran’s Cooperation Potential with the African Continent Will Be Pursued with Utmost Determination », Irna, 6 août 2021, www.irna.ir

[72] www.bellingcat.com/news/rest-of-world/2021/08/17/is-ethiopia-flying-iranian-made-armed-drones/

[73] A été signé un protocole d’accord (MoU) pour la mise en place d’une commission mixte de coopération Iran-Mali. Voir « L’Iran accorde la priorité à la coopération avec le Mali dans tous les domaines (Amirabdollahian) », IRNA, 23 août 2022, disponible sur : <https://fr.irna.ir>. Par ailleurs, au Mali, où le Conseil national de transition (CNT) a annoncé, le 3 janvier, l’ouverture, durant l’année à venir, de « deux facultés de l’université d’Iran », « une technique et professionnelle et un centre d’innovation informatique » tandis que les deux pays se sont engagés à « renforcer les liens de coopération à travers la défense et la sécurité ». Voir Morgane Le Cam, Au Sahel, l’Iran en pleine offensive diplomatique (lemonde.fr) : www.lemonde.fr/afrique/article/2024/01/09/au-sahel-l-iran-en-pleine-offensive-diplomatique_6209852_3212.html

[74] mondafrique.com/politique/mali-larrestation-de-linfluenceur-pro-hezbollah-ben-le-cerveau/

[75] Le Président iranien a également effectué en juillet 2023 une tournée au Kenya, en Ouganda et au Zimbabwe

[76] blog.sciencespo-grenoble.fr/index.php/2022/03/15/quand-les-puissances-du-moyen-orient-exportent-leurs-rivalites-dans-la-corne-de-lafrique/

[77] MOURAD Hicham, « La ruée sur la mer Rouge », Confluences Méditerranée, 2019/3 (N° 110), p. 205-223. DOI : 10.3917/come.110.0205. URL : <https://www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2019-3-page-205.htm>

L'AFRIQUE FACE AUX RIVALITÉS DE PUISSANCES EN MER ROUGE

Sonia Le Gouriellec - 28 mars 2024

Sonia Le Gouriellec est maîtresse de conférences en science politique à l'Université catholique de Lille (FD/C3RD).

La mer Rouge et le golfe d'Aden représentent le flanc ouest d'un nouveau théâtre de compétition entre puissances globales dans l'Océan Indien. Les trafics divers sont une problématique historique dans le Golfe d'Aden, renforcés ces dernières années par les livraisons d'armes iraniennes aux Houthis. Ces défis interrogent la gouvernance transrégionale de cet espace stratégique. L'Union Africaine a reconnu la nécessité d'une stratégie pour cet espace, mais la coopération interrégionale est compromise par la méfiance et les relations asymétriques entre les acteurs des deux rives. La liberté de navigation est en jeu dans la mer Rouge, tout comme la protection du commerce maritime et le contrôle du détroit de Bab el-Mandeb. Les acteurs extra-régionaux, bien que souvent rivaux à l'échelle globale, se retrouvent dans leur volonté de maintenir ce passage vital ouvert au transport maritime. Par le passé, cela a abouti à des efforts conjoints pour mettre fin à la piraterie somalienne et lutter contre les menaces des groupes terroristes. Les coalitions mises en place pour lutter contre les menaces actuelles devraient parvenir au même résultat.

Aujourd'hui, la liberté de navigation est en jeu en mer Rouge, tout comme la protection du commerce maritime et le contrôle d'un point d'étranglement stratégique majeur, le Bab el-Mandeb, à son extrémité sud. La mer Rouge et le golfe d'Aden représentent le flanc ouest d'un nouveau théâtre de compétition entre puissances mondiales dans l'Océan Indien.

Pour maîtriser la mer, contrôler les ports

La situation politique en mer Rouge démontre à quel point les détroits – et cette mer en particulier – constituent des « observatoires de la mondialisation »[1]. Du canal de Suez, qui la relie à la Méditerranée, au détroit de Bab el Mandeb, qui la relie à l'Océan Indien, la mer Rouge est une artère pour l'économie mondiale. Le détroit voit transiter entre 16 000 et 18 000 navires chaque année[2].

« Plus de 10 % du fret maritime transite par ses eaux soit la majorité des échanges commerciaux entre l'Asie et l'Europe. »

Cette mer est ainsi l'une des voies maritimes les plus stratégiques du monde avec Malacca et Panama. Les pays européens, l'Afrique du Nord et les principaux Etats commerçants asiatiques comme la Chine, le Japon, la Corée du Sud et l'Inde dépendent fortement des exportations et des importations qui transitent par le canal de Suez et la mer Rouge.

Cela comprend les produits pétroliers destinés à l'Europe en provenance des Etats du Golfe et le brut d'Afrique du Nord, du Soudan/Soudan du Sud et d'Arabie saoudite à destination de l'Asie. Le commerce extérieur des africains dépend fortement du canal de Suez : 31 % et 34 % du commerce extérieur en volume de Djibouti et du Soudan transitent par le canal.

Le Sud-Soudan a attribué la crise économique du pays en partie aux combats au Soudan voisin et à l'instabilité de la mer Rouge. La plupart des fonctionnaires n'ont pas été payés depuis cinq mois et l'inflation est majeure.

Or, les exportations de pétrole constituent la principale source de revenus du pays ; 150 000 barils de carburant par jour passent par les oléoducs soudanais qui touche 23 dollars par baril à titre de frais de transit pour les exportations de pétrole du Sud-Soudan.

La mer Rouge est parsemée de dizaines de ports stratégiques et de bases militaires. Sur ses longues côtes se sont développés des ports permettant le transport du pétrole, du bétail, ou encore des biens de consommation.

« Les côtes de la mer Rouge comptent de nombreux ports qui constituent une source de revenus majeurs pour leur pays. »

Sans être exhaustif, il est possible de s'intéresser à un certain nombre d'entre eux, notamment sur la côte africaine.

L'Egypte est le pays qui compte le plus grand nombre de ports civils et abrite près de 20 ports sur la côte (huit ports commerciaux – dont le port d'El Sokhna, exploité par la société multinationale de logistique basée aux Emirats arabes unis *DP World*, cinq ports pétroliers, miniers et touristiques, ainsi qu'au moins trois ports de pêche industrielle).

L'Arabie saoudite possède six ports commerciaux sur la côte dont la moitié sont gérés par des sociétés émiraties. Ainsi, *DP World* exploite le terminal à conteneurs sud du port islamique de Jeddah, *Red Sea Marine Services* exploite deux terminaux dans le port industriel King Fahad de Yanbu, et *Global Marine Services* et *Red Sea Marine Services* en exploitent chacun un dans ce même port de Yanbu.

Le principal port du Soudan est Port Soudan, géré par la Sudanese Sea Ports Corporation qui exploite également le port maritime d'Oseif et celui de Prince Osman Digna sur l'île de Suakin, où la Turquie a signé un bail de 99 ans pour réaménager le site en pôle touristique. Bien que les médias aient affirmé que la Turquie prévoyait d'établir une base militaire sur l'île soudanaise de Suakin, les responsables turcs ont démenti cette information à plusieurs reprises.

En Erythrée, le port de Massawa est le principal point d'arrivée des marchandises importées par ce pays totalitaire et le port d'Assab a été en partie réhabilité par les EAU dans le cadre de l'opération militaire menée avec l'Arabie saoudite au Yémen à partir de 2014. La ville portuaire a signé un protocole d'accord avec la base navale russe de la mer Noire Sébastopol.

À Djibouti, l'entreprise publique *China Merchants Port Holdings* a acquis 23,5 % du Port de Djibouti qui comprend le terminal à conteneurs de Doraleh (accordé à *DP World* en 2006 dans le cadre d'un accord de concession de 30 ans mais nationalisé en 2018), *China Harbor Engineering Corporation* a construit un terminal minéralier dans le port du Ghoubet, où la *China Communication Construction Company* détient les droits



Carte 1 : Ports sur la mer Rouge

exclusifs d'exploitation des ressources locales en sel. Enfin, au Somaliland (autoproclamé indépendant), depuis 2016, *DP World* détient une concession de 30 ans pour la gestion du port de Berbera et l'Éthiopie devrait également faire son arrivée sur la côte, comme nous le verrons par la suite. En raison du conflit en cours, il est difficile de dresser un tableau précis des ports commerciaux du Yémen. La guerre a eu un impact considérable sur l'activité de ses ports.

« Un constat s'impose, les Emirats arabes unis (EAU) ont manifesté leur intérêt pour le renforcement de leur présence sur la côte de la mer Rouge par l'intermédiaire de la gestion de ports et de bases militaires. »

Ces plaques tournantes commerciales sont accompagnées de bases militaires. Les ports consolident la position stratégique des pays et appuient leurs politiques extérieures. Ils abritent, soutiennent et accompagnent la projection des forces navales.

La militarisation est une autre tendance remarquable de la région. La base égyptienne de Berenice est la plus grande base militaire égyptienne de la mer Rouge ; Israël et la Jordanie disposent de bases navales à Eilat et Aqaba ; la base navale du Roi Fayçal à Djeddah, en Arabie saoudite, accueille la « flotte occidentale » du pays ; la base navale émiratie d'Assab, en Érythrée, a joué un rôle central dans les opérations militaires saoudo-émiraties au Yémen, même si elle a depuis été évacuée ; début 2020, le projet des EAU de construire une base militaire à Berbera, au Somaliland, a été annulé ; la base navale de Port-Soudan accueille des navires de guerre russes dans le cadre d'un accord de coopération signé en 2017. Un accord est en cours pour établir une base logistique navale russe à Port Soudan ; Djibouti accueille des bases militaires de la France (depuis 1977), des États-Unis (2002), du Japon (2011), de l'Italie (2014), et de la Chine (2017). Le Président Ismaël Omar Guelleh a également annoncé en 2023 vouloir construire une base de lancement spatial, en partenariat avec la société chinoise *Hong Kong Aerospace Technology* dans la région septentrionale d'Obock.

« La gestion de ces ports et bases est le reflet d'un ensemble de négociations, de coopérations, d'opportunités politiques et d'accords financiers entre acteurs locaux et régionaux. »

Elle reflète la dynamique régionale complexe de la mer Rouge.

Cette présence militaire permet autant de sécuriser autant que de menacer les flux commerciaux, de lutter contre le terrorisme mais également les différents trafics (humains, de drogue ou d'armes).

De nouveaux enjeux se sont greffés. Ainsi, selon les dernières données de TeleGeography, plus de la moitié de la bande passante de nombreux pays de la région transite vers l'Europe via les câbles de la mer Rouge. Plus largement, plus de 90 % de toute la capacité Europe-Asie est acheminée par des câbles en mer Rouge. Selon le *Data Center Dynamics*, environ 17 câbles sous-marins passent par la mer Rouge et relient l'Asie à l'Europe.

La guerre au Yémen depuis 2014 puis les récentes attaques Houthis posent un problème de sécurité et d'accessibilité. Les navires câbliers ont besoin d'un permis pour entrer dans les eaux territoriales d'un pays.

Le câble « 2Africa » est partiellement posé car une partie du câble passerait dans les eaux yéménites. Parmi les autres câbles prévus pour traverser la mer Rouge figurent IEX, Africa-1, Raman et SeaMeWe-6. Garantir que ces câbles restent opérationnels ou peuvent être déployés (pour les nouveaux) est essentiel pour répondre aux besoins futurs de la demande en Afrique de l'Est, au Moyen-Orient et en Inde. Djibouti se transforme ainsi en un nouveau « hub numérique ». Le fait que la base navale chinoise de Doraleh soit située à proximité de l'embarcadere des câbles internet sous-marins reliant Djibouti à l'Europe et à l'Asie alimente ces inquiétudes. Fin février 2024, après plusieurs articles soulignant le risque d'attaques sur les câbles sous-marins, la presse israélienne affirme que AAE-1, Seacom/TGN et Europe India Gateway (EIG) ont été endommagés par les rebelles[4]. La mer Rouge et son environnement pourraient s'embraser si toutes ses étincelles s'allumaient en même temps.

Carte 2 : Infrastructures et bases militaires étrangères à Djibouti ville[3].



Des guerres locales de haute intensité : l'exportation de la guerre d'Israël à Gaza et les ambitions navales de l'Éthiopie

« La mer Rouge est stratégique pour Israël. Un quart du commerce maritime israélien est traité dans le port d'Eilat, situé dans le golfe d'Aqaba. »

Depuis 2020, les forces iraniennes se livrent à des actions régulières contre la navigation commerciale israélienne. Israël considère depuis longtemps les pays riverains de la mer Rouge comme essentiels à la sécurité de ses frontières. L'escalade la plus immédiate du conflit qui se déroule à Gaza a lieu pour l'instant dans le sud de la mer Rouge entre les États-Unis et la Grande-Bretagne d'un côté, et le mouvement chiite Ansar Allah du Yémen, connus sous le nom de Houthis ;

En novembre 2023, une milice non-Etatique soutenue par l'Iran – les Houthis – s'en prend à un navire commercial au nom de son soutien aux Palestiniens de Gaza. L'évènement, qui est le premier d'une longue liste, nous rappelle les attaques de pirates somaliens qui ont secoué le Golfe d'Aden quinze ans auparavant ou encore la guerre de courses menée par des corsaires en d'autres lieux et d'autres temps.

Rapidement, les forces internationales se sont organisées pour protéger la liberté de circulation sur cette autoroute maritime : le 18 décembre, les États-Unis prennent la tête d'une coalition internationale nommée « Gardiens de la prospérité » pour protéger le trafic maritime et riposter aux attaques des Houthis ; l'Union européenne lance deux mois plus tard sa mission navale « Aspides », l'Inde envoie presque autant de navires que l'ensemble de la coalition américaine.

Pour sa part, la Chine se montre hésitante dans son engagement tout en tentant de protéger ses navires. Les attaques ont lieu sans véritable distinction. Les risques causés par cette menace ont contraint les grandes compagnies maritimes à dérouter temporairement leurs navires par le Cap de Bonne-Espérance, ajoutant deux semaines aux voyages entre l'Asie et l'Europe, et augmentant les coûts de transport. Sur la côte africaine de la mer Rouge, la situation est particulièrement alarmante.

L'année a commencé avec l'annonce de la conclusion d'un protocole d'accord entre l'Éthiopie et le Somaliland donnant à l'Éthiopie l'accès au port de Berbera et à une partie du littoral le long du golfe d'Aden.

Le Premier ministre Éthiopien avait fait part de ses velléités depuis plusieurs mois[5]. Selon les représentants du Somaliland, l'Éthiopie a accepté l'accord en échange de la reconnaissance du Somaliland comme un État souverain, indépendant du reste de la Somalie. Rappelons que le Somaliland a connu des conflits internes en 2023. Des élections devraient être organisées en novembre 2024, après un report de deux ans dû à des contraintes financières et logistiques. Le Président Muse Bihi Abdi fait preuve de beaucoup d'audace en concluant un tel accord dans ce contexte.

La réaction à Mogadiscio a été immédiate. L'annonce a mis fin aux pourparlers entre le gouvernement somalien et les dirigeants somalilandais. Le Président somalien a prévenu qu'il était prêt à utiliser « toutes les mesures nécessaires » pour mettre un terme à ce projet.

« L'enjeu est aussi interne à la Somalie, puisque le groupe Al-shabaab, contre lequel l'État somalien est en lutte depuis des années, a aussitôt dénoncé l'accord entre l'Éthiopie et le Somaliland. »

L'Égypte, principale rivale de l'Éthiopie dans la région, a manifesté son soutien à l'intégrité territoriale de la Somalie. L'Érythrée et Djibouti ont également exprimé la même position. La Somalie a annoncé en février 2024 un accord de défense avec la Turquie qui semble viser à décourager les efforts de l'Éthiopie pour s'assurer un accès à la mer par le Somaliland. Dans le cadre de l'accord, la Turquie fournira une formation et des équipements à la marine somalienne afin qu'elle puisse mieux protéger ses eaux territoriales contre des menaces telles que le terrorisme, la piraterie et les « ingérences étrangères ». L'accord, signé pour la première fois par les ministres de la défense des deux pays le 8 février 2024, sera en vigueur pendant une décennie. Les retombées de ce protocole d'accord vont encore bien au-delà.

Le contexte politique est tragique en Éthiopie : le conflit au Tigré aurait dû se terminer en novembre 2022 lorsque le gouvernement fédéral Éthiopien et les autorités du Tigré ont signé l'accord de Pretoria mettant fin à une guerre de deux ans qui a coûté la vie à plusieurs centaines de milliers de personnes, mais la situation humanitaire dans la région reste dramatique et le conflit s'est étendu. Le gouvernement fédéral continue de s'opposer à une partie des Amharas qui ne souhaitent pas désarmer leurs milices régionales.

Les conflits dans d'autres parties du pays, et notamment en région oromo, se poursuivent.

Le cadre constitutionnel ethno-fédéraliste de l’Ethiopie ne cesse d’être contesté, la fragmentation régionale et les conflits armés entre le gouvernement central et les régions persistent. Enfin, la situation économique reste très mauvaise : quelques jours avant l’annonce de ce protocole d’accord avec le Somaliland, l’Ethiopie s’est trouvée en défaut de paiement. Cet accord est aussi, très certainement, une diversion faceaux difficultés économiques et politiques.

Des tensions régionales s’aggravent côté africain : l’Egypte est mécontente de la construction du Grand barrage de la Renaissance (Gerd) sur le Nil bleu et s’est retirée des négociations, tandis qu’Abiy Ahmed, le Premier ministre Ethiopien, est mécontent de ne pas avoir été convié au Conseil de la mer Rouge créé en janvier 2020 à l’initiative de l’Arabie saoudite. L’Ethiopie veut porter la compétition dans le secteur maritime, et s’extraire de ce complexe obsidional à l’égard de l’Egypte.

Les récents commentaires d’Abiy Ahmed s’inscrivent également dans un contexte où l’Ethiopie, pays enclavé, tente de reconstruire sa marine. En juin 2018, le Premier ministre Ethiopien a annoncé son intention de restaurer la marine Ethiopienne, qui était autrefois la plus importante de la Corne de l’Afrique, mais qui a été dissoute après l’indépendance de l’Erythrée en 1993.

En 2019, la France a accepté de soutenir l’Ethiopie dans cette entreprise. Les détails de cet accord ne sont pas connus, mais l’Ethiopie aurait exprimé son intérêt pour l’achat de navires de guerre auprès de la France, ainsi que pour la formation du personnel. La guerre du Tigré a toutefois ralenti ses ambitions navales.

« Cette crainte d’un encerclement organisé par l’Egypte pourrait être une prophétie auto-réalisatrice, puisque juste après la déclaration du protocole d’accord, l’Egypte et la Somalie ont fait part de leur rapprochement. »

Des visites officielles ont également eu lieu entre les dirigeants Erythréens et Egyptiens. La Somalie pourrait vouloir tirer profit des rivaux de l’Ethiopie, en particulier l’Egypte, la Turquie et l’Arabie saoudite.

Le rapprochement entre le Premier ministre Ethiopien et le Président Erythréen est aujourd’hui un lointain souvenir[6]. L’Erythrée d’Issayas Aferworki a soutenu le conflit mené par Abiy Ahmed au Tigré mais refuse aujourd’hui de retirer ses troupes.

La déstabilisation de l’Ethiopie et les nouvelles alliances régionales (Egypte/Erythrée/Somalie) réhabilitent le

Président Erythréen Isaias Afewerki qui avait déjà bénéficié des largesses des pays du Golfe dans la guerre que ces derniers ont mené depuis l’Erythrée au Yémen. Le renforcement des contextes autoritaires dans la région et l’instabilité semblant lui donner un regain d’influence. Au cours des trente dernières années, Isaias Aferworki a fait de son pays un état totalitaire qu’une grande partie de sa jeunesse tente de fuir, un état sans constitution, sans élection, sans partis politiques et sans médias libres.

Les reconfigurations régionales et internationales en cours et les priorités sécuritaires semblent reléguer au second plan les priorités libérales et démocratiques jusqu’ici mises en avant par les Occidentaux et les institutions internationales. La stratégie Ethiopienne du fait accompli avec le protocole d’accord signé avec le Somaliland – déjà utilisée pour le Grand barrage de la Renaissance (GERD) – envenime les relations avec ses voisins et ne permet ni la confiance, ni une coopération efficace entre les acteurs de la région.

Chacun de ces acteurs a le pouvoir de déclencher une crise sécuritaire dans la mer Rouge, qui pourrait impacter et aggraver les rivalités au Moyen-Orient.

La mer Rouge : un lac Arabe...

« Les Etats arabes du Golfe et la Turquie s’affirment de plus en plus dans la Corne de l’Afrique[7]. »

Les pays arabes ont soutenu activement les fronts de libération Erythréens dans les années 1970 et 1980. Et pendant la guerre actuelle au Yémen, les Emirats arabes unis ont utilisé ponctuellement le port d’Assab en Erythrée comme base militaire, tandis que des troupes soudanaises ont servi sur la ligne de front. L’Arabie saoudite considère depuis longtemps la rive africaine de la mer Rouge comme faisant partie de son périmètre de sécurité et a affiché ses ambitions plus globales pour le continent lors du premier sommet Arabie saoudite-Afrique qui s’est tenu en 2023[8]. Dans les années 1980, craignant que l’Iran ne bloque le trafic des pétroliers dans le golfe Persique, l’Arabie saoudite a construit un oléoduc est-ouest reliant les champs pétrolifères d’Aqaiq au port de Yanbu al Bahr, sur la mer Rouge. L’importance stratégique de cet oléoduc est plus forte que jamais. Le Qatar et la Turquie ont cherché à exercer une influence au Soudan et en Somalie, notamment auprès des mouvements islamistes. La Turquie, motivée par les rêves néo-ottomans du Président Recep Tayyip Erdogan, est devenue militairement active dans la région.

Elle dispose d'une base à Mogadiscio, en Somalie, pour former l'armée nationale somalienne et d'une autre au Qatar. Jusqu'au récent changement de gouvernement au Soudan, la Turquie réhabilitait le port de Suakin sur la mer Rouge, qui devait inclure un quai naval dans le cadre d'un projet de 4 milliards de dollars financé par le Qatar. Mais l'acteur clé de la zone, ce sont les Emirats arabes unis. Abu Dhabi se positionne en faiseur de rois dans la Corne de l'Afrique. Les EAU sont en bonne voie pour s'assurer le monopole des ports du golfe d'Aden.

Ils soutiennent au Yémen le Conseil de transition du Sud et contrôlent déjà de nombreux ports dans la région (cf. supra). Le port de Berbera (Somaliland) a été agrandi pour accueillir des conteneurs et dispose d'une route goudronnée reliant le Somaliland et l'Éthiopie.

Les EAU sont également positionnés au centre du corridor Inde-Moyen-Orient-Europe (IMEC) parrainé par les États-Unis, dévoilé lors du sommet du G20 de septembre 2023 en Inde en réponse à l'initiative chinoise « *Belt and Road* ».

L'alliance entre l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis et l'Égypte est soutenue par les États-Unis. Pourtant, le rôle parfois déstabilisateur des EAU dans les conflits de la région est de plus en plus critiqué notamment par Washington. Ainsi, ce n'est que récemment que les États-Unis ont critiqué l'aventurisme d'Abu Dhabi au Soudan, en dénonçant l'armement des Forces de soutien rapide (FSR) du général Mohamed Hamdan Dagolo (dit Hemedti) dans ce pays. Le général soudanais Abdel Fattah al-Burhan, ancien partenaire politique de Benjamin Netanyahu et signataire de l'accord d'Abraham, a conclu un accord avec l'Iran le 9 octobre 2023.

« Les deux pays semblent vouloir rétablir leurs relations diplomatiques après sept ans de divorce et le rapprochement pourrait permettre au Soudan d'obtenir des armes. »

L'armée soudanaise aurait d'ailleurs reçu des drones d'attaque de l'Iran. De même, en 2018, les gouvernements Éthiopien et Érythréen n'ont pas décidé seuls de la direction que devrait prendre leur relation. Chaque dirigeant a rencontré les responsables émiratis à plusieurs reprises avant, pendant et après le processus de réconciliation. Pour faire face à la crise économique et surmonter leurs dettes, les États de la région ont courtisé les pays du Golfe en leur offrant une loyauté politique et un accès aux ressources naturelles. En soutenant le processus de réconciliation, les pays de la péninsule arabe ont renforcé leur influence dans la région.

La nature de ces tractations se reflète dans le fait que l'Érythrée n'a ni démocratisé, ni maintenu ses frontières

ouvertes à la libre circulation des citoyens, puisqu'elle n'a fait l'objet d'aucune pression en provenance du Golfe.

...ou un lac dominé par les BRICS ?

L'Iran, l'Égypte, l'Arabie saoudite, l'Éthiopie et les Emirats arabes unis ont rejoint les BRICS en janvier 2024.

« Une partie de ces États occupent une place cruciale sur le littoral de la mer Rouge, tandis que les autres en dépendent pour leurs échanges commerciaux. »

Les membres des BRICS, la Chine, l'Inde et, dans une moindre mesure, la Russie, dépendent également de cet espace pour le transport de leur commerce et de leurs approvisionnements énergétiques.

La mer Rouge est au cœur de l'initiative chinoise *Belt and Road* et Xi Jinping a ouvert en 2017 la première base militaire chinoise à l'étranger dans le port de Djibouti. Pékin a construit et possède de vastes infrastructures de transport maritime commercial dans la zone. En raison du volume important d'exportations et d'importations chinoises qui transitent par la mer Rouge et le canal de Suez, de l'implantation chinoise et des investissements du pays – ou de ses entreprises – dans la région, la Chine a probablement plus d'intérêt, d'un point de vue commercial, que tout autre pays à la sécurité et à la liberté de navigation dans ces eaux. De plus, la Chine est en mesure de contribuer à la protection de la navigation en mer Rouge. Elle maintient une *task force* navale de trois navires de l'APL – le destroyer *Urumqi*, la frégate *Linyi* et le navire de ravitaillement *Dongpinghu* – dans la région du golfe d'Aden et de la mer Rouge, héritage de la période de lutte contre la piraterie somalienne. Pourtant, la Chine a mis de longues semaines à réagir aux attaques Houthis et est à ce stade restée en dehors du règlement du conflit dans le détroit de Bal el-Mandeb. Ainsi, le 20 décembre 2023, les trois navires de la *Task force* étaient amarrés à la base navale chinoise de Djibouti.

D'autant que les Houthis ont attaqué des navires associés à de nombreux pays et battant des pavillons très divers. Les compagnies maritimes chinoises peuvent elles aussi craindre que leur important trafic par le canal de Suez et la mer Rouge soit menacé, malgré les bonnes relations de la Chine avec l'Iran et ses contacts avec les Houthis au Yémen.

La Chine est aujourd'hui le premier acheteur de pétrole iranien et, en mars 2023, elle a négocié une réconciliation diplomatique entre l'Iran et l'Arabie saoudite. L'Arabie saoudite, qui était jusqu'à récemment en guerre contre les Houthis, est également un fournisseur majeur de pétrole pour la Chine. Les Emirats arabes unis (également en guerre contre les Houthis) sont devenus un important partenaire de Pékin. Le groupe chinois Anton Oilfield Services et le gouvernement chinois ont néanmoins signé un protocole d'accord en mai 2023 avec les Houthis pour investir dans l'exploration pétrolière dans le pays. Bien qu'Anton Oilfield Services Group ait par la suite annulé l'accord, certains analystes estiment qu'il démontre que Pékin reconnaît implicitement le régime des Houthis en tant qu'organe de gouvernement au Yémen, tout en continuant à affirmer publiquement que le gouvernement yéménite du sud est légitime.

« Si l'Iran, l'Arabie saoudite et la Chine ont des objectifs de politique étrangère très différents, leur but commun reste de favoriser le déclin de l'influence des Etats-Unis dans la région en établissant un dialogue régional multipolaire dans lequel Pékin jouerait un rôle plus important. »

En mars 2023, Pékin a facilité un rapprochement entre l'Iran et l'Arabie saoudite, ce qui constitue une avancée majeure pour la diplomatie chinoise au Moyen-Orient. Ce rapprochement a permis de rétablir les relations diplomatiques entre les deux pays et de mettre fin au conflit entre l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis, d'une part, et les Houthis, d'autre part, mais n'a pas assuré une paix durable au Yémen, un autre objectif de la diplomatie chinoise. La Chine a autrefois entretenu de solides relations commerciales et économiques avec le Yémen, qu'elle souhaite rétablir[9].

De son côté, la Russie est active au Soudan et en Libye, ses projets de base navale sur la mer Rouge au Soudan étant en pause mais prêts à être réactivés à tout moment. En effet, la Russie avait demandé l'autorisation d'établir une base à Djibouti mais n'avait pas obtenu d'accord. Elle a ensuite entamé des discussions avec l'Erythrée et le Soudan en vue d'une installation ou d'un arrangement militaire. Le Soudan a récemment autorisé la Russie à établir une « station de ravitaillement naval » pour les vingt-cinq prochaines années à Port-Soudan, où sont également situés plusieurs patrouilleurs de la marine soudanaise. Néanmoins, la politique russe en mer Rouge semble principalement opportuniste.

Même si l'engagement de la Russie dans la région s'est accru depuis 2017, les fondements de son influence sont superficiels et restent vulnérables à la concurrence. À l'exception des ventes d'armes, la présence commerciale de la Russie dans la région de la mer Rouge reste réduite et sa coopération avec la Chine sur les questions de sécurité et de sûreté maritime est limitée.

Une compétition entre les autres acteurs globaux se joue en mer Rouge et révèle les profondes mutations en cours du système international. Sept pays, dont la France, les Etats-Unis, la Chine, la Turquie, le Japon et les Emirats arabes unis, y possèdent des bases navales. D'autres comme l'Iran et la Russie, ont des navires de guerre capables de s'y projeter et pourraient chercher à établir des bases. Les crises dans la Corne de l'Afrique ne sont pas en soi une priorité pour l'administration Biden, par rapport à la guerre Israël-Gaza et à l'endiguement de l'Iran. La défense de la liberté de circulation, la lutte contre le terrorisme et la lutte contre l'influence iranienne en mer Rouge sont en revanche des priorités liées à ces enjeux.

C'est la raison pour laquelle les Etats-Unis sont militairement présents dans le Sud de la mer Rouge. En effet, même s'ils ne représentent pas vraiment une menace pour le transport maritime, Al-Qaïda dans la péninsule arabique, qui opère principalement à partir du Yémen, et Al Shabaab en Somalie continuent d'attaquer les intérêts des Américains et de leurs alliés dans la région.

Pour la France, au-delà des déclarations d'intention et de la prise de conscience de l'importance de la côte Est africaine, les actions diplomatiques restent relativement réduites dans la région.

Le Président Emmanuel Macron a effectué une visite officielle à Djibouti, en Ethiopie et au Kenya en mars 2019, afin de renforcer les coopérations avec ces Etats. Un prêt et une assistance technique ont été accordés, et un accord de coopération en matière de défense quant à la formation de la force navale Ethiopienne a été signé. La France conserve également sa base militaire à Djibouti, bien que son influence y soit en déclin relatif[10].

« L'Océan Indien et le canal de Suez sont définis comme des espaces prioritaires pour la politique de défense et de sécurité de la France. »

Si la France ne peut pas être la puissance dominante, elle se doit d'être présente, de capitaliser à partir de ses avantages dont sa présence historique à Djibouti.

Conclusion : quelle gouvernance pour la mer Rouge ?

«La mer Rouge est telle que l'historien William Facey la décrivait : "a sea on the way to somewhere else" ses côtes étant au mieux un inconvénient, au pire une menace pour sa sécurité.»

Pour répondre à ces défis, en 2020, le Conseil des Etats arabes et africains riverains de la mer Rouge et du Golfe d'Aden a été créé à Riyad. Dès 2017, plusieurs réunions convoquées par l'Egypte et l'Arabie saoudite ont préparé la création de ce conseil. Néanmoins, nous disposons de peu d'informations sur le mandat, la structure et les activités du groupe présidé par l'Arabie saoudite. Il réunit huit Etats dotés d'un littoral : Djibouti, l'Egypte, l'Erythrée, la Jordanie, la Somalie, le Soudan et le Yémen, ainsi que l'Arabie saoudite elle-même, mais pas Israël, qui possède un port maritime à Eilat, ni l'Ethiopie qui en faisait pourtant la demande. Cela soulève la question du rôle au sein de cette organisation des pays qui n'ont pas de littoral sur la mer Rouge mais qui ont des intérêts économiques, sécuritaires ou historiques majeurs dans cette mer. Il semble difficile dans ce climat de compétition et de rivalités globales et régionales de mettre en œuvre un forum diplomatique qui promeuve la sécurité collective. Les puissances du Moyen-Orient ne proposent pas d'action collective et les Etats du Golfe sont divisés, les Européens peinent à prendre l'initiative, les Etats-Unis suscitent un regain de contestations et de suspicions depuis leur soutien à l'offensive israélienne à Gaza, les pays de la Corne sont en guerre. La responsabilité du *leadership* devrait sans doute incomber à l'Afrique et aux Nations unies afin de créer un consensus qui réunisse tous les acteurs impliqués en mer Rouge au sein d'un forum[11].

NOTES

[1] Nora Marej, Le détroit de Gibraltar, Porte du Monde, Frontière de l'Europe : Analyse et perspectives de territorialité d'un espace de transit, thèse de doctorat, Université de Nantes, cité par François H. Guiziou, « Le détroit de Bab el-Mandeb : frictions littorales et maritimes », Cybergeog: European Journal of Geography, Espace, Société, Territoire, document 1056, mis en ligne le 21 décembre 2023

[2] François H. Guiziou, « Le détroit de Bab el-Mandeb : frictions littorales et maritimes », Op.Cit

[3] Sonia Le Gouriellec, Djibouti : la diplomatie de géant d'un petit Etat, Lille, Presses Universitaires du Septentrion, 2020, p. 127.

[4] « Houthis knock out underwater cables linking Europe to Asia - report », Jerusalem Post, 26 février 2024. Seacom a déclaré avoir subi une panne au niveau du segment du câble qui va de Mombasa (Kenya) à Zafarana (Egypte). Seacom affirme ne pas pouvoir confirmer la cause de cette panne

[5] "Securing Red Sea access vital for Ethiopia's survival," Abiy Ahmed, Ethiopia Observer, 15 octobre 2023, (en ligne) consulté le 18 février 2024, <https://www.ethiopiaobserver.com/2023/10/15/securing-red-sea-access-vital-for-ethiopia-survival-abiy-ahmed/>

[6] Sonia Le Gouriellec, « Corne de l'Afrique : l'amour ne dure qu'un an ? », The Conversation, 15 juillet 2019

[7] Fatiha Dazi-Héni et Sonia Le Gouriellec, « La mer Rouge : nouvel espace d'enjeux de sécurité interdépendants entre les Etats du Golfe et de la Corne de l'Afrique », note de recherche, IRSEM, n° 75 - 2019

[8] Niagalé Bagayoko, « Présence et influence des puissances moyen-orientales en Afrique sub-saharienne », Institut FMES, 31 janvier 2024, (en ligne), consulté le 18 février 2024, <https://fmes-france.org/presence-et-influence-des-puissances-moyen-orientales-en-afrique-sub-saharienne/>

[9] Mahad Darar, "Can China broker peace in Yemen - and further Beijing's Middle East strategy in the process?", The Conversation, 5 mai 2023, (en ligne) consulté le 18 février 2024, <https://theconversation.com/can-china-broker-peace-in-yemen-and-further-beijings-middle-east-strategy-in-the-process-204724>

[10] Sonia Le Gouriellec, « Les forces françaises stationnées à Djibouti au cœur d'un environnement stratégique régional en mutation », Les Champs de Mars, vol. 30 + supplément, no. 1, 2018, pp. 231-239. De plus, la base de Djibouti n'entre pas dans le cadre de la réflexion confiée à Jean-Marie Bockel par le Président Macron en février 2024 sur le changement de statut, le format et la mission des bases françaises en Afrique

[11] Alex De Waal et Mulugeta Gebrehiwot, "Red Sea is today's arena for clash of African-Arab power politics", Responsible Statecraft, 9 janvier 2024

BASSIN MÉDITERRANÉEN : LE RAPPORT AU RELIGIEUX RENFORCE LA RUPTURE NORD-SUD

Pascal Ausseur

- Publié dans Diplomatie magazine n°79 « Géopolitique des religions » - 17 avril 2024

Pascal Ausseur est le Directeur Général de l'Institut FMEs, anciennement vice-amiral d'escadre (2s).

Il est d'usage de présenter le bassin Méditerranéen comme « le berceau des trois religions du Livre ». Cette référence au caractère séminal de la religion juive qui a essaimé une spiritualité particulière au cours de l'histoire à travers les différentes versions du christianisme et de l'Islam est plutôt positive : elle souligne la communauté historique, culturelle et spirituelle au sein de cette région du monde marquée par ailleurs par des tensions de tous ordres.

Pour sympathique qu'elle soit, cette expression véhicule cependant une représentation faussée de la réalité. D'abord parce que ces trois religions « gigognes » ont toujours entretenu des relations conflictuelles entre elles. Dans une forme de rivalité mimétique, ces religions, à la fois trop proches et trop différentes, ont régulièrement été des vecteurs de guerre et de massacre entre elles. Mais un autre phénomène accroît l'incompréhension et la méfiance des populations concernées : la rive Nord historiquement chrétienne a évolué vers une sécularisation de plus en plus profonde, au moment où la rive Sud a connu le déploiement d'un retour spectaculaire du fait religieux radical.

Frustrations du Sud

Le Bassin méditerranéen est soumis à un champ de force global qui polarise toute la planète dans une opposition entre le Nord et le Sud.

« Cette fracture se structure autour de l'opposition entre nations riches et celles qui aspirent à le devenir mais elle dépasse la simple question du niveau de vie pour couvrir tous les aspects de de la société : économie, gouvernance, organisation sociale, démographie, relations homme-femme. »

Ces différences désormais parfaitement identifiées grâce à Internet, génèrent partout dans le Sud une frustration, exacerbée par le sentiment d'une domination – présente ou passée, réelle ou fantasmée – des pays riches, en particulier les plus anciens d'entre eux : les Européens.

Autour de la Méditerranée, cette frustration prend une tonalité particulière, liée à la proximité des deux rives bien sûr mais également à l'histoire. Il peut sembler surprenant pour nos concitoyens, baignés dans un présentisme que présentait déjà Alexis de Tocqueville il y a deux siècles dans son analyse des sociétés démocratiques [1] et qui ont fait le choix d'oublier leur histoire pour construire l'Europe en dépassant les antagonismes séculaires, d'observer la généralisation des références et des revendications historiques partout ailleurs. Pourtant, ce retour à l'histoire – souvent reconstruite à des fins politiques – est une tendance partagée par tous ceux qui cherchent des inspirations et des motifs pour s'opposer aux anciens dominants occidentaux.

Ce phénomène touche de façon égale les pays de l'Est et du Sud. Les traités inégaux en Chine, le traité de Sèvres en Turquie, la chute de l'Union soviétique en Russie ou les références à la colonisation ailleurs (l'Algérie est un cas d'école sur ce sujet) sont - aujourd'hui plus qu'hier - des références partagées au sein des populations non-occidentales. Ces mémoires reconstruites façonneront le regard que portent les populations sur les occidentaux.

Dans le cas particulier du voisinage sud de l'Europe, cette imprégnation historique est structurée par la religion musulmane qui a infusée en différent courants au cours des siècles, portée par la conquête des premiers empires arabes puis par celle de l'empire ottoman.

Islam et sécularisation, nouvelle fracture idéologique

Le ressentiment partagé par les populations du Sud à l'égard du Nord connaît sur les rives de la Méditerranée une forme particulière en raison de l'influence de la culture islamique.

Si l'humiliation et la colère liées à la colonisation et aux déséquilibres avec l'Europe avaient au 20^{ème} siècle trouvé dans les concepts européens de nationalisme et de marxisme les outils intellectuels de leur revanche, c'est aujourd'hui l'Islam qui joue ce rôle. L'Islam, qui après la tentative Mutazilite s'est structurée autour de son opposition à la chrétienté européenne, a renouvelé cette tradition depuis 40 ans à travers une certaine forme de radicalisme conquérant.

Il joue désormais le rôle idéologique d'un contre-modèle enfin victorieux face à l'Occident, présenté comme son adversaire de toujours et perçu aujourd'hui en situation de repli historique.

L'Islam a ainsi sans doute remplacé le marxisme qui apportait au siècle dernier une grille conceptuelle qui structurait une analyse du monde, une explication de ses dysfonctionnements et une proposition d'action à travers la révolution prolétarienne.

D'une certaine manière, l'Islamisme joue dans les pays du sud de la Méditerranée le rôle d'un nouveau cadre intellectuel qui porte avec succès une idéologie antioccidentale et antidémocratique.

« Cette forme de proximité avec le marxisme, déjà identifiée par Arnold Toynbee dans les années cinquante [2] et qui était perceptible lors de la révolution iranienne de 1979 à l'origine de l'accélération de la dynamique religieuse dans région, explique les liens paradoxaux mais forts en occident entre les mouvements politiques proche de la gauche révolutionnaire et les associations islamistes. »

Pour joindre les analyses souvent opposées de Gilles Kepel et d'Olivier Roy [3], on pourrait dire que l'Islam est à la fois le vecteur d'un antagonisme fondamental envers le monde européen perçu comme le cœur du

modèle occidental, et le ressort d'une revanche face à des siècles d'humiliation et de frustration.

Mais le rapport au religieux ne marque pas seulement les relations des populations du Sud à l'égard de leurs voisins du Nord.

« Il détermine également le regard que portent les Européens structurés par une sécularisation croissante, sur la dynamique diamétralement opposée à l'œuvre dans le Sud. »

Alors que le Christianisme a favorisé progressivement depuis le 16^{ème} siècle ce que Marcel Gauchet a appelé « la sortie de la religion » [4] c'est-à-dire la fin de l'organisation religieuse de la société, l'Islam a au contraire connu jusqu'à ce jour une évolution inverse revendiquant une présence religieuse de plus en plus ostensible.

« Les Européens progressivement sortis de la religion ont du mal à accorder au fait religieux la même importance que leurs voisins ou concitoyens musulmans. »

Comme pour l'histoire, après deux générations de refoulement, le logiciel intellectuel européen - en particulier français - est mal à l'aise pour appréhender la teneur et la portée du religieux et du sacré qu'il considère le plus souvent comme un excentrisme culturel anachronique, voire comme une aliénation archaïque.

Dans ce domaine les fronts sont souvent inversés en occident : les plus libéraux sur le plan culturel sont souvent les plus ouverts aux versions les plus conservatrices de l'Islam quand les conservateurs sont plus méfiants, malgré des proximités en termes de valeurs.

Le cas particulier d'Israël est intéressant car il représente un mélange des deux approches : une majorité des citoyens sont sécularisés à l'européenne tandis qu'une minorité ultrareligieuse montre un rapport au judaïsme proche des islamistes radicaux. Leur messianisme instrumentalisé par Benjamin Netanyahu à des fins politiques provoque l'incompréhension de leurs concitoyens.

D'une manière générale, autour de la Méditerranée, le fait religieux suscite donc plutôt la désaffection ou l'indifférence des sociétés du nord quand il fédère les ressentiments et l'esprit de revanche des populations du sud.

Islamisme : contrôler à l'intérieur, utiliser à l'extérieur

Cette vague de religiosité au sud de la Méditerranée a-t-elle un impact sur les relations internationales dans la région ?

Les dirigeants des pays de la rive sud entretiennent dans l'ensemble une relation ambiguë avec le fait religieux. Percevant le potentiel révolutionnaire que représentait la dynamique islamique qui influençait de façon croissante les populations, ils ont progressivement abandonné leur orientation vers le laïcisme européen pour revendiquer de plus en plus ouvertement des références religieuses dans la structuration de la société.

Profitant du financement saoudien dès les années 1970 et malgré leur méfiance à l'égard de l'Islam politique promu par les frères musulmans hébergés au Qatar à partir des années 1980, ils ont progressivement accompagné l'islamisation de leur société.

« Les promoteurs de l'Islam politique ont ainsi saisi au début des années 2010 l'opportunité des révolutions arabes pour étendre son influence. »

A cette époque, tous les pays du pourtour méditerranéen, y compris la très laïque Turquie, revendiquaient une influence islamique dans le fonctionnement de la société. Seule la Syrie baasiste, le Liban multiconfessionnel et Israël bien sûr, échappaient à cette tendance.

« Pourtant, nombreux sont les chefs d'Etats qui craignent l'exaltation révolutionnaire d'un Islam trop radical. »

L'Algérie de Bouteflika après la guerre civile, l'Egypte de Sissi après l'épisode Morsi, la Tunisie d'Essebsi après les années Ennahda sont des illustrations de la volonté des pouvoirs en place de réguler l'emballement religieux de leur peuple, promu par des réseaux issus du Golfe persique, riches, puissants et de plus en plus autonomes.

La plupart des gouvernants tentent donc de maîtriser l'énergie développée par l'attraction pour l'Islam radical en la canalisant contre les Européens, en ajoutant aux griefs historiques classiques ceux de la dépravation des mœurs et de l'islamophobie. Le discours du Président turc Recep Tayyip Erdogan le 28 octobre 2023 évoquant à propos de la guerre entre Israël et le Hamas « la croisade de la croix contre le croissant » est une illustration de cette instrumentalisation.

« Ce conflit illustre d'ailleurs assez bien le positionnement délicat des pouvoirs en place. »

Perçu comme un conflit anticolonial Sud-Nord renforcé par un antagonisme religieux exacerbé, le Hamas est identifié par la population de la région comme à la fois l'acteur d'une revanche face à l'occident dominateur et comme le représentant d'une reconquête religieuse face aux Juifs en terre d'Islam. Confrontés à cet enthousiasme populaire, de nombreux chefs d'Etats ont le plus souvent réagi par l'instrumentalisation (Turquie, Algérie, Syrie) ou la gêne (Arabie saoudite, Emirats, Egypte, Maroc).

Chacun son modèle mais le besoin de spiritualité en partage ?

Ainsi, autour de la Méditerranée, le fait religieux n'est ni un vecteur d'unité ni la cause de la rupture qui s'accroît entre les rives, puisqu'une seule religion est véritablement active et que la fragmentation à l'œuvre est liée à d'autres facteurs préexistants. L'extraordinaire dynamique musulmane dans la région renforce cependant ces fractures en se positionnant comme un fait identitaire majeur et conquérant, capable d'unifier les opprimés et de leur offrir une revanche sur les Européens à travers un contre-modèle puissant et prosélyte, compréhensible par tous.

En réponse, l'Europe doit atténuer les tensions, notamment en réduisant les inégalités entre les rives et en acceptant que ses voisins du Sud développent des modèles alternatifs. Ce respect des différences religieuses et culturelles devrait permettre une relation plus équilibrée. Il doit s'accompagner en revanche d'une défense déterminée de notre propre modèle de société sécularisée qui limite, sans la nier, la religion à la sphère privée, tout en prenant sans doute mieux en compte le désir de spiritualité qui s'exprime.

NOTES

[1] Alexis de Tocqueville « De la démocratie en Amérique » Tome II GF-Flammarion 1981

[2] Arnold Toynbee « Le monde et l'occident » Médiation février 1964

[3] Olivier Roy Le Croissant et le chaos, Paris, Hachette 2007, L'Obs, n° 2683, 7 avril 2016, Gilles Kepel Sortir du chaos, Les crises en Méditerranée et au Moyen-Orient, Paris, éditions Gallimard, 2018

[4] Marcel Gauchet Le Désenchantement du monde (Gallimard, 1985)

CHINE-AFRIQUE : UNE RELATION ASYMÉTRIQUE ET STRATÉGIQUE POUR PÉKIN

Emmanuel Véron - 23 mai 2024

Emmanuel Véron est spécialiste de la Chine contemporaine et enseignant-chercheur associé à l'Inalco et à l'Ecole navale.

Depuis 15 ans, la relation sino-africaine a évolué en faveur de Pékin plutôt qu'en faveur des pays africains. Le facteur économique est l'un des vecteurs essentiels du déploiement stratégique chinois en Afrique, permettant d'asseoir une relation asymétrique et de dépendance. Cependant, la Chine est également de plus en plus présente en Afrique dans le champ sécuritaire. Elle poursuit aussi en Afrique, depuis l'ère de Mao Zedong, le tissage de liens politiques pour faire levier contre l'Occident et promouvoir son propre modèle normatif. Cela passe par la promotion de normes et de standards à dominante chinoise et une présence tous azimuts de l'économie au militaire.

Indéniablement, les relations entre l'Afrique et la Chine (République populaire de Chine – RPC) forment un faisceau majeur des relations internationales. Essentiellement dans le champ des relations dites « sud-sud », Pékin a développé de manière prioritaire une politique étrangère tous azimuts en direction de l'ensemble du continent, sur la base de la perception stratégique de Mao Zedong dès les années 1950[1].

Les formulations éloquentes à l'instar de « Chinafrique » en France et dans l'espace francophone, ou d'Afrique, « le deuxième continent chinois » dans l'espace anglo-saxon montrent le poids de ces relations. Dans le prolongement de la politique dite « aller à l'extérieur » (*zouchuqu*) de Jiang Zemin en 1999, l'actuelle politique africaine de la Chine est à la croisée des chemins entre dépendance et puissance. Les visites d'Etat se sont accumulées depuis vingt ans[2], poursuivant ainsi la tradition de la diplomatie chinoise d'opérer la première visite diplomatique de l'année en Afrique. L'Etat-Parti a mis régulièrement à jour sa politique africaine à travers la publication de livres blancs (2006, 2013 et 2021)[3]. Si les années 2000 montraient l'essor économique et l'abaissement des droits de douanes, les versions récentes suggèrent une intégration croissante de l'Afrique dans le schéma de puissance globale de Pékin, parlant de « la Chine et l'Afrique dans la nouvelle ère : un partenariat d'égalité ».

D'un point de vue économique, politique et diplomatique, le champ des relations sino-africaines est complexe, très souvent asymétrique en faveur de Pékin, mais aussi variable selon les contextes nationaux, régionaux et locaux. D'une manière générale, les liens avec l'Afrique relèvent d'un fragment important d'une stratégie globale de la Chine que cet article propose d'analyser.

L'Afrique dans la « grande stratégie » de Pékin

La grande stratégie de Pékin est composée de trois cercles ou principes fondamentaux.

D'abord, le Parti-Etat consolide sa puissance nationale (de l'économie au domaine militaire en passant par les technologies et l'innovation) ; puis, il s'agit d'entraver et de contourner les pressions américaines (aujourd'hui à l'échelle globale) ; enfin, de consolider sa place et son rôle de puissance dans le monde en retrouvant la primatie des « Suds », une sorte de doyen des pays non-occidentaux, émergents et en développement, souvent non-démocratiques. L'Afrique représente une place singulière dans ce dispositif.

« Pour Pékin, cet ensemble d'Etats hétérogènes forgerait un ciment commun anti-occidental pour mieux asseoir ses intérêts, à la fois commerciaux, technologiques mais aussi diplomatiques. »

L'ensemble des Etats non-occidentaux et par là même, les régimes autocratiques constituent le plus utile des leviers (« pivot » *zhidian* et « ligne extérieure » *waixian*) de la Chine, pour discréditer la puissance américaine et imposer son récit de puissance. L'Afrique est depuis Mao Zedong le « pivot » prioritaire et cette « ligne extérieure » privilégiée pour réduire l'espace stratégique occidental. A l'instar de la stratégie d'encercllement des villes par les campagnes prônée par Mao pour prendre le pouvoir, l'espace des mondes non-occidentaux serait décisif pour y augmenter son aura et réduire celle de l'Occident.

Après la Conférence de Bandung (1955), Pékin a initié une politique singulière à l'endroit des jeunes Etats issus des dislocations des empires coloniaux. Durant près de deux décennies, alors que les troubles politiques internes à la République populaire de Chine (RPC) suggèrent un certain isolement, Mao élaborera une approche théorique des relations internationales qui prendra le nom de « Théorie des trois mondes ».

NOTES

[1] En 2014, le Premier ministre Li Keqiang initiait, un schéma nouveau de la relation sino-africaine désigné « 461 » et articulé autour de quatre principes (égalité, confiance mutuelle, tolérance et innovation), de six projets de coopération (industrie, finance, lutte contre la pauvreté, protection de l'environnement, échanges civils et culturels, paix et sécurité) et d'une plateforme appelée Forum Chine-Afrique (FOCAC)

[2] Entre 2014 et 2020, Xi Jinping effectuera 10 visites en Afrique, et après la période de pandémie de Covid-19 et la chute de ses déplacements internationaux, il se rendra en Afrique du Sud en août 2023 pour le sommet des BRICS. Au total, sur une décennie, c'est plus de 85 visites officielles d'Etat chinoises qui ont été effectuées sur le continent africain

[3] En 2014, le Premier ministre Li Keqiang initiait, un schéma nouveau de la relation sino-africaine désigné « 461 » et articulé autour de quatre principes (égalité, confiance mutuelle, tolérance et innovation), de six projets de coopération (industrie, finance, lutte contre la pauvreté, protection de l'environnement, échanges civils et culturels, paix et sécurité) et d'une plateforme qui correspond au FOCAC

[4] Le vote des 25 pays africains à la résolution 2758 en 1971 a été décisif pour Pékin à l'ONU. Plus tard, les pays africains ont contribué par leur soutien et vote à la montée en puissance de la Chine au sein de l'ONU

« Selon Mao, le système international est composé trois niveaux ou « trois mondes » : le face à face Etats-Unis et URSS, puis, les puissances moyennes industrialisés et développées (Occident et Japon), enfin, le Tiers-monde qui avait, selon Mao, vocation à être dans le sillon de Pékin. »

Cette analyse prévaut aujourd'hui encore. Ainsi, la politique africaine de la RPC est-elle ancienne, d'abord marquée et structurée par l'établissement de liens

diplomatico-politiques privilégiés (avec Nasser, le Front de libération nationale algérien, l'Union des populations du Cameroun, l'African National Congress en Afrique du Sud, le Mouvement populaire de libération de l'Angola, le Chama cha Mapinduzi tanzanien ou l'Union nationale africaine au Zimbabwe etc.) afin de valoriser et amplifier l'aura « maoïste » (des années 1950 à 1970), puis de constituer, sur la base de ces liens politiques, un sanctuaire économique-extractif (des années 1900 à aujourd'hui) et de réduire l'espace stratégique taïwanais (depuis les années 1950)[4].

Quatre grands axes stratégiques et constants depuis les années 1950 se dégagent ainsi :

1

Pékin cherche à légitimer son rôle de « grand pays en développement » (*fazhanzhong daguo* ou pays en développement – *fazhanzhong guojia*) capable d'investir (« diplomatie du chèque ») et d'offrir une alternative au consensus de Washington.

2

Le régime vise aussi à éviter que ne se constitue une coalition antichinoise dans les organisations internationales : il s'agit donc de dissiper l'idée d'une « menace chinoise » et de resserrer l'étau diplomatique autour de Taïwan pour l'étouffer. Au début de l'année 2024, Taïwan n'est ainsi reconnu en Afrique que par un seul Etat : l'Eswatini (ex Swaziland).

3

La RPC, dont la dépendance aux ressources naturelles s'est considérablement accrue depuis 25 ans, vise aussi à sécuriser ses approvisionnements en pétrole, gaz, matières premières (minerais), poissons et produits agricoles.

4

De manière récurrente et croissante depuis deux décennies, Pékin se positionne sur les grands dossiers internationaux tout en discréditant les démocraties occidentales et bénéficie de la neutralité ou de la convergence d'un très grand nombre d'Etats africains.

Politiquement, le Parti-Etat a développé en Afrique des liens denses et multiples par l'intermédiaire de ses outils privilégiés : le département de liaison internationale du PCC d'une part et le Front-Uni[5] d'autre part.

Ainsi, on identifie en 2023, un faisceau de relations entre le Département de liaison international du PCC avec plus 110 partis politiques dans 51 pays africains[6].

Le Parti-Etat chinois cherche par ce biais à amplifier son influence politique d'une part et à bonifier l'image de la Chine et de son régime d'autre part.

Enfin, Pékin a institutionnalisé le Forum Chine-Afrique (FOCAC) : le FOCAC est devenu une plateforme politique qui centralise et coordonne la relation sino-africaine. Chaque sommet sino-africain (tenus tous les trois ans, alternativement à Pékin et dans une capitale africaine) est ainsi organisé par le FOCAC, comme l'ensemble des réunions et dialogues sino-africains de la diplomatie publique.

« En vingt ans, le FOCAC s'est donc considérablement consolidé et a élargi ses compétences fonctionnelles et techniques. »

Asymétrie, maillage et opportunisme chinois plutôt que partenariat économique avec le continent

Depuis 15 ans, Pékin s'est imposé comme le premier partenaire commercial de l'Afrique, puis comme le premier créancier bilatéral du continent. Le volume du commerce bilatéral a été multiplié par 30 en vingt ans. Cette dynamique est évolutive, s'appuie sur la constitution d'un réseau de relations et instrumentalise une asymétrie durable.

Depuis 2009, la Chine est en effet devenue le premier partenaire commercial du continent africain, bien que les échanges commerciaux demeurent faibles (notamment l'investissement chinois en Afrique) au regard des échanges économiques avec l'Asie, l'Europe ou l'Amérique du Nord. En 2023, le commerce bilatéral sino-africain a atteint 282 milliards de dollars. Cependant, l'Afrique représente seulement 3 % du commerce extérieur chinois. En 2021, 14 % des échanges extérieurs africains intervenaient avec la seule RPC. Certains pays africains considérés individuellement sont très dépendants à l'égard de la Chine.

A titre d'exemple, 80 % des infrastructures sont réalisées par des opérateurs chinois à Djibouti, au Nigéria, au Congo, en République centrafricaine, ou en Guinée. Après la crise du Covid-19, le déficit commercial de l'Afrique s'est creusé pour atteindre 64 milliards de dollars, la Chine ayant enregistré une baisse de ses échanges avec ses principaux partenaires sur le continent – l'Afrique du Sud, l'Angola, le Nigeria, la RDC et l'Egypte – qui sont principalement des pays riches en ressources naturelles[7] que Pékin a sanctuarisé depuis plusieurs décennies. Economiquement, l'asymétrie a été soutenue par les prêts chinois sur la période des 20 à 30 dernières années.

« Le volume de prêts est estimé à plus de 170 milliards de dollars entre 2000 et 2022, principalement orientés vers le financement d'infrastructures (ponts, routes, rails, infrastructures urbaines etc.) et divers projets de développements (zones franches, mines, zones de développement économiques), l'ensemble réparti entre 49 pays africains et plusieurs institutions régionales[8]. »

Un pic a été atteint en 2016 avec un volume de 28,4 milliards de dollars. Depuis, les montants alloués ne cessent de diminuer, corrélativement aux moyens chinois réduits d'une part, et à une décision politique du Parti-Etat de glisser vers une forme nouvelle d'engagement financier en Afrique, quel que soit le contexte africain. L'ensemble du continent est impliqué dans ces dynamiques de prêts, cependant, les observateurs ont démontré qu'il y a une forte concentration dans la diffusion des prêts entre seulement quelques Etats africains. A titre d'exemple, l'Angola recevait près de 19 milliards de dollars de prêts pour l'année 2016. Plus généralement, dans la période pré-pandémique, les deux tiers des prêts chinois se sont concentrés sur sept pays africains (Angola, Ethiopie, Zambie, Kenya, Nigeria, Soudan, Cameroun).

Région	Afrique du nord	Afrique centrale	Afrique de l'ouest	Afrique de l'est	Afrique australe
Part des prêts 2000-2022	4 %	7 %	10 %	15 %	64 %

Prêts chinois à l'Afrique par région (% du montant total des prêts, 2000-2022)

Sources :

<https://thediplomat.com/2024/01/what-lies-ahead-for-chinese-lending-to-africa/> <https://www.eiu.com/n/china-and-africas-long-road-to-debt-recovery/>

La dette des pays africains envers la Chine est devenue un sujet important, sinon majeur, mais assez hétérogène selon les contextes bilatéraux. Cette dette est en miroir du volume des prêts octroyés depuis deux décennies. Ainsi, le volume peut varier de plus de 60 % à 11 % selon les Etats. Djibouti, l'Angola, la Zambie, le Congo ou le Nigeria figurent en haut du spectre avec plus de 60% de dette bilatérale avec la Chine, tandis que le Soudan, la Mauritanie, le Kenya sont en dessous de 25 à 20 % de dette bilatérale.

Si la Chine n'est pas la seule responsable de l'endettement africain, il n'en demeure pas moins qu'elle en a été un acteur majeur au cours des dix dernières années sur le continent.

« Les experts estiment que la Chine détient aujourd'hui plus de 60 % de la dette extérieure bilatérale africaine - hors institutions financières internationales. »

La dette publique en Afrique a atteint le chiffre de 1,8 trillion de dollars en 2022, ce qui représente une augmentation de 183 % depuis 2010. Ce chiffre est presque 300 % plus élevé que le taux de croissance du produit intérieur brut de l'Afrique au cours de la même période. La stratégie économique chinoise se concentre d'abord sur des prêts chinois dans des secteurs ciblés : extractions de minerais, hydrocarbures, autres ressources naturelles.

Puis, les prêts ciblent les grands projets d'infrastructures (Djibouti, Ethiopie, Nigeria, Congo, etc.) et enfin des prestations de services. Quatre grands opérateurs chinois[9] concentrent la très grande majorité des dynamiques des prêts depuis plus de 20 ans.

Ces banques n'ont pas tout à fait la même nature (entre « banque politique » et « banque commerciale »), mais toutes sont liées au Parti-Etat, qui opère au plan tactique selon les contextes locaux, au service d'une stratégie où la cohérence principale réside dans la sanctuarisation de ressources énergétiques, naturelles et agricoles d'une part et la construction d'infrastructures d'autre part.

« La République démocratique du Congo (RDC) constitue un pays cible particulier dans le dispositif africain de la Chine (au même titre que la Guinée), en raison de sa richesse en minerais et en métaux rares : cuivre, or, cobalt, coltan, tungstène, bauxite, etc. »

A titre d'exemple, 70 % de l'approvisionnement mondial en cobalt est issue de la RDC.

Depuis un peu plus d'une quinzaine d'années, ce sont précisément les acteurs chinois qui ont investi les mines de cobalt du pays, 15 des 19 mines de RDC. Le lithium africain suscite également les intérêts de Pékin.

Du Zimbabwe au Mali (mine de Bougouni) en passant par la RDC et la Namibie, les acteurs miniers chinois et les outils de financement associés opéraient de manière accélérée avant la période de pandémie.

Comme pour d'autres secteurs (technologies, agriculture, automobile etc.), Pékin a cherché à maîtriser l'ensemble de la filière de l'amont à l'aval. En ce sens, la domination de la Chine dans l'extraction (en amont) en Afrique lui assure ainsi une forme d'hégémonie industrielle (en aval)[10].

De plus en plus la Chine perçoit le continent africain comme un vaste marché sur lequel l'industrie chinoise et ses technologies innovantes (3G, 4G et demain 5G, téléphonies, réseaux, « caméras intelligentes », antennes et relais, câbles sous-marins, etc.), en tête, peuvent constituer une alternative aux solutions occidentales, renforçant le déséquilibre très important de la relation commerciale et la dépendance croissante des Etats africains à la RPC.

Le développement des intérêts chinois induit un renforcement de sa présence militaire et sécuritaire. En matière d'infrastructures, les ports représentent une dimension majeure. Le déploiement commercial chinois et les relations politiques favorables ont largement participé à la constitution d'un maillage portuaire (à usage dual) de l'ensemble du pourtour du littoral africain (El Hamdania – Algérie, Alexandrie – Egypte, Djibouti, Bagamoyo et Dar es Salam – Tanzanie, Lobito – Angola, Durban – Afrique du Sud, Kribi – Cameroun, Lomé – Togo, Nouakchott – Mauritanie, etc.). Le lancement du projet *Belt and Road Initiative* représente un aspect important de la stratégie économique chinoise en Afrique, en passant par Djibouti et l'Egypte.

Dans le même temps, Pékin encourage vivement la constitution de la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECA) d'une part et cherche à dissiper les critiques quant aux méfaits des formes variées d'hégémonie et de prédation chinoise sur le continent.

Néanmoins, la perception négative de la Chine et des déséquilibres de sa présence depuis une génération sont de plus en plus palpables dans les sociétés africaines, même si élites politiques et intellectuelles, demeurent pas ou peu critiques publiquement vis-à-vis de ce partenaire majeur.

Pékin, acteur militaire et sécuritaire sous-estimé

« Parallèlement au développement des liens politiques, diplomatiques et économiques, Pékin a déployé en Afrique une coopération militaire et sécuritaire multi vecteurs. »

Tout d'abord, le maillage des infrastructures, notamment portuaires ci-dessus décrit, peut être utilisé à des fins civiles ou militaires et permet à Pékin de mieux maîtriser les points d'entrée/sortie[11] sur les territoires et d'y augmenter la sanctuarisation des produits échangés entre la RPC et le continent. Ces infrastructures sont en effet souvent dotées d'équipements d'interceptions et d'écoute, renforçant le caractère sécuritaire de la présence de la Chine en Afrique.

Si depuis 2017 l'installation de la première base militaire[12] chinoise à Djibouti a révélé l'intérêt porté à l'Afrique par Pékin d'un point de vue stratégique, la réalité du déploiement armé chinois sur le continent répond à plusieurs logiques sino-africaines. L'évolution du contexte sécuritaire africain couplée à l'intensification des formes de présences chinoises d'une part, et l'évolution de la perception stratégique et sécuritaire de Pékin d'autre part ont induit trois formes de déploiement des forces armées et de sécurité de la RPC en Afrique :

- Premièrement, la base militaire de Djibouti[13] (« base de soutien de l'APL ») constitue l'infrastructure de l'Armée Populaire de Libération (APL) projeté, dont l'ampleur et les objectifs demeurent opaques.
- Deuxièmement, depuis plus de 15 ans, la mobilisation de troupes chinoises dans le cadre des opérations de paix des Nations unies assure une présence et une responsabilité chinoise sur le continent tout en permettant de mieux connaître les environnements sécuritaires des zones de missions, y compris une meilleure connaissance des forces occidentales déployées.
- Enfin, plus diffus et discrets, mais très nombreux, sont les réseaux de l'APL et de la Police Armée du Peuple (PAP) pour la sécurisation des intérêts chinois (mines, ambassades et consulats, entreprises, plateformes et sites d'extraction d'hydrocarbures, etc.), la formation[14] militaire et sécuritaire, la vente de matériel de guerre et la

« protection des Chinois de l'étranger » (*haiwai gongmin baohu*). Il est estimé qu'évoluent sur le continent africain, plusieurs dizaines de milliers voire centaines des membres de l'APL et de sociétés militaires privées chinoises, sans port nécessaire de l'uniforme. Ces dernières opèrent sur l'ensemble du continent, au service des intérêts de Pékin.

« Plus de trente Etats africains ont conclu des partenariats avec la RPC portant sur des accords stratégiques (formations, échanges de renseignements, ventes de matériels) et des traités d'extraditions. »

La RPC est le troisième fournisseur d'armes en l'Afrique. D'après le SIPRI, en 2023, la RPC représentait ainsi près de 20% des livraisons à l'Afrique subsaharienne, dépassant la Russie (dont les ventes d'armes en Afrique ont diminué en raison de la guerre en Ukraine).

Les vingt dernières années ont ainsi été marquées par la diffusion d'armes et systèmes d'armes de plus en plus modernes et lourds, alors que les armes légères dominaient jusque dans les années 2000.

Depuis moins d'une décennie, les drones chinois (principalement Wing Long II et CH-4 – similaire au design du MQ-9) ont été l'un des principaux vecteurs de la diplomatie militaire dans le cadre de l'expansion des exportations chinoises.

Ces livraisons viennent concurrencer les autres offres de drones (occidentaux, turcs, russes, etc.) pour leur prix et leur utilisation. Au total, plus d'une dizaine d'Etats africains ont acquis des drones chinois (armés et de reconnaissance).

« Plus largement, la quasi-totalité des Etats africains achètent des armes chinoises. »

A titre d'exemple et parmi les principaux pays qui achètent des armes à la Chine, retenons : l'Algérie (corvette, aéronef, type O56, système de guerre électronique, missiles, drones Wing Long II etc.) ; Djibouti (sociétés de sécurité, missiles, navire moyen de débarquement, aéronefs) ; l'Egypte (drones Wing Long II, missiles, aéronefs) ; l'Ethiopie (sociétés de sécurité, artillerie, missiles) ; le Nigéria (aéronefs et drones, artillerie, véhicules blindés), le Soudan (société de sécurité, drones, missiles) ; la Tanzanie (système de guerre électronique, société de sécurité, véhicules blindés) ; le Rwanda (artillerie et

missiles) ; Côte d'Ivoire (hélicoptères et blindés VN22B de *Norinco*) ; le Maroc (drones Wing Long II) ; la RDC (drones CH-4) ; la République centrafricaine (blindés, sociétés de sécurité etc.).

« Enfin, plusieurs milliers de policiers et de militaires africains sont formés en Chine dans un écosystème d'écoles et académies réparties en RPC. »

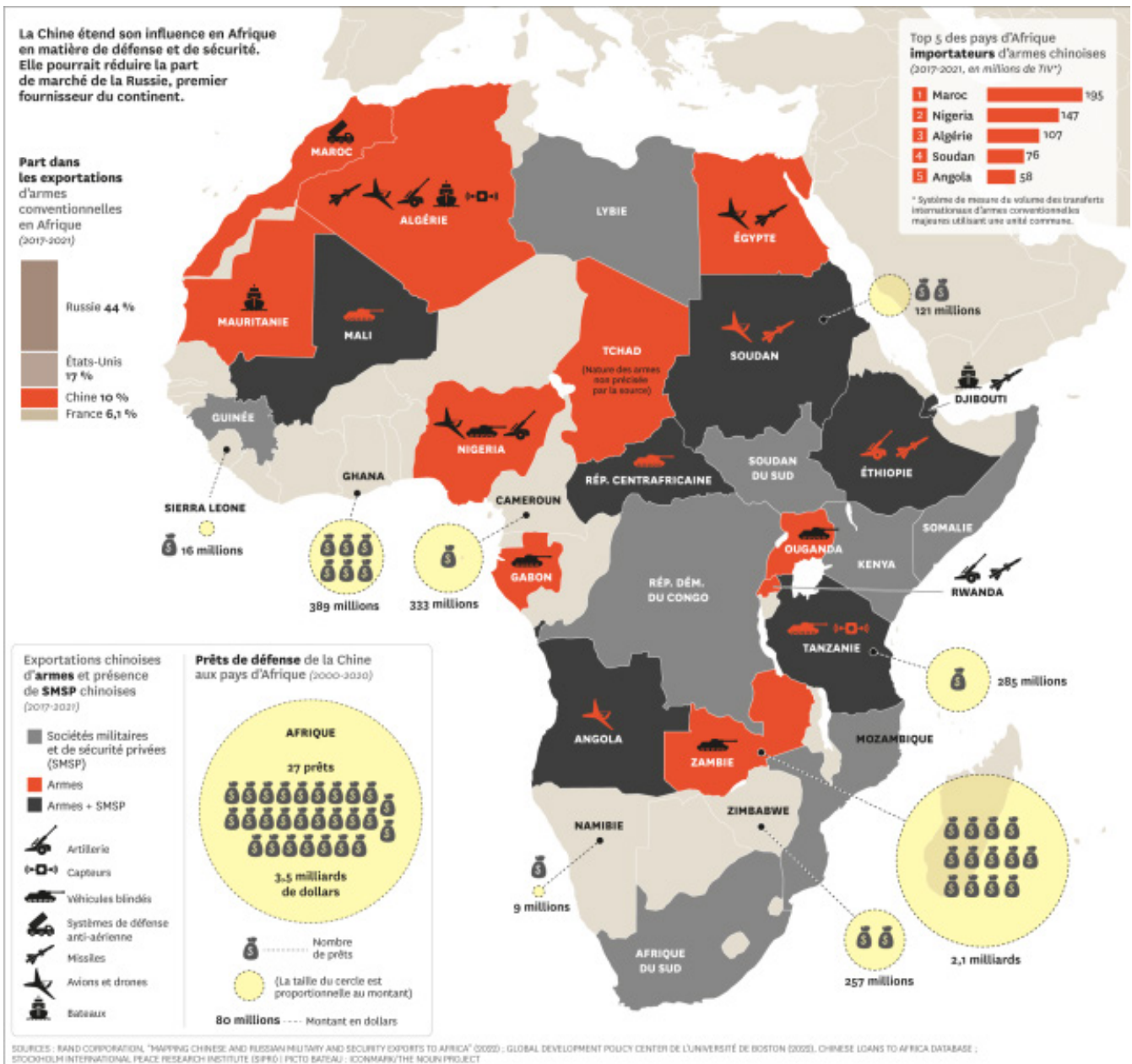
Ces formations sont anciennes (plusieurs dirigeants africains ont été formés en Chine) et se sont étoffées depuis 20 ans. C'est un vecteur majeur de l'influence militaire chinoise. De plus en plus, l'instruction et la prestation de service de sécurité par la RPC se développent sur le continent.

En plus des forces armées et de sécurité, Pékin a consolidé la formation des magistrats et professions juridiques des élites africaines, ce qui participe à la diffusion de « normes chinoises » en matière de sécurité et de maintien de l'ordre.

*« Plus généralement, l'ensemble du spectre de la formation correspond à ce que le Parti-Etat appelle le « travail politique militaire » (*jundui zhengzhi gongzuo*). »*

Il s'agit de poursuivre et intensifier les objectifs politiques et militaires du PCC en Afrique de diffusion et d'influence du discours et normes chinoises pour transformer l'environnement cognitif du système international.

Enfin, dans le domaine spatial, plus de 20 Etats ont établi un partenariat avec Pékin : parmi les coopérations les plus intenses, on retrouve le Nigéria, l'Ethiopie, l'Egypte, l'Algérie ou l'Afrique du Sud. Si la coopération porte sur l'environnement et l'observation de la terre (météorologie, télédétection, etc.), l'usage des satellites et de l'imagerie requiert une demande et une autorisation de l'administration idoine à Pékin par le pays africain demandeur.



Source : Courrier international. Pékin mène une diplomatie de l'armement en Afrique [courrierinternational.com]

Conclusion : antagonisation du monde et avenir de la relation sino-africaine

La montée en puissance de la Chine en Afrique bouscule les équilibres géopolitiques.

« Pékin a intégré le continent africain à sa stratégie globale comme levier contre l'Occident. »

Lors du 9^{ème} Sommet sino-africain du FOCAC, qui doit se réunir à Pékin à l'automne 2024, après celui de 2021 tenu à Dakar (pour partie en visioconférence), les 53 pays africains recevront sans doute un message politique de consolidation des antagonismes structurels « monde occidental contre monde non-occidental ».

« En effet, l'influence chinoise en Afrique s'appuie aussi sur une présence intense dans l'espace informationnel et culturel, la diffusion d'un discours normatif chinois et la proximité entretenue avec les élites politiques mais également avec la société civile. »

Si l'Afrique est convoitée par un jeu de puissances tous azimuts, Pékin demeure en bonne place et ne semble à ce stade pas débordée par les puissances du Moyen-Orient, le Japon, l'Inde ou les puissances transatlantiques anciennes et héritées toujours plus contestées. A un niveau stratégique, Pékin et Moscou semble agir de concert plutôt qu'en opposition. Les effets induits par Moscou bénéficient à la puissance chinoise dans l'antagonisation des mondes.

« La connivence avec la Russie, voire l'Iran, permet aussi à Pékin d'asseoir en Afrique sa rivalité avec les Etats-Unis, notamment sur le plan commercial. »

L'action internationale de Pékin a aussi consisté à initier un paysage international complet d'institutions et organisations (OCS, BRICS +, BRI, etc.) permettant à la RPC de faire coexister un univers diplomatique, de normes et de standards à dominante chinoise : l'Afrique est particulièrement visée par cette approche fondée sur l'émergence d'enceintes multilatérales alternatives.

Enfin, à l'échelle de la « grande stratégie » chinoise aujourd'hui, l'ampleur et la réalité du champs de relations sino-africain soulèvent trois questions principales : la concurrence et la complémentarité avec les acteurs extrarégionaux, la trajectoire démographique africaine et celle de la Chine, enfin le poids des déséquilibres sociaux, économiques et environnementaux.

La distance euclidienne dans la perception stratégique de Pékin serait l'élément de réponse immédiat aux deux dernières questions. Pour la première, la RPC poursuit son dessein de transformation du système international, afin de n'avoir aucun pôle symétrique à sa primatie inédite.

NOTES

[5] Le Front-Uni (tongyi zhanxian) est une large structure au service du PCC répartie entre le Département du travail du Front uni, le travail de Front uni et le système de Front uni. Il s'agit d'une « galaxie » d'acteurs placés sous l'autorité du Parti-Etat qui cherche à recruter et rallier à sa cause des personnes, des institutions, des partis, toutes entités humaines, politiques et économiques

[6] Ces relations sont très actives et animées par des rencontres successives entre universitaires, représentants de l'administration, du PCC et fonctionnaires de l'Etat-Parti. La fin des mesures restrictives liées à la politique « zéro Covid » donne lieu à un retour important des visites institutionnelles partout en Afrique et en Chine

[7] Pékin perçoit le continent africain comme l'une des trois grandes régions mondiales d'approvisionnement en hydrocarbures avec la Russie/Asie centrale et l'Amérique latine pour diversifier ses importations du Moyen-Orient

[8] Depuis la fin des années 1990, l'ensemble du continent africain, en écho aux logiques de développement et de financement de projets, a accueilli des opérateurs chinois pour le financement, la construction et la gestion des infrastructures. S'il n'est pas exhaustif (en lien avec la difficulté d'avoir une traçabilité totale des présences chinoises), le Global China Investment Tracker a montré que tous secteurs confondus (transports, minerais, finance, énergie, immobiliers, spatial, réseaux, infrastructures etc.) ce sont plusieurs milliers de constructions, investissements et prêts réalisés entre 2005 et 2023. Au total, plus de 25 zones industrielles ont été développées par la Chine et ses opérateurs. On compte entre 2016 et 2020 plus de 200 milliards de projets d'infrastructures (de palais à des zones portuaires en passant par des routes, des hôpitaux et infrastructures sportives etc.). Pékin a réalisé la construction du siège de l'Union Africaine (Addis-Abeba) et du siège de la CEDEAO à Abuja (Nigéria)

[9] Eximbank, China Development Bank, Industrial and Commercial Bank of China, Bank of China. S'ajoute à ces principaux acteurs, l'Agricultural Bank of China et la Construction Bank of China

[10] Notamment des batteries lithium-ion et des voitures électriques

[11] Les logiques portuaires correspondent selon les cas à des investissements, des gestions, des participations dans un ou plusieurs terminaux. Parmi les opérateurs chinois, China Communications Construction Company (CCCC) est l'un des principaux acteurs en complément de la société China Merchant, qui vise à créer des zones franches portuaires sur le continent

[12] Plusieurs observations tendraient à montrer que Pékin cherche à obtenir une seconde base sur le continent

[13] La base chinoise est directement installée sur la sortie de câbles sous-marins de Djibouti. Elle comporte une série de galeries souterraines, ce qui suggère une ampleur bien supérieure à ce qui est visible depuis l'extérieur. Enfin, la construction d'un quai pouvant accueillir des navires de grand tonnage induit la possibilité d'accueillir un groupe aéronaval

[14] Ce sont plusieurs dizaines de milliers de bourses et cadres d'échange avec les pays africains qui peuvent être recensés sur une décennie. Ces programmes de bourses et de formations concernent un spectre complet de disciplines et de domaines d'Etudes et ne sont pas limités au seul domaine de la défense et de la sécurité

NOS ARTICLES MARITIMES



- **La marine française exposée au retour de la haute intensité**
- Chirine Riaz - 23 janvier 2024

.....p 114

- **Le dessalement de l'eau de mer : une solution de facilité face au stress hydrique, au fort impact environnementale**
- Jean-Michel Martinet - 29 janvier 2024

.....p 120

- **Protéger l'environnement en mer en adoptant une approche plus opérationnelle de la réparation du préjudice écologique**
- Thierry Duchesne - 16 février 2024

.....p 124

- **Quelles technologies face aux nouvelles formes et menaces du combat naval ?**
- Jean-françois Pelliard- 29 avril 2024

.....p 130

- **Les ambitions maritimes turques au XXI^{ème} siècle**
- Emilien Pouchin - 28 mai 2024

.....p 136

- **Le combat naval à l'épreuve de nouveaux modes d'action**
- Jean-Michel Martinet - 12 juin 2024

.....p 144

- **Comment préparer les marins au combat naval moderne ?**
- Jean-François Pelliard- 12 juin 2024

.....p 150

LA MARINE FRANÇAISE EXPOSÉE AU RETOUR DE LA HAUTE INTENSITÉ

Chirine Riaz - 23 janvier 2024

Chirine Riaz est adjointe au directeur de l'observatoire « Marine 2040 ». Rattachée au département maritime, elle participe à la conduite des analyses prospectives pour la Marine nationale sur des thématiques variées : relations internationales, innovations technologiques, économie, industrie, sociologie... sur une perspective de 20 ans.

Les conflits les plus récents témoignent de la désinhibition de l'emploi de la violence et de la multiplication des acteurs et des formes d'affrontements impliquant les Etats. Alors que la flotte russe de la mer Noire subit une attrition lente mais réelle et que les géants du transport maritime mondial se détournent ponctuellement de la mer Rouge en raison de la menace croissante des rebelles Houtis armés par l'Iran, la dimension navale de ces conflits est sous les feux de l'actualité. Le réarmement naval, le développement rapide et la prolifération des armements antinavires, dans une période de tensions grandissantes entre les grandes puissances, font planer une menace croissante sur les mers du globe.

Dans ce contexte, l'observatoire « Marine 2040 » animé par la Fondation Méditerranéenne d'Etudes Stratégiques (FMES) s'est interrogé sur le retour du combat de haute intensité en mer et sur le risque que la Marine française y soit confrontée dans les 20 prochaines années. Ce risque est réel.

Des caractéristiques du milieu maritime favorables au combat de haute intensité

Le risque du combat de haute intensité pour les forces navales est bien sûr associé aux caractéristiques du milieu maritime et aux missions qu'elles y conduisent.

La mer et les océans sont des espaces complexes par nature, où la menace peut émerger de toutes les directions et des trois dimensions, au-dessus de la surface ou à partir des profondeurs.

« Dès qu'elle quitte le port, une force navale doit donc faire face à divers niveaux et formes d'agressions qui pourraient s'opposer à la réalisation des nombreuses missions qui sont les siennes : protection de routes maritimes, de ressources, projection et soutien des opérations terrestres, perturbation des approvisionnements stratégiques des adversaires... »

Ses missions peuvent rapidement placer nos navires en situation de confrontation dans des espaces de plus en plus accessibles et convoités, donc de plus en plus contestés.

Une frappe en mer est par ailleurs politiquement moins risquée donc tentante : l'adversaire n'est pas touché sur son territoire national et le risque d'escalade y est mieux maîtrisé, d'autant que les médias et les réseaux sociaux sont absents ou très contrôlés en mer ; malgré la violence, les pertes humaines sont plus mesurées qu'une frappe terrestre et les risques de dégâts collatéraux moindres. Le milieu favorise ainsi le parti attaquant alors même que l'évolution des technologies donne aujourd'hui et pour une certaine durée, l'avantage à l'épée sur la cuirasse.

Le réarmement naval témoin d'une compétition exacerbée entre Etats

Sur le plan géopolitique, les principaux compétiteurs stratégiques de la France poursuivent l'inflexion déjà amorcée de leurs stratégies vers des politiques de puissance maritime.

« La Russie et la Chine sont déjà rejointes en cela par d'autres challengers crédibles comme la Turquie et l'Inde. »

La liste des compétiteurs potentiels devrait s'allonger au fil de la prolifération des armes de rupture et de la montée en puissance des marines de « second rang » dans un mouvement mondial de réarmement naval.

À ce titre, la guerre en Ukraine est riche d'enseignements et préfigure les conflits navals de demain. Les forces navales russes ont été sollicitées dans tous les champs d'emploi permis par une marine moderne : déploiement de 6 SNLE, menaces sur les exportations ukrainiennes ou utilisation de plateformes navales pour tirer des missiles de croisière. Néanmoins, elles ont essuyé des revers face au camp ukrainien qui a utilisé des armes de déni d'accès, des drones armés ou encore des mines. La leçon aura probablement été retenue par la Russie qui prend conscience de ses faiblesses. À terme et selon ses moyens, elle accentuera probablement les priorités données à la dissuasion nucléaire, aux technologies de rupture, à la robotisation ou encore à l'équipement de ses bâtiments avec des missiles de croisière longue portée.

L'importance pour la Chine de la maîtrise des axes du commerce maritime mondial et l'initiative des nouvelles routes de la soie conduisent à privilégier l'Armée Populaire de Libération – Marine (APL-M) dans la course à la modernisation des forces armées chinoises. La nouvelle stratégie maritime chinoise lui fixe comme objectif d'être capable d'intervenir partout dans le monde à l'échéance de 2050. Alors qu'elle n'était à sa création en 1950 qu'une force côtière, l'APL-M dispose aujourd'hui de plus de bâtiments que la marine des Etats-Unis.

Mais les grandes puissances mondiales ne sont pas les seules à pouvoir appliquer des stratégies maritimes sources de conflictualités futures.

« La Turquie, par exemple, a entrepris un revirement stratégique majeur en remplaçant au centre de sa doctrine une dimension maritime auparavant délaissée au profit de la dimension terrestre et d'un panturquisme tourné vers l'Asie Mineure. »

La croissance exponentielle de telles marines, les capacités croissantes d'action antinavire à partir de la terre, ainsi qu'un nivellement technologique bénéfique aux Etats industriellement moins avancés, mais aussi à des acteurs non Etatiques (les Houthis en mer Rouge en sont une illustration), amoindriront progressivement la supériorité capacitaire des principales marines occidentales.

Des innovations technologiques qui favorisent l'emploi des armes létales

En effet, ce réarmement quantitatif aisé à constater sera aussi qualitatif.

« À échéance de 20 ans, la plupart des pays auront amélioré les capacités de leurs marines avec des unités polyvalentes intégrant de nouvelles technologies et intensifié leurs activités en mer. »

Le risque pour les marines océaniques ne viendra pas seulement de la mer, le déni d'accès à des espaces maritimes de plus en plus vastes pouvant être opéré à partir de la terre. Certains armements complexes auront proliféré et de nombreux pays technologiquement peu avancés pourront, si leurs intérêts sont menacés ou par pure idéologie, faire peser une menace forte loin de leurs côtes. Les récents événements en mer Rouge en sont d'ores et déjà une parfaite illustration. L'autonomie de plus en plus grande des armements permettra de mener des actions non attribuables plus largement que par le passé, ceci sur toutes les mers du Globe. Ce caractère amoindrit le risque de représailles et incite donc à l'emploi de la violence. L'absence d'équipage abaissera également le niveau de risque et donc le seuil d'engagement : risque de pertes humaines réduit pour l'attaquant utilisant un drone ; risque d'escalade élevé pour le navire attaqué devant envisager des frappes de représailles à terre qui présentent un risque d'escalade incontrôlée. Mais de nombreux autres facteurs d'origine technologique inciteront également à l'usage des armes : le faible coût financier et logistique des armes à énergie dirigée, qui vont émerger puis se diffuser dans le secteur naval ; un repérage plus aisé des cibles potentielles, avec les systèmes de surveillance à longue distance ou pourquoi pas demain des capteurs quantiques permettant de détecter plus facilement les sous-marins ; l'hypervélocité qui constitue un réel défi pour les systèmes de défense ou les essaims de drones qui pourraient les saturer. L'extension de la conflictualité viendra également de la conquête technologique de nouveaux espaces : les fonds marins sont un nouveau champ d'affrontement entre Etats dont la Baltique fournit de nombreux exemples. La prolifération des systèmes sous-marins, combinée aux développements en matière d'intelligence artificielle, de performances des senseurs et d'endurance des vecteurs

en mesure d'opérer depuis ou sur les fonds marins, constitue une menace en pleine expansion, contre les forces navales et les infrastructures et ressources sous-marines.

Les modes d'action hybrides précéderont ou complèteront l'action violente : dans l'espace cyber alors que cet espace devient essentiel car les données sont chaque année de manière plus déterminante un facteur d'efficacité opérationnelle ; en faisant appel à des acteurs tiers, notamment des proxys dont la nature et l'envergure des actions sont aussi incertaines qu'imprévisibles.

De nouveaux risques géopolitiques liés aux conséquences du changement climatique

Le réchauffement de l'atmosphère induit une hausse de la température des océans entraînant elle-même la fonte des glaces mais surtout l'élévation par dilatation du niveau des océans. Leurs caractéristiques physico-chimiques évoluent également, avec une augmentation de la salinité et de l'acidité.

« Ces quatre phénomènes provoqueront, dans les prochaines décennies, des changements stratégiques importants, ainsi qu'une évolution des conditions d'emploi des systèmes navals. »

La fonte de la banquise ouvre déjà l'espace Arctique permettant de relier l'Atlantique à l'Asie en offrant une alternative beaucoup plus courte aux détroits méditerranéens et à ceux de l'Océan Indien. La Chine, qui s'est autoproclamée « Etat proche de l'Arctique » et a un statut d'observateur au sein du Conseil de l'Arctique, accroît ses activités dans la région. La « route de la soie polaire » la relie à l'Europe. Elle renforce ses capacités maritimes dans la région, notamment en construisant de nouveaux brise-glace pour desservir les routes maritimes de l'Arctique. De son côté, la Russie investit plus largement le Grand Nord, profitant du changement climatique.

Elle considère cette région comme vitale pour sa sécurité et son développement économique. Elle a mis en place un nouveau Commandement stratégique interarmées du Nord, a modernisé et élargi ses capacités militaires dans l'Arctique, investi dans du matériel capable de supporter les températures extrêmes, et développé ses activités militaires dans la région. Elle peut ainsi plus facilement réorienter ses exportations d'hydrocarbures vers l'Asie.

L'élévation du niveau des océans, estimée dans certains scénarios à 30 cm d'ici à 2050, entraînera des submersions de plus en plus fréquentes, et parfois permanentes, avec pour conséquences un accroissement des phénomènes migratoires et une remise en cause des lignes de base servant à la délimitation des espaces maritimes.

Les phénomènes migratoires seront également favorisés par la disparition de l'eau potable dans de nombreuses îles, et par la migration des espèces halieutiques indispensables à la vie des populations côtières. La lutte pour ces ressources sera exacerbée.

Les phénomènes météorologiques extrêmes conduiront à une augmentation du nombre d'opérations d'assistance aux populations incombant aux forces maritimes, mobilisant mécaniquement davantage de moyens.

La Marine française en première ligne

Ces perspectives mondiales intéressent bien sûr toutes les marines militaires. Mais la position singulière de la France fait que la Marine nationale sera sans doute particulièrement exposée au risque de haute intensité, sans doute davantage que les marines partenaires de l'Union européenne.

Une politique étrangère proactive et de nombreux engagements internationaux

En premier lieu, la France pratique une politique étrangère active. Revendiquant d'agir sur les crises internationales tout en cherchant à promouvoir la paix et la stabilité, elle s'aliène parfois les parties prenantes au risque de devenir une cible à haute valeur médiatique. Elle est par ailleurs exposée à un ressentiment des populations des Etats anciennement colonisés, ressentiment entretenu par les principaux pays compétiteurs et par une fracture globale Nord-Sud croissante.

La France est également engagée dans de nombreux accords et alliances internationaux, susceptibles de l'entraîner dans des conflits. Membre de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) et de l'Union européenne (UE), elle peut être amenée à porter assistance à un autre pays membre qui serait agressé. Elle sera donc impliquée dans toute confrontation directe avec la Russie ; elle est déjà au contact des forces russes en Méditerranée, comme elle l'était pendant la guerre froide sur plusieurs mers et océans.

« Elle entretient également des partenariats militaires et stratégiques avec d'autres pays, ce qui peut la placer en première ligne pour défendre les intérêts de ses alliés, notamment face à la Chine et la Turquie. »

Dans le domaine des opérations navales, le partenariat stratégique avec la Grèce ou les accords de défense avec les Emirats arabes unis, impliqueraient probablement un engagement important de la Marine nationale s'ils devaient être activés.

L'attrition accentuée par une menace terroriste évolutive et une hybridité renforcée

Outre la menace terroriste « historique » qui perdurera et gagnera en dangerosité par l'accès à des armes de plus hautes technologies, les évolutions de la conflictualité mondiale font apparaître un risque accru d'utilisation de proxys, de groupes criminels et d'Etats faillis au service de stratégies hybrides.

Mais ces stratégies hybrides ne signifient pas l'absence d'affrontements violents, à l'image de la menace que font peser les Houthis soutenus par l'Iran sur une partie de la mer Rouge et du golfe d'Aden. Plusieurs théâtres d'opérations dans lesquels la Marine nationale est présente ou devra s'engager sont soumis à ce risque, face auquel des dispositions défensives seront nécessaires. Celles-ci sont du même ordre que celles requises pour faire face à des actions militaires de haute intensité.

Une singularité française : les DROM-COM

Enfin, le territoire français couvre cinq « départements et régions d'outre-mer » (Martinique, Guadeloupe, Guyane, Réunion et Mayotte), cinq « collectivités d'outre-mer » (Wallis et Futuna, Polynésie française, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Saint-Pierre-et-Miquelon), auxquels s'ajoutent deux collectivités particulières (Nouvelle-Calédonie et les Terres australes et antarctiques françaises) et enfin l'île de Clipperton administrée directement par le gouvernement.

« La France est donc présente sur tous les océans à l'exclusion de l'océan Arctique. »

Une grande partie des conflits mondiaux existants ou à venir peut avoir, en cas d'extension, des conséquences sur sa souveraineté et l'amener, au-delà de ses responsabilités internationales, à s'impliquer pour défendre ses propres intérêts. Pauvres en ressources énergétiques fossiles, limités dans leurs capacités de production alimentaire et dépendant d'une connectivité aux données mondiales par câbles sous-marins (aujourd'hui fragile et limitée), les DROM-COM ont comme caractéristique commune une dépendance stratégique très forte aux approvisionnements par voie maritime. Cette dépendance exige le maintien d'un flux permanent de ravitaillement. En cas de tension, ces territoires, mais aussi leurs immenses espaces maritimes et les routes qui les relient à la métropole, longues jusqu'à 16 000 kilomètres, devront être protégés face à des menaces qui peuvent entraîner des combats de haute intensité. Il sera tentant pour un adversaire voulant contraindre la France d'y exercer chantage, représailles, blocus, appropriation des ressources de la ZEE ou prise de gage territoriaux. D'autant que les moyens pour protéger ces 10 millions de kilomètres carrés sont pour l'instant très largement insuffisants.

Conclusion

Si un adage affirme avec justesse que l'histoire reste imprévisible, la Marine française doit cependant se préparer à plusieurs types de scénarios réalistes d'intervention qui s'ajouteront aux missions permanentes dont la dissuasion nucléaire n'est pas la moindre.

« Face à de grands compétiteurs, elle doit être prête à combattre aux côtés de ses principaux alliés dans ses zones d'action et d'intérêt prioritaires, dont certaines sont très éloignées de la métropole. »

Mais pour défendre ses intérêts proprement nationaux, elle devra également être capable de faire face seule à des adversaires dont aucun ne doit être négligé.

LE DESSALEMENT DE L'EAU DE MER : UNE SOLUTION DE FACILITÉ FACE AU STRESS HYDRIQUE, AU FORT IMPACT ENVIRONNEMENTAL

Jean-Michel Martinet - 29 janvier 2024

Le contre-amiral (2s) Jean-Michel Martinet est chercheur au sein de l'Institut FMES au département maritime. Ayant exercé durant trois années les fonctions de directeur de cabinet du Préfet maritime de la Méditerranée, il a une parfaite connaissance des enjeux maritimes en Méditerranée.

Nouvelle illustration de l'urgence climatique, le programme européen Copernicus a confirmé que l'année 2023 a été la plus chaude jamais enregistrée dans le monde. Une des conséquences de cette urgence climatique, aggravée par l'accroissement démographique et les besoins de certaines activités économiques comme l'agriculture, l'industrie et le tourisme, est le stress hydrique qui affecte tous les pays riverains de la Méditerranée. Cette situation inquiétante va sans doute s'aggraver avec les conséquences annoncées du changement climatique, que les lentes avancées rendues possibles par la COP28 ne viendront pas ralentir. La problématique de la rareté de la ressource, notamment pendant les mois d'été où la très forte demande en eau des populations estivales n'est plus contrebalancée par des précipitations ou des réserves en eau suffisantes, va donc s'accroître.

Parmi les solutions techniques proposées pour pallier la rareté en eau douce, en complément de la réutilisation des eaux usées traitées ou de l'utilisation des eaux pluviales, le dessalement de l'eau de mer est apparu comme la solution la plus séduisante pour beaucoup de pays.

L'essor croissant du dessalement de l'eau de mer pour répondre au stress hydrique[1]

Si les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, d'une grande aridité, ont été parmi les premiers à recourir au dessalement de l'eau de mer, en Europe, c'est l'Espagne qui est le premier producteur d'eau dessalée avec 405 millions de m³ produits par an.

Un vaste plan de dessalement y a en effet été mis en place à partir du milieu des années 2000 afin de remédier au manque structurel d'eau du littoral méditerranéen. Ainsi, la plus importante usine de dessalement d'eau de mer en Europe a été aménagée dans la banlieue sud de Barcelone ; 200 000 m³ d'eau douce y sont produits tous les jours.

Les autres pays méditerranéens connaissent les mêmes difficultés, voire des situations plus graves, et ont décidé de s'orienter vers la technique du dessalement de l'eau de mer pour y faire face. Les plus importants producteurs d'eau douce par dessalement sont Israël (645 millions de m³), l'Algérie (631 millions de m³), l'Espagne (405 millions de m³) et l'Égypte (200 millions de m³). Malte est le leader du dessalement en termes de pourcentage dans l'eau consommé, avec plus de la moitié de son approvisionnement en eau potable produite par dessalement. D'après les prévisions d'équipements, on peut ainsi estimer que les capacités de productions d'eau dessalée vont encore doubler d'ici à 2030.

Or, le dessalement de l'eau de mer n'est pas sans poser de problème. En premier lieu, son coût demeure élevé. Le procédé est également très énergivore malgré les innovations technologiques et donc potentiellement producteur de gaz à effet de serre selon la source d'énergie utilisée. Enfin les rejets d'eau chargée en saumure ont un impact environnemental important sur la faune et la flore.

Une technologie difficilement accessible aux pays pauvres...

L'usine de dessalement de Barcelone a coûté 230 millions d'euros, financés à 75 % par l'Union européenne. Celle de Sorek, dans le Sud de Tel Aviv, qui est la plus grande usine au monde, a nécessité un investissement de 400 millions de dollars US.

Même si son coût a été divisé par dix en vingt ans, pour flirter aujourd'hui avec la barre des 50 centimes d'euro le mètre cube, le dessalement coûte cher. En comparaison des 0,3 euro par mètre cube d'eau produite par captation, l'eau dessalée coûte de 0,4 à 0,8 euro le m³ lorsqu'elle est produite par le procédé de l'osmose inverse, et de 0,65 à 1,8 euro par le procédé de la distillation.

« Ce coût rend difficile l'équipement des pays en développement avec ce type d'usines. »

...qui évolue pour minimiser sa consommation énergétique...

Plusieurs techniques sont utilisées pour purifier l'eau de mer[2]. Le traitement consiste à faire passer la concentration en sel de l'eau de mer, de 35 g/l à moins de 0,5 g/l, seuil de potabilité généralement admis.

« Deux procédés sont employés afin de séparer les sels dissous de l'eau : un procédé thermique faisant intervenir l'évaporation et un procédé membranaire appliquant le principe de l'osmose inverse. »

La distillation est la première technique historiquement utilisée du fait de sa simplicité. Elle consiste à faire évaporer l'eau de mer. Par ce processus, les sels ainsi que les autres composés dissous se déposent tandis que de la vapeur d'eau s'élève.

Cette dernière est ensuite condensée afin d'obtenir de l'eau douce. Cette technique a l'avantage de produire une eau très pure mais l'inconvénient de consommer énormément d'énergie (15kWh/m³ d'eau traitée) et donc de coûter très cher.

Bien qu'encore très largement répandue dans le golfe Persique, elle est aujourd'hui progressivement délaissée au profit de l'osmose inverse.

La technique de l'osmose inversée consiste à faire passer l'eau de mer sous pression à travers une membrane semi perméable de filtrage qui permet de retenir les impuretés présentes dans l'eau de mer pour ne laisser passer que les molécules d'eau. Cette technique consomme beaucoup moins d'énergie que la distillation car seuls 4 à 5kWh/m³ sont nécessaires.

« Considérant les volumes d'eau produits, le besoin en énergie reste néanmoins considérable et nécessiterait donc le recours à des énergies décarbonnées pour éviter d'alimenter la cause du stress hydrique auquel le dessalement est censé répondre, ce qui n'est aujourd'hui pas le cas. »

...mais produit des eaux à plus forte concentration de saumure...

La principale caractéristique des eaux rejetées par les usines de dessalement est leur forte salinité. Cette dernière est le principal impact sur les écosystèmes marins. Le rejet de saumure aboutit en effet à la formation d'un système stratifié de couches de plus en plus salées en allant vers le fond, ce qui diminue les brassages entre eau de fond et eau de surface et peut conduire à l'anoxie des fonds marins et à une diminution de la lumière car la présence d'eau saumurée provoque la formation d'un brouillard qui rend difficile le passage de la lumière, affectant ainsi la photosynthèse des espèces marines végétales.

Si un rejet au large dans un océan aura des effets limités, il n'en n'est pas de même dans une mer fermée comme la Méditerranée avec parfois des conséquences irréversibles pour les fonds marins. Des travaux de recherche ont ainsi montré que les rejets de saumure issus des usines de dessalement du golfe Persique augmentaient localement la concentration en sel de 5 à 10 g/l.

Or, pour les usines à procédé thermique, à faible rendement, le taux de conversion de l'eau de mer en eau douce est en moyenne de 10 %. Les eaux de rejets sont donc diluées par deux avec des eaux de refroidissement (eau de mer classique), ce qui donne un effluent seulement 5 % plus concentré que l'eau de mer naturelle. Alors que pour les usines à procédé

membranaire, en revanche, l'eau de rejet est de 30 % à deux fois plus concentrée.

Par ailleurs, quelle que soit la technique, de nombreux produits chimiques sont utilisés tout au long du procédé de dessalement de l'eau. Même si les effluents des usines de dessalement sont traités par des dispositifs d'épuration avant rejet, tous les polluants ne sont pas éliminés et la technique de l'osmose inverse présente l'inconvénient de rejeter davantage de produits chimiques (chlore et cuivre).

Enfin, le dessalement s'accompagne d'une forte demande énergétique avec son lot d'impacts économiques et environnementaux selon la source d'énergie utilisée.

« Les industriels sont donc confrontés au paradoxe du choix d'un procédé moins énergivore pour limiter l'impact sur l'atmosphère des gaz à effet de serre émis par des installations utilisant des sources d'énergie carbonées, mais plus polluant pour le milieu marin par l'effet de saumure et des effluents chimiques produits en plus grande quantité. »

...dont l'impact environnemental est certain mais insuffisamment étudié[3].

Malgré les nombreuses publications scientifiques discutant des effets potentiels liés aux rejets des usines de dessalement, demeure un réel manque de données expérimentales de laboratoires et d'Etudes de terrain permettant d'évaluer précisément ces impacts. Il est néanmoins établi que la plupart des organismes peuvent s'adapter à des petites variations de la température et de la salinité, et même tolérer temporairement des conditions extrêmes. Ils ne peuvent en revanche résister à des conditions défavorables permanentes.

« Hormis pour quelques espèces, on ignore précisément quel niveau de salinité peut être dangereux à long terme pour la plupart des organismes marins. »

Ainsi, il est établi que les herbiers de posidonie, qui ont été très étudiés car y vit une grande diversité d'espèces en Méditerranée, sont très sensibles aux variations de salinité. Ils ne tolèrent que des augmentations de l'ordre de 1mg/l. Ils sont donc menacés par les rejets de saumure, comme, de façon évidente, l'ensemble de la flore sous-marine à proximité des lieux de rejet qui va être directement impactée.

Déjà largement utilisée sur l'ensemble du pourtour méditerranéen, la poursuite du développement des installations de dessalement et les rejets continus d'eaux avec une forte salinité vont affecter les organismes de la chaîne alimentaire et l'abondance de la faune et la flore dans les zones impactées dans des proportions encore difficiles à quantifier par manque de données scientifiques.

D'autres solutions sont donc à privilégier, en particulier pour la France métropolitaine.

A première vue solution facile et séduisante pour faire face aux pénuries en eau potable, l'analyse des processus technologiques utilisés pour dessaler l'eau de mer démontre qu'il convient d'être très prudent compte tenu de son impact environnemental significatif sur le milieu marin.

La richesse du littoral méditerranéen français, notamment en herbier de posidonies, incite à exclure cette solution de production d'eau potable. En outre cette technologie pose d'autres contraintes et vulnérabilités comme le besoin en foncier sur le littoral qui pourrait contrecarrer les politiques de « zéro artificialisation nette » du littoral ou la création de nouvelles infrastructures stratégiques à protéger. Une politique volontariste d'incitation à réutiliser des eaux usées traitées pour une consommation du quotidien, qui se heurte aujourd'hui à un blocage psychologique, est une solution beaucoup plus prometteuse[4]. Elle a déjà été mise en œuvre dans plusieurs pays du Moyen-Orient, comme Israël et la Jordanie.

Au plan international, le fait que pour rechercher des sources d'énergie sans émission de carbone, de nombreux pays sous stress hydrique mais potentiellement instable d'un point de vue géopolitique, seront tentés de rechercher l'alimentation de leurs centrales de dessalement par des centrales nucléaires civiles, est par ailleurs à surveiller compte tenu des risques de prolifération induits.

NOTES

[1] <https://planbleu.org/publications/la-gestion-de-la-demande-en-eau-l'experience-mediterraneenne/>

[2] Elsaid K., Kamil M., Sayed E.T., Abdelkareem M.A., Wilberforce T., et Olabi A. 2020. Environmental impact of desalination technologies: A review. Science of The Total Environment, 748. DOI : 10.1016/j.scitotenv.2020.141528 <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/32818886/>

[3] https://www.lemonde.fr/planete/article/2023/06/13/le-dessalement-de-l-eau-de-mer-en-plein-essor-malgre-son-cout-environnemental_6177369_3244.html

[4] Recommandation 17 du Rapport d'Etudes de la FMES sur « Quelle politique de la France pour les fonds marins en Méditerranée ». https://fmes-france.org/wp-content/uploads/2023/07/rapport-detudes-1ere-s2m-quelle-politique-de-la-france-sur-les-fonds-marins-en-mediterranee_version-finale-imprimerie.docx.pdf

PROTÉGER L'ENVIRONNEMENT EN MER EN ADOPTANT UNE APPROCHE PLUS OPÉRATIONNELLE DE LA RÉPARATION DU PRÉJUDICE ÉCOLOGIQUE

Thierry Duchesne - 16 février 2024

Thierry Duchesne est le directeur du département maritime au sein de l'Institut FMES. Tout au long de sa carrière il a eu l'occasion d'enseigner le droit de la mer, l'action de l'Etat en mer et la gestion des risques maritimes au sein d'établissements militaires ou d'universités. Il a rejoint la FMES en septembre 2022 en quittant ses fonctions d'adjoint au préfet maritime de la Méditerranée.

Le 8 août 2016, était adoptée la loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages qui inscrivait la notion de préjudice écologique dans notre droit positif. Une avancée majeure dans la reconnaissance de la nature comme sujet de droit et dans l'efficacité de sa protection ; la dégradation d'un milieu naturel ne passant plus en simples « pertes et profits ». Désormais, le responsable d'une atteinte grave à l'environnement doit mettre en œuvre des mesures concrètes pour réparer les dommages environnementaux qu'il a occasionnés. C'est cette responsabilisation qui est sans doute la meilleure arme dissuasive en faveur de l'environnement.

Cependant près de huit ans plus tard, il faut bien faire le constat que ce nouveau dispositif juridique est rarement mis en œuvre, en tout cas en mer.

En mer, la première application du préjudice écologique issu de la loi de 2016 a été faite par le tribunal correctionnel de Marseille le 6 mars 2020 quand quatre braconniers ont été condamnés à payer solidairement au Parc national des Calanques la somme de 350 000 € au titre de la réparation du préjudice écologique. Cette décision de justice, qui a validé la méthode d'évaluation proposée par le Parc national des Calanques a été confirmée en appel puis en cassation (2022). Néanmoins, les sommes ont été ramenées à 50 000 €, ce qui est nettement moins dissuasif.

Récemment, le tribunal maritime de Marseille a rendu (20 octobre 2023) une décision très importante en condamnant le capitaine hongrois d'un yacht à 20 000 euros d'amende ainsi qu'à l'interdiction de naviguer pendant un an dans les eaux territoriales françaises, pour avoir détruit, lors de trois mouillages successifs, des herbiers de posidonie à Cannes et à Saint-Tropez. Mais, grande nouveauté et grâce à l'initiative et à l'action de l'association environnementale France Nature Environnement (FNE), ce capitaine pourrait être aussi condamné prochainement à réparer le préjudice écologique qu'il a occasionné. Ce serait une première en ce qui concerne la protection des herbiers de posidonie, montrant ainsi que les orientations prises dès 2016 par la préfecture maritime de la Méditerranée étaient les bonnes : la protection des herbiers passait d'abord par des mesures de police de la navigation pour rendre applicables ensuite celles prévues par le code de l'environnement.

Mais, une autre affaire récente d'atteinte à l'environnement pose question. C'est celle de l'abordage par le ferry tunisien Ulysse du porte-conteneurs chypriote Virginia, au large du Cap Corse le 7 octobre 2018 qui avait donné lieu à une pollution majeure avec le déversement en mer de 600 tonnes de fioul de navigation. L'enquête menée par le Bureau Enquête Accident Mer (Bea Mer)[1] va montrer de nombreuses anomalies à bord de l'Ulysse. Ce navire dont la dernière inspection technique avait été effectuée le 25 octobre 2017 dans le port de Marseille avait déjà été l'objet de huit déficiences relatives à la sécurité incendie, à l'exploitation des engins de sauvetage et au volet social. En enquêtant sur le grave accident de 2018, le BEA Mer va identifier des dysfonctionnements à la passerelle et dans la gestion de l'équipage qui seront à l'origine de la plus importante catastrophe écologique dans les eaux françaises de la Méditerranée, depuis l'accident du pétrolier Haven, en 1991.



Accident du roulier tunisien Ulysse et du porte-conteneurs chypriote CSL Virginia le 7 octobre 2018. ©Marine nationale

L'accident ayant eu lieu à 15 milles marins de la côte Corse, en haute mer au titre de la navigation, la France n'était pas compétente pour juger de cet accident de mer. C'est donc la justice tunisienne qui a jugé cet événement de mer et qui s'est contentée de condamner le chef de quart à quelques mois de prison avec sursis sans rechercher d'autres responsabilités au sein de l'armement. La France aurait pu juger le préjudice écologique pour les eaux françaises, puisque ce sont près de 600 tonnes de fioul qui sont partis à la mer dans notre zone économique exclusive et dans la zone sensible d'un parc naturel marin, celui du Cap Corse et de l'Agriate. Mais, le Procureur de la République de Paris qui s'était saisi a finalement classé cette affaire.

Avec le décret du 6 février 2004, le préfet maritime, représentant de l'Etat en mer, a bénéficié d'un élargissement majeur de son rôle en se voyant confier

la responsabilité de la protection de l'environnement en mer, en plus de sa mission traditionnelle de prévention et de lutte contre les pollutions en mer.

Cette situation était à la fois une reconnaissance de l'efficacité de cette institution maritime mais surtout de la nécessité de prendre en compte désormais l'environnement en mer dans sa globalité compte tenu de sa très grande sensibilité.

Au fil des années, les préfets maritimes ont su prendre les nouvelles mesures destinées au renforcement de la protection de l'environnement en mer. Une nouvelle réglementation protectrice du milieu marin a vu le jour, le contrôle des espaces maritimes a été renforcé et de nombreuses aires marines protégées sont apparues et sont placées sous la protection du représentant de l'Etat en mer.

En revanche, depuis quelques années, le préfet maritime est dans l'impossibilité de mettre en œuvre une notion juridique importante, introduite par la loi « biodiversité » du 8 août 2016, le préjudice écologique. Il suffirait pourtant de pas grand-chose pour que cela devienne enfin le cas.

Le contentieux maritime lié à la protection de l'environnement marin.

Depuis 1978, date du naufrage du pétrolier Amoco Cadiz, au large de la Bretagne, les préfets maritimes sont passés maître dans l'art de produire des dossiers contentieux issus des opérations d'assistance à des navires en difficulté ou à des missions de lutte contre la pollution.

En effet, depuis cette époque le représentant de l'Etat en mer dispose de toute une panoplie de moyens qui sont mis en œuvre quand une menace grave à l'environnement survient.

Lorsqu'un navire est en difficulté en mer ou en cas de survenance d'une pollution maritime, l'armateur et le capitaine sont immédiatement mis en demeure de prendre toutes les mesures pour prévenir le danger ou pour y mettre fin. En cas d'inaction, ou de réaction non appropriée, l'Etat se réserve le droit d'agir d'office « aux frais et risques » des parties concernées. Des moyens lourds peuvent alors être mis en œuvre comme des équipes d'évaluation et d'intervention, des hélicoptères, des remorqueurs de haute mer et des navires de lutte contre la pollution. Une fois l'opération terminée, le préfet maritime fait alors rassembler tous les coûts engagés par l'Etat dans un dossier précontentieux qui est ensuite adressé pour traitement à la direction des affaires juridiques du ministère des armées, en charge du recouvrement des dépenses engagées.

Cette action de recouvrement est importante à double titre. D'abord, parce que l'Etat n'a pas à concurrencer le secteur privé. Si les moyens des différents services de l'Etat ont été engagés par le préfet maritime, c'est d'abord parce que l'armateur n'était pas en mesure de remplir ses obligations ou en raison de l'impossibilité des acteurs du secteur privé (sociétés de remorquage et de lutte contre la pollution...) à répondre aux besoins. L'absence de facturation des coûts engagés serait alors assimilée à de la concurrence déloyale.

Ensuite parce que, la facturation des coûts engagés par l'Etat responsabilise fortement les armateurs ; les sommes réclamées pouvant être très élevées, notamment dans le cadre d'une assistance maritime.

« Ces dossiers contentieux sont nombreux depuis 1978 et ont permis de récupérer d'importantes sommes d'argent qui sont revenues dans le budget général de l'Etat. »

Mais, depuis 2016, une difficulté est apparue avec l'impossibilité pour le préfet maritime de pouvoir facturer le préjudice écologique liée à l'événement de mer, alors que cette notion est née des grands accidents maritimes auxquels il a dû faire face.

Depuis 2016, la prise en compte du préjudice écologique.

C'est la loi du 8 août 2016 sur la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages qui, pour la première fois a introduit dans le Code civil la réparation du préjudice écologique.

« Cette situation est la conséquence de la lente évolution d'une notion apparue à l'occasion de la première grande catastrophe maritime survenue sur les côtes françaises, celle de l'Amoco Cadiz (18 mars 1978). »

Cette marée noire a été, ensuite, à l'origine de débats juridiques majeurs. C'est dans ce contexte que de nombreux élus de l'époque réclamaient déjà la réparation d'un « préjudice écologique ». Mais, finalement, ce n'est pas la loi mais bien la jurisprudence qui a fini par imposer cette notion avec le jugement du naufrage du pétrolier *Erika* qui sombra au sud de la Bretagne, le 12 décembre 1999 en mentionnant l'existence d'un « préjudice environnemental »[2].

La loi du 8 août 2016 n'est en réalité venu qu'acter cette évolution jurisprudentielle en consacrant désormais l'obligation de réparation du préjudice écologique aux articles 1246 à 1252 du Code civil. L'article 1246 du code civil dispose ainsi que « toute personne responsable d'un préjudice écologique est tenue de le réparer ». La réparation du préjudice écologique répond aux critères de mise en œuvre du droit de la responsabilité civile sans faute, à savoir, même en l'absence de faute, la démonstration de l'existence du préjudice ayant un lien de causalité direct avec le fait dommageable.

« Le préjudice écologique est « une atteinte non négligeable aux éléments ou aux fonctions des écosystèmes ou aux bénéfices collectifs tirés par l'homme de l'environnement » [article 1247 du Code civil]. »

Désormais, la responsabilité civile du fait du préjudice écologique oblige l'armateur à réparer prioritairement en nature le préjudice écologique causé du fait de son activité maritime. L'article 1249 précise que : « *La réparation du préjudice écologique s'effectue par priorité en nature. En cas d'impossibilité de droit ou de fait ou d'insuffisance des mesures de réparation, le juge condamne le responsable à verser des dommages et intérêts, affectés à la réparation de l'environnement, au demandeur ou, si celui-ci ne peut prendre les mesures utiles à cette fin, à l'Etat. L'évaluation du préjudice tient compte, le cas échéant, des mesures de réparation déjà intervenues, en particulier dans le cadre de la mise en œuvre du titre VI du livre Ier du code de l'environnement* ».

Si tous les usagers de la mer sont désormais obligés de réparer le préjudice écologique dont ils sont responsables, la réalité du quotidien est toute autre.

La difficulté à mettre en œuvre la notion de préjudice écologique

En mer, domaine régalien par excellence, ce serait normalement à l'Etat de veiller à la réparation du préjudice écologique. Or, depuis 2016, si plusieurs évènements de mer auraient pu justifier la mise en œuvre d'une action en réparation par l'Etat, aucun n'a fait l'objet d'une telle procédure.

L'article 1248 du Code civil issu de la loi de 2016 prévoit bien que « *l'action en réparation du préjudice écologique est ouverte à toute personne ayant qualité et intérêt à agir, telle que l'Etat, l'Office français de la biodiversité, les collectivités territoriales et leurs groupements dont le territoire est concerné, ainsi que les établissements publics et les associations agréées ou créées depuis au moins cinq ans à la date d'introduction de l'instance qui ont pour objet la protection de la nature et la défense de l'environnement* ».

« La difficulté vient en effet de l'incapacité actuellement pour l'Etat à réclamer et ensuite à veiller, dans la durée, à une réparation effective du préjudice écologique, le principe de la réparation en nature primant. »

L'Etat n'est aussi pas en ordre de marche sur ce sujet car aucun ministère n'a été chargé de mettre en œuvre, en mer, les dispositions prévues par les articles 1246 à 1252 du Code civil.

Cette situation contraste fortement avec la qualité des dossiers précontentieux élaborés par l'Etat qui est en mesure d'obtenir réparation, au centime près, de son préjudice financier lors des opérations d'assistance à un navire en difficulté ou de lutte contre la pollution. Cela s'explique par l'existence d'un guide juridique récemment remis à jour par le ministère des Armées et par la diffusion, chaque année, d'un barème officiel de la Marine Nationale fixant les coûts du personnel et des moyens engagés dans une mission de service public.

Autant l'Etat est en mesure de facturer les coûts de ses agents et de ses moyens dans une opération de protection de l'environnement (lutte anti-pollution par exemple), autant il est incapable de facturer le coût de la restauration de l'environnement en l'absence de tout barème officiel des coûts liés aux atteintes aux habitats ou aux espèces marines.

L'intérêt d'un tel barème consisterait dans la responsabilisation des usagers de la mer qui peuvent considérer l'environnement comme négligeable et donc ne pas se conformer aux règles et aux usages maritimes. Il donnerait de la visibilité au service écologique rendu par la mer à la collectivité.

L'absence d'un barème pertinent est aussi, paradoxalement, la conséquence d'un grand nombre de méthodes d'évaluation du préjudice écologique répertoriées dans la littérature scientifique (plus de 150 méthodes répertoriées dans le monde si l'on prend en compte tous les préjudices écologiques).



Dépollution de la plage de Pampelonne après l'accident Ulysse/ CSL Virginia. ©Commune de Ramatuelle

Proposition d'instauration d'un barème officiel du préjudice écologique.

La loi précise bien que la réparation du préjudice écologique soit réalisée prioritairement en nature. Mais comment garantir l'effectivité de cette disposition quand les fautifs peuvent disparaître rapidement de nos eaux ? Comment la rendre opérationnelle et efficace ?

« La solution serait d'intégrer cette créance environnementale dès le début de la phase contentieuse conduite par l'Etat. »

Ainsi, le représentant de l'Etat en mer (préfet maritime en Métropole) exige souvent, en cas d'accident de mer ou de dégâts occasionnés au littoral, une garantie financière à l'armateur et au capitaine du navire en contrepartie des sommes dépensées par l'Etat pour faire face à un événement de mer. En cas de non-versement, il a la capacité de faire saisir par le tribunal de commerce le navire ou tout bien appartenant à l'armateur, pour en obtenir le paiement. Une fois celui-ci obtenu, le navire en cause pourra obtenir la mainlevée de son immobilisation. En intégrant, le coût de la réparation en nature dès le

début du processus, l'Etat prend de sérieuses garanties pour obtenir la réparation des dommages écologiques exigée par la loi.

« Cette somme figurant dans le dossier contentieux de l'Etat avec les coûts des moyens mis en œuvre, pourra être ensuite restituée par l'Etat à l'auteur du dommage en cas de bonne exécution de la réparation en nature. Sinon, cette somme servira à la restauration du milieu endommagé sous la responsabilité de l'Etat. »

Mais bien évidemment pour parvenir à une telle efficacité, les services de l'Etat doivent pouvoir disposer d'un barème officiel des coûts de restauration du milieu marin. Pour avancer sur ce sujet de manière pragmatique, il serait extrêmement judicieux de profiter de la dynamique de protection mise en place pour assurer la protection de l'herbier de posidonie.



Repiquage d'herbiers de posidonie ©: Andromède Océanologie

Cet habitat marin consistant en un « objet écologique » bien déterminé et surtout bien étudié, pourrait être le premier à donner lieu à l'établissement d'un barème public.

C'est le sens d'une recommandation déjà faite par la FMES en juin 2023 dans le cadre d'une étude sur les fonds marins en Méditerranée[3].

L'Etat serait alors en mesure de facturer un coût des destructions constatées, ce qui revêtirait une forte valeur pédagogique. La facturation de l'impact d'une faute ou d'une négligence ne pourra qu'inciter les usagers de la mer à la plus grande prudence.

L'existence d'un tel barème permettrait aussi à tous les autres acteurs de la protection de l'environnement comme les aires marines protégées, d'être en mesure de facturer le préjudice écologique lié à une dégradation ou à une destruction d'un habitat sensible, même en l'absence d'une structure administrative solide.

NOTES

[1] Rapport d'enquête sur l'abordage du CSL VIRGINIA par l'ULYSSE le 7 octobre 2018, au large du cap Corse en coopération avec Chypre, l'Italie et la Tunisie publié en juillet 2019

https://www.bea-mer.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/beamer-fr_csl_virginia_-_ulyse_fr-en_2018.pdf

[2] Arrêt Erika, Cour de cassation, Chambre criminelle, 25 septembre 2012

[3] FMES : Rapport d'Etudes de la 1ère session maritime méditerranéenne « Quelle politique de la France pour les fonds marins en Méditerranée ». Fiche 15 : « Renforcer la protection des habitats benthiques en facturant les coûts liés à leur destruction. Application du principe pollueur / payeur à la destruction des habitats »

QUELLES TECHNOLOGIES FACE AUX NOUVELLES FORMES ET MENACES DU COMBAT NAVAL ?

Jean-François Pelliard - 29 avril 2024

Ingénieur en informatique diplômé de SUPELEC et ancien officier de marine, Jean-François Pelliard a occupé plusieurs postes militaires à responsabilité dans le domaine du numérique et des ressources humaines, en particulier au sein du dispositif de formation de la Marine nationale. Il collabore avec l'institut FMES depuis 2018, sur les thématiques de l'innovation, des technologies duales, et du développement de l'économie de défense en région Sud. Il est directeur de « L'Observatoire Marine 2040 ».

Face aux nouvelles formes du combat naval, la Marine française, contrainte par de réelles limites budgétaires, doit faire des choix drastiques sur les technologies lui permettant de s'adapter à court et moyen termes en vue du meilleur gain opérationnel. Ces choix devront être accompagnés de mesures permettant d'intégrer rapidement des capacités nouvelles au sein d'une flotte largement renouvelée, mais dont les navires sont peu évolutifs. Le défi humain, technique et industriel est donc important.

Les récentes destructions par les frégates multi-missions françaises de drones et missiles lancés par les Houtis en mer Rouge, à l'aide de missiles Aster 15, illustrent les problématiques soulevées par l'évolution et la prolifération des technologies militaires. Si l'efficacité d'un missile estimé à plus d'un million d'euros contre un drone de quelques milliers ou dizaines de milliers d'euros n'est pas aujourd'hui remise en cause, ce mode d'action ne constitue pas une réponse viable à long terme : dans le temps tactique, la consommation de ces munitions extrêmement performantes pour éliminer des mobiles assaillants de faible valeur démunit les navires qui les utilisent face à une potentielle menace ultérieure de plus haut niveau. C'est une expression du risque de saturation : les missiles sont comme un revolver à six ou huit coups, quand le chargeur est vide, le porteur de l'arme est exposé aux nouvelles attaques. À une échelle de temps plus longue, le coût de ces missiles et les délais et contraintes de fabrication ne permettent pas de tenir dans la durée face à un adversaire qui utiliserait des munitions – notamment des drones – peu onéreuses et faciles à fabriquer.

Quels moyens et quelles technologies privilégier alors pour faire face à ces nouvelles menaces largement accessibles aux « petits pays » (même à des organisations mafieuses ou terroristes), tout en se protégeant contre des menaces plus avancées, dont les systèmes hypersoniques aujourd'hui réservés à des adversaires majeurs sont une parfaite illustration ? Pour la Marine française, dont la flotte a été largement renouvelée et qui est potentiellement confrontée à tous types d'adversaires sur tous les océans du monde, la question revêt un caractère crucial.

Une adaptation nécessaire mais contrainte

La Marine française est dimensionnée autour de la dissuasion nucléaire et du groupe aéronaval, lui-même participant à la fonction de dissuasion. Les contraintes budgétaires limitent les moyens non nécessaires à cette fonction et la permanence du groupe aéronaval elle-même ne serait assurée qu'avec un deuxième porte-avions. Ce format contraint de la Marine pèse sur la génération de force pour ses engagements en opérations. En coalition, elle mobilise les moyens disponibles, sans que puisse être totalement garantie la cohérence avec l'engagement politique souhaité ; hors coalition, les moyens ont tendance à imposer les limites de la mission. Dans les deux cas, le retour de la haute intensité exige de prendre en compte une possible attrition en cours de mission, sans que puisse pour autant être remise en cause la protection des moyens de la dissuasion.

« Cette situation est confirmée par la loi de programmation militaire avec un effort particulier pour la modernisation de la dissuasion et une logique générale qui veut « gagner la guerre avant la guerre », avec des conséquences sur les moyens nécessaires à un engagement massif auquel les armées se préparent néanmoins. »

La perpétuation d'un modèle d'armée complet limite également le volume de chaque capacité. Aucune évolution notable n'est prévue pour la Marine : le récent renouvellement de la flotte est complété avec un effort de rattrapage sur les moyens outre-mer, mais aucune frégate supplémentaire n'est envisagée, ni aucun renforcement des capacités des navires existants.

Or, malgré leurs remarquables performances techniques, ces navires, y compris les frégates de défense et d'intervention qui entreront en service dans les années à venir, n'ont pas intégré lors de leur conception toutes les dimensions des nouvelles menaces. Dans les 15 à 20 prochaines années, les points de tensions et les conflits hybrides se seront multipliés de manière exponentielle.

Pour la Marine française, il s'agit de faire les meilleurs choix au regard des perspectives technologiques et budgétaires pour d'une part adapter les capacités de ses navires récents aux menaces actuelles, et d'autre part anticiper les capacités des navires qui, à l'aube des années 2040, viendront remplacer les frégates de défense aérienne puis à nouveau amorcer une nouvelle modernisation de la flotte. Plusieurs axes peuvent être privilégiés.

Ne pas rater le virage des drones navals

Alors que de très nombreuses marines, dont les principales marines alliées, misent sur les drones maritimes, la Marine française apparaît encore en retrait à l'exception du domaine de la guerre des mines. Pourtant tous les acteurs s'accordent sur le potentiel disruptif des drones navals, bien que l'orientation des efforts à produire pour obtenir les meilleurs gains opérationnels reste incertaine.

« Les drones peuvent être utilisés pour des interventions dangereuses ou simplement inconfortables pour l'homme (ou pour le navire dans le cadre du combat naval), pour la réalisation de tâches répétitives, et pour alléger la charge cognitive des équipages. »

Ils sont également utilisés comme multiplicateurs d'effets ou comme éclaireurs sur l'avant d'une force. Très divers, ils peuvent être téléopérés en permanence par l'homme, être programmés pour une mission préétablie, ou disposer d'une capacité autonome de décision. Dans le cadre du combat naval, ils opèrent dans les trois dimensions, au-dessus et en-dessous de la surface.

Les plus petits d'entre eux peuvent renforcer les capacités d'une frégate alors que les drones océaniques (pouvant atteindre la dimension d'une corvette) sont susceptibles de les remplacer dans certaines missions en économisant ainsi un précieux potentiel tout en minimisant le risque qu'un équipage soit exposé inutilement dans des « zones grises ».



Démonstrateur de drone sous-marin de Naval Group

« Ainsi, l'enjeu n'est plus aujourd'hui de savoir s'il est intéressant de « droniser » une marine mais plutôt comment le faire, pour quelles missions et avec quelle intégration aux capacités futures et existantes. »

Les marines occidentales et au premier plan la Marine américaine, qui y consacre une *task force*, conduisent de nombreuses expérimentations en la matière. À échéance de 2040, la technologie permet d'envisager que les drones conduisent tous types de missions relativement simples, avec des autonomies décisionnelle et énergétique beaucoup plus importantes qu'aujourd'hui. Il apparaît souhaitable que la Marine française élabore une feuille de route pour une dronisation progressive de la flotte susceptible de multiplier les effets et de préserver le potentiel limité des navires habités. Cette démarche permettrait de planifier les moyens afin de sortir plus rapidement du stade de l'expérimentation, d'amorcer rapidement l'appropriation de ces nouveaux outils et de bénéficier des premiers apports opérationnels sans attendre « le drone parfait ».

Il s'agirait ainsi de minimiser le risque de « rater un virage ». Les conditions d'intégration physique et tactique à la flotte sont un enjeu déterminant à prendre en compte dans cette feuille de route, ainsi que des actions permettant d'éclairer les choix post-LPM dont celui de développer un navire porte-drones ou des dispositifs d'accueil de drones à bord des navires de combat.

Renforcer et diversifier l'auto-défense des navires

Face à la diversité et à la multiplication de nouvelles menaces, les capacités d'auto-défense de la flotte française apparaissent bien limitées.

Outre la menace des drones illustrée dans le milieu aérien par les événements en mer Rouge, la Marine française doit, comme ses homologues alliées, être en mesure de faire face à des armements extrêmement performants. Les systèmes hypersoniques en particulier soulèvent des questions cruciales.

« La combinaison d'une haute vitesse et d'une manœuvrabilité à haute vitesse rendant leur trajectoire imprévisible, leur procure en effet une capacité de pénétration très importante, d'autant plus qu'elle impose à l'adversaire des délais de réactions très contraints. »

Malgré cette caractéristique, des capacités de défense existent. Elles restent cependant difficiles à mettre en œuvre et leur efficacité est incertaine.

Pour une force navale ou un navire, il s'agirait d'éviter la primo-détection (option retenue par les Etats-Unis) en aveuglant par exemple les satellites de l'adversaire, mais la multiplication de ces derniers la rendra de plus en plus difficile.

Contre un missile à ogives manœuvrantes, les seuls modes performants de défense sont de détruire le missile dans l'espace ou de le leurrer sur la position de la cible. Quant aux planeurs, autre catégorie d'armes hypersoniques, ils ne peuvent être interceptés qu'au moment où ils entament leurs manœuvres de pénétration, à des altitudes supérieures aux capacités des missiles d'interception actuels, ou dans la dernière partie de leur trajectoire, très incertaine.

Une défense efficace contre ces systèmes impose l'intégration à l'échelle d'un théâtre de moyens interarmées et interalliés. Pour ce qui concerne les navires actuels, les seules perspectives raisonnables de court et moyen termes sont l'activation de mesures conservatoires permettant d'augmenter le nombre de missiles en silos (missiles Aster) et l'amélioration des performances, en particulier de la portée, des missiles actuels. La destruction par laser pourrait être envisagée à terme, mais uniquement avec de fortes puissances compte tenu des dispositifs de protection thermique imposés par la haute vitesse.

« Les armes à énergie dirigée peuvent en revanche avoir des applications plus rapides contre d'autres menaces, avec des puissances moins élevées. »

Utilisant le laser ou les micro-ondes pour endommager ou détruire leurs cibles, elles sont en effet propices aux espaces sans obstacles comme les espaces aéromaritimes. Pour diverses raisons, seules les armes laser semblent avoir un avenir en mer.

De nombreux projets existent en Europe et ailleurs. Ces armes devraient donc émerger d'ici 5 à 6 ans dans le secteur naval.

Le coût d'un tir laser est dérisoire et l'absence de munition simplifie considérablement la logistique. Dès lors que leur puissance est maîtrisée, les effets sur la cible sont modulables, pouvant aller de la destruction d'un petit drone à l'endommagement d'un équipement de navire, de l'aveuglement à la destruction des capteurs d'un satellite d'observation. La cadence de tir reste cependant aujourd'hui très modeste et ne suffit pas à faire face à des attaques saturantes sans combinaison avec d'autres systèmes d'armes.

Les lasers sont donc une source accessible de diversification des moyens d'auto-défense répondant à la diversification de la menace, autant pour des raisons de coût que pour éviter, comme cela a été mentionné en introduction, de consommer un potentiel précieux sur des cibles peu impactantes et au risque de se retrouver démuni face aux armements les plus avancés.

L'intégration rapide de systèmes existants à courte ou très courte portée, missiles ou canons à tir rapide, peut également être une solution. Mais d'autres pistes plus originales peuvent être explorées comme le développement de techniques de leurrage des intelligences artificielles pour réduire l'efficacité des senseurs et armes adverses qui y font appel.

A plus long terme, dans les programmes d'armement futurs, le canon électromagnétique offre de très intéressantes perspectives. Malgré des contraintes d'intégration proches de celles du laser pour la délivrance d'une forte quantité d'énergie dans un temps très restreint, il présente l'intérêt de pouvoir lancer des projectiles à très haute vitesse, à des distances de plusieurs centaines de kilomètres. Cette très haute vitesse en fait potentiellement une arme antinavire avec un très fort impact cinétique, mais aussi une arme contre la terre en tirant une charge explosive importante. Le probable coût très limité des munitions et leur simplicité ne sont pas les moindres intérêts de ces armes. Le projet franco-allemand THEMA (*TecHnology for ElectroMagnetic Artillery*) prévoit un démonstrateur avant 2030. Cette technologie pourrait être au rendez-vous des successeurs des frégates de défense aérienne Forbin et Chevalier Paul.

L'espace et le combat collaboratif pour assurer la supériorité informationnelle

Mais les meilleurs armements ne suffisent pas si la supériorité informationnelle ne permet pas localiser l'adversaire, de connaître ses intentions, et de lui dénier les mêmes capacités pour pouvoir *in fine* agir avant lui et le vaincre. Dans le combat naval moderne, la fulgurance des actions, la vitesse des armes et leur furtivité, confèrent à cette supériorité, mais aussi au facteur temps, un poids déterminant.

« Dans ce cadre, l'espace est un milieu indispensable mais en voie de fragilisation. »

Le *New Space* a permis d'améliorer à la fois les performances et la résilience des services qu'il propose, au cœur de plusieurs fonctions primordiales pour les opérations militaires : télécommunications, navigation et positionnement, renseignement, surveillance, alerte. Cette progression continuera dans les années à venir, avec des risques de plus en plus prégnants liés à l'encombrement de l'espace et aux armements dirigés vers les satellites.

La menace cyber, seule à même de viser simultanément toutes les capacités et donc de faire échec à une nécessaire logique de redondance combinant services commerciaux et spécifiquement militaires, restera sans doute la plus sérieuse pour les capacités spatiales globales. Malgré ces risques, compte tenu des technologies et de la baisse des coûts de lancement, l'espace permettra à ceux qui continueront à lui accorder une priorité dans les années à venir de surveiller un théâtre en permanence. C'est une orientation que doivent conserver les Armées françaises pour pouvoir bénéficier d'une nouvelle réalité : la transparence du champ de bataille.

L'espace ne suffit pas pour acquérir une supériorité informationnelle. Si les éléments d'une force maritime ont de tout temps collaboré à la mer, les technologies numériques ouvrent une autre dimension à cette collaboration alors même que les portées et les vitesses des armes menaçant la force navale réduisent les délais de réaction et exigent une plus grande anticipation. Ainsi, le combat collaboratif tend à transformer la force navale, ensemble de navires, en un « tout informationnel » dont les senseurs et effecteurs sont distribués sur diverses plates-formes.

Face à des armes d'une portée de plusieurs milliers de kilomètres, ce « tout » doit s'étendre au-delà de la force navale.

« Le combat collaboratif exige la mise en place d'un véritable cloud militaire permettant la continuité des échanges entre la terre, la mer, l'air, l'espace et le cyberspace. »

L'avance prise par les Etats-Unis avec le JADC2[1] soulève plusieurs questions essentielles pour leurs partenaires occidentaux : comment maintenir l'interopérabilité avec les armées américaines sans être prisonnier de leur système et de leurs choix technologiques ? Quelle standardisation des données pour préserver les intérêts opérationnels et industriels des alliés des Américains ? En cela, il est regrettable que la loi de programmation militaire n'ait pas prévu de cloud militaire national.

Les travaux de standardisation des données au sein de l'OTAN peuvent être une voie pour faire valoir les intérêts opérationnels et industriels français – voire européens – qu'il faudra d'abord cerner.

Ces questions seront d'autant plus importantes que l'éloignement stratégique des Etats-Unis se précisera en cas d'élection de Donald Trump.

Explorer les nouveaux champs d'application de l'intelligence artificielle (IA)

Dans le domaine militaire, l'IA est déjà une réalité présente dans les systèmes de surveillance, de contrôle et dans de nombreux capteurs. Mais le vaste spectre de ses applications potentielles est loin d'être exploré. Avant que ne survienne une nouvelle rupture majeure, le principal axe de progression est celui de l'identification des usages pouvant bénéficier des technologies existantes : de nombreux processus peuvent être améliorés en utilisant des données disponibles et des algorithmes récents sous réserve d'adaptations. La classification de mobiles à partir d'une image optronique en est un bon exemple, l'optronique étant d'une manière générale un champ d'application prometteur. L'abaissement du seuil d'extraction, ayant pour conséquence l'augmentation de la portée des radars, en est un autre. La lutte sous-marine offre également un large champ d'application, autant pour mieux identifier un sous-marin sur une image sonar que pour optimiser le positionnement et l'emploi de nombreux moyens de détection.

« L'enjeu de ces progrès réside également dans le partage des données. »

Cet axe de progression peut paraître limité, mais il est susceptible de permettre l'émergence rapide de nouvelles capacités et d'améliorer de manière déterminante les capacités existantes. Il devrait être une priorité pour la Marine française.

Bénéficier de la révolution des capteurs quantiques

Enfin la Marine doit se préparer à la révolution des technologies quantiques. Parmi elles, les capteurs ouvrent les perspectives les plus intéressantes à moyen terme. Les compétences des industriels et des laboratoires français sont une chance à saisir. Le gain opérationnel prévisible est tel qu'il convient de ne pas être distancés par nos adversaires.

Les capteurs quantiques sont susceptibles d'améliorer considérablement les performances des systèmes.

« Ils permettent d'envisager une navigation à la fois précise et indépendante d'un signal extérieur. »

Alors que les signaux des systèmes de positionnement sont régulièrement brouillés, ils seront un facteur de sécurité pour tous les navires et aéronefs, civils ou militaires, équipés de systèmes les intégrant. Mais ils seront également un facteur de précision et d'efficacité pour les armes qui, résistant elles aussi au brouillage de leur navigation, traverseront plus facilement les défenses adverses.

Dans le domaine sous-marin, les capteurs quantiques ont deux intérêts majeurs. Alors que la propagation des ondes électromagnétiques sous l'eau reste un frein aux télécommunications sous-marines, les capteurs quantiques permettent d'envisager des antennes basses fréquences de petite dimension, intégrables sur des mobiles sous-marins. Ces antennes permettraient d'intégrer plus étroitement un sous-marin au sein d'une force navale grâce à des communications quasi permanentes, ce qui constitue une véritable révolution. Ces mêmes antennes ouvrent également des perspectives dans l'emploi coordonné de drones sous-marins pouvant échanger entre eux ou avec des installations de surface. Le deuxième intérêt est lié aux magnétomètres quantiques. Alors que la détection sous-marine repose aujourd'hui essentiellement sur la propagation des ondes sonores, avec des limites qui leurs sont propres, ces magnétomètres pourraient élargir considérablement les portées d'une détection fondée sur la variation de champ magnétique liée à la présence des grandes masses métalliques que sont les sous-marins. Leurs zones d'indétectabilité en seraient réduites d'autant.

À la pointe de la détection sous-marine, la Marine française se doit d'investir ces champs par ailleurs essentiels à la première composante de sa dissuasion.

Mais pour améliorer rapidement l'efficacité opérationnelle de ses navires, quelles que soient les technologies retenues, la Marine, et plus largement le ministère des Armées, doivent redoubler d'efforts pour que l'innovation puisse être intégrée beaucoup plus rapidement à bord. Si des progrès ont été faits pour identifier les briques technologiques pouvant avoir un intérêt opérationnel et conduire des expérimentations, leur déploiement se heurte toujours à des questions budgétaires et parfois industrielles permettant d'acquérir de nouveaux équipements non programmés et de les intégrer aux systèmes existants. Il y a donc un pas entre

l'expérimentation et le déploiement de l'innovation, le besoin d'accélération portant sur l'intégralité de la chaîne conduisant à un emploi robuste des nouvelles technologies en situation opérationnelle.

Cette problématique doit être prise en compte dans la capacité des futurs navires à accueillir les innovations en boucle courte : modularités technique et financière ne peuvent être une simple option dans les programmes navals à venir. La voie pour y parvenir soulève de nombreuses questions industrielles et politiques, d'autant plus complexes qu'elles pourront difficilement être traitées à l'échelle nationale.

NOTES

[1] JADC2 : Joint All-Domain Command and Control. Projet américain d'intégration des systèmes de commandement et de mise en œuvre des armes et capteurs des divers services et milieux, y compris le cyberspace, s'appuyant sur un cloud militaire à l'échelle mondiale

LES AMBITIONS MARITIMES TURQUES AU XXIÈME SIÈCLE

Emilien Pouchin - 28 mai 2024

Emilien POUCHIN, stagiaire assistant de recherche au sein de la FMES.

La représentation de la mer dans l'imaginaire collectif turc a été l'objet d'évolutions au cours des siècles. Pour les Ottomans, depuis leur implantation sur les rives méditerranéennes jusqu'aux *tanzimat*, la mer Méditerranée (*Akdeniz*[1]) a été considérée comme un espace naturel d'expansion. Au XVIème siècle, malgré sa défaite lors de la bataille navale de Lépante, l'empire impose sa domination en Méditerranée orientale et projette son influence jusqu'à la régence d'Alger. La campagne d'Égypte de Napoléon Bonaparte (1798) sera un premier facteur de bouleversement de cette *pax ottomana*. Aux XIXème et XXème siècles, la mer, jusqu'alors synonyme de conquêtes, devient progressivement associée aux menaces et aux défaites à mesure que l'empire perd ses territoires côtiers (Grèce, Algérie, Chypre, Égypte, Libye)[2]. Le schéma est similaire pour la mer Noire qui devient un « lac ottoman » à partir du rattachement du Khanat de Crimée en 1475 et jusqu'à la guerre russo-turque de 1877-1878. Cette perception de la mer, devenue négative, est symboliquement entérinée par Mustafa Kemal Atatürk qui déplace la capitale de la jeune Turquie d'Istanbul, ville maritime par essence, à la ville anatolienne d'Ankara, orientant alors la mentalité de son pays vers la terre pour le siècle à venir.

L'arrivée au pouvoir de l'AKP (Parti de la Justice et du Développement), au début des années 2000, rebat les cartes. Ce nouveau parti renoue avec une perception des mers comme étant un espace d'opportunités et de puissance à investir dans le but de sortir de l'immobilisme économique tout en nourrissant un projet d'influence régionale. « *La Turquie prendra ce qui lui revient de droit en mer Noire, en mer Égée et en Méditerranée [...] Nous ne ferons absolument aucune concession sur ce qui nous appartient* »[3], affirmait le Président Erdoğan en août 2020 à la suite de tensions avec la Grèce. Cette posture agressive souligne que le Président turc est marqué par la perte de l'influence navale ottomane passée et qu'il est travaillé par des velléités expansionnistes dans ce qu'il considère « appartenir » à son pays.

Le réinvestissement massif des espaces maritimes par la Turquie depuis quelques années est le résultat d'une stratégie de long terme. En février 2024, un accord de coopération maritime avec la Somalie a marqué une première avancée significative hors de la Méditerranée. Celui-ci prévoit que la Turquie renforce la sécurité maritime du littoral somalien, le partage de renseignement, la formation et les opérations conjointes, en échange d'un accès aux ressources de la zone économique exclusive (ZEE) somalienne. Cet accord de coopération est le signe d'une projection de puissance d'Ankara à la fois vers le continent africain et vers l'Océan Indien grâce au développement de sa marine.

Mavi Vatan: d'une doctrine kémaliste méconnue à une stratégie revendiquée par le Président Erdogan



Source : https://fr.wikipedia.org/wiki/Patrie_Bleue

La première doctrine navale turque, nommée *Mavi Vatan* (Patrie bleue), a été développée au début des années 2000 par les amiraux Cihat Yaycı et Cem Gürdeniz.

Selon ce dernier[4], les trois enjeux majeurs de la Turquie au XXIème siècle sont : la *Mère patrie* (lutter contre la création d'un Etat kurde pour préserver l'intégrité nationale), la *Patrie bleue* (projeter son influence maritime au-delà d'une ZEE jugée trop restreinte et étouffante) et l'*Infante patrie* (garantir la souveraineté de la République Turque de Chypre Nord / RTCN)[5].

Parmi ces trois objectifs, les deux derniers ne peuvent être atteints qu'au moyen du développement d'une stratégie navale multidimensionnelle.

Cette doctrine, développée par des officiers proches du nationalisme kémaliste, prend à revers une politique gouvernementale jugée trop pro-occidentale au moment où Chypre intègre l'Union européenne et revendique sa ZEE. *Mavi Vatan* est initialement fondée sur le rejet des revendications de ZEE de ses voisins grec et chypriote. Il s'agit ainsi d'une vision géopolitique portée par des revendications juridiques (contestation du droit maritime international issu du traité de Montego Bay) et une montée en puissance capacitaire, au profit de la revendication d'une ZEE plus large[6]. Selon Cem Gürdeniz, la Patrie bleue est à la fois un concept

(représentant les eaux turques), un symbole (d'une mentalité redirigée vers les mers) et une doctrine (pour protéger les intérêts maritimes, contester les normes internationales et renforcer l'influence sur les eaux qui leur reviennent)[7].

« Mavi Vatan se veut le préalable à un investissement de l'espace maritime négligé depuis plusieurs siècles, qui doit également permettre à la Turquie de consolider ses positions à Chypre. »

La préservation de la RTCN est une priorité géopolitique en vue de la domination de la Méditerranée orientale, d'une exploitation des ressources maritimes, de la sécurisation du Levant et du contrôle des routes maritimes vers le canal de Suez. A propos de Chypre, le Premier ministre Turgut Özal déclarait en 1983 qu'elle est « une île qui perce le milieu de la Turquie comme un poignard. Elle est extrêmement vitale du point de vue de notre sécurité. Cette île ne devra donc pas être entre les mains de nos ennemis. L'existence des Turcs dans le Nord de l'île est une garantie dans cette direction »[8].

Toutefois, la doctrine de la Patrie bleue est restée cloisonnée dans les cercles kémalistes et militaires jusqu'à la fin des années 2010, avant que le gouvernement ne s'en empare et ne la diffuse auprès du grand public. La première décennie au pouvoir de l'AKP est en effet marquée par une doctrine de politique étrangère dite de la « Profondeur stratégique », issue d'un ouvrage éponyme rédigé par Ahmet Davutoğlu. Celle-ci fut mise en échec par des bouleversements géopolitiques issus des Printemps arabes, de la guerre civile syrienne et à cause d'un isolement diplomatique grandissant du Président Erdoğan. Par ailleurs, entre 2015 et 2017, la découverte et l'exploitation au large de l'Égypte et d'Israël d'immenses gisements d'hydrocarbures[9] sera l'occasion d'un rapprochement gréco-israélo-égyptien par le biais du projet de gazoduc *EastMed*, auquel la Turquie ne sera pas associée. Dans ce contexte, l'adoption de la doctrine *Mavi Vatan* permet d'instaurer un rapport de force contre cet axe européen-levantin en renforçant une dynamique préexistante de politique étrangère plus agressive à l'endroit de l'Occident, tout en accélérant la prospection d'hydrocarbures offshore.

En 2019, le Président Recep Tayyip Erdoğan organise le plus grand exercice naval de l'histoire de la Turquie et

le nomme « *Mavi Vatan* », dans le but d'officialiser son ralliement à cette doctrine maritime. Aujourd'hui, celle-ci n'est plus uniquement une contestation des ZEE gréco-chypriotes ; elle est devenue un slogan soulignant un investissement massif et multidimensionnel des mers : militaire (montée en puissance de la Marine), économique (recherche et exploitation d'hydrocarbures), industriel (indigénisation des capacités militaires), diplomatique (accords avec la Libye, soutien à la RTCN) et juridique (*lawfare* pour contester les normes internationales).

Une marine turque progressivement indigénisée

Dès les années 1990, la Turquie se lance dans une course à la mer, dont l'objectif revendiqué est de devenir la puissance maritime hégémonique en Méditerranée orientale[10]. Pour soutenir ces ambitions, dont les effets ne se feront pleinement ressentir que 30 ans plus tard, Ankara doit mener une vaste modernisation capacitaire.

« Afin de faire monter en gamme son industrie navale, Ankara utilise dans un premier temps le biais des constructions sous licence, qui permettent d'acquérir progressivement de nouvelles technologies et savoir-faire. »

Puis, les patrouilleurs légers de classe Yildiz et Kiliç seront les premières constructions nationales et le signe que la politique d'indigénisation, bien qu'embryonnaire, commence à porter ses fruits. Depuis, de nombreux programmes ont été lancés :

- Le programme MILGEM (issu du turc *Milli Gemi* : navire national). Initié à la fin des années 1990, il a fourni à la marine turque quatre corvettes de lutte anti-sous-marin de classe Ada, une corvette de renseignement Ufuk, une frégate multi-rôle de classe Istanbul (3 supplémentaires sont en cours de construction) et travaille au développement des futures frégates lourdes de défense aérienne TF-2000, que la marine devrait percevoir au début des années 2030.

- Le programme MILDEN (*Milli Denizaltı* : sous-marin national). Il comprend la construction sous licence des six sous-marins allemands de Type 214TN (dont 3 sont déjà livrés). Puis, le développement d'un programme de sous-marins nationaux censé déboucher dans les années 2040.

▪ La réception en 2023 du premier porte-aéronef turc, le TCG *Anadolu*, produit conjointement avec l'Espagne. Ce navire amiral a été conçu pour être en mesure d'emporter des drones Bayraktar TB-3 et Kızılelma, en phase finale de développement.

Lors d'une allocution pour le centenaire de la République turque, le Président a déjà annoncé que la Turquie s'apprêtait à conclure avec l'Espagne un accord pour la livraison d'un second porte-avions, le TCG *Trakya*[11].

▪ Le programme DIMDEG, permettant le développement du pétrolier ravitailleur TCG *Derya*, livré à la marine turque en 2024 et plus adapté à la projection lointaine (hors Méditerranée) que ses deux prédécesseurs.

▪ Le programme MELTEM-III, qui modernise les avions de patrouille maritime ATR-72 en renforçant les capacités de lutte anti-sous-marine et antisurface.

En termes capacitaires, l'évolution est spectaculaire. Ankara disposait au début des années 1990 d'une marine très vieillissante, avec une grande majorité de ses sous-marins, destroyers et frégates datant des années 1950[12]. La Turquie était par ailleurs dépendante des Etats-Unis et de l'Allemagne pour ses achats ; la production nationale était résiduelle, puisque seuls 3 sous-marins Type-209 et 2 frégates Meko-200 avaient été produits sous licence.

« En 2024, la flotte s'est rajeunie (25 ans d'âge moyen) et, forte des différents programmes mentionnés, la part de production nationale a considérablement augmenté, renforçant ainsi l'autonomie stratégique du pays. »

D'ici 2028-2030, le nombre de frégates possédées par la Turquie sera vraisemblablement passé de 17 à 23, haussant ainsi le nombre total de navires de 1^{er} rang de 27 à 36.

Ces nouvelles acquisitions feront augmenter le tonnage global, tout en abaissant l'âge moyen de la flotte autour de 15 ans. Ankara aura par ailleurs diversifié ses capacités grâce à l'aboutissement de programmes de drones navals et aériens[13].

NOTES

[1] Akdeniz signifie littéralement « la mer blanche » en turc, en opposition à la mer Noire (Karadeniz)

[2] Jana Jabbour, « Le retour de la Turquie en Méditerranée : la « profondeur stratégique » turque en Méditerranée pré- et post-printemps arabe », *Cahiers de la Méditerranée*, 2014, p. 45-56

[3] AFP, « Conflit en méditerranée : Erdogan met en garde la Grèce contre toute « erreur » menant à sa « ruine » », *France 24*, 26/08/2020

[4] Conférence de Cem Gürdeniz à la 34^e session SMHES de la FMES à Istanbul, le 05/04/2024

[5] Alican Tayla, « Mavi Matan » versus « Profondeur stratégique » : une doctrine eurasiste pour remplacer une doctrine « néo-ottomaniste » ?, *Observatoire de la Turquie contemporaine*, 22/12/2021

[6] Adrien Denizeau, « Mavi Vatan », la « Patrie bleue ». Origines, influences et limites d'une doctrine ambitieuse pour la Turquie », *IFRI*, avril 2021

[7] Cem Gürdeniz, *What is Blue Homeland in the 21st century ?*, *United World*, 07/31/2020

[8] Olivier Hanne, *Les seuils du Moyen-Orient. Histoire des frontières et des territoires*, Editions du Rocher, 2017

[9] Le champ gazier égyptien de Zohr, découvert en 2015, et celui du Léviathan, partagé entre Israël et Chypre et dont l'exploitation a commencé en 2017, figurent parmi les plus volumineux de Méditerranée

[10] Joseph Henrotin, « Grèce-Turquie : une confrontation maritime au XXI^e siècle », *Stratégique*, vol. 124, no. 4, 2019, p. 103-127

[11] Laurent Lagneau, « La Turquie lance la phase de conception d'un second porte-aéronefs », *opex360*, 06/01/2024

[12] Joseph Henrotin, *op. cit*

[13] Pierre Razoux, « Le réarmement naval en Méditerranée », *Etudes marines*, n°23, mai 2023, p. 54



Le porte-aéronefs/drones Anadolu franchissant le Bosphore après son admission au service actif en 2023 (photo Jean-Michel Martinet)

Une stratégie maritime comme outil de légitimation et de projection

Alors que le contexte international au milieu des années 2010 était particulièrement propice à la montée en puissance de la doctrine *Mavi Vatan*, sur le plan intérieur, les élections législatives de 2015 font perdre à l'AKP sa majorité absolue et la tentative de coup d'Etat de 2016 fragilise le pouvoir.

« Ces deux événements ont été de nature à forger une nouvelle alliance politique entre l'AKP et le MHP, le parti nationaliste. »

Dès lors, *Mavi Vatan* devient un slogan pour asseoir la nouvelle alliance politique et la synthèse islamo-

nationaliste qui en découle[14], d'autant que le Président Erdoğan a besoin de succès internationaux pour réaffirmer son autorité, tant en interne que sur la scène internationale. En 2019, les accords maritimes et militaires conclus avec la Libye sont ainsi salués dans tous les médias comme un succès de *Mavi Vatan*. Par ailleurs, R.T. Erdoğan n'hésite pas à se servir de cette doctrine pour alimenter le ressentiment contre ses ennemis historiques grecs et chypriotes, pour instrumentaliser la cause de la République turque de Chypre-Nord et pour affirmer sa posture de chef de guerre en menant une « politique de la canonnière »[15] dans les eaux grecques, chypriotes et en Libye.

Les principaux moyens de la Marine turques en 2024

SYSTEMES D'ARMES	POSSEDES PAR LA MARINE TURQUE	EN COURS / EN ATTENTE D'ACQUISITION
Sous-marins	11	3 de Type-214
Porte-aéronefs	1	1 supplémentaire en cours de négociation (avec l'Espagne)
Frégates	17	3 de classe Istanbul
Corvettes	8	
Patrouilleurs lance-missiles	19	
Pétroliers ravitailleurs	3	
Aviation navale et drones aériens	24 hélicoptères de lutte ASM 10 avions de patrouille maritime Quelques drones TB-2 et Anka-S	Drones aériens en version navale en cours de développement (Anka-3, Bayraktar TB-3 et Kizilelma)
Drones marins		Ulaq, Wattozz, Marlin

Il est important de noter que la priorité maritime est, comme beaucoup de sujets de politique étrangère, relativement consensuelle parmi les partis dominants l'échiquier politique turc.

De ce fait, une future alternance à la tête de l'Etat ne devrait pas substantiellement modifier cette posture. La Méditerranée orientale devient ainsi le pivot de la politique étrangère turque car cette mer est l'élément central qui permet de rayonner sur l'espace post-ottoman. La Turquie a profité du désengagement américain progressif et des Printemps arabes pour orienter sa politique étrangère dans une logique plus interventionniste, afin de peser sur les transformations en cours et de participer à la définition des nouveaux équilibres stratégiques régionaux.

Dans cette volonté de peser sur les affaires régionales et mondiales, Ankara développe simultanément tous ses atouts de rayonnement, de *soft power* et de projection d'influence : le trafic aérien (via *Turkish Airlines*), les séries télévisées (qui mettent en avant une image très positive du modèle turc et de son passé ottoman, avec un fort retentissement dans les Balkans, en Afrique ou en Asie centrale), l'industrie militaire (principalement les drones, dont le succès à l'exportation est notable) et la religion (par le biais du *Diyanet*, particulièrement influent dans les Balkans et en Asie centrale). Parmi tous ces leviers, l'investissement des espaces maritimes est primordial car le contrôle des mers permet d'accroître les échanges commerciaux, de sécuriser les routes commerciales et de projeter l'influence d'Ankara sur d'autres continents, notamment sur le continent africain avec lequel les échanges commerciaux (principalement dans les secteurs agroalimentaire, militaire, du transport aérien et du BTP) sont en plein essor depuis les années 2000.

« La Turquie a deux portes d'entrées principales sur ce continent : la Libye, qui ouvre par extension une voie vers le Sahel, et la Somalie qui permet de se projeter dans la corne de l'Afrique et l'océan Indien. »

Au-delà de ces deux têtes de pont, la probable construction à moyen terme de bases à Iskele (Chypre) et sur l'île de Suakin (Soudan) renforcera la présence d'Ankara en Méditerranée orientale et en mer Rouge.

La guerre en Ukraine comme affirmation du rôle de pivot entre la mer Noire et la Méditerranée

L'intégration de la mer Noire dans la stratégie maritime turque a été peu évoquée depuis le début de cet article, car Ankara n'a jamais réellement réussi à y surpasser l'influence russe. Entre 1923 et 1991, la Turquie était le seul pays non-communiste riverain de la mer Noire. A la chute de l'URSS, Ankara a cherché à prendre l'initiative en tentant de promouvoir l'équilibre des pouvoirs, mais dès le début des années 2000, la Russie est redevenue la puissance maritime majeure en mer Noire, faisant de l'accès à la Méditerranée sa priorité. Il était pour cela nécessaire de maintenir des relations cordiales avec la Turquie qui contrôle les détroits des Dardanelles et du Bosphore grâce à la convention de Montreux (1936)[16].

« L'annexion de la Crimée en 2014 renforce l'emprise russe, faisant de la mer d'Azov un lac national et lui octroyant un statut quasi-hégémonique en mer Noire. »

Dans ce contexte, le déclenchement de la guerre en Ukraine favorise Ankara, tant sur le plan diplomatique que militaire. En effet, s'il est difficile de prédire l'issue du conflit, il est clair que l'influence russe en mer Noire est en reflux. Grâce à l'action des drones navals ukrainiens et des missiles de croisière, la flotte russe a progressivement été chassée de la mer Noire, au point que seule la mer d'Azov lui semble désormais sûre. Au vu des dommages capacitaires qu'a subi la flotte de Sébastopol[17], le rapport de force avec la Turquie est en phase de rééquilibrage et cette dernière devrait profiter de cette nouvelle donne pour accroître son emprise, voire pour « territorialiser » cet espace maritime.

D'autant plus que la fermeture des détroits turcs permet de couper la voie maritime du « Tartous express », ayant pour conséquence de rendre beaucoup plus difficile l'approvisionnement de l'Eskadra russe en Méditerranée[18].

« Si la Turquie profite de la guerre en Ukraine pour gagner en influence en mer Noire, la Russie est probablement vouée à y retrouver sa suprématie : soit dans le cas d'une rupture du front ukrainien et d'une percée russe vers Odessa, qui couperait la quasi-totalité de l'accès ukrainien à la mer et une partie de ses capacités de nuisance maritime ; soit lors de la fin de la guerre et de la réouverture des détroits, qui permettrait à Moscou d'étoffer sa flotte de mer Noire en envoyant des navires de ses autres flottes (notamment de Baltique ou du Pacifique). »

Dès le début du conflit, la Turquie a adopté une posture de « neutralité active » qui lui permet de tirer un maximum de bénéfices du partenariat qu'elle entretient avec les deux camps. D'un côté, en armant l'Ukraine (livraison de canons automoteurs, de véhicules blindés d'infanterie, construction de drones Bayraktar TB-2 sous licence, construction de deux frégates Ada[19]) et en maintenant les détroits fermés pour les navires de guerre (tout en permettant l'exportation des céréales ukrainiennes), Ankara ancre son soutien dans le camp occidental. De l'autre, en ayant refusé de prendre les sanctions occidentales, la Turquie s'impose comme un débouché pour une Russie en recherche de nouveaux partenaires.

« Cette posture équilibrée et pro-active de médiateur et de régulateur lui permet, en parallèle de la montée en puissance de ses capacités navales, de mettre en exergue tous ses atouts géographiques et diplomatiques pour maximiser ses gains en mer Noire et se positionner durablement comme un pivot incontournable entre celle-ci et la Méditerranée[20]. »

Si la montée en puissance de la marine turque a été spectaculaire au cours de ces deux dernières décennies, il est toutefois utile de constater qu'elle n'a pas encore été confrontée à une situation de guerre ou de crise majeure. Le Président Erdoğan utilise pleinement cet outil d'influence en temps de paix ou de crise d'importance secondaire, mais son efficacité demeure très incertaine en cas d'engagement dans un conflit d'intensité supérieure.

NOTES

[14] Alica Tayla, op. cit

[15] Jean Marcou, « La Turquie en Méditerranée orientale, entre préoccupations énergétiques, interventions militaires et ambitions stratégiques », IRSEM, étude n°112, sous la direction de Sümbül Kaya, décembre 2023

[16] Cette « convention concernant le régime des détroits » détermine les conditions de libre circulation dans les détroits des Dardanelles et du Bosphore, ainsi que dans la mer Noire, en temps de paix et en temps de guerre, pour les navires civils et militaires

[17] Selon les informations disponibles en OSINT, la flotte de mer Noire aurait perdu a minima 1 croiseur, 4 navires de débarquement, 1 corvette, 1 remorqueur et 6 patrouilleurs. Au moins 5 autres navires et 1 sous-marin ont en outre été sévèrement endommagés

[18] Arnaud Peyronnet, « Vers une neutralisation de la flotte russe de la mer Noire ? », Institut FMES, 10/10/2023

[19] Jakub Janovsky, « Un allié fidèle : les livraisons d'armes de la Turquie à l'Ukraine », Oryx Spioenkop, 21/11/2022

[20] Jean Marcou, « La projection de puissance turque : la Méditerranée orientale comme centre de gravité », Confluences Méditerranée, n°123, 2022/4, p. 149-160

LE COMBAT NAVAL À L'ÉPREUVE DE NOUVEAUX MODES D'ACTION

Jean-Michel Martinet - 12 juin 2024

Le contre-amiral (2s) Jean-Michel Martinet est chercheur au sein de l'Institut FMES au département maritime. Ayant exercé durant trois années les fonctions de directeur de cabinet du Préfet maritime de la Méditerranée, il a une parfaite connaissance des enjeux maritimes en Méditerranée.

Le combat aéromaritime du futur sera caractérisé par des changements de paradigmes découlant d'évolutions technologiques de plus en plus rapides. La massification de l'emploi des drones, les nouvelles armes offensives et la centralité du combat en réseau en sont les principales illustrations. Le combat s'étendra à de nouveaux champs de conflictualité (hybridité, exoatmosphère, grands fonds, cyber) entraînant une diversification et une nécessaire complémentarité des modes d'action. Parmi ces derniers, certains émergent quand d'autres, hier maîtrisés, demandent une réappropriation dans un environnement aujourd'hui contesté. Le combat aéromaritime du futur s'inscrit en effet dans un contexte géopolitique de désinhibition de la violence, rendant la confrontation probable dans un espace perçu par les acteurs politiques comme moins escalatoire que les territoires nationaux. Face à ces enjeux, les marines occidentales ont intérêt à investir dans de nouveaux modes d'action hybrides compatibles avec les valeurs qu'elles défendent, en agissant en particulier dans le champ des perceptions.

« Nous ne nous attendions pas à ce niveau de menace. » confiait le capitaine de vaisseau Jérôme Henry, commandant de la frégate multi-mission Alsace, à son retour de mission en mer Rouge en avril 2024 [1]. Alors que l'actualité préfigure les contours du combat du futur, l'Observatoire « Marine 2040 », piloté par la FMES, s'intéresse à ces enjeux pour anticiper les champs de bataille de demain.

NOTES

[1] Hugues Maillot, "En mer Rouge, les Houthis font preuve d'une violence désinhibée : le commandant de la frégate Alsace se confie au Figaro", Le Figaro, avril 2024

Vers un élargissement du combat naval à de nouveaux champs de conflictualité

Percevoir les intentions de son adversaire reste un des fondements du combat naval. Dans la prochaine décennie, la transparence du champ de bataille en mer sera accrue même si la « très haute mer » restera un espace lacunaire. L'opacité des espaces sous-marins devrait quant à lui préserver la discrétion des mobiles qui y évoluent. Il sera d'une manière générale de plus en plus difficile de masquer l'activité des navires de surface, y compris à plusieurs centaines de kilomètres des côtes : les manœuvres de dilution des forces navales seront compliquées par des informations de leurs adversaires, plus complètes, plus permanentes et mieux corrélées.

La mer concentre des caractéristiques physiques favorables au combat hybride et de haute intensité.

« Ces caractéristiques permettent d'envisager des attaques cinétiques contre des navires ou des installations civiles sans risquer l'escalade, alors qu'elles auraient un tout autre impact sur le territoire national de l'adversaire. »

Depuis 2019, ces actions hybrides cinétiques sont devenues courantes, comme le démontre encore récemment l'arraisonnement par l'Iran du MSC Aries, un porte-conteneur « lié » à Israël au large du détroit d'Ormuz. L'Iran est coutumier de ce type d'actions : en mai 2022, il avait déjà arraisonné les pétroliers grecs Prudent-Warrior et Delta-Poséidon.

Sans aller jusqu'à leur destruction, les navires civils comme militaires peuvent également être dissuadés d'agir par la présence de mines (détroit de Bab-el-Mandeb, mer Noire). Leurs activités peuvent être perturbées par la présence d'acteurs aux intentions incertaines qui compliquent l'établissement d'une situation tactique (milices maritimes, drones), par la dilution de la menace ou la saturation de capteurs, ou tout simplement en gênant la manœuvre par des cinématiques imprévisibles voire dangereuses, à l'image des actions chinoises en mer de Chine méridionale.

La transparence du champ de bataille, en surface et dans une moindre mesure sous l'eau, est la conséquence de deux facteurs : la multiplication des acteurs et la diversification des moyens ISR (renseignement, surveillance et reconnaissance) elle-même favorisée par de nouveaux acteurs du secteur privé tels que

les opérateurs de satellites privés et de câbles et les entreprises d'exploration sous-marine. Ces acteurs privés interviennent tant dans l'élaboration et la diffusion que dans la manipulation de l'information.

L'espace exoatmosphérique, indispensable aux opérations aéromaritimes et contribuant largement à cette plus grande transparence, est aujourd'hui le théâtre de confrontations directes, rendant les satellites, outils de la supériorité informationnelle, vulnérables depuis la terre ou l'espace : missiles à très haute altitude, armes lasers, objets déployés intentionnellement pour provoquer des collisions sont autant d'exemples d'actions hostiles techniquement réalisables.

La conflictualité se renforce également dans les fonds sous-marins, de plus en plus accessibles à l'homme et aux systèmes non pilotés. Les infrastructures stratégiques de télécommunications, de transport et de production d'énergie qu'ils abritent en font une cible privilégiée d'actions militaires offensives ou d'attaques hybrides, d'autant plus que leur surveillance est difficile. Si les actions navales discrètes qui les menacent n'ont pas d'incidence directe sur les forces navales, leurs conséquences politiques, économiques et sociales peuvent être très importantes. Ainsi en 2019, l'archipel des îles Tonga et ses 106 000 habitants avaient été coupés de tout réseau mobile et internet pendant près de 11 jours, après qu'un navire ait jeté l'ancre sur le câble sous-marin assurant la connectivité de l'archipel. Les actions intentionnelles contre les infrastructures sous-marines constituent un mode d'action simple, peu coûteux (une ancre suffit par petits fonds à endommager un câble ou un gazoduc) et sont surtout difficilement attribuables : l'origine du sabotage des gazoducs *Nord Stream* en mer Baltique en 2022 reste inconnue.

À l'horizon 2040, la multiplication des champs éoliens *off-shore* étendra cette problématique au transport d'énergie électrique, avec des risques de variation brutale de la puissance produite en cas d'attaque, pouvant conduire à l'effondrement des réseaux. Mais le monde sous-marin dans sa globalité devient un espace de confrontations multiformes des forces navales : prolifération de l'arme sous-marine traditionnelle, systèmes d'écoute, mines intelligentes, drones ISR ou de combat sont autant de moyens à prendre en compte comme de nouvelles menaces et à savoir utiliser à son profit.

Enfin, le cyberspace, omniprésent, ne peut déjà plus être considéré comme un nouveau milieu de conflictualité. Exemple même de l'interpénétration de tous les milieux et de tous les domaines de conflictualité jusqu'aux champs immatériels, il concentre un ensemble de clés du combat – et particulièrement du combat naval – dans un monde où la donnée est centrale tant pour la préparation que pour la conduite de l'action sous toutes ses formes.

Des changements de paradigmes tactiques issues des évolutions technologiques

Ces nouveaux champs de conflictualité, associés à l'évolution des technologies militaires et duales exposée dans un précédent article de l'Observatoire Marine 2040, ne sont pas sans impact sur les moyens militaires à mettre en œuvre dans le combat naval. Ils ont trois conséquences tactico-opératives particulièrement critiques.

« La massification de l'emploi des drones, sous-marins, aériens ou de surface, soulève de multiples questions dans la conduite de l'action navale. »

Les drones peuvent être complexe à utiliser mais génèrent de l'incertitude chez l'adversaire : leurs comportements sont difficiles à analyser, leur criticité difficile à évaluer et ils rendent la manœuvre plus difficile à percevoir. Face à une action hostile par drone, le risque d'escalade est moindre et permet l'adoption de règles d'engagement plus permissives. Ainsi, l'interception puis la destruction d'un drone Reaper américain par un chasseur russe en mer Noire en 2023 n'a pas eu les mêmes conséquences s'il s'était agi d'un aéronef habité. Toutefois, les drones présentent des faiblesses intrinsèques qui peuvent être utilisées par un adversaire, telles que des capacités évasives limitées, une forte sensibilité au risque cyber ou au brouillage des communications.

La deuxième conséquence est un ascendant retrouvé à l'action offensive. Les avancées technologiques favorisent la transparence du champ de bataille, la multiplication des vecteurs et des effets, la vélocité des mobiles aériens et la dilution des assaillants, rendant la position du défenseur bien plus complexe. Le cas particulier des armes hypersoniques, en service d'ici 2040 dans les principales armées mondiales est une question clé : la combinaison d'une haute vitesse, d'une

grande manœuvrabilité et d'une portée importante[1] rend l'interception de telles armes très complexes jusqu'à quelques secondes avant l'impact. Seule une vision globale de la défense permet d'envisager des parades efficaces en cherchant, par exemple, à rendre plus difficile la primo-détection.

La dernière conséquence est la centralité du combat en réseau. La globalisation du combat liée aux portées et à l'interpénétration des milieux, la contraction du temps, la massification des vecteurs déconcentrés des principales plateformes et la diversification des acteurs donnent une importance plus grande au combat en réseau. Le besoin de connectivité, de partage des données et l'appel à l'intelligence artificielle deviennent déterminants pour diminuer la durée de la boucle OODA – Observation, Orientation, Décision, Action – et accélérer la prise de décisions par ailleurs sécurisées. L'agression des réseaux de l'adversaire semble d'ailleurs être la priorité que s'est donnée la Chine dans l'hypothèse d'un affrontement avec les Etats-Unis.

Le besoin d'investir de nouveaux modes d'actions, en particulier hybrides

Les modes d'action hybrides se caractérisent par plusieurs éléments. Dans une logique de compétition entre les Etats, pouvant aller jusqu'à l'affrontement, ils visent à brouiller les frontières entre temps de paix et temps de guerre, ou à renforcer l'efficacité d'actions de combat en situation de guerre. Après plusieurs décennies pendant lesquelles l'asymétrie des confrontations naissait de l'asymétrie des moyens militaires utilisés, ces modes d'action connaissent un renouveau favorisé par la diffusion des technologies de l'information et le nivellement des technologies militaires. Mais l'hybridité s'exprime également dans une confrontation du fort au fort où l'Occident fait face à des modèles intellectuels et culturels différents du sien, modèles qui entremêlent l'action militaire et les actions d'autres natures, tel que la désinformation, les cyberattaques, des actions difficilement attribuables, l'intervention d'acteurs tiers, etc.

« L'hybridité permet de créer des dommages sans risquer la guerre. La « guerre hors limite » chinoise en est une illustration paradigmatique. [2] »

Dans le domaine maritime, la guerre hybride ajoute à ses caractéristiques des formes particulières. L'immensité des espaces et la non-transparence du dioptré favorisent les actions non imputables, à l'image des sabotages des

gazoducs *Nord Stream*. Le spectre des moyens utilisables est très étendu : dégradation de l'information par des campagnes agressives de brouillage GPS ou tromperies sur les signaux AIS[3], actions sous-marines, entraves indirectes à la liberté de navigation, cyberattaques sur des navires de plus en plus automatisés et dépendants des systèmes de positionnement et de communication. L'importance de la mer pour les échanges permet aussi, en s'y attaquant, de cibler indirectement des enjeux économiques et des populations : ainsi, l'interruption faussement accidentelle du trafic dans un détroit international ou la destruction de câbles sous-marins peuvent soutenir indirectement une action militaire. Le chantage au blé et la menace d'interdire la navigation commerciale en mer Noire par la Russie ont permis tout autant d'affaiblir l'économie ukrainienne que d'accentuer la fracture avec les pays du Sud, fragilisant ainsi le soutien militaire à l'Ukraine.

Potentiellement très divers, les modes d'action de la guerre hybride peuvent ainsi être catégorisés selon cinq critères : la nature des acteurs qui mettent en œuvre ces modes d'action, leurs objectifs, les cibles ou points d'application, les moyens utilisés et enfin, les champs dans lesquels ils s'exercent. Les limites de cette catégorisation ne sont cependant pas étanches. Le tableau ci-dessous dresse quelques exemples constatés ou possibles de modes d'actions selon les cinq critères évoqués.

« Les acteurs peuvent être Etatiques ou non (proxys, mercenaires, milices...), autonomes ou en relai d'acteurs plus importants, conscients ou instrumentalisés : la stratégie asymétrique du Président turc Erdogan, visant à utiliser les déplacements de population comme une menace directe depuis la Turquie en Méditerranée orientale, ou indirectement en Méditerranée centrale via son influence en Libye, en est un exemple. »

L'épisode de la « flottille de Gaza » est un autre exemple édifiant d'instrumentalisation d'acteurs tiers à des fins politiques : la flottille avait officiellement pour but de briser le blocus de Gaza afin d'acheminer de l'aide humanitaire et des matériaux de construction. La violation du blocus par la partie turque amena Israël à conduire une opération militaire, qui fût également l'objet d'une guerre de communication acharnée.

Les objectifs visés par les modes d'actions hybrides sont de trois ordres : la confusion de l'adversaire (tromperie, génération d'informations contradictoires, attribution erronée d'une action...), son affaiblissement (pression internationale, actions de déstabilisation interne, attaque

directe sur des capacités économiques ou autres) ou le détournement de ses capacités (activation d'une menace terroriste ou de pirates aux confins d'un théâtre dont on veut éloigner un adversaire par exemple). Les marines occidentales ne peuvent se priver d'y faire plus largement appel. Elles doivent s'approprier ce domaine en développant de nouveaux modes d'action efficaces mais respectueux du droit international : la ruse et la déception en font partie.

Modes d'actions constatés ou supposés					
Mode d'action	Acteur(s)	Objectif(s)	Cible(s)	Champs	Moyen(s)
Attaques sporadiques en mer	Proxys (Houthis) ou États (Iran)	Créer de l'insécurité, entretenir une dissuasion, affaiblir l'adversaire	Navires majoritairement civils	Matériel (cinétique) et informationnel (influence)	Moyens nautiques et aériens divers (drones)
Harcèlement en mer	Milices maritimes (Chine)	Perturber l'activité civile et militaire de l'adversaire	Forces japonaises, vietnamiennes et philippines	Matériel (cinétique)	Navires de pêche armés
Armée de trolls	États (Russie) et mercenaires (Wagner)	Influencer les choix en sa faveur (élections), légitimer son action, délégitimer celle l'adversaire	Opinions publiques	Informationnel (influence)	Médias et réseaux sociaux
Destruction de câbles sous-marins	États ou proxys	Affaiblir l'économie et la société de l'adversaire, perturber son information	Infrastructures sous-marines	Matériel (cinétique)	Navires civils (océanographiques, commerciaux...)
Menacer l'environnement privé des militaires	États ou proxys	Déstabiliser la force morale de son adversaire	Militaires	Informationnel (influence) et matériel (cinétique)	Discours, médias, réseaux sociaux, attaques cinétiques ciblées

Agir sur le champ des perceptions pour vaincre sans combattre

L'action dans le champ des perceptions relève de l'hybridité. À l'image des guerres qui se jouent actuellement en Ukraine et au Proche-Orient, l'influence, la maîtrise de l'information et la distorsion de la réalité sont des modes d'action utilisés par les Etats pour combattre. Ces champs d'action environnent le combat naval sans en faire réellement partie, mais doivent être pris en compte puisqu'ils permettent de dominer l'espace conflictuel et plus largement le domaine cognitif.

Ils sont devenus une arme mise en œuvre par les diplomaties, les services de renseignement, mais aussi les armées ou parfois les acteurs privés, à l'image de l'ex-groupe Wagner. L'ensemble de ces acteurs agit sur les opinions publiques nationales et étrangères en intégrant leurs récits dans les médias locaux et internationaux, mais aussi en ciblant spécifiquement les décideurs, relais d'opinion et acteurs directs d'une guerre plus conventionnelle. Par exemple, les images prises depuis les drones de surface pénétrant dans le port de Sébastopol viennent briser le sentiment de relative sécurité des marins russes dans leur port base.

Les doctrines chinoise et russe en matière d'hybridation des conflits ont réinventé l'utilisation des capacités militaires d'influence. Cela consiste à inverser la logique traditionnelle, où les forces armées utilisaient des moyens civils pour atteindre des objectifs militaires. Désormais, les forces armées utilisent des capacités militaires, notamment en matière d'influence et de renseignement élargi, pour atteindre des objectifs civils de puissance. Cette mutation reflète un nouveau paradigme des conflits du XXI^{ème} siècle.

« La conflictualité navale s'intensifie, avec des adversaires de plus en plus habiles agissant sous le seuil du conflit ouvert. »

Cette conflictualité s'élargit à de nouveaux champs que doivent s'approprier les marines qui veulent peser sur l'échiquier. Le combat naval de demain sera plus âpre, plus technique, plus complexe. Il impose aux marines d'aujourd'hui d'investir de manière importante sur des moyens capacitaires pour faire face à ces défis, mais aussi sur les compétences et la résilience des marins, cœur du dispositif en mer comme à terre. Après plusieurs décennies de paix relative, comment préparer les jeunes marins aux nouveaux moyens de faire la guerre ? Quelles compétences générer en adéquation avec un futur incertain et sans cesse mouvant ?

Ces questionnements seront le fil directeur du prochain article de l'Observatoire Marine 2040.

NOTES

[1] Près de 2000 kilomètres pour un missile aérobie et potentiellement illimitée à l'échelle terrestre pour les missiles balistiques

[2] Publié en 1999 par Qiao Liang, théoricien militaire chinois et général de division à la retraite, et Wang Xiangsui, ancien colonel chinois, le manuel de stratégie politique "La guerre hors limite" propose une vision nouvelle de la confrontation entre les Etats-Unis et la Chine, selon laquelle il n'est plus possible d'obtenir l'avantage sur son adversaire sans dépasser la confrontation dans le champ militaire. Liang et Xiangsui défendent alors la nécessité d'atteindre de nouveaux espaces, tels que la technologie, la finance ou encore le juridique

[3] L'AIS (Automatic Identification System) est un outil d'aide à la navigation. Il permet aux navires émetteurs d'être visibles dans un certain rayon, peu importe les conditions météo, et ainsi éviter les collisions. L'AIS transmet des données telles que la position, le cap ou encore la vitesse, et peut être désactivé ou faussé à tout moment par un navire émetteur

COMMENT PRÉPARER LES MARINS AU COMBAT NAVAL MODERNE ?

Jean-François Pelliard - 12 juin 2024

Ingénieur en informatique diplômé de SUPELEC et ancien officier de marine, Jean-François Pelliard a occupé plusieurs postes militaires à responsabilité dans le domaine du numérique et des ressources humaines, en particulier au sein du dispositif de formation de la Marine nationale. Il collabore avec l'institut FMES depuis 2018, sur les thématiques de l'innovation, des technologies duales, et du développement de l'économie de défense en région Sud. Il est directeur de « L'Observatoire Marine 2040 ».

Les équipages des grandes marines occidentales doivent faire face à deux caractéristiques fondamentales du combat naval moderne : une complexité technique et opérationnelle, et une âpreté liée au retour de la haute intensité et renforcée par une hybridité insidieuse.

Pour s'y confronter, les marins militaires doivent pouvoir s'appuyer sur trois piliers. Le premier est la formation initiale qui, en leur faisant prendre conscience de leurs rôles à travers des situations représentatives de leur métier, leur apportera un solide socle de compétences professionnelles. Un entraînement de plus en plus réaliste prendra le relai en faisant largement appel à la simulation pour varier les scénarios et jouer des situations dégradées. Enfin la confiance dans l'Institution pour soutenir les familles et le militaire de retour du combat reste un impératif pour que le marin consente aux sacrifices de la guerre.

Les jeunes d'aujourd'hui seront les marins de demain. À l'encontre des stéréotypes d'une jeunesse « déconnectée » de la réalité, la récente étude sociologique « les jeunes et la guerre » réalisée par Anne Muxel [1] met en lumière une jeunesse plutôt patriote, disposée à s'engager et surtout consciente que la guerre, dans ses formes les plus violentes, pourra faire partie de son avenir proche. Alors que le combat naval revient sur le devant de la scène, avec de nouvelles formes et exigences, il convient de s'interroger sur les qualités du marin, acteur principal de ce combat, et sur la manière de l'y préparer. L'Observatoire Marine 2040, piloté par la FMES, s'y est intéressé et propose dans cet article un profil du marin de demain et plusieurs axes d'efforts pour le développer.

NOTES

[1] Anne Muxel, « Les jeunes et la guerre : représentations et dispositions à l'engagement », IRSEM, avril 2024.

Face à la complexité et à l'âpreté du combat naval : résilience et intelligence des situations

Complexité et âpreté sont deux caractéristiques essentielles du combat naval moderne qui s'imposent à tout marin militaire.

La complexité du combat est d'abord de nature opérationnelle. La multiplicité des acteurs en mer complique l'évaluation de toute situation tactique et augmente autant les risques de se faire surprendre que ceux d'une méprise. La diversité des modes d'action possibles, s'inscrivant dans le temps long ou dans la fulgurance de l'action létale, et l'incertitude des intentions d'un adversaire, imposent au marin une intelligence des situations. Il doit être capable de distinguer, dans un flot d'informations en expansion permanente et auquel l'adversaire cherchera à lui dénier l'accès, celles qui lui permettront d'agir de manière appropriée. Il doit également être conscient des biais que la guerre d'influence des pays compétiteurs peut introduire dans son analyse de la situation.

« Le marin ne peut plus ignorer que ce combat redevient probable dans ses formes les plus violentes. Le risque de disparaître au combat, d'être irréversiblement blessé physiquement mais aussi psychologiquement, doit être accepté et réfléchi. »

La complexité du combat naval est également technologique. Le sous-marinier des années 1970 connaissait chaque vanne ou sectionnement de son navire parce que sa complexité globale lui restait accessible et que la survie de l'équipage pouvait en dépendre. La maîtrise technique totale et précise d'un sous-marin ou d'une frégate moderne n'est plus accessible au marin ni même à l'équipage. Le marin doit aujourd'hui accéder à une autre maîtrise, plus globale, de l'Etat des systèmes, de leurs performances et de la confiance qui peut leur être accordée en fonction des situations techniques et opérationnelles rencontrées. Parallèlement, ces systèmes sont de plus en plus interdépendants. L'action d'un opérateur peut, tel l'effet papillon, entraîner des réactions en chaîne non perçues avant l'action. Dès les premiers niveaux d'emploi, le

marin doit donc faire preuve d'une intelligence des situations et être capable de prendre des initiatives alors qu'il était auparavant formé pour appliquer des procédures précises.

S'il est indéniablement complexe, le combat naval est également âpre, caractérisé par une fulgurance et une létalité que les technologies modernes ont renforcées. Le marin ne peut plus ignorer que ce combat redevient probable dans ses formes les plus violentes. Le risque de disparaître au combat, d'être irréversiblement blessé physiquement mais aussi psychologiquement, doit être accepté et réfléchi. Le sens que le marin donne à son engagement en est sans doute la première garantie. Mais cette acceptation en amont ne suffit pas. Le marin de demain doit être capable d'agir dans le temps du combat. La virtualisation de l'affrontement le protège dans une certaine mesure d'un stress incapacitant : avant de faire but, un missile ou une torpille n'est qu'une piste sur un écran, qu'il faut traiter avec professionnalisme. Lors d'un impact la plupart du temps destructeur, situation dont la perspective resurgit, le marin est brutalement ramené à la réalité. Dans l'hypothèse où il n'est pas lui-même mis hors de combat, il doit faire preuve de résilience et de force de caractère pour continuer à agir avec professionnalisme, alors même que son environnement immédiat témoigne de la dureté extrême du combat. La capacité à gérer son stress est ici déterminante autant pour préserver les vies et la survivabilité du navire que pour continuer le combat. Sa résilience doit faire appel à des ressources psychologiques mais aussi techniques afin de maintenir une capacité d'action en situation dégradée.

Mais l'âpreté du combat naval prend également la forme d'une hybridité permanente et insidieuse. Dans le temps de l'action navale, la maîtrise du spectre électromagnétique qui hier passait exclusivement par les systèmes du bord s'étend aujourd'hui jusqu'à l'usage des téléphones mobiles personnels. Les signaux associés, utilisés par exemple par les armées ukrainiennes pour cibler des forces russes, peuvent à la mer révéler ou confirmer la position d'un navire, où qu'il soit. À proximité des côtes et dès lors que des communications peuvent être établies, l'analyse de cette activité électromagnétique à l'aide d'une intelligence artificielle, ainsi que celle des communications interceptées, peuvent donner des indications sur l'activité prévisible du navire. Les marins doivent donc s'astreindre à une discrétion rigoureuse. À terre, dans un cadre privé, le marin a

toujours été appelé à faire preuve de discrétion sur ses activités professionnelles. Dans un monde numérisé, ses indiscretions sont à la fois plus fréquentes et plus compromettantes : plus fréquentes, car le marin a moins conscience dans ses relations virtuelles de qui accède aux informations qu'il émet ; plus compromettantes, car justement son message est plus facilement accessible aux adversaires potentiels et plus facilement combinable avec les messages de ses camarades pour élaborer une information fiable et d'intérêt opérationnel.

« Même avec un comportement exemplaire, le marin militaire reste une cible de l'hybridité. Il est soumis aux opérations d'influence en tant que citoyen recevant l'information diffusée par des acteurs concurrents, mais aussi potentiellement de manière spécifique dès lors qu'il aura été identifié comme militaire et peut-être plus spécifiquement comme marin, membre de tel équipage ou acteur de telle mission. S'il n'est pas immunisé contre ces actions d'influence, il pourra douter de la légitimité de son action, du succès de l'équipage dont il fait partie, ou craindre des situations extrêmes que l'adversaire lui aura fait envisager. »

Il en résultera alors potentiellement un moindre engagement et une moindre efficacité au combat. Le marin peut également être ciblé à travers son environnement personnel. Il doit donc faire preuve d'une certaine résilience face à des menaces – ou a minima l'émergence d'un sentiment d'insécurité – qui pourraient peser sur ses proches. La discrétion sur sa vie privée est pour lui plus que pour d'autres une exigence de sécurité. Mais il doit également faire preuve de force morale face à toute menace de nature militaire ou terroriste qui pèserait sur son port-base où réside souvent sa famille.

Faire preuve de telles qualités techniques et morales ne s'improvise pas. Pour la Marine française, trois axes prioritaires d'efforts peuvent être recommandés.

Moderniser la formation initiale en adoptant une approche par les compétences

Transformer en trois à quatre mois un jeune issu de la société civile en marin apte au combat est une gageure. Pourtant, le sens de l'engagement de la jeunesse et son obligation de composer avec l'incertitude que lui propose la société tempèrent l'opposition entre mondes militaire et civil, opposition trop souvent présentée comme absolue. Mais les premières années des jeunes français les préparent peu à ce monde professionnel si exigeant.

Pour relever le défi de cette transformation, la Marine française doit faire évoluer son modèle de formation. Malgré des réformes régulières dans les décennies passées, souvent poussées par des contraintes budgétaires et un objectif de réduction du temps de formation, ce modèle reste classique et représentatif de la majorité des formations professionnelles en France : la modernisation des moyens a peu fait évoluer la relation entre des formateurs qui transmettent des connaissances et des élèves qui en sont le réceptacle passif. Ce modèle ne favorise ni la compréhension des situations professionnelles, ni la mémorisation à long terme et moins encore l'autonomie des marins en devenir.

Pour aider le marin à comprendre les situations auxquelles il sera confronté et à s'adapter à l'évolutivité du combat et des technologies, sa formation initiale doit avoir pour objectif le développement d'une culture de son métier, véritable socle sur lequel il pourra s'appuyer pour agir et progresser. Toutes les catégories de grades sont concernées. Mais l'effort doit porter en priorité sur les premiers niveaux d'emploi, ceux des matelots et de jeunes sous-officiers (officiers mariniers), afin d'améliorer leur employabilité sur les navires modernes. Ce socle doit intégrer des connaissances, des capacités et des aptitudes sur lesquelles le marin pourra s'appuyer tout au long de sa carrière, tout en l'élargissant et le renforçant au fil du temps : connaissance de l'environnement géopolitique, de la Marine et des navires ; capacité à appréhender la complexité dès les premiers niveaux d'emploi, résilience, combattivité, esprit d'équipage ; aptitude à transposer ce qu'il a appris dans des situations

tactiques et techniques nouvelles, intelligence des situations et compréhension de son rôle au sein de l'équipage en fonction de ces situations. Si les éléments constitutifs de ce socle sont évoqués ici de manière générique, ils doivent bien sûr être déclinés selon le domaine d'emploi prévisible du marin – canonier, spécialiste de la lutte sous la mer ou encore mécanicien naval – tout en lui donnant la capacité à prendre de la hauteur par rapport à ce domaine d'emploi. Ce dernier point est fondamental tant l'interdépendance des systèmes des navires et donc des spécialités des marins est forte.

« Cette formation initiale doit comporter deux dimensions bien présentes dans le modèle actuel : celle de l'opérateur et du technicien, qui met en œuvre les systèmes et participe à leur maintenance, et celle du militaire, orientée vers l'aguerrissement, la préparation physique, et des activités stressantes comme la lutte contre un incendie dans un environnement clos et enfumé. »

Les véritables axes d'effort résident d'une part dans l'agrégation de ces dimensions pour que le jeune marin puisse se représenter le rôle qu'il devra tenir dès son premier embarquement, et d'autre part dans l'évolution de la relation entre le formateur et l'élève afin que ce dernier soit véritablement actif dans sa formation. Une véritable approche par les compétences fondée sur des situations professionnelles représentatives, plus que sur une traditionnelle logique disciplinaire, permettra d'y répondre. Adieu les QCM favorisant le bachotage ou la théorie dissociée des situations professionnelles pratiques. Le jeune marin sera formé et évalué autour des rôles qu'il devra tenir, dans des situations du navire de plus en plus complexes, qu'elles soient nominales ou dégradées.

La Marine française a heureusement abordé ce virage en développant une nouvelle approche pédagogique répondant à ces objectifs et servie par un outil numérique innovant. Cette approche est fondée sur une vision générique du navire de guerre illustrée par quelques navires réels significatifs de la flotte renouvelée. Cet environnement permet au marin de se projeter dans la future vie professionnelle. Dès l'été 2024, de jeunes matelots pourront l'expérimenter. L'enjeu sera ensuite de changer d'échelle.

Le réalisme de l'entraînement

Mais la formation ne suffit pas. Les compétences et capacités d'adaptation qu'elle a permis de développer doivent être soumises au révélateur d'un entraînement toujours plus réaliste et exigeant. Face à l'imprévisibilité de l'adversaire, à un emploi inventif et innovant de technologies duales pour des actions offensives et au caractère hybride des engagements futurs, cet entraînement doit évoluer dans une logique déjà adoptée par la Marine française avec les exercices Polaris et plus largement par les Armées avec les exercices interarmées Orion.

La difficile maîtrise des modes de fonctionnement dégradés de systèmes de combat toujours plus sophistiqués doit faire partie des savoir-faire techniques du combat naval. La répétition d'exercices y contribue de manière déterminante. Elle peut pour cela s'appuyer sur des outils permettant de simuler l'avarie des éléments constitutifs des systèmes de combat, pour entraîner tous les maillons des chaînes de mise en œuvre aux réactions adéquates et éviter le passage brutal de l'hyper-performance à la paralysie.

Les savoir-faire tactiques doivent quant à eux être adaptés à l'ère du combat collaboratif et à la perfidie de la guerre hybride.

Alors que le combat collaboratif exige une organisation du commandement très structurée, l'hybridité de la menace requiert au contraire une réactivité et une intelligence de situation qui s'accommodent mal de cadres rigides.

« L'entraînement doit soumettre les modes d'action à l'épreuve de brusques changements de situation impliquant la décentralisation des prises de décision. Il doit également encourager les solutions innovantes pour inciter les marins français à s'appuyer eux-aussi sur des modes d'action hybrides. Il devra enfin insister sur la conception de manœuvres plaçant la force navale en situation de prendre l'ascendant et de délivrer le premier coup. »

Pour préparer les marins à l'incertitude accrue des engagements futurs, l'entraînement doit par ailleurs diffuser un Etat d'esprit particulier. L'évolution de la place de l'opérateur dans la mise en œuvre de systèmes de combat qui s'appuient sur l'intelligence artificielle et les automatismes l'exige, ainsi que la contraction du temps du combat. La subsidiarité à tous les niveaux doit être mise à l'épreuve pour s'assurer que les échelons locaux prennent effectivement l'initiative en s'adaptant aux situations tactiques ou techniques rencontrées.

La place de la simulation doit par ailleurs être accrue afin d'assurer des conditions d'entraînement réalistes et cohérentes avec la variété des situations rencontrées au combat. Utilisée de façon combinée avec l'entraînement réel, la simulation permet de contourner la difficulté de réunir les moyens pour élargir le champ de l'entraînement et intégrer les dimensions multi-milieus et multi-champs déterminantes pour la préparation opérationnelle des forces navales.

L'assurance d'un soutien fort de l'Institution

Si réaliste soit-il, l'entraînement n'est pas le combat. Il permet certes d'affiner les doctrines et les techniques et de travailler sur les postures intellectuelles et la résistance physique, mais il lui manque une dimension essentielle : la prise en compte des conséquences réelles de l'action offensive adverse. La dangerosité et l'incertitude du combat ne sont pas vécues comme celles de l'entraînement. La dangerosité provient en particulier de la létalité des engagements. La confrontation du marin à cette hostilité peut être à l'origine du développement de formes de stress intense, devenant chronique et dépassant ses capacités d'adaptation. L'incertitude provient quant à elle de la volatilité des situations opérationnelles. Elle est entretenue par la complexité des conflits futurs, difficiles à appréhender, et par le recours à des modes d'action hybrides dont l'objectif est bien souvent de déstabiliser et d'entretenir la confusion sur les intentions de l'ennemi. Cette densification du brouillard de la guerre peut conduire à des questionnements individuels ou collectifs sur l'utilité de la mission et la clarté des objectifs, et dans les cas extrêmes à une remise en cause de la mission, du métier, et de l'acceptation des risques encourus.

L'entraînement permet de développer une indispensable confiance au sein de l'équipage dans la capacité des uns à prendre en charge autant que possible ceux qui seront touchés.

« Mais pour être efficace et consentir au risque, le marin doit également avoir une confiance forte en l'Institution militaire pour le soutenir dans la durée. Sans même évoquer la prise en charge des blessures physiques, cette institution se doit de mettre en place des dispositifs adaptés pour répondre à trois objectifs : assurer la récupération physique et mentale du marin après la mission ; préparer le marin au retour en famille ; soutenir la famille pendant la mission. »

La récupération du marin après la mission est facilitée par des sas du type de ceux mis en place par l'armée de Terre depuis 2009 au profit des militaires engagés sur des théâtres d'opérations. Ces sas constituent un véritable temps de transition entre deux univers opposés. En prenant en compte des dynamiques psychologiques plus larges que les seuls troubles psychiques post-traumatiques, ils favorisent le passage d'un Etat psychologique lié à un contexte de temps de guerre à un Etat psychologique lié à un contexte de temps de paix. Au combat, des liens très forts peuvent s'établir entre les individus. À l'échelle d'un équipage, l'objectif peut être de clore la mission et de l'ancrer dans le passé, par une distanciation progressive entre le marin et l'équipage sous tension de la mission. Le débriefing collectif, centré sur le vécu pendant la mission, en est alors un élément essentiel permettant de tourner la page de la mission.

Le retour serein en famille demande pour sa part une prise de conscience par le marin des mécanismes d'adaptation au combat qu'il a pu développer, dont certains sont susceptibles d'affecter significativement son comportement en privé. Un accompagnement fait de conseils favorisant la désactivation de ces mécanismes être indispensable à certains.

« Enfin, spectatrices des opérations relatées par les médias, parfois isolées, les familles vivent la mission et subissent un niveau important de stress parfois destructeur. »

Un accompagnement psychologique des conjoints en particulier serait bienvenu pour être mis en œuvre dans le temps de la mission. Alors que le combattant est souvent peu conscient des risques psychologiques auxquels il est soumis, ce soutien à la famille est sans doute le meilleur gage de confiance que puisse lui proposer utilement l'Institution militaire.

Face à l'âpreté et à la complexité du combat naval, la formation et l'entraînement sont donc les principales clés de l'efficacité du marin qui doit également pouvoir compter sur l'implication de l'Institution dans la prise en charge des risques auxquels il est exposé. Ces clés sont également des conditions *sine qua non* de la fidélisation de cette précieuse ressource. Fidélisation qui reste, avec le recrutement, une des principales difficultés des marines occidentales.

NOS ACTIVITÉS

FORMER

L'institut FMES propose des **formations** s'adressant aux cadres dirigeants ainsi que **3 cycles de formations**. Elle réalise, sous mandat du Conseil Régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Direction Générale de l'Armement (DGA), **des expertises, des outils et des actions visant à informer les risques de cybersécurité au sein des entreprises**.

INFORMER

L'institut FMES produit plusieurs formats tels que des articles de réflexions géopolitiques, stratégiques et maritimes combinés chaque semestre dans les **Perspectives Stratégiques**. Il produit également des ouvrages tels que **l'Atlas stratégique de la Méditerranée et du Moyen-Orient**, des podcasts ainsi qu'une newsletter mensuelle.

SE RENCONTRER

L'institut FMES organise également les **Rencontres Stratégiques de la Méditerranée (RSMed)**, des **Wargames et Serious games**, de même que des **conférences mensuelles**. De plus, il organise **Le prix Géopolitique** qui a pour but d'encourager la recherche et l'analyse liées à la géopolitique et à l'étude de la conflictualité actuelle et de récompenser chaque année un ouvrage.

SUIVRE L'ACTUALITÉ DE LA FMES

Vous souhaitez en savoir plus sur nos activités ?
Découvrez les nombreux avantages en adhérant
à la FMES.

Scannez le **QR Code**



ou
visitez notre site **www.fmes-france.org**



FMES FRANCE



@institutfmes



Institut FMES



@institutFMES



Institut FMES



**La Boussole
Stratégique**



FMES

Fondation Méditerranéenne
d'Études Stratégiques



Institut FMES

Maison du Numérique et de l'Innovation
Place Georges Pompidou - 83000 Toulon
+33 4 94 05 55 55
info@fmes-france.org
www.fmes-france.org

**RÉGION
SUD**
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR

